

DERNIÈRE ÉDITION BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE

№ 13591 - 4,50 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

S'AVOUE:

JE VOULAIS DE

LA SEMOULE !!

SAMEDI 8 OCTOBRE 1988

L'état de siège et le couvre-feu dans la capitale

L'armée s'efforce de rétablir l'ordre à Alger où les émeutes ont fait de nombreuses victimes

Turbulent Maghreb

Hiors que leur presse restait très discrète sur les événements d'Alger, le roi Hassan II, le président Ben Ali et le colonel Kadhafi ont exprimé leur sympathie et leur solidarité à M. Chadli Bendjedid. Leurs récentes consultations pour l'édification d'un Maghreb uni dans lequel seraient oubliées les querelles du passé expliquent ces attentions. Mais il y a aussi la solidarité naturelle de chefs d'Etat qui peuvent redouter l'effet contagieux des troubles, comme l'a déjà montré une flam-bée de violence au Maroc, juste après les « émeutes du pa qui ébranlèrent la Tunisie de Bourguiba en janvier 1984.

Les régimes maghrébins ont des institutions politiques différentes, mais les problèmes socio-économiques de la région sont comparables. La jeunesse, dont la scolarisation, même superficielle, coûte très cher, n'a châmege bien plus d'amatique que dans la vieille Europe, La réaction maturelle de bien des

Un autre dériva-tif est l'imitation de l'Occident : boîte « disco » contre mosquée. La proximité de la France, mais sie, si présentes par leurs moyens audiovisuels, engendre des frustrations supplémentaires en même temps qu'elle permet de régler certains problèmes d'approvisionnement. A cet égard, la suppression récente des allocations de devises aux voyageurs algériens était sans doute une mesure courageuse sur le plan de la saine gestion. mais elle comportait des risques politiques évidents.

L'immigration - deux millions d'Algériens en Europe, dont huit cent mille en France — constitue une soupape de sécurité sur le plan financier, mais elle empêche le pouvoir de faire totale silence sur les réalités grâce à une presse officielle asservie.

e recours au français pour s'informer, pour s'expetrier, voire pour trouver un bon travail dans son pays, pose un problème suppl taire dans une société à la recherche d'identité culturelle.

Au moment des « émeutes du pain » en Tunisie, l'avenir de ce pays, conditionné par la succession de Bourguiba, paraistait des plus sombres, Le Maroc semblait lancé dans une guerre ruineuse au Sahare. L'avènement du général Ben Ali, la réconciliation du roi Hassan et du président algérien, en raison précisément de la prise de conscience d'une numeuté d'intérêts, ont levé certaines inquiétudes pour Tunis et Rabet. Malgré les difficultés de la vie quotidienne, l'Algérie de M. Chadii Bendjedid n'avait pas connu de grandes convulsions. Comme il arrive souvent, la révoite survient sprès un début d'ouverture politique. It serait navrant que ce soit un encoura-



L'armée s'efforce de réta-blir l'ordre à Alger. Notre correspondant confirme la mort de cinq manifestants. Plusieurs témoignages, pour l'instant invérifiables, font état d'autres victimes. Le commandement militaire chargé de l'état de siège a reconnu vendredi • des pertes de vie humaines ., tant du côté des forces de l'ordre que parmi les manifestants. Air Algérie a annulé, vendredi 7 octobre, tous ses vols, intérieurs et internationaux, notamment ses liaisons avec la France.

ALGER de notre correspondant

Alger s'est réveillée dans le calme vendredi 7 octobre. Les rues étaient désertes, quelques automobiles circulaient en slalomant entre les carcasses de voitures calcinées et les tas d'immondices en train de se consumer. Les seuls attroupements visibles se font devant les rares boulangeries ouvertes, qui sont prises d'assaut

choc. Les derniers de la file ne sont pas assurés de trouver du pain quand leur tour viendra. La sympathie que la majorité d'entre eux avouaient pour les manifestants a peu à peu évolué vers une désapprobation teintée de stupeur : l'ampieur des dégâts a frappé les esprits.

La présence des forces de l'ordre a été renforcée dans les quartiers résidentiels. Des genont pris position aux points de passages obligés. Des chars patrouillent en roulant au ralenti sur les autoroutes et les boulevards périphériques. Les hélicoptères militaires ont repris leur survol à basse altitude de la capitale, où des incendies mai maîtrisés jeudi soir se sont rallumés spontaément sous la brise du matin.

> FRÉDÉRIC FRITSCHER. (Lire la suite page 4.)

Le référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

■ La rencontre Chirac-Tjibaou : un geste de réconciliation PAGE 10

■ Le texte intégral du projet de loi référendaire **PAGES 12 à 15**

Du charbon sud-africain en France

En violation de l'embargo de 1985

PAGE 32

La grève des infirmières

Elles jugent insuffisantes les propositions du gouvernement PAGE 16

Les manifestations en Yougoslavie

La direction politique de la province autonome de Voïvodine a présenté sa démission collective PAGE 6

La direction du Labour en échec

Désavouant M. Kinnock, le Parti travailliste reste favorable au désarmement nucléaire unilatéral PAGE 6

Le sommaire complet se trouve en page 36

Le chef de l'Etat chilien entend terminer son mandat

54,68 % pour le « non » et 43,03 % pour le « oui ». Le général Pinochet a reconnu sa défaite, mais indiqué qu'il entendait rester à la tête de l'État, dans le cadre de la Constitution, jusqu'à l'élection présidentielle prévue l'an prochain. Deux personnes ont été tuées au cours de manifestations vendredì 7 octobre.

SANTIAGO de nos envoyés spéciaux

« Il est tombé? » Ce cri a parcouru Santiago toute la journée du jendi 6 octobre. Par dizaines de milliers, des manifestants ont envahi le centre de la capitale pour célébrer la défaite du général Pinochet. Comme celui-ci est toujours en place, l'autre cri de la journée a été : « Qu'il s'en aille! ». Mais le général-président est apparu à la télévision le soir même pour dire qu'il resterait à son poste, comme le

Les résultats pratiquement défini- prévoit la Constitution, encore plus d'un tifs du plébiscite au Chili donnent an Il a affirmé aussi qu'il respecterait le verdict des um militaires avaient déjà annoncé.

> Les Chiliens s'étaient endormis mercredi soir sans être assurés de l'issue du scrutin. Ils se sont réveillés en lisant dans les journaux que le « non » avait triomphé. Alors, la ville, qui avait été étrangement silencieuse, toute la nuit, vide de voitures et de gens, a commencé à s'agiter. Des groupes de jeunes se sont promenés au petit matin, avec des drapeaux, et ont fraternisé avec les carabiniers. · « La guerre est finie », disaient-ils. La guerre que le général Pinochet aura jusqu'au bout prétendu livrer contre les «marxistes » et tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec lui.

L'Alameda est la principale avenue de Santiago: c'est là que, spontanément, les premiers manifestants sont arrivés.

> **GELLES BAUDIN** et CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 3 et nos informations page 36.)

La fronde des gardiens et l'impasse des négociations

Les prisons en panne

Plus de dix jours après le début du rale ». En cas d'intervention des forces les négociations ont été une nouvelle fois interrompues jeudi soir 6 octobre entre le médiateur, M. Gilbert Bonnemaison, et l'intersyndicale. Aucun nouveau rendez-vous n'a été pris. Sur le terrain, le mouvement continue à

C'est un dessin un peu grossier, malhabile comme une caricature de potache : un homme est allongé, il a de grosses chaussures et porte un uniforme. Dans une bulle, il dit : « Ne me réveillez qu'en cas d'augmentation. » Un peu plus loin, à gros traits noirs, on a dessiné une scène de genre : un gardien de prison ouvre la porte d'une cellule et dit à un détenu : Nous quittons la prison. » Le détenu, placide, répond : « N'oubliez pas de fermer la porte. »

Le façade de la maison d'arrêt de la Santé, à Paris, ressemble au hall d'une université en grève. On y a collé des articles de presse, des tracts et un grandilo-quent appel à « la mobilisation géné-

mouvement des gardiens de prison, de l'ordre dans l'une quelconque des prinels seront invités à quitter les locaux de détention et à se regrouper dans la cour d'honneur ». Ils s'y mettront tous, surveillants, personnels techniques, administra-

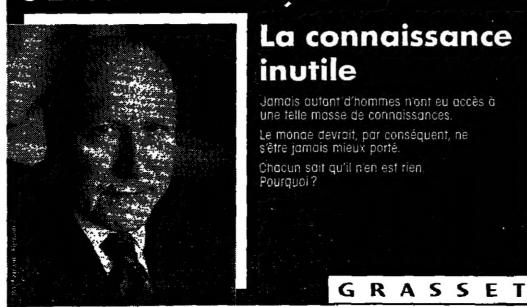
Depuis dix jours, la Santé vit au rythme des assemblées générales, deux. trois, quatre par jour. Dans les couloirs. des surveillants ont disposé des matelas et dorment sur place. « lis squattent », disent les gradés. « Ils occupent, comme dans une usine en grève. »

Jamais les photocopieuses n'ont aussi bien marché. Le téléphone d'intersyndicale à intersyndicale fonctionne à plein régime : la solidarité s'installe, et les gardiens de prison, de la base aux premiers surveillants, entraînés dans leur vertigineux succès, découvrent les modalités d'action depuis longtemps rodées par tous les contestataires du monde.

AGATHE LOGEART.

(Lire la suite page 22.)

JEAN-FRANÇOIS REVEL



Une visite européenne Jean-Paul II à Strasbourg

Jean-Paul (I est attendu à Strasbourg samedi 8 octobre, à 9 h 45. Il doit y être accueilli, à sa descente d'avion, par M. Fran-

çois Mitterrand. Cette quatrième visite du pape en France — après celle de 1980 à Paris et à Lisieux, celle de 1983 à Lourdes et celle de 1986 dans la région Rhône-Alpes - s'achèvera mardi 11 octobre à Mulhouse, après des étapes à Metz, à Nancy et au monastère du mont Sainte-Odile. Meis ce sera surrout une visite en Europe, Jean-Paul II ayant l'intention de s'adresser solennellement aux institutions européennes siégeant à Strasbourg.

Lire page 22 l'article de LAURENT GREILSAMER

Le Monde

SANS VISA

■ L'empire botanique d'un roi d'Espagne ■ Gastronomie ■ Escales ■ Jeux : Pages 17 à 20

A L'ÉTRANGER: Algéria, 4,60 DA; Marce, 4,50 dr.; Turisie, 600 m.; Alternague, 2 DM; Astriche, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 S; Antilies/Réunion, 7,20 F; Cita-C'hoire, 425 F CFA; Danamark, 10 kr.; Espague, 165 per.; G.-B., 60 p.; Galler, 160 dr.; Hande 50 n.; Nobe, 1700 J.; Nobe, 0 Antilies, 160 dr.; Levenhourn, 30 f.; Nobel, 2 S. What Count, 2 S. R.; Portugal, 130 anc.; Sárdosi, 325 F CFA; Suide, 12,50 cs.; Suissa, 1,60 dr.; USA, 1,50 S; USA (What Count), 2 S.

Débats

ENTRETIEN

M. Théo Klein: pour un « dialogue direct entre les Israéliens et les Palestiniens»

TOUS avons voulu dire, essentiellement, nous déclare le président du CRIF, que le temps n'était pas venu et qu'il ne fallait pas donner la parole au président de l'OLP avant de connaître la position de l'OLP, qui sera arrêtée lors de la réunion iu Conseil national palestinien. Sinon sa rencontre avec le groupe socialiste et son entretien avec M. Dumas ne pouvaient être, pour M. Arafat, que des occasions de propagande. Et je crains qu'elles ne l'aient été. »

Il ne s'agissait pas, selon M. Klein, de récuser l'OLP en tant e représentant - éventuel » des Palestiniens. Aussi bien, la manifestation organisée à Strasbourg par le CJE et par la communauté juive de la ville était-elle dirigée non contre M. Arafat, mais contre le

Le fait que je dise, depuis terre disputée ne pourra, à l'évidence, être réglé que par une entente, un dialogue direct entre les Israéliens et les Palestiniens est largement accepté dans la unauté, souligne M. Klein. Et nous savons bien que personne d'autre que les Palestiniens ne peut désigner celui qui les représentera. Notre attitude était, politiquement, une attitude de défiance face à une initiative qui nous paraissait plus médiatique que sérieuse. Affectivement, il nous était difficile de supporter que, au moment de nos grandes fêtes, alors que nos synagogues sont protégées contre des éléments de l'OLP, qui peuvent encore commettre des attentats, le chef de cette organisation soit

Les organisations juives ont donné à leur protestation et à leur mobilisation une vigueur qui a surpris. Quel objectif poursuivaient-elles? - Le CRIF n'a pas pour tâche de peser sur la litique du gouvernement français, déclare M. Klein. Cette politique se 1983. La seule nouveauté est que la détermine à travers la vie rencontre entre M. Dumas et

La récente visite de M. Yasser Arafat à Strasbourg, et l'entretien que le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a en, au palais de l'Europe, avec le président de l'OLP, ont laissé un goût amer aux représentants de la communauté juive. Nous avons demandé au président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), M. Théo Klein, son sentiment sur cette visite à laquelle le CRIF et le Congrès juif européen avaient tenté de

démocratique du pays, à laquelle nous participons individuellement par nos votes, par nos choix politiques. Le CRIF exprime les ents d'une communauté. Il est là pour dire quelles sont les aspirations, les craintes, parfois les préférences de cette comm Dans une démocratie, s'exprimer n'est pas faire pression. »

Ope rescontre Symbolique

- Je n'ai pas eu le sentiment de faire pression sur qui que ce soit, continue le président du CRIF. J'ai voulu que l'on sache comment nous sions. Et comme je l'avais exprimé à de nombreuses reprises avec toute la discrétion nécessaire pendant près de deux mois, et que, à aucun moment, aucune réponse ne m'avait été donnée, il est arrivé un moment où il a fallu que je l'exprime publiquement. Je regrette que l'on n'ait pas trouvé l'occasion de me dire quelles étaient les raisons qui guidaient le gouvernement. Peut-être que si ses intentions avaient été exprimées plus clairement, nous aurions réagi

Aux yeux de M. Klein, la visite de M. Arafat à Strasbourg ne doit rien au soulèvement dans les territoires occupés par Israel et n'est pas significative d'une évolution en faveur de l'OLP. « Le gouvernement français, dit-il, a toujours attaché l'OLP. Il a toujours apporté à M. Arafat un concours : il ne faut pas oublier les bateaux envoyés à Beyrouth en 1982 et à Tripoli en

M. Arafat se soit déroulée sur le

territoire français. » M. Klein relève que cette entrevue a revêtu un caractère symbolique, aussitôt souligné par l'OLP. Mais les organisations juives n'ont-elles pas contribué, par leurs protestations, à ce qu'il en soit ainsi? « Non, répond-il. Nous avons simplement dit que, pour les populations du Proche-Orient, israélienne et palestinienne, cette rencontre aurait valeur de symbole. Nous l'avions prévu et nous vons vérifié. •

affrontements dans les territoires ont probablement bénéficié davantage, auprès des opinions publiques, à la cause palestinienne qu'au gouvernement israélien. Il souligne la responsabilité qui incombe à l'Etat juif de maintenir l'ordre dans ces territoires, et la difficulté pour l'armée israélienne, qui n'est ni préparée ni équipée pour la répression de ce genre de manifestations, de faire face à « une volonsé des Palestiniens, sinon de tuer, du moins d'atteindre physiquement les soldats israéliens ». « On pourrait souhaiter que les méthodes de répression des Israéliens ne provoquent pas de morts, dit-il, mais on ne peut pas comparer leur action à je ne sais quelle chasse aux sorcières, comme il s'en produit, notamment, dans certains pays arabes tels que le

Surmonter la méfiance

Le président du CRIF souligne qu'il faut à M. Arafat, «s'il veut être l'interlocuteur d'une négociation avec les Israéliens, le temps de régler ses propres problèmes au sein de l'OLP. tandis que les Israéliens, lors de leurs élections de novembre prochain, doivent . faire un choix ». · A ce moment-là, dit-il, on pourra peut-être déboucher sur une solution politique. >

Quelle peut être la contribution des communautés juives de France et d'Europe à la recherche de cette solution? - Nous devons d'abord, explique M. Klein, essayer de faire comprendre autour de nous les positions israéliennes et les raisons de ces positions. Nous devons, ensuite, faire comprendre aux Israéliens les réactions de nos

concitoyens des différents pays dans lesquels nous vivons. Nous devons aussi, de temps à autre, dire aux Israéliens quelles sont nos propres réactions par rapport à la situation. Tout cela doit être fait dans un esprit fraternel et avec une certains

Le CJE a décidé d'organiser des rencontres culturelles judéo-arabes.

Nous voulons démontrer la possibilité d'un dialogue, dit M. Klein. Nous parlons de culture, mais la culture débouche, aussi, sur la politique. » A travers ces efforts pour instaurer un dialogue entre juifs et Arabes, le président du CRIF voudrait contribuer à « surmonter la mésiance, qui est la caractéristique de la situation actuelle. Les difficultés ne sont pas minces. Les événements de Cisjordanie ont tempéré les ardeurs de part et d'autre, mais les projet de ces rencontres, différé depuis le printemps dernier, est maintenu. M. Klein espère, aussi, aboutir -dans un délai raisonnable - à la publication d'un livre auquel il participe avec l'ambassadeur de la Ligue arabe en France, M. Hamadi

Au dîner que le CRIF offre. annuellement, depuis trois ans maintenant, en l'honneur du premier ministre, M. Klein a invité, cette année, le cardinal Albert Decourtray, président de la Conférence épiscopale, le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, et le cheikh Abbas, recteur de la mosquée de Paris. « La communauté musulmane, en France, est importante, souligne M. Klein, et je suis assez fier d'être le premier, peut-être, à prendre une initiative de ce genre. Ce sera l'occasion de rappeler que, s'il existe une civilisation judéo-chrétienne, cette civilisation est marquée, aussi, fortement, par un apport islamique qu'il ne faut pas oublier. »

M. Klein se félicite des réactions provoquées par le calembour antisémite de M. Jean-Marie Le Pen. « Moi-même, je me suis tu, fait-il remarquer, car j'al tendance à penser que l'antisémitisme est le problème des non-juifs. Que voulez-vous que nous sassions, nous? L'antisémitisme nous offre de disparaître. Nous n'y sommes nullement disposés... » Le président du CRIF n'est pas de ceux qui s'alarment facilement d'une possible résurgence des vieilles haines. « Je me méfie énormément, dit-il, de l'accusation d'antisémitisme. Je préfère, à la limite, manquer de réaction envers un antisémite que de traiter d'antisémite quelqu'un qui

ne le serait pas. »

Propos recueillis par PATRICK JARREAU.

AUDIOVISUEL

Le bon plan pour le câble

par RICHARD BRICAIRE (*)

E pessimisme ambiant autour du câble n'est pas de mise. Certes, la presse évoque la faible pénétration commerciale (moins de 10 %), les retards dans la construction des réseaux. l'insuffisance des programmes et des savoir-faire professionls. Mais ces maladies infantiles, dont la résorption est déjà engagée, ne doivent pes mas-quer les deux conditions du succès, qui sont réunies : - des ments massifs, pour atteindre rapidement les seuils critiques de décollage (rappelons que les Etats-Unis ont mis trente ans à atteindre ces seuils) - et un cadre juridique libéralisé qui permet aux forces du marché de s'exprimer, dans la concurrence. Fini en effet le monopole de France Télécom ou des SLEC. La dérégulation est d'autant plus indispensable au câble que ce secteur est émergent (donc instable), de haute technologie (donc en rapide évolution) et de communication (donc visé par le pouvoir politique).

En vérité, l'avenir du câble dépend de la faculté des acteurs investir pour poursuivre la dérégulation. Notamment en effacant la séparation entre les deux marchés du câble en France, celui d'un secteur à investissements massifs non dérégulé (les cinquante villes du Plan Câble) et celui du secteur libre, mais encore embryonnaire bles. Si l'on peut combiner les investissements du premier marché avec le statut plus libre du second, alors le câble français connaîtra le succès. Si la situation actuelle se perpétuait, l'ensemble du secteur en pâtirait pour des lustres.

Car le problème majeur est bien celui des restes du Plan Câble, ce programme de villes françaises, financé et réalisé par France Télécom aux prises avec les trois grands opérateurs qui se partagent l'exploitation : la Caisse des lépôts, la Générale des eaux et la Lyonnaise des eaux.

Pour douloureuse qu'elle soit dans l'immédiat, une opération chirurgicale serait bénéfique

pour les deux ex-conjoints sans qu'aucun d'eux soit trompé. Il faut faire de chaque protagoniste un investisseurconstructeur-exploitant. selon le schéma classique adopté dans les autres pays du monde. France Télécom deviendrait exploitant, et les opérateurs, investisseurs et constructeurs. chacun sur ses sites. Chacune des cinquante villes du Plan Cáble serait confiée à une soule entité responsable du câblage, du financement et de l'exploitation. L'efficacité de chacun en serait immédiatement décuplée, quitte à fixer des limites aux parts de marché détenues (en Grande-Bretagne, ce sevil est

A 40

. . .

Le chirurgien de l'opération ne peut être que le gouvernement, le futur Conseil supérieur de l'audiovisuel fixant pour sa part les règles de la concur-

Tous les responsables du câble ne sauraient manquer de s'inquiéter du quasi-monopole de Canal Plus dans le domaine de la télévision payante, des rentes de situation qui en résultent, des tentatives diverses de Canal Plus de se soustraire aux règles générales de l'audiovisuel et de freiner l'émergence diversifiée de la télévision payante en France. En d'autres termes, Canal Plus vampirise le câbleenfant et, avant d'être exsangue, celui-ci doit se réveiller et procéder à l'exorcisme. L'industrie du câble doit faire taire ses discordes et témoigner de sa maturité en créant - comma ses homologues en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis une grande association professionnelle. Réunissant les industriels, les responsables de programmes, les investisseurs. France Télécom et les exploitants, elle jouerait un double rôle interne (formation, concertation....) et externe (promotion dans le grand public et auprès des autorités diverses), tout en se donnant les moyens d'empêcher Canal Plus d'exercer abusivement les prérogatives d'une situation dominante.

Le câble doit trancher dans le vif et faire son unité. (*) Consultant

Au courrier du Monde

PÉNURIE

Les « privilèges » des enseignants

Une campagne de publicité va être lancée pour recruter des ensci-gnants. Quels pourraient être les arguments efficaces ?

La rémunération? Professeur certifié, titulaire d'un diplôme de certifié, titulaire d'un diplôme de niveau bac 4 (plus une maîtrise) obtenu à l'issue d'un concours,dont le taux de réussite était de 15 %, mon salaire net s'élevait en juin 1988 à 10 036,14 F. Alors que je vais entanner ma quinzième année d'enseignement. Si J'étais en fin de carrière mon traitement avoisinerait

Quant aux primes, je perçois une indemnité forfaitaire » de 13,33 F par mois, montant qui n'a pas varié depuis mes débuts professionnels. Les vacances? Certes, aucune profession n'en a d'aussi longues. Mais dans le tertiaire certains salariés ont 6 voire 7 semaines et ce, sans compter les « ponts ». Beaucoup de salariés ont un trei-

zième mois (parfois davantage) pour compenser la durée de leur congé payé. La sécurité de l'emploi? Elle n'est pas supérieure à celle des autres fonctionnaires. Et quand notre poste est supprimé nous devons accepter la nouvelle affecta-tion sous peine de perdre notre

Les conditions de travail ? Peuton utiliser toutes les méthodes de travail dans une classe de trente élèves non dédoublée (partagée en deux)? Peut-on travailler efficace-ment pour tous quand se côtoient dans une classe de sixième un futur ingénieur et un élève sachant à peine

Bien entendu, ce métier a des aspects positifs, sinon il n'y aurait plus d'enseignants. Mais je crains qu'une campagne de publicité ne suffise pas à résoudre le problème de la pénurie d'enseignants.

M. FISCHER. (Ráches, Nord.)

PROTESTANTS

Les missionnaires du Lesethe

A propos du voyage du pape en Afrique australe et de sa visite au Lesotho, votre journal écrit : L'ancien protectorat britannique a, depuis cent cinquante ans, été une terre d'élection des missionnaires terre d'élection des missionnaires européens, et principalement des français, qui furent les premiers, en 1833, à s'y installer. Le Père Joseph Gérard, originaire d'un village proche de Nancy (...) avait passé (...) sa vie à conquérir de nouvelles âmes avant de s'éteindre en 1914. »

Cette information, par ce qu'elle tait, ne rend pes compte de la nature exacte des faits. A lire ce propos, les missionnaires français venus au Lesotho depuis 1833 étaient catholi-ques romains. Or ils étaient protes-tants. Voici les faits :

Le 28 juin 1833 sont arrivés à tiu, forteresse du roi des Basothos, Moshesh, les trois jeunes missionnaires protestants français, Arbousset, Casalis et Gosselin. Ils étaient venus à la demande du roi-Moshesh, qui avait envoyé comme présent un grand troupeau de gros bétail.

En 1862, deux missionnaires catholiques français, de la congréga-tion des Oblats de Marie Immaculée, les Pères Allard et Gérard, sont venus demander au roi Moshesh l'autorisation d'établir une mission catholique romaine, et furent bien

Actuellement, il y a an Lesotho environ six cent cinquante mille catholiques, cinq cent soixante dix mille protestants et cent vingt mille

> PASTEUR PIERRE COUPRIE (Nimes).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la SARL le Monde

Habert Beure-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social: 620 000 F

Princionux associés de la société : Société civile Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur

Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Corédocteur en chef : Claude Sales.

Tél. : (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 650572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81



Le Monde

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037 Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

ABONNEMENTS

BP 50709 7	5422 PARI	S CEDEX 0	9 Tél.: (1)	42-47-98-72
TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voie normale
3 mois	354 F	399 F	594 F	687 F
6 mob	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mais	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 20	1 290 F	1 380 F	1800 F	2 530 F
ferra (NCED			

ETRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus on par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abounés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie: 3 mois 6 mois 9 mois 1 1 am Adresse: Code postal: Localité: Venillez avoir l'obligeance d'écrire tous les nons propres en capitales d'imprin



المكذا من الأصل

Etranger

Après la victoire du « non » au Chili

Les clés de l'avenir

Inconcevable il y a quelques mois, le problème de la succession du général Pinochet se pose aujourd'hui. Bien sûr, il a annoncé qu'il resterait au pouvoir jusqu'à l'échéance prévue par la Constitution, en janvier 1990. - Le Chili poursuivra son chemin jusqu'à la pleine démocratie sans que rien ni personne puisse l'arrêter », a indiqué le ches de l'Etat. C'est bien sa personne qui est cependant en cause, et l'on voit mal comment les militaires prendraient le risque d'une dégradation de la situation après le camouflet recu par leur chef. Il est vraisemblable qu'ils ne souhaiterons pas associer leur image à celle d'un

1

Cette situation soulève plusieurs interrogations. Les milieux politiques chiliens, bouleversés par quinze ans de dictature, penvent-ils relever un autre dési que celui de désavouer, par un plébiscite, le dictateur? Les forces armées accepteront-elles leur progressif effacement de la vie politique? L'Eglise ensin, si discrète depuis quelques mois, est-elle en mesure de jouer un rôle dans cette nouvelle période? Autant de ques-tions auxquelles le résultat du plébiscite n'apporte pas pour l'instant de réponse.

perdant.

Plusieurs constats s'imposent toutefois. D'abord le succès du « non » au général Pinochet, pour net qu'il soit, ne constitue tout de même pas une humiliation pour les forces armées. Le désaveu vise tout d'abord le chef de l'Etat lui-même, d'autant que des membres de la junte avaient publiquement souhaité un autre candidat. Ensuite le régime, après l'organisation d'un scrutin qui apparaît irréprochable, a publiquement reconnu sa défaite. Les milieux d'affaires ont annoncé leur intention de « continuer à travailler .. Enfin, l'opposition, loin de tout triomphalisme excessif, a su faire respecter pour l'essentiel jusqu'ici l'appel au calme qu'elle a lancé.

Cette modération partagée est plutôt de bon augure. Peut-elle annoncer des négociations entre les différentes parties, à l'exclusion évidente du général? Même si l'on dément, du côté du pouvoir, que des discussions aient en lieu entre l'armée et l'opposition, il est de notoriété publique que certains généraux ont déjà pris langue par le passé avec quelques responsables politi-ques. Les « traîtres » dénoncés par M. Pinochet, qui, après avoir collaboré avec lui se sont prononcés en part, servir de « pout ».

Toute la question est de savoir à qui ils ont affaire. Seize partis se sont réunis dans le Coordination nationale pour le non, de la droite libérale et de la démocratie chrétienne jusqu'aux socialistes, En marge de ce rassemblement, le Parti communiste s'est, lui aussi, pro-

gauche révolutionnaire (MIR) et le Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR, mouvement armé proche du PC) qu'ils ne reconnaîtraient pas le succès éventuel du général à cause de l'e état de fraude » dans lequel vit le pays. Un éventail très large de sensibilités s'était ainsi engagé dans cette campagne du

La droite conservatrice qui représentait 25 % de l'électorat en 1973 se situe approximativement - si l'on s'en tient aux résultats du plébiscite - à 40%. Dans l'opposition, deux grandes forces politiques se déga-gent. Tout d'abord la démocratiè chrétienne, qui dispose actuellement avec M. Patricio Aylwin, président du parti, et M. Gabriel Valdes, ancien responsable, d'au moins deux hommes d'envergure nationale. La DC représentait environ un tiers de

Difficile transition

Vient ensuite la gauche, dont l'audience est à peu près compara-ble. Les socialistes, dont les multiples divisions sont conmes, dispo-sent de deux grandes formations : le PS de M. Ricardo Nunez et celui de M. Clodomiro Almeyda. Ils rassemblent l'essentiel des forces de ce courant et entretiennent entre eux de bonnes relations. La libération éventuelle de M. Clodomiro Almeyda,

toutesois comme le Mouvement de détenu depuis mars 1987 pour le pays faute de pouvoir s'engager entrée illégale » au Chili et « apo- dans le soutien au « non », l'Eglise logie du terrorisme », pourrait accélérer un rapprochement. Les communistes, et dans une moindre mesure le MIR, tiennent une place importante dans cette gauche. Ralliés au dernier moment à la campagne pour le « non », ils connaissent de nombreuses difficultés liées d'une part à l'absence du dirigeant Corvalan, qui se trouve toujours en Union soviétique, et an débat sur la lutte armée entretenu par le FPMR.

L'une des vraies difficultés de la transition, quelle qu'en soit la forme, provient de la polarisation entretenue depuis quinze ans par le régime sur la gauche et le spectre de l'Unité populaire. Un autre homme de l'opposition pourrait toutefois aider à une éventuel déblocage.

M. Ricardo Lagos, dirigeant du Parti pour la démocratie (PPD), ne dispose certes pas d'une grande formation. Mais il a su, lors de la campagne du plébiscite, apparaître au premier plan des dirigeants de l'opposition. Il avait annoncé son intention avant le scrutin d'en appeler à « l'Eglise, dont le poids moral est énorme, et aux Etats-Unis qui réclament le retour de la démocratie et aux pays européens qui nous encouragent ».

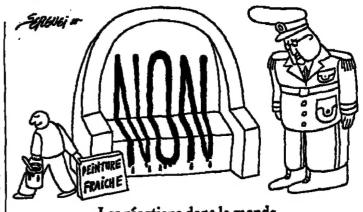
Les autorités religieuses peuven à n'en pas douter jouer un grand rôle dans l'avenir. En prenant soin lors de la campagne de ne pas apparaître en première ligne, exception faite de certains évêques très liés à M. Pinochet, et de Mgr Hourton qui a quitté

apparaît aujourd'hui comme un médiateur possible. La conférence épiscopale vient d'ailleurs d'appeier à un - large dialogue entre les principaux protagonistes » et à « une modification de certains articles de la Constitution » en concluant que · les adversaires politiques, qu'ils gagnent ou qu'ils perdent, ne sont pas des ennemis ».

La pression de l'étranger, et au premier rang bien évidenment celle des Etats-Unis, ne sera pas non plus négligeable. Washington avait déjà d'ailleurs mis en garde les autorités chiliennes à la veille du plébiscite, alors que des rumeurs de coup d'Etat circulaient lorsque le général Pinochet sentait venir le désaveu.

Mais la grande interrogation concerne avant tout les forces armées. Les positions du général d'aviation Fernando Matthei et du directeur général des carabiniers – tous deux membres de la junte militaire - sont connues. A maintes reprises, ils se sont prononcés d'une manière ou d'une autre pour le changement. Le cas de l'armée de terre est nettement plus obscur. Totale-ment sous le contrôle du général Pinochet, cette force détient en grande partie la clé de l'avenir. Une délicate négociation devra donc s'engager, mais le moindre faux pas pourrait remettre en cause la difficile et étonnante évolution en cours.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.



Les réactions dans le monde

Satisfaction, mais vigilance

« non », vigilance pour l'avenir : telle est la teneur de la plupart des réactions enregistrées dans le monde après le plébiscite du 5 octobre au Chili.

plébiscite du 5 octobre au Chili.

En France, le président Mitterrand a exprimé sa joie profonde. Le premier ministre, M. Michel Rocard, se félicitant du résultat, a aussi exprimé, outre son formidable espoir. Tidée que la plus grande vigilance reste nécessaire. Un communiqué du Quai d'Orsay (nos dernières éditions du 7 octobre) déclare: Le gouvernement français se réjouit des perspectives qui s'ouvrent désormais pour un retour des institutions représentatives, fondées sur la libre expression, dans la tradition historique du Chili. Le texte ajoute: La que du Chill. Le texte ajoute: « La France attend que cette volonté de changement soit respectée et que s'instourent durablement le pluralisme et le dialogue, garanties de la paix civile •

L'opposition n'est pas en reste.

M. Alain Juppé, socrétaire général du
RPR, a ainsi commenté, jeudi, les
résultats en provenance de Santiago: « Chaque fois qu'une dictature dispa-rait dans le monde, c'est une bonne

Vive satisfaction après la victoire du nouvelle. » M. François Léotard. secrétaire du Parti républicain, a souhaite que « le processus... aille jusqu'à son terme et que les engagements pris par le gouvernement soient tenus ». A gauche, M. Georges Marchais, secrégauche, M. Georges Marchais, secrè-taire du PC, a fait publier un commu-niqué déclarant: « Dējā, de grands objectifs se précisent: la garantie du respect de la volonté qui vient de s'exprimer, le départ de Pinochet, la mise en place des réformes démocra-tiques voulues par une majorité de Chiliens, la légalisation du Parti com-muniste et des organisations de la pauche unie. »

En Europe occidentale, une des premières réactions a été celle de la CEE. La Commission de Bruxelles s'est ausforces de liberté au Chili . M. Claude Cheysson, commissaire chargé des relations Nord-Sud, qui avait par le passé qualifié Augusto Pinochet de - malédiction - pour son pays, s'est écrié : - Par un retournement mer-veilleux, cette malédiction a été

L'Italie, qui n'avait plus qu'un chargé d'affaires à Santiago depuis 1973, a annonce, le jeudi 6, la nomination d'un ambassadeu

Madrid a aussitot appelé de ses vœux des élections libres, appuyé un - dialogue - entre gouvernement et les Chiliens retiendront surtout

Pour le gouvernement britannique, le scrutin du 5 octobre est un - pre-mier pas important vers un retour à la democratie . La presse dans son ensemble manifeste une certaine inquiétude pour la période à venir.

Les Etats-Unis expriment, eux, tant leurs félicitations au - peuple chilien -qu'à - l'armée - pour leur respect du » processus démocratique ». Les com-mentaires officiels manifestent le soulagement que le scrutin ait bien eu lieu, et de façon régulière et pacifique. Mais la défaite du général Pinochet n'est pas soulignée. « Ils sont sur la bonne voie », a seulement déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater.

A Moscou, on salue, de façon inattendne, « le début de la fin du général Pinochet -, qui était arrivé au pouvoir, rappelle-t-on, avec « le soutien des milieux de droite des Etats-Unis ».

En Amérique latine, enfin, la satisfaction est unanime. Le premier Cubain, Fidel Castro, a estimé que le général Pinochet était - tombé dans son propre piège - en organisant le plébiscite et que, désormais, « l'his-toire du Chili sera différente ». Les présidents argentin Alfonsin et équatorien Borja se sont déclarés satisfaits du progrès ainsi enregistré par la démocratie dans le sous-comment.

L'éviction inachevée de M. Pinochet

(Suite de la première page.) Bannières nationales, drapeaux des partis, cocardes du « non » aux boutonnières, foulards ou serre-têtes

avec des alogans imprimés : C'est tout cela qu'on a vu dans la foule qui a grossi au fil des heures, et qui s'est

a grossi au fil des heures, et qui s'est heurtée, d'abord, aux jets d'eau et aux gaz lacrymogènes des policiers.
Toute la matinée, les jeunes ont tenté d'occuper le terrain. Les carabiniers les ont dispersés sans grande conviction. Le palais présidentiel de La Moneda était à quelques jets de pierre : il était protégé, mais sans déploiement policier estentatoire. Au début de l'après-midi, les forces de l'ordre, tout à coup, ont cessé de réprimer. Les carabiniers sont descendus de leurs cars et se sont postés cendus de leurs cars et se sont postés aux coins des rues. L'Alameda appartenait à l'opposition : c'était la première fois depuis quinze ans. Alors ont commencé de longues

heures de fête, comme l'annonçait le logan du - non -. Tout le centre de la capitale a été paralysé. La consi-gne était de se diriger vers un parc situé au bord du rio Mapocho, le fleuve qui traverse la ville. L'humour alternait avec les cris meurtriers : le général Pinochet était traité de « Pinocchio » et condamné - pour la rime - à disparaître dans les eaux du Mapocho! Des jeunes

levées, puis s'arrêtaient pour chanter l'hymne national. 18 heures : la longue cohorte

passe près d'un cinéma qui projette le Dictateur, de Chaplin, puis devant l'édifice Diego-Portales, siège de la junte militaire, sinistre et interminable bâtiment, en direction duquel les manifestants crient : « Ciao ! » Quelques banderoles improvisées : « Liberté pour les pri-sonniers politiques ! » Des ricanements : « Huit ans, ah! ah! ah!» (les huit ans supplémentaires que le oui » aurait accordés an généralprésident). Des camelots vendent pour 100 pesos le texte de *l'hymne à la joie*, autour duquel s'est ralliée l'opposition. Les clameurs et les cortèges se poursuivent dans la soirée, provoquant de nouveaux incidents avec la police.

A la Coordination du non, on manifeste. Mais on s'inquiète aussi de possibles débordements. Des éléments du « Lumpen », dit-on, sont descendus dans la rue et peuvent servir à des provocations. A La Moneda, les réunions se sont succédé depuis que la défaite a été évi-dente. A l'anbe, le gouvernement a annoncé sa démission, événement habituel en Amérique latine quand le chef de l'Etat veut procéder à un

remaniement. « Cest significatif, mais ce n'est pas suffisant», dit M. Ricardo Lagos, président du Parti pour la démocratie, et l'un des leaders du « non ». Le démocrate-chrétien Patricio Aylwin, porte-parole de la Coordination, réaffirme devant les journalistes que la vic-toire du 5 octobre doit déboucher sur une réconciliation entre tous les Chiliens. . Nous ne voulons pas de vide du pouvoir, ni de rupture insti-tutionnelle, dit-il. Ce que nous vou-lons, c'est une transition pacifique

Au ministère de l'intérieur,

vers la démocratie. »

M. Sergio Fernandez, qui fait office de premier ministre, affirme qu'avec 43 % des voix le général Pinochet a fait un score « impressionnant ». Ce n'est pas le sentiment, pourtant, que donne le chef de l'Etat, lorsqu'il s'adresse le soir même à ses compatriotes. La défaite se lit sur son n'est plus le président paternel de la campagne électorale, ni le chef militaire frappant du poing sur la table, bien qu'il ait revêtu pour l'occasion son uniforme de - capitaine-

L'honneur du soldat», principes du 11 septembre 1973 »,
«La marche vers la démocratie»,
«La pérennité des institutions » : ces qu'après sa défaite le président continuera son - itinéraire - , tel qu'il est prévu par la Constitution. I se maintiendra à son poste, mais en président intérimaire, jusqu'à de nouvelles élections, le général affirmant que seule sa personne, et nor le régime, était en jeu dans le plébis-M. Aylwin a eu beau jeu de

démontrer que les 43 % de voix obte-nues par le général auraient été bien moindres si l'opposition avait eu pendant quinze ans la possibilité de s'exprimer. Mais cette querelle appartient déjà au passé. L'imporappartient teja au passe. Empor-tant, c'est que les principaux diri-geants de la droite aient affirmé des le soir du scrutin la nécessité d'un dialogue avec les leaders du « non ». En même temps que M. Jaime Guzman. idéologue du régime, MM. Onofre Jarpa et Andres Allation nationale, ont été les premiers à admettre la défaite de leur camp. En outre, ils font un pas importan en direction de l'opposition en acceptant une réforme éventuelle de la Constitution, pour aller plus vite vers le choix d'un nouveau prési-

GILLES BAUDIN et CHARLES VANHECKE.



· bon plan pour le cable

.

Les émeutes en Algérie

Un pouvoir autoritaire mais pas monolithique

Que vont faire les responsables civils et militaires en Algérie si la jeunesse brave l'état de siège dans la capitale ou prend le relais en province? Dans une telle conjoncture, au Maroc ou en Tunisie, la réponse serait simple : ce qu'aura décidé le roi ou le président.

Le paradoxe de l'Algérie encore si fermée à la contestation sur la place publique, considérée comme la « Prusse du Maghreb », est que le débat refusé aux citoyens semble de règle au sein de l'équipe dirigeante. Celle-ci se détermine en fonction d'un subtil rapport de forces, mouvant et bien peu perceptible au travers du discours officiel des parties prenantes.

On ne sait pas encore si les événements en cours profiteront au président Chadli — qui pourrait les invoquer pour justifier les réformes — ou à ses adversaires — qui pourraient souligner que cela fait vraiment désordre, — mais il est stir que chacun se détermine en fonction d'arrière-pensées dans une partie serrée entre hauts dirigeants.

Autoritaire mais pas monolithique, le pouvoir s'exerce dans la cohabitation conflictuelle des « dinosaures » du parti et des techniciens réformistes, dans celle aussi des civils et des militaires, les choses étant compliquées par la présence de l'armée au sein du parti et de l'appareil d'Etat, une armée qui se trouve elle-même divisée.

Le président Chadli a été élu en janvier 1984 avec plus de 95% des suffrages. Ou sait en Algérie qu'il vaut mieux présenter une carte d'électeur tamponnée pour satisfaire à certaines formalités administratives, et tout le monde n'a pas le courage de se singulariser en ne mettant pas le bon bulletin devant un bureau de vote attentif. Mais cette élection n'est pas totalement dépourvue de sens, dans la mesure où elle est la ratification du choix du candidat du FLN, au cours d'un congrès qui n'est pas une simple formalité même

si les discours unanimistes d'ouverture et de clôture masquent l'âpreté des débats à buis-clos.

Entre deux congrès - tous les cinq ans, - le comité central et le bureau politique veillent au main-tien de la «ligne». C'est avec ces organes que le chef de l'Etat, de droit secrétaire général du parti, doit composer. La composition du bureau politique n'a pas subi de grands changements depuis longtemps. Cela peut signifier stabilité, mais aussi crainte d'engager l'épreuve en raison des tensions. Le numéro deux du FLN, M. Moha-med Chérif Messadia, passe pour le gardien de l'orthodoxie socialiste. Les Marocains, qui ont en affaire à lui avant la normalisation des relations diplomatiques, le présentent pourtant comme un homme capable d'évolution, comme M. Khédiri, ancien chef de la sûreté nationale devenu ministre de l'intérieur et artisan d'une certaine ouverture.

L'armée omniprésente... et inconnue

En dehors de ses fonctions de porteur infatigable de la bonne parole officielle, M. Messadia a été chargé de réfréner les velléités contesta-taires de l'Union générale des tra-vailleurs algériens (UGTA), l'unique syndicat, placé sous l'égide du tions « de masse » (femmes, moudjahidins, etc.), l'UGTA a vu son rôle diminuer, certains de ses membres marxisants se contentant de petites phrases > dans les publications confidentielles, mais il est encore capable de coups de pied de l'âne si l'occasion s'en présente. Trop longtemps, le syndicat officiel a eu pour principale utilité de décourager les tentatives de grève. Discrédité malgré lui, il peut traîner pour se mobiliser en vue de la défense d'une équipe qui a contribué à le

A l'heure où elle est appelée à prendre directement les choses en

main dans la capitale, l'armée demeure la grande énigme. On connaît son poids, mais on ignore les dispositions d'esprit de la majorité de ses cadres. Selon l'opposition en exil, des officiers d'état-major incarnant le courant = boumediéniste > — notamment au sujet du Sahara occidental — sont en conflit ouvert avec une ligne constituée par M. Khédiri et le colonel Larbi Belkheir, collaborateur direct de M. Chadli à la pré-

Sur les trois mille deux cents délégués au congrès du parti chargé de désigner le candidat à la succession de Boumediène, mort en 1979, plus de six cents étaient des militaires (la proportion fut à peu près la même dans les congrès suivants, où les uniformes vert olive constituaient toujours des rangées bien visibles). Tout naturellement, ils désignèrent l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé, coordinateur des affaires militaires pendant la longue agonie du président. Celui-ci ne peut oublier qui l'a fait roi, même s'il ne porte plus jamais l'uniforme.

Parce que beancoup d'officiers ont été formés en URSS, ne seraitce que pour savoir se servir d'un matériel qui, au début des années 80, était à 90 % d'origine soviétique, l'armée a longtemps passé pour pencher à gauche. Mais les quelque deux mille cinq cents conseillers soviétiques qui ont quitté l'Algérie depuis la mort de Boumediène n'ont pas laissé nécessairement que des bons souvenirs, et il semble bien que seules des considérations financières aient dissuadé l'Algérie de s'équiper davantage en Occident.

A l'occasion du coup d'Etat qui renversa le civil Ben Bella en juin 1965, le Conseil de la révolution proclama: « L'Armée nationale populaire, digne héritière de la glorieuse Armée de libération nationale, ne se laissera jamais couper du peuple dont elle est issue et dans lequel elle puise sa force et sa raison d'être. » M. Chadli a cependant entamé une certaine tradition égalitaire et populiste en augmentant le professionnalisme des cadres. Il alla jusqu'à nommer des généraux dans un

état-major qui ne comptait tradition nellement que des colonels...

Dans un pays où les cadres compétents ne sont pas légion, de nombreux officiers ont été détachés à des postes civils, tel celui de wali (prélet), avec les tentations d'enrichissement que cela comporte. Il se peut que de jeunes officiers supportent mal l'arrogance de certains colonels à la fortune trop rapide.

Des interpellations ont eu lieu récemment parmi les gradés. Elles concernaient en principe des officiers accusés de détournements de fonds, notamment dans la caisse de l'action sociale de l'armée. Selon l'opposition clandestine, il s'agissait moins de moralisation de la gestion publique que de règlements de comptes entre militaires. Des promotions brutales suivies de disgrâces non moins brutales — qui peuvent prendre la forme d'une affectation à un poste d'ambassadeur, voire de ministre dans un gouvernement qui ne détient pas la réalité du pouvoir — ont en lieu ces dernières années.

La « démission », officiellement pour raisons de santé, du général Mustapha Benloucif, artisan de la modernisation de l'armée en tant que chef d'état-major, et son remplacement par le général Abdellah Belhouchet, par ailleurs viceministre de la défense nationale (le chef de l'Etat assumant la fonction de ministre), ont été interprétées comme un épisode majeur de la lutte des clans.

Forte d'environ cent mille hommes, l'Armée nationale populaire « participe, dans le cadre du parti, aux activités politiques ainsi qu'aux activités économiques et sociales du parti ». Le service national, de deux ans, est en principe obligatoire. Mais l'abondance des jeunes gens en âge de servir pose de sérieux problèmes d'intendance. Les conscrits sont surtout employés sur de grands chantiers nationaux : route transsaharienne, « barrage vert » de forêts destiné à arrêter l'avancée du désert. Il est peu probable que ces soldats silencieux posent un problème aux officiers si ceux-ci décident d'appliquer sans faille les consignes de fermeté.

ignes de férmeté. JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Le Mouvement démocratique algérien dénonce « la fuite en avant du régime »

Plusieurs partis d'opposition ont commenté les émeutes dont Alger a été le théâtre et condamné les mesures que le gouvernement a prises pour en venir à bout. Pour le Mouvement démocratique algérien (MDA), proche de l'ancien président Ahmed Ben Bella, il s'agit d'un « mouvement spontané qui traduit le ras-le-bol du peuple algérien face à la misère dans laquelle le régime algérien corrompu l'a plongé ». Le MDA « condamne fermement l'instauration de l'état de siège et l'usage de la violence qui traduisent la fuite en avant du régime algérien ».

De son côté, M. Ben Bella, dans un entretien accordé au Figuro, estime que « la révolte gronde à travers tout le pays » et que « des manifestations ont été durement réprimées dans de nombreuses villes de province . A son avis, le régime en place s'est « totalement discrédité » et « le moment est venu

d'en finir avec le parti unique ».

Quant au Parti du peuple algérien (PPA), qui rassemble d'anciens sympathisants de Messali Hadj, un des dirigeants nationalistes algériens à l'époque de la présence française, il estime que les émeutes d'Alger sont « la conséquence de vingt-six ans de dictature et de parti unique qui ont conduit l'Algérie à la faillite économique, sociale et politique ». Le PPA invite « tous les opposants à prendre leurs responsabilités pour soutenir et conduire le peuple algérien à arracher sa liberté et le droit à la vie ».

L'armée s'efforce de rétablir l'ordre

(Suite de la première page.)

Sur la façade du Blue Note, un bar-restaurant de la rue Didouche-Mourad saccagé mercredi matin (le Monde du 6 octobre), une inscrip-tion en gros caractères: « Un seul héros, le peuple! Vive le peuple! An milieu de la chaussée plusieurs barricades improvisées flambaient en dégageant une épaisse fumée qu masque par intermittence le seul credo politique affiché depuis le début des émeutes, mardi soir. Les quelques centaines de jeunes qui occupaient le carrefour narguaient les Compagnies nationales de sécurité (CNS, l'équivalent des CRS françaises) embusquées un peu plus haut. De temps à autre, une grenade lacrymogène venait libérer son gaz acre à peine plus irritant que l'odeur du plastique fondant au milieu des flammes. Mais les yeux étaient rouges, et les mouchoirs mouillés ne suffisaient plus à protéger les muqueuses irritées.

Des abribus arrachés, des carcasses de voitures calcinées témoignaient, si besoin en était, d'une rage de détruire qui n'avait rien épargné. Le magasin de l'Office national de commercialisation du vin (ONCV) n'avait pas résisté, jeudi, comme il l'avait fait la veille. La grille arrachée avait livré aux émeutiers des caisses et des caisses de vin. Toutes les bouteilles avaient été fracassées.

De nombreux affrontements

Apparemment, les manifestants ne tiennent pas grand compte de l'état de siège nouvellement déclaré. Le face-à-face avec les forces de l'ordre s'est durci. De nombreux affrontements ont eu lieu un peu partout au centre ville, mais aussi en banlieue et surtout dans les quartiers populaires où la promiscuité familiale maintient un grand nom-bre d'adolescents dans la rue. La fermeté perçait déjà dans le communiqué du bureau politique rendu public mercredi. La décision du président de la République de décréter l'état de siège, jeudi midi, et de placer sous commandement militaire toutes les autorités civiles, administratives et de sécurité (nos dernières éditions datées 7 octobre) démontre la volonté du pouvoir de reprendre l'initiative et de ne pas laisser se dégrader davantage une situation qui a pu paraître momentanément

Le couvre-seu imposé par les militaires, de minuit à 6 heures, n'a été annoncé que bien plus tard dans la soirée.

L'armée est présente depuis le début des événements, bien qu'elle soit restée discrète jusqu'à jeudi midi. Des commandos parachutistes protégeaient déjà le siège du parti. En treillis camouflage, kalachnikov baïonnette au canon, ils veillent depuis mardi soir. Des chars sont venus dans le courant de la journée prendre position au bas des escaliers conduisant à l'esplanade de l'Afrique dominée par l'ancien Gouvernement général. De l'autre côté, trois automitrailleuses légères interdisent l'approche de l'entrée principale. De nombreux renforts ont été déployés. Les affrontements ont été étrêmement violents. Apparemment le mot d'ordre – s'il y en avait un – était, jeudi, de preodre le siège du FLN où

tous les responsables sont réquisitionnés depuis trois jours. De nombreux coups de feu ont été tirés sur la foule. Des rafales d'armes automatiques ont été entendues tout au long de l'après-midi, qui faisaiem écho à celles tirées dans d'autres quartiers de la capitale.

Balle perdue

-

*

11/200

Les autorités ont reconnu vendredi des - pertes en vies humaines » sans autre précision. Mais nous avons eu confirmation de la mort de cinq personnes et de nom-breux jeunes blessés par balle ont été admis dans les hôpitaux de la capitale. Parmi eux, quelques enfants dans un état critique ont dû subir des interventions Chirurgicales. Deux frères ont été tués à El-Biar à coups de revolver par un chef de char, un jeune est mort à Badjarah, un autre à Belfort, dans la banlieue d'Alger. Mais tous n'ont pas été atteints dans la rue. Un jeune garçon de 14 ans a été foudroyé, par une balle perdue, sur le balcon de l'appartement de ses parents à la cité Dar-Essaada, à proximité de l'Office Ryad el Feth et du Maqqam Achahid, le sanctuaire du martyr. Aucun bilan officiel n'a pu être obtenu non plus sur le nombre des interpellations. Mais des centaines de personnes out été arrêtées, et bon nombre d'entre elles sont toujours incarcérées. Elles seront probablement déférées devant une juridiction d'exception siégeant en flagrant délit, comme ce fut le cas à Constantine, après les émeutes de novembre 1986.

Après le couvre-feu, un semblant de calme est revenu sur Alger. La mui n'est plus déchirée que de loin met loin par le bruit sourd des lance-grenades ou l'éclat des rafales d'armes automatiques. Pour endiguer les flots très fluides des jeunes manifestants, l'armée a installé ses blindés aux carrefours stratégiques. Des barrages isolent les quartiers les uns des autres et des patrouilles d'hommes en armes sillonnent les quartiers résidentiels.

En décrétant l'état de siège pour première fois de son histoire, l'Algérie indépendante a pris une mesure d'exception qui devrait rétablir l'ordre d'une part et de l'autre scène politique. A deux mois à peine du VI^c congrès du FLN qui dési-gnera son secrétaire général, candi-dat de droit à la présidence de la République, l'exercice est périlleux. Bien sûr, le président de la Républi-que est le chef du parti et le chef des armées, mais il a choisi des orientations d'ouverture économique et de libéralisation de la société, conformes à son pragmatisme, qui l'appareil du parti, m au vaste corps des officiers supérieurs. Une partie de bras de fer est engagée entre partisans et détracteurs des réformes chères au président Chadli. Il apparaît de plus en plus clairement, au fil rait de pius en pius ciairement, au III des jours, que les événements dramatiques que traverse, en ce moment, l'Algérie penvent être considérés comme un reflet, sinon comme un élément, du débat interne. A qui profitent les troubles? La question vaut d'être posée.

FREDERIC FRITSCHER

Les Algériens de Paris et les « émeutes de la semoule »

« Mektoub! Mektoub!»

« Souvenez-vous, monsieur, de ce que je vous ai dit il y a un mois uand mon frère m'a téléphoné d'Algérie pour me dire qu'il n'y avait plus de couscous au bled : cette fois, ça ve péter pour de bon!» Le kiosquier algérien du quartier Clichy à Paris est tout xcité. Ses clients français, interdits. l'écoutent un moment : « Il y café et le thé qu'il a fellu leur envoyer en Algérie. Le beurre et les bananes, n'en parlons pas, y a longtemps qu'ils ne savent plus ce que c'est, mais alors la semoule, le couscous, il faudrait que la France en envoie des avions pleins, là-bas. Nous, on peut pas, quand même,

Les gers rient et passent. Mais, lui, il cominue, tout seul, à s'étouffer d'indignation en parcourant pour la énième fois les titres de la presse parisienne sur ces événements d'Algérie qu'on pourrait, en effet, appeler comme Jui les « émeutes de la semoule » (aliment de base du couscous), par analogie avec les « émeutes du pain », survenues à Tunis à la fin du « règne »

de Bourguiba.

Plus corsés encore ou plus sobres, les propos entendus jeudi 6 octobre au soir dans les cafés de La Goutte-d'Or ou dens les restaurants de célibataires à Belleville,

font écho à ceux du kiosquier: « On s'y attendait. Mektoub ! Mektoub ! (c'était écrit). Il y a des années que ça couvait. Toujours des discours, des promesses du côté des ministres, et des « ça manque » chez le Mozabite (1). Si on a tenu si longtemps, c'est perce qu'on est fiers. »

Les troubles d'Alger ont profondément remué non seulement les Algériens de França et les Français d'origine algéro-musulmane - en tout deux millions de personnes environ, harkis et leur descendance inclus - restés le plus souvent proches de leur sol d'origine, mals encore l'ensemble des Maghrébins établis de ce côté-ci de la Méditer-ranée. Chez le primeuriste soussi (Berbère du Sud marocain) de Pigalle, les femmes qui, d'habitude, restent dans l'arrièremagasin, étaient venues jeudi 6 octobre près de la caisse pour mieux écouter les nouvelles avec leurs hommes : « Ca s'est passé comme ça chez nous, il y à trois ans, et encore, on a toujours eu de quoi manger, au Maroc. Alors, pensez, quand les gens ne peuvent même plus noumir leurs enfants l »

Du poète kabyle en herbe brimé à Tizi-Ouzou dans sa culture et dans sa langue au vieil ouvrier arabe, jadis benbelliste, et qui travaille en France depuis l'âge de seize ans pour nournir les siens restés au pays, l'opinion populaire des secteurs nord-africains de la capitale ne dissimule généralement pas son soutien enthousiaste aux gamins algérois briseurs de vitrines, et estime bien des fois que « c'est le début d'une vraie révolution ».

Solidaires et inquiets

En revanche, les intellectuels pour se montrer souvent tout aussi solidaires des émeutiers, n'en expriment pas moins de vives inquiétudes : « Vous pouvez faire confiance au régime, surtout après la peur qu'il a dû avoir, pour réprimer tout cela d'une main impitoyable, comme ça s'est passé il y a deux ans, lors des émeutes de Constantine. Tout ce qui bougeait a été broyé sans se soucier des droits de l'homme et autres balivernes », opine un universitaire qui, comme tous ses concitoyens interrogés, refuse de laisser dévoiler son nom « afin de pouvoir retourner tranquille en Algérie ».

Un écrivain connu, qui vit en quasi-permanence à Paris, pense, pour sa part, que « les choses ne sont pas claires du tout : est-ce qu'une des factions du régime mill-

taire n'a pas, en jouant sur les pénuries, lancé indirectement tous ces enfants dans les rues d'Alger afin de les réprimer ensuite et de se présenter en seuveur aux nantis pour pouvoir s'emparer de la totalité du pouvoir » ?

Ité du pouvoir » ?

Le même interlocuteur insiste sur « le caractère collégien, enfantin même des désordres. Tant que les adultes se contentent de faire grève en restant chez eux, le gouvernement ne sars pas menacé, ni même obligé de modifier sensiblement se politique. Le dépolitisation de la journesse a été voulue par ce régime et ceux qui l'ont précédé, et elle est totale. Quant aux pénuries alimentaires, elles sont chroniques depuis près de vingt ans. Je le sais, j'envoie des colls familiaux chez moi depuis des années ».

S'il y a un point sur lequel les Algériens que nous avons rencontrés à Paris étaient tous d'accord, c'est que ni les islamistes ni des « mains étrangères » n'ont eu besoin d'intervenir pour pousser les jeunes d'Alger à la révolte.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Une bonne partie des épiceries du littoral algérien sont traditionnellement tenues par des membres de la minorité musulmane ibadite du Sehara, les Mozabites.



234 pages 145 F

Proche-Orient

IRAN

Le premier ministre, M. Moussavi, évoque les divisions au sein du régime

Le secrétaire d'Etat américain,
M. Shultz, a affirmé, jeudi 6 octobre, qu'il

"Y avait pas de contacts directs entre
Washington et Téhéran, recommissant tou
et de laisser l'administration agir comme
elle l'entend, que des « individus » prétendant représenter le gouvernement américain
des des contacts directs entre
dant représenter le gouvernement américain
des des contacts de négocier la libération des a, quant à lui, démenti avoir eu des contacts

l'époque, le premier ministre avait publiquement justifié son geste par la crainte de voir le Parlement récu-ser huit de ses ministres.

Datée du 7 septembre, cette let-tre, dont une copie vient de parvenir clandestinement à Paris, confirme

notamment - en dépit des démentis américains - l'existence de contacts

sée s'efforce de rétablir l'orde 2

Ed and was

1

111 44 2

* * : . . *

٠...

tesois, pour seur demander de « décamper » otages au Liban. L'un de ces prétendus avec l'Iran à propos des otages.

Un gouvernement iranien paralysé, court-circuité, divisé, privé de toute responsabilité dans l'action de l'Iran à l'étranger, concernant notamment deux dossiers de la plus grande importance — les contacts avec les Etats-Unis et le terrorisme : telle est l'image que donne de son propre cabinet le premier ministre, M. Mir Hossein Moussavi, dans une lettre au président Ali Kharnenei expliquant les véritables raisons de sa démission, qu'il avait présentée début septembre et que le chef de l'Etat avait immédiatement rejetée, de même que l'imam Khomeiny. A l'époque, le premier ministre avait Un gouvernement iranien para- gère de l'Iran, sans que le gouverne- voir en matière de politique étran-

occasion l'implication de l'Iran dans des actions de déstabilisation à l'étranger. « Des opérations sont menées à l'étranger sans que le gou-vernement l'ait ordonné ou en ait eu vernement l'ait ordonné ou en ait eu connaissance. Vous savez que le résultat de cette situation a été catastrophique pour le pays. Nous n'apprenons le détournement d'un avion qu'après qu'il a eu lieu. Lorsqu'une mitrailleuse tire dans une rue du Liban, faisant grand bruit partout, nous ne sommet au bruit partout, nous ne sommes au court pariout, nous ne sommes au courant de l'affaire qu'après. Nous n'apprenons la découverte d'explosifs dans les bagages de pèlerins de La Mecque que postérieurement à cette découverte.

américains — l'existence de contacts suivis avec Washington, dont M. Moussavi se dit exclu.

« M. Laridjani [vice-ministre des affaires étrangères] déclare que des contacts ont été noués avec les Etats-Unis par cinq canaux diffèrents. Or, moi, premier ministre, je ne sais rien de ces canaux », écrit le chef du gouvernement à M. Khamenei, auprès de qui il se plaint de ce que, « pariout dans le monde, on parle de la nouvelle politique éran-M. Moussavi rappelle également au président, comme exemple de la parle de la nouvelle politique étran- façon dont il est « privé de tout pou-

part, que l'autorité et la responsabi-lité des ministères soient déléguées à des conseils et comités de toutes sortes, qui ne cessent d'empiéter sur les prérogatives gouvernementales. Il constate enfin son « incapacité à répondre devant le conseil des ministres ou les députés sur des affaires qui sont menées au nom du ent mais dont celui-ci n'a pas connaissance ».

< Trahison >

Dans sa réponse, le président Khamenei réagit vivement en esti-mant que cette démission « est un coup parté aux intérêts de la Répu-blique islamique » en une période délicate. Et ce bien qu'il recomaisse des . divergences . avec son premier ministre sur la façon dont celui-ci administre le pays, « surtout en matière économique ». Refusant la démission de M. Moussavi, le président souligne que toute insistance de la part du chef du gouvernement constituerait un coup contre le régime et même une tranison ».

Dans une lettre très sèche d'environ un demi-feuillet, l'imam Khoron un demi-feuillet, l'imam Khomeiny critique tout aussi vivement
que M. Khamenei l'initiative du premier ministre, allant jusqu'à lui lancer un avertissement très clair :

«S'il n'y avait par eu vos huit
aunées de travail, j'aurais dit que vous vous éties opposé au régime, de façon à ce que le peuple clarifie votre situation. Surtout, le guide de la révolution reproche amère-ment à M. Moussavi de ne pas l'avoir consulté avant de présenter sa démission et d'avoir, en revanche, donné une large publicité à celle-ci.

Outre la faiblesse apparente du

gouvernement face aux autres pôles du pouvoir, ces trois lettres mettent en lumière l'âpreté de la lutte que se mènent les plus hauts dirigeants de la République islamique dans la perspective de l'après-Khomeiny. Certains de ces dirigeants, parmi lesquels MM. Rafsandjani et Khamenei, ont pu être ouvertement accusés, au sein même du régime, de chercher à éliminer les éléments radicaux du vivant de l'imam Khomeiny en profitant d'un déclin de ce

IRAK: après l'exode en Turquie

Des réfugiés kurdes retournent dans leur pays

HAKKARI

de notre envoyé spécial

Les hommes dans des camions à ciel ouvert, des femmes et des enfants dans des autobus, en tout vingt-sept véhicules pour un millier de réfugiés kurdes — 501 enfants, 223 hommes et 245 femmes — qui out demandé à rentrer en Irak. Partis des deux camps de Yukse-kova dans la province d'Hakkari mardi à 22 heures, ils ont franchi la frontière internationale sur la rivière Habour mercredi 5 octobre en fin d'après-midi. Le convoi s'arrête, pen

- NÉDIT-Le FAIT FRANÇAIS dans le monde LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ

2º domaine territorii mandiați. Statorior de cara d'unpresium tempine : micropole, les 10 DOM-TOM, le zune fanc, confirmite franço-alicaina (40 maiona), ACTT (40 maiona) et le pomblée UESF Maion due Bute de langue françois : 43 maiona), 250 p., 98 F. Françoi due l'autice :

MARTINOT DE PREUIL 49560 NUEIL-SUR-LAYON (Tomo I SOF. Les 2 tomas 140 F franco)

Loin des policiers et des mili-taires, la sincérité des réponses ne fait aucun doute. « Personne ne nous a forcés, nous rentrons en Irak de notre plein gré, parce que c'est notre pays. » Et ce jenne qui, il y a

deux jours encore, nous assurait dans le camp de Sunsta, avec le groupe qui l'entourait que « personne de rentrerait en trak sinon pour combattre le régime de Sad-dam Hussein »? « Nous avions peur, nous n'osions pas le dire. Si ceux qui sont restés pouvaient dire, un par un, ce qu'ils pensent, wous verriez que beaucoup voudraient partir. » Le départ ne s'est d'ailleurs pas effectné sans heurts : « Les des pierres, et si la police n'était pas intervenue, « ils » nous auraient empêchés de partir. »

tie? « Nous n'étions pas des pesh-mergas (combattants). La plupart d'entre nous sont des villageois, beaucoup, comme moi pendant sept mois, ont été emprisonnés par les peshmergas pour avoir appartenu aux milices gouvernementales. D'autres, de la tribu de Rekan, expliquent comment, lors des pre-

après la ville de Bitlis, pour une pause an bord d'une rivière.

Loin des policiers et des militaires, la sincérité des réponses ne opéré une retraite commune.

Le retour volontaire des Kurdes en Irak avant l'expiration de l'amnistie décrétée par Bagdad — qui vient d'être prolongée jusqu'au 8 octobre — a fait l'objet d'intenses tractations la semaine dernière. L'Irak ayant estimé que le problème devait être réglé de façon bilatérale avec la Turquie, la Croix-Rouge internationale s'est abstenue de donper sa garantie à l'opération et ne dispose pas de la liste des volon-

25 000 candidats

La première estimation portait ceux-ci à un millier, abaissée ensuite Ne craignent-ils pas le retour et la non-application de la loi d'amnis-cadres politiques des camps assurent cadres politiques des camps assurent que « ceux qui partent ne seront punis que par leur remords », la dif-ficulté des candidats au départ à se prononcer publiquement, ressentie par tous les visiteurs, explique l'augmentation de dernière minute des partants. L'attachement de la majorité des réfugiés au PDKI reste maintaine de tent incontentable et seul un gré tout incontestable, et seul un

appel de son dirigeant Massoud Barzani à rejoindre le combat pourrait entraîner un retour en masse en

Tant l'Irak que la Turquie devraient trouver leur compte aux retours d'aujourd'hui. Le premier espère en retirer un bon point international et n'a pas ménagé ses, efforts, en particulier en donnant, la semaine dernière au préfet turc d'Hakkari, l'assurance que Bagdad pardonnerail comme on pardonne à un enfant qu'on aime ». La Turquie, de son côté, est heureuse de se voir dégagée d'une partie des habi-tants des deux camps les plus

Le sous-préset du sud-est de l'Anatolie a précisé que, d'après les enquêtes menées dans les camps parmi les 50 000 réfugiés, 25 000 désiraient rester en Turquie, 25 000 autres voulaient partir, dont 18 000 pour l'Iran et 2 500 pour l'Irak, les autres vers différents pays occidentaux. L'Iran attendrait une aide occidentale pour concrétiser ses. promesses d'accueil. Un autre convoi de I 500 réfugiés en direction de l'Irak était attendu, jeudi, au poste frontière. Leur départ n'a fina-lement pas pu avoir lien.

Diplomatie

M. Alain Decaux dans la fosse aux lions anglophones...

L'Association de la presse anglo-américaine à Paris avait invité à déjeuner, jeudi 6 octobre, M. Alain Decaux, ministre délégué chargé de la francophonie.

Si nos confrères anglo-sexons ne trouvent rien à redire au Com-monwealth ou aux sommets des pays les plus riches de la pla-nête, l'organisation du mouve-ment francophone leur paraît une « assaz étrange chose », sur la réalité de laquelle l'académicien s'est efforcé de les convaincre : « Le français est le bien d'une querantaine de nations qui, très souvent, entraînent la France plus que la France ne les entraîne : aux Nations unies, Afri-cains et Canadiens exigent leurs documents en français, eu Fonds monétaire international, où le délégué de la France avait renoncé à sa propre langue, ce sont des Algériens, dont le pays n'assiste pes aux sommets fran-component qui ont avioé cophones, qui ont exigé d'employer le français... >

A ces anglo-américanophones, le ministre a tenté de démontrer que « le fran-çais restait en expansion, grâce notemment aux Africains et aux

Arabes ». Le scapticisme a laissé alors place à un discret étonnement; ou à une franche surprise quand M. Decaux a rappelé que l'Egypte, en raison de ses élites formées à la française, avait volontairement achéré à la fran-

Copendant, plusieurs confrères étaient moins précecupés par les tribulations de la langue française de par le monde que par la chasse aux « barbarismes », mis dans le même sac - horresco referens - que les « anglo-américanismes » dans l'idione hexagonal. M. Decaus les a rassurés en se montrant plus nuencé et, en tout cas, ouvert aux mots étrangers, « sauf coux qui ont ou pouvent avoir un équivalent en français ou

Abondamment traduit en espagnol ou en japonais mais seulement une fois en angleis, en 1949, pour son Laetizie, mère de a au moins convaincu son auditoire qu'il croyait, lui, à l'avenir de la francophonie et du français. ce qui n'était pas cours

J.-P. P.-H.

Seion Moscou

Le sommet sino-soviétique pourrait se tenir au premier semestre de 1989

Un sommet sino-soviétique pourrait se tenir au premier semestre de
1989, a déclaré, jeudi 6 octobre à
Moscou, M. Igor Rogatchev, viceministre soviétique des affaires
étrangères chargé des questions
asiatiques. La tenue de ce sommet
sera discutée lors de la visite à Moscou, à la fin de l'année, de M. Qian
Qichen, ministre chinois des affaires
étrangères. M. Rogatchev a égaloment annoncé que M. Gorbachev se
rendra en Corée du Nord à une date
aon déterminée, pour répondre à non déterminée, pour répondre à une invitation acceptée par M. Andrei Gromyko avant sa démission, le 1 cotobre, de ses fonctions de chef de l'Etat.

Les déclarations de M. Rogatchev interviennent alors que M. Qiao Shi, membre du bureau politique du PC chinois, s'apprête à se rendre en Hongrie, en Allemagne de l'Est et en Pologne, du 10 au 22 octobre, et au moment où Séoul annonce que les aociétés privées sud-coréennes pourront commercer avec la Corée du Nord sans attendre « l'ouverture de conversations économiques inter coréennes », ainsi que l'a déclaré, vendredi, le directeur du toutpuissant Office gouvernement (sud-corten) de planification économi-

Le perspective rapprochée d'un sommet sino-sovietique pourrait contribuer, d'un autre côté, à relan-cer la négociation du conflit cam-bodgien, qui doit faire l'objet de nouveaux entretiens, à Paris, les 5, 6 et 7 novembre, entre le prince Siha nouk et le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen. Mais, pour l'instant, en ce qui concerne ce dossier, aucun progrès ne semble avoir été accompli. L'agence Chine Nouvelle a de nouveau sévèrement critiqué le Vietnam, jeudi, lui repro-chant en substance de vouloir subordonner le retrait de ses troupes du

ingérence étrangère » dans les affaires de ce pays, en clair l'appui de la Chine aux Khmers rouges. L'agence a rappelé l'exigence de Pékin concernant un retrait militaire vietnamien du Cambodge « immédias, complet et inconditionnel ». Hanoï a, de son côté, affirmé, ven-dredi, avoir retiré, depuis le mois de mai, « un tiers des 50 000 soldats » que le Vietnam a prévu de rapatrier du Cambodge en 1988. - Les deux tiers restants le seront d'Ici à la fin de l'année », a également affirmé un porte-parole du ministère vietnamien des affaires étrangères.

Sur le terrain, les Khmers ronges continuent d'attaquer les forces sihanoukistes, si on en croit un mes-sage adressé par le prince Rana-riddh, fils du prince Sihanouk, à son père, et rendu public jeudi. — (AFP. UPI.)

M. Henri Benoît de Coignac ambassadeur à Madrid

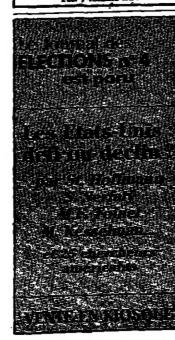
M. Henri Benoît de Coignae, chef du protocole depuis 1984, a été nommé ambassadeur de France en Espagne en remplacement de

M. Francis Gutmann.

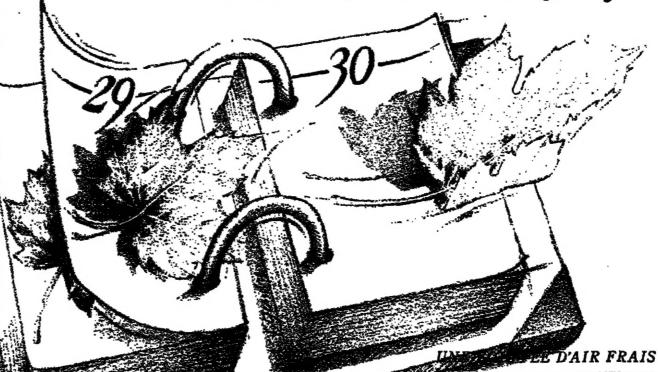
[Né en 1935] breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer,
M. Benoît de Coignac a été deuxième secrétaire à l'ambassade de France à Mexico (1965-1967), deuxième puis premier secrétaire à Washington (1967-1971), premier secrétaire à Tanis (1971-1974), conseiller politique, puis conseiller culturel à New-Delhi (1974-1977). Il a été conseiller diplomatique au secrétariat général de la défense nationale (1977-1979), puis ministre conseiller à l'ambassade de France à Buenos-Aires (1980-1982) et vignier de France en Andorre (1982-1984). Il était chef du protocole depuis novembre 1984.]

SADDAM HUSSEIN SUR LE CHEMIN DE DAMAS Paril-Marie de La Gorce d

Dans le numéro d'octobre d'Arabies en kiosques et en librairies 78, rue Jouffroy, 75017 Paris TEL : 46.22.34.14



VOL QUOTIDIEN PARIS-MONTREAL NATURELLEMENT, VOUS N'ETES PAS OBLIGE DE LE PRENDRE CHAQUE JOUR. Désormais avec Air Canada,



les affaires se traitent sept jours sur sept, sans interruption. Air Canada est la seule compa-

gnie aérienne à proposer un départ quotidien. Mais Air Canada sait aussi mieux que n'importe quelle autre compagnie donner à chacun l'impression d'être un client privilégié : accueil chaleu-reux, service efficace, menus origi-naux (Nutri-Cuisine) et le choix entre 1st classe, classe affaires ou classe hospitalité.

Détendu, vous arrivez frais et dispos à Montréal, plaque tour-nante vers de nombreuses destinations canadiennes. Le vol Paris-Montréal sept jours sur sept, c'est vraiment un nouveau souffle sur



air canada

Regain d'initiatives après les changements décidés à la tête du parti et de l'Etat

MOSCOU

de notre correspondant

Il ne se passe maintenant plus un jour saus que l'on sente l'ampleur des changements intervenus il y a juste une semaine à la direction du parti. Soit que des consignes restrictives aient été levées, soit que des consignes d'audace aient été données, soit que les consignes d'audace aient été données, soit que l'autocensure ait reculé en même l'autocensure ait reculé en même temps que l'influence conservatrice, soit encore que le tout ait joué d'un coup, le fait est, en tout cas, que la presse a soudain retrouvé sa vigueur d'avant l'été: non sculement la se passe des chores mais de presser de la characteriste de la conservation. des choses, mais, de surcroît, on en rend compte.

Pas véritablement un brûlot, mais l'agence Tass se mêle ainsi de faire des scoops et vient, par exemple, de consa-

festations de rues qui avaient eu lieu les 21 et 22 septembre dernier en Géorgie. Jusqu'à présent, on en ignorait la cause exacte, mais elles ont été provoquées, explique l'agence, par le « mépris » des autorités locales envers la préservation des monuments historila preservation des monuments instor-ques, et notamment d'un monastère datant du sixième sècle et dont les freaques étaient ruinées par les explo-sions d'un terrain d'entraînement mili-

taire installé à proximité depuis 1948. Les protestations étudiantes, indique donc Tass, out « suscité une approba-tion générale dans la République », et non seulement le premier secrétaire de Géorgie a dû venir s'expliquer à l'uni-versité, mais il est aussi apparu à la télévision pour annoncer que ce terrain serait transféré et que le ministre de la

YOUGOSLAVIE: une centaine de blessés à Novi-Sad

La direction politique de la province autonome de Voïvodine présente sa démission « collective »

e de Voïvodine, a commi les 5 et 6 octobre des événements dramatiques sans pré-cédent en Yougoslavie depuis la uerre. Des dizaines de milliers de personnes out manifesté dans les rues en faveur du resserrement des liens avec la République de Serbie et revendiqué la sion « immédiate » de la direction politique locale.

de notre correspondant

Le feu a été mis aux poudres par des ouvriers et des paysans de la petite ville de Backa-Palanka, arrivés à Novi-Sad dans la matinée du mercredi 5 octobre, en camions, bus, voitures particulières et trac-teurs. Des milliers d'habitants de la capitale et de ses environs se sont joints immédiatement au cortège, et plus de cinquante mille manifestants se sont ainsi rassemblés dès 9 heures devant le bâtiment du comité de la dine, où de nombreux orateurs ont pris la parole. Applaudis à tout rom-pre, ils ont dénoncé la « trahison ». par la direction de la Volvodine, des « Intérêts du peuple et de la classe ouvrière » et revendiqué une You-goslavie plus unie et fraternelle.

parti de Voïvodine, M. Sogorov, qui avait tenté de prononcer un dis-cours, et refusé de se disperser à la de des forces de l'ordre, évaluées à cinq mille miliciens. Les manifestations se sont poursuivies dans les rues pratiquement durant toute la nuit du 5 au 6 octobre.

Dans la matinée du 6, une nou-velle colonne de manifestants est arrivée à Novi Sad, de sorte que plus de cent mille personnes se sont retrouvées vers midi devant le comité du parti. Les ouvriers avaient quitté les usines, les élèves et les étu-diants les écoles, les employés les bureaux, et la Vorvodine a connu sa première grève générale spontanée, qui a paralysé les activités économipris parfois l'aspect d'une véritable émeute. Au cours des échauffourées avec les forces de l'ordre, une centaine de personnes, dont quatorze policiers, auraient été blessés, selon agence de presse Tanjug.

Devant la touraure prise par les manifestations de Novi Sad, la direction de la Ligue des communistes de Serbie s'est réunie dès 8 heures le 6 octobre à Belgrade. Les présidents du parti de Volvodine et du Kosovo, les deux régions auto-nomes entrant dans le cadre de la République fédérée de Serbie, assistaient à cette conférence. Les dirigeants de la Ligue ont demandé à la direction de la Volvodine de présenter une « démission collective », seul moyen d'éviter une dégradation supplémentaire de la situation. A la demande expresse de leur président, M. Slobodan Milosevic, ils ont insisté pour que cette démission soit acquise sans recours à des mesures d'exception, mais conformément aux statuts du parti, qui prévoient précisément cette procédure pour régier ce genre de problème.

En direct à la télévision

Dans la soirée du 6 octobre, s'est également réuni à Novi-Sad le comité central de Volvodine; M. Sogorov a proposé personnelle-ment la démission collective de l'organe dirigeant du parti. Au cours du débat qui a suivi, une quinzaine d'orateurs ont pris la parole, accusant la direction d'avoir commis - de graves fautes -. et fait preuve « d'opportunisme et d'inefficacité ». A l'issue de cette séance, le comité central a décidé, par un scrutin secret, de révoquer sa direction par quatre-vingt-sept voix contre dix et

Novi-Sad, capitale de la deux bulletins nuls. La réunion du comité central serbe et de celui de Volvodine et l'ensemble des manifestations de Novi-Sad ont été retransmises jour et mit en direct D'autre part, le Comité des Serbes et des Monténégrins du

Kosovo, organisateur des meetings qui se succèdent depuis le mois de juillet, a annoncé le 6 octobre sa dissolution. Après l'éviction de la direction de Volvodine, il estime avoir atteint l'un de ses principaux objectifs. Cela ne signifie pas que les meetings de solidarité cesseront, mais ils seront maintenant organisés par les comités locaux de l'Alliance socialiste. Parmi les innombrables pancartes brandies par les manifestants de Novi Sad, beancoup exigeaient une amélioration de la situation matérielle des travailleurs, dont les conditions de vie dans la crise qui se perpétue sont chaque jour de plus en plus difficiles.

PAUL YANKOVITCHL

crer une dépêche datée de Tbilissi aux défense avait, en attendant, donné ordre de cesser les tirs et les survols du

> Hier, on faisait le silence. Anjourd'hui, on prend des mesures, on les fait connaître, et le changement est d'autant plus frappant que l'équipe de M. Gorbatchev paraît décidée à tenter de prendre la tête du mouvement écologique, tant à l'intérieur du pays que sur la scène internationale où de grandes manceuvres se préparent en ce domaine. La défense de la nature et domaine, La détense de la nature et des vestiges du passé — c'est-à-dire, dans chacune des Républiques, de l'identité nationale — est, en effet, devenue le premier facteur de mobilisation populaire. En particulier dans les pays baltes où les changements s'accélèrent chaque jour.

les pays baltes où les changements s'accflerent chaque jour.

Après la nomination, mardi dernier, d'un nouveau premier secrétaire en Lettonie, cette République est maintenant dotée d'un nouveau président, M. Anatoly Gorbounov, un homme commu pour ses sympathies réformatrices et ses liens avec le front populaire local, qui tient son congrès de fondation ce week-end. Parallèlement, les autorités lettones ont proposé. les autorités lettones ont proposé, comme en Estonie, de faire de la langue nationale une langue d'Etat. Sous deux semaines, la Lituanie aura à son tour tenu le congrès de fondation de son propre front. Et les trois pays baltes seront devenus le vaste laboratoire d'une nouvelle politique de natio-nalités, visant à redéfinir la nature même de l'« union » — aujourd'hui toute théorique — entre les républi-

< Les forces bureaucratiques »

Jeudi, la Pravda, qui n'est pas, elle non plus, à l'avant-garde des réformes, appetait, quant à elle, à un renouveau de la télévision, sommée de multiplier les émissions en direct (celles qui ont la faveur du public, sonlignait l'organe. du CC), et d'apprendre enfin à parler de manière intéressante des eméressante des expériences de réformes. L'éditorial était du pur Gorbatchev et la denxième chaîne nationale va désormais retransmettre les émissions les plus auda-cieuses des chaînes des différentes

Bref, il va maintenant falloir, en plus, regarder la télévision et, si c'est là une tragédie pour les correspondants étrangers, la « perestroïka » devrait, elle, en recevoir un sérieux coup de pouce. En attendant, cette mê Pravda consacrait, ce vendredi matin la presque totalité de ses pages à célé-brer le « jour de la Constitution » pour mieux chanter les vertus de la « prééminence de la loi » qui est, écrit-elle, l'« essence de l'Etat de

Il faut done, aujourd'hui, non seule-ment redonner tout le pays aux soviets, mais redonner vie aussi aux syndicats et aux organisations de jeunesse, reconnaître l'inégalité qui existe de fait entre hommes et femmes, résoudre les nombreux problèmes accumulés -dans les relations entre les différentes nations de l'URSS et comprendre aussi, une bonne fois pour toutes, que « Staline savait toute l'horreur de la répression et ne se contenait pas de

Cela ne se lit pas dans les traditionnels hebdomadaires de pointe de la « perestroika ». Cela est diffusé à plus de dix millions d'exemplaires par l'organe du comité central. Mais tout cela n'est presque rien à côté de l'édi-torial que les Izvestia consacrent jeudi soir à la « nécessité d'une réforme soir à la « nécessité d'une réforme radicale du système politique » et aux « dix-huit millions de dirigeants centraux et locaux que compte l'appareil d'Etat soviétique ». « Elus par personne, ne rendant de comptes à personne, si ce n'est à leur chef, ne répondant souvent pas des résultats de leur travail, ils (bien que ce « ils » soit maleré tout « nous » pour une bonne. malgré tout « nous » pour une bonne part) sont devenus, écrit l'organe du gouvernement soviétique, ce milieu qui a engendré, nourri et renforcé les forces bureaucratiques au détriment des forces démocratiques. »

BERNARD GUETTA.

 Andreī Sakharov dénonce des violences pratiquées sur des Tatars de Crimée. ~ La police soviétique a violemment dispersé le 11 septembre, à Lenino, en Crimée, une manifestation de trois cents Tatars qui revendiquaient le droit de s'installer sur leur terre d'origine, a déclaré jeudi 6 octobre à Moscou k Prix Nobel de la paix, M. Andrei Sakont été battus et brutalement frappés à coups de pied », a affirmé M. Sakharov. — (Reuter.) GRANDE-BRETAGNE: M. Kinnock en échec

Le Parti travailliste reste favorable au désarmement nucléaire unilatéral

BLACKPOOL

de notre envoyé spécial

Le congrès du Parti travailliste rénni à Blackpool, a voté, jeudi 6 octobre, une motion en faveur du désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne. C'est un grave échec pour le chef du Labour, M. Neil Kinnock, qui avait appelé les délégués à lui laisser les mains libres pour redéfinir sans a priori, dans les mois qui viennent, la politi-que de défense du parti.

M. Kinnock a quitté ostensiblement la tribune au moment où le décompte des voix a fait apparaître que la motion qu'il soutenait était repoussée. Celle-ci appelait « à l'élimination totale des armes nucléaires dans le monde de facon unilatérale, bilatérale et multilatérale ». Il s'agissait en réalité d'abandonner en douceur la doctrine unilatéraliste vieille de trente ans, mais jamais appliquée lorsque les travaillistes étaient au pouvoir, selon laquelle la Grande-Bretagne doit donner l'exemple et renoncer d'ellemême, sans ancune contrepartie, à l'arme nucléaire.

Limiter les dégâts

En introduisant l'idée de négocia-tions bilatérales (avec l'URSS) ou multilatérales (entre les diverses puissances nucléaires), cette motion aissait à un futur gouvernement travailliste une grande marge de manœuvre. La formulation était un peu bizarre, ces deux approches apparaissant peu compatibles entre elles, mais elle marquait la fin de l'« unilatéralisme pur et dur » qui a certainement coûté des voix au Labour lors des élections de juin

Le congrès a approuvé, au contraire, une résolution qui invite tout futur gouvernement travailliste renoncer à l'arme nucléaire dans un délai de cinq ans. Les partisans de la « gauche dure », tous unilaté-ralistes convainces, ont longuement

volonté de contrecarrer la « nouve

elle, «à provoquer la partition» du Liben, à le transformer en «une annexe d'Israël et à porter atteinte à

<un Etat colonialiste (...) qui est à

l'origine de nos drames », affirme son

mandataire au Liban de 1920 à

1943, a pris l'initiative de suggérer à

l'ONU d'y garantir la tenue de l'élec-tion présidentielle reportée sine die.

Perspective de dialogue

entre le gouvernement

et les rebelles sudistes

Le premier ministre soudanais, M. Sadek El Mahdi, et son principal adversaire, le colonel John Garang,

chef des insurgés sudistes de

l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), doivent se rencon-

s quotidien El Ayam de Khartoum.

La semaine demière, le colone

Garang avait informé Kampala qu'il

vernement soudanais, a, pour sa

L'annonce de cette perspective de

part, indiqué un porte-parole oucan

dialogue intervient alors que l'on note une intensification des opéra-

tions de guérille dans le sud du Sou-

dan, en proie à la guerre civile depuis

cinq ans. Les hommes du colone

Garano se seraient ainsi infiltrés dans

certains quartiers de Juba, principale

cité de la région le Monde du 5 octo-

Calui-ci précise que le gouvernement soudanais a informé les autorités

communiqué. La France, puis

Soudan

telle rencontre.

applandi ce résultat, qui constituait pour eux une revanche après l'échec misant de leur champion, M. Tony Benn, lequel avait tenté de contester la direction du parti à M. Kinnock. le premier jour du congrès.

M. Kinnock a essayé de limiter les dégâts en affirmant que le vote de jeudi n'avait pas de valeur contraignante et que rien n'était définitif. Dans les mois qui viennem un comité de dix membres doit élaborer enfin une nouvelle politique de défense. L'entourage de M. Kinnock est persuadé que celui-ci va revenir à la charge.

Le dirigeant travailliste affirme en effet désormais sans ambages que l'unilatéralisme est électors néfaste. Il a en recours, ces derniers mois, à toutes sortes d'acrobaties verbales pour évacuer la formule elle-même dans des conditions qui ne scandalisent pas trop les militants antinucléaires. Cela s'est fait parfois au détriment du bon sens : on a vu ainsi un de ses conseillers déclarer que, s'il arrivait au pouvoir, il chercherait à négocier avec les Soviéti-ques l'élimination des armes nucléaires britanniques, en échange de contreparties, mais qu'il y procé-derait de toute façon, même s'il n'obtenait rien... Ses détracteurs ont aussitôt remarqué que c'était bien mal commencer une négociation que d'annoncer à l'avance qu'on était prêt à tout brader.

Le congrès de Blackpool se termine donc, vendredi 7 octobre, sur une humiliation de M. Kinnock. Le chef du Labour est parvenu à imposer l'idée que « l'économie de mar-ché » était appelée à rester la règle en Grande-Bretagne, après une éventuelle victoire travailliste. Mais il n'a pas réussi à faire évoluer la vieille doctrine antinucléaire. Le rôle de M. Ron Todd, secrétaire énéral du Syndicat des travailleurs des transports, fort de ses 1,2 million d'adhérents, a été déterminant. Celui-ci, antinucléaire de toujours, a fait basculer au dernier mo paquet de voix contre la motion sontenue par M. Kinnock.

DOMINIQUE DHOMBRES.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Multiplication des tirs de roquettes contre les villes

Les tirs de roquettes ont fait près de trois cents morts et blessés à officiel publié jeudi 6 octobre. Ces tirs de la résistance se sont poursuivis depuis sur les principales agglomérations du pays : 6 morts, rcredi, à Gardez (province de Paktia) et 13 morts, le même jour, à Kaboul ; 17 morts à Jalalabad (province de Nangarhar), samedi ; 14 morts à Kandahar et à Farah (sud du pays), dimanche,

du comité central du PDPA, le parti communiste au pouvoir à Kaboul. doit avoir lieu le 10 octobre, alors que le président Najibullah semble en perte de vitasse face à son premier ministre, Hasan Sharq, qui, salon des rumeurs persistantes, pourrait succéder au premier à la tête de l'Etat. -(AFP, UPI.)

Birmanie

Purge dans l'administration

mises à pied se poursuivent, en Birmanie, depuis la reprise du travail imposée par l'armée le 3 octobre. Opposants et diplomates rapportent une purge dans l'administration. Des de fonctionnaires, accusés d'avoir pris part aux manifestations remementales avant le coup d'Etat du 18 septembre ont été arrêtés ou révoqués. De nombreux hauts fonctionnaires ont été mis à la retraite anticipée.

Entre-temps, étudiants et anciens cadets de l'armée passés dans la clandestinité tentent d'organiser une résistance au régime. Selon des témoins, deux milliers d'étudiants suivraient un entraînement militaire dans un secteur frontalier de la Thatlande et contrôlé, au moins en partie, par des Karens insurgés.

Selon des diplomates, les éléments les plus durs de l'armée feraient pression pour obtenir l'arrestation des principales figures de l'opposition, qui n'ent pas été direc-tement inquiétées jusqu'ici. L'une de ces personnalités, M= Aung San Suu Kyi, a lancé jeudi 6 octobre un appel

à l'union de l'opposition pour e faire pression sur le pouvoir afin de créer Ber a. - (AFP, UPL)

Arabie saoudite

Ryad adhère au traité de non-prolifération nucléaire

L'Arabie saoudite, qui a récemment acquis des missiles chinois à longue portée - suscitant l'inqui tude des Etats-Unis, - vient d'adhérer au traité de non-prolifération nucléaire. Le ministre secudien des affaires étrangères, le prince Saoud El Fayçal, présent à New-York à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU, a déposé les instruments de ratification auprès du gouvernement américain, dépositaire du traité, a précisé le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman.

Le gouvernement américain s'est déclaré « extrêmement satisfait » de l'initiative saoudienne qui, a déclaré M. Redman, « renforce le système global de non-prolifération ». Washington, a-t-il ajouté, espère que « tous les Etats oui n'ont pas encore adhéré au traité décideront de le faire ». Israel, dont il ne fait plus aucun doute qu'il possède l'arme nucléaire, n'a pas adhéré à ce traité.

Etats-Unis

Polémique sur les pouvoirs accordés par M. Reagan à la CIA

La Maison Blanche a démenti. mercredi 5 octobre, que le président Reagen ait donné un véritable « chèque en blanc » à la CIA au début de son deuxième mandat pour lutter contre le terrorisme. Selon des informations parues dans le Washington Post le matin même, il ressortait, en effet, que le président américain aurait signé, en 1984 et en 1985, deux documents secrets laissant les mains entièrement libres à la CIA dans la lutte contre le terrorisme. Ce que certains responsables avaient alors interprété comme une « autorisation pour commettre des assassinats ».

Une polémique aurait même alors éclaté à ce sujet au sein du gouvernePost, car certains de ces documents précisaient que des actions violentes entreprises par des agents de la CIA étaient « légales », à condition d'être menées « an toute bonne foi ».

C'est, ajoute Washington Post, à la demande du directeur de la CIA de 'époque, William Casey, qui voulait protéger légalement ses agents à la suite d'attaques terroristes au Liban contre des installations américaines. que M. Reagan aurait signé, le 13 novembre 1984, le premier document. L'autre étant signé le 11 août 1985, deux mois après le détournement d'un Boeing de la TWA, au cours duquel un Américain avait été tué. - (AFP.)

Israël

Trois morts en Cisjordanie

Le soulèvement en Cisiordanie et à Gaza a fait trois nouvelles victimes trentaine d'années tué par l'armée lors d'une manifestation à Naplouse et deux personnes assassinées alors qu'elles étaient accusées de « collaboration » avec les autorités isreé-

Huit Palestiniens ont en outre été blessés par balles lors de divers incidents dans les territoires occupés, tandis qu'une grève générale était observée à Gaza à l'appel de la « direction unifiée du soulèvement » et de l'organisation du Djihad islami-

Liban

Menaces

contre la vie d'otages américains

Beyrouth (AFP). - Les ravisseurs de deux Américains ont menacé, jeudi 6 octobre, de s'en prendre à leur vie pour déjouer ce qu'ils considèrent comme un « complot colonieliste > contre le Liban et la Syrie, dont ils rendent la France implicitement responsable. L'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) affirme qu'elle est décidée « à jouer de la survie de ses otages », dans un nmuniqué parvenu à une agence de presse occidentale à Beyrouth-

L'OJR justifie cette menace par sa Salvador offensive colonialiste > visant, salon

Un candidat de gauche à l'élection présidentielle

La coalition de gauche salvado rienne Convergence démocratique a annoncé, ieudi 6 octobre, qu'elle participerait aux élections de mars 1989. Son candidat à la présidence sera M. Guillermo Ungo. M. Ungo est président du Mouvement national révolutionnaire (MNR, socialdémocrate) et du Front démocratique révolutionnaire (FDR), allié du Front Farabundo-Marti de libération nationale (FMLN),

Par ailleurs, les corps de dix pay-sans massacrés le 21 septembre der-nier par des « membres présumés » de l'armée salvadorienne ont été exhumés, marcredi 5, en présence de magistrats, à San-Francisco, une localité située à environ 60 kilomètres à l'est de San-Salvador. Le gouvemement a nié la responsabilité des militaires dans cette tuerie. Un représentant de l'ambassade américaine à San-Salvador et des délégués de diverses organisations humanita ssistaient à l'exhumation.

trer à Kampala, le 25 octobre, selon Enfin, six membres de la guérilla ont été tués et deux autres blessés, mercredi, au cours d'affrontement ougandaises qu'il était prêt à une avec les forces gouvernementales dans le centre et le nord du pays. Un attentat attribué au FMLN a détruit le même jour, dans la capitale, les locaux du parti de l'Alliance républi-caine nationaliste (ARENA). — (AFP.) était disposé à discuter avec le gou-

> • ROUMANIE : précision. - A propos du cas de douze Roumains réfugiés à l'ambassade de Hongrie à Sofia (le Monde du 28 septembre), nous avons écrit par erreur que la population en Transylvanie était « à 78 % de souche magyere ». Cette proportion s'applique en fait au district de Covasna, d'où les réfugiés sont originaires.

Lundi 10 octobre Avec Le Monde sur Minitel

ENA:

Les admissibilités du concours interne

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

مكذا من الأصل

[EXPOSITION

d'OURS em OURS



Il ne reste plus que 20 ours vivant en France à l'état sauvage. Pour les sauver, le Groupe Ours* et La Maison de Valérie se sont associés depuis deux ans pour informer et alerter l'opinion publique du risque de leur disparition totale.

Aujourd'hui, avec le Muséum National d'Histoire Naturelle, 11 mois d'exposition vont permettre de mieux comprendre cet animal.

Dans un milieu très diversifié, l'ours et le berger coexistent tant bien que mai depuis des millénaires. Demain, l'économie montagnarde saura-t-elle s'adapter à la présence de cet animal?

MAIS POURQUOI SAUVER L'OURS ?

Parce qu'il s'agit d'un animal prodigieux, du dernier grand fauve français, d'une part de notre patrimoine au même titre que les grottes de Lascaux ou le château de Chambord. Présent dans nos étoiles, héros de nos coffres à jouets, confident de nos enfants, l'ours appartient à notre culture. Si quelqu'un décidait de raser un château de la Loire, la France se dresserait pour dire non .

Nous devons obtenir le même élan pour l'ours des Pyrénées qui

ne doit pas être sacrifié à d'autres besoins.

*Le Groupe Ours est le regroupement des associations pyrénéennes et des grands mouve-

*Le Groupe Ours est le regroupement des associations pyrénéennes et des grands mouvements nationaux de protection de la nature.Il est composé de journalistes et de personnalités scientifiques indépendantes.

LA MAISON DE VALERIE GROUPE GMF



Jordina ex Pontes

C. T. S. C. L.

14.15 TO 10.10.1

Politique

Première réunion du nouveau comité interministériel

M. Rocard engage l'ensemble du gouvernement dans le règlement des problèmes de la Corse

Le comité interministériel consacré au développement économique, culturel et social de la Corse, créé la semaine dernière, s'est réuni pour la première fois à l'hôtel Matignon, sons la prési-dence de M. Michel Rocard, le jeudi 6 octobre. Une dizaine de ministres y ont participé ainsi que le préfet de région. M. Joël Thoraval, ce qui est exceptionnel. A la sortie de cette réunion, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, chargé du

La première réunion de ce comité Un communiqué de l'hôtel Matignon précise que le premier ministre a rappelé sa détermination à - aider les Corses à être eux-mêmes, comme l'avait souhaité le président de la République en 1983 à Ajaccio et à leur apporter le soutien de l'Etat pour le règlement des problèmes de la société insulaire. Le communiqué détaille ensuite les · directions de l'action gouvernementale, adaptées aux spécificités de l'identité et de la culture de tous référence le communiqué de l'hôtel Matignon – pour assurer le • rigou-reux respect de l'état de droit ». De les Corses », telles qu'elles ont été définies par M. Rocard. même, M. Joxe a rendu compte

Le gouvernement - tout d'abord (...) doit mettre en place devant le comité interministériel des les moyens nécessaires à un rigouactions qu'il a engagées dès l'été • en matière de respect du droit reux respect de l'état de droit dans l'île ». C'est pourquoi les ministres participant au comité interministériel - ont été invités à prendre des mesures tendant au renforcement de l'efficacité de leurs services dans l'île afin de les mettre en position. d'assumer pleinement leurs toches propres comme la tutelle et le contrôle qu'ils exercent sur divers l'hôtel Matignon engage l'ensemble

L'hôtel Matignon précise également que le premier ministre • a décidé d'engager une action de lon-gue haleine sur les questions de fond que constituent l'enseignement de la langue et l'épanouissement de la culture corse, la protection de l'environnement, le développement touristique, agricole et la dynamisation de la vie économique, notamment par le réexamen du système fiscal et de l'aide aux transports et par les outils privilégiés de l'action économique en faveur du développement de la Corse que sont les contrats de Plan et le programme intégré méditerranéen ».

dossier corse, a indiqué que plusieurs ministres vont se rendre en Corse dans les prochains mois, M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, se rendra dans l'île les 27 et 28 octobre. En novembre, Mac Edith Cresson, ministre des affaires européennes, fera le déplacement, en compagnie de M. Joxe lui-même. Enfin, en décembre, M. Henri Nallet, ministre de l'agricul-

interministériel, les décisions qui en résultent, s'inscrivent dans la volonté manifestée par le gouvernement - notamment lors de la visite de M. Joxe dans l'île, il y a un mois exactement (le Monde du 7 septembre) - d'avancer concrètement et sur plusieurs fronts à la fois dans la voie du règlement des problèmes de l'île : le ministre de l'intérieur avait alors annoncé le lancement d'inspections générales - auxquelles fait

électoral et de lutte contre la Jusqu'à maintenant, le ministre de l'intérieur était au gouvernement le plus haut responsable du dossier corse. En créant ce comité interministériel, en inscrivant les premières actions de M. Joxe dans le cadre de directives du premier ministre,

M. Joxe a rappelé jeudi que la prise en main par la Corse de son propre destin suppose que - les institutions corses, en particulier l'assemblée de Corse, s'orientent (...) vers le choix de l'action résolue vers le développement économique

M. Joxe juge que l'assemblée de Corse a déjà fait des progrès depuis son voyage du début septembre. Il avait alors eu un accrochage avec M. Jean-Paul de Rocca-Serra, président RPR de la région, à propos du retard pris par la région dans l'éta-blissement du schéma d'aménage-

ture, ira lui aussi en Corse.

ment de l'île, qui devait être théoriquement prêt pour la sin de l'année 1988, faute de quoi l'Etat devrait prendre le relais.

En affichant sa volonté de prendre à bras-le-corps le problème corse - notamment dans des domaines comme le développement économique, la reconnaissance du fait culturel, la moralisation de la vie publique, qui sont chers aux nationalistes - le gouvernement entend priver l'ex-FLNC de tout - prétexte - à la reprise de la violence, comme l'avait dit M. Joxe sur l'île en septembre. Depuis, le ministre de l'intérieur s'est félicité de la reconduction par le Front de sa trêve de quatre mois. Mais, tout en annonçant cette déci-sion, l'ex-FLNC précisait qu'il pour-rait « juger » si la « volonté politique » du gouvernement est « réelle ou illusoire - en fonction du verdict qui sera prononcé le 17 octobre à Bordeaux, où doivent être jugés deux nationalistes présumés.

L'ex-FLNC semble avoir fait de ce procès une échéance décisive pour déterminer sa conduite à venir. Jeudi, M. Joxe a, une nouvelle fois; rappelé l'indépendance des magistrats. Mais, selon certaines sources socialistes insulaires, l'ex-FLNC envisagerait de tenter de bloquer localement le référendum du 6 novembre sur la Nouvelle-Calédonie, au cas où seraient prononcées à Bordeaux des condamnations trop lourdes. Dans l'immédiat, le souhait que soient engagées de nouvelles poursuites manifesté par M. Joxe est conforme à la rigueur républicaine qui anime le ministre de l'intérieur. Mais il est difficile de voir là un signe d'apaisement au sens où l'entendent les nationalistes.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Après les élections cantonales

Yvelines: M. Tenaillon (UDF) sauve – à l'arraché – sa présidence

présidence de conseil mérite bien des heures de négociations et de longs moments de tension nerveuse. Les couloirs des assemblées départementales, là où le fauteuil présidentiel pouvait - ou devait - changer de titulaire, ont ainsi bruissé, depuis le soir du deuxième tour, de vraies rumeurs, de fausses informations, de coups fourrés, de renversements d'alliances intéressées, et parfois de sacrifices sur l'autel de l'amitié. Les Yvelines, que la proximité de Paris read particulièrement sensibles aux grands vents partisans, mais qui sont, encore, protégées des diktats d'états-majors par leur caractère provincial, viennent d'en donner un bon exemple.

La bataille y a fait rage, dès la préparation des cantonales, entre RPR et UDF, les chiraquiens ne cachant pas leur ambition de ravir la présidence du conseil général à M. Paul-Louis Tenaillon, député UDF-CDS. Face à un homme qui a bati sa carrière sur Versailles avant de s'appuyer sur un réseau de nota-bles locaux, encore dense dans un département où la ville n'a pas complétement fait disparaître la campagne, ses alliés ont voulu jouer l'image du rajeunissement, du renouvellement, du dynamisme, opposée à ce qu'ils considèrent comme de l'immobilisme.

Fort de son succès aux cantonales de 1982, aux législatives de 1986 et de 1988, le RPR espérait faire 1985 et cette fois transformer l'essai. Il a réussi à le marquer, en remportant les trois primaires qu'il a

imposées aux amis du président sor-tant, mais pas la transformation. Au soir du deuxième tour, les encartés » du RPR étaient aussi cencaries du RPK etalent aussi nombreux que ceux de l'UDF (treize), mais il y avait sept divers droite aux réactions difficilement prévisibles. Certains d'entre eux avaient bien été élus grâce à l'appui des chiraquiens, mais d'autres avaient des liens de féodalité avec le président Tenaillon. Diriger le conseil général depuis onze ans lui avait, bien entendu, permis d'acqué-rir des amitiés bien au-delà de son propre camp. Un vote à bulletin secret aurait pu réserver des sur-prises. D'autant que la virulence des attaques du patron RPR des Yve-lines, M. Michel Péricard, n'avait pas été appréciée par tous ses partisans et avait, en tout cas, ressoudé le camp adverse.

Le sacrifice de M**≈** Boutin

Pour éviter tout drame, le jeu devait être calmé. Ce n'était pas facile, tant le député RPR s'était durement engagé dans cette bataille dont il faisait une affaire personnelle entre lui et M. Tenaillon, même si ce n'était pas obligatoirement pour lui-même qu'il voulait conquérir la présidence. Un homme était particuliè-rément bien placé pour jouer les intermédiaires : M. Jean-Pierre Duclos, suppléant de M. Péricard et principal collaborateur de M. Jean-Claude Gaudin dans la préparation

des investitures de l'UDF. Dès le soir du second tour, les négociations ont commencé. Elles n'ont pris fin que le jeudi 6 octobre au soir.

Les intimidations n'ont pas cessé. Chacun a essayé de ramasser le plus de promesses de soutien des indécis. Le RPR a publié un manifeste contestant la politique menée jusqu'alors dans le département, à la quelle pourtant certains des siens étaient associés, dont M. Péricard, comme premier vice-président. M. Tenaillon se montrant conciliant, a publié un communiqué où il affirme que son programme rejonu celui de ses « alliés-contestataires » et où il laisse entendre qu'il brigue la Les intimidations n'ont pas cessé. et où il laisse entendre qu'il brigue la présidence pour la dernière fois:

le suis prêt à poursuivre l'œuvre accomplie pendant cette dernière phase du mandat qui m'a été confié

en 1985. Première victoire pour le RPR
qui, de surcroît, tenait à obtenir six
des dix vice-présidences, n'en laissant que quatre à l'UDF et aux
- non inscrits » puisque M. Tenaillon, pour justifier son droit à la présidence avait affirmé que ces dera
niers étaient tous derrière lui.
L'UDF en voulait quatre. Comment L'UDF en voulait quatre. Comment laisser une place au troisième groupe de la majorité départementale? Longtemps, tout achopps sur cet ultime point, jusqu'à ce que M= Christine Boutin, député UDF, accepte de laisser le poste qui lui revenait à un divers droite, aidant ainsi celui à qui elle s'était tant opposée lors des législatives de 1986, a sauver sa présidence.

•

3

ø

163

Salar Salar

Au Petit-Quevilly

Le préfet de la Seine-Maritime porte plainte pour fraude électorale

M. Jean-Claude Quyollet, préfet de Seine-Maritime et de la région Haute-Normandie, a annoncé, jeudi 6 octobre, qu'il avait porté plainte auprès du procureur de la République de Rouen pour fraude électorale après les incidents qui ont aillé le déroulement des opérations de vote lors du premier tour des élections cantonales, le 25 septembre, dans la ville du Petit-Quevilly, dont le maire est communiste (le Monde du 28 septembre et du 6 octobre).

La fraude électorale va-t-elle redevenir un sujet d'actualité? Après avoir fait, à nouveau, parler d'elle à l'occasion des récentes élections présidentielle et législatives, voilà qu'elle revient à la charge après la consultation cantonale. Depuis la Seine-Maritime cette

Scion M. François Zimeray, candidat socialiste dans le canton du Petit-Quevilly, près de Rouen, la présidente d'un bureau de vote, M= Monique Léger, secrétaire fédérale du PCF, a été surprise avec une liasse d'enveloppes garnies de bulletins de vote dans sa poche. Au procès-verbal de ce onzième bureau, situé à l'école Pablo-Picasso, un délégué de la commission de contrôle des opérations électorales a en effet indiqué : « Pendant qu'elle sort les enveloppes de l'urne, je constate que M= Léger, présidente, glisse une poignée d'enveloppes dans sa poche. Je les lui retire et les remets dans l'urne. Compte tenu de

la différence entre le nombre d'émargements et le nombre réel d'enveloppes trouvées dans l'urne, il n'est pas évident que cette poignée d'enveloppes provenait effective-ment de l'urne. Ce que je n'ai pu personnellement constater. - Enfin, le délégué précise que cette liasse - contenait plusieurs dizaines d'enveloppes ..

« Complice »

Avec 37,61 % des suffrages, le socialiste François Zimeray était arrivé derrière M. Henri Levillain, le candidat communiste (40,51 %), qui l'avait devancé de 167 voix. néficiant de la « discipline républicaine », M. Levillain, seul candi-dat restant en lice, a été élu au second tour. Mais M. Zimeray, ainsi que M. Arnaud de Raulin, candidats de l'opposition, ont déposé plainte auprès du procureur de la République et des recours en annulation ont été engagés auprès du tribunal

administratif. Proche du président de l'Assem-blée nationale, M. Laurent Fabius, premier secrétaire de la fédération du PS de Seine-Maritime et député élu dans ce département, M. Alain Le Vern a démissionné de son poste d'adjoint au maire communiste du Petit-Quevilly, M. Robert Pagès, le 4 octobre. M. Alain Le Vern a estimé que M. Pagès, en ne condam-nant pas l'acte de cette présidente de bureau de vote, qui est aussi conseillère municipale communiste, s'en était rendu · complice - et que, dans ces conditions, il ne pouvait plus siéger aux côtés du maire.

Pour sa part, le PCF a rejeté la responsabilité de l'incident sur le PS, auteur, selon un élu de la commune, de - provocations multi-

Il n'en demeure pas moins que d'étranges observations sont portées sur certains proces-verbaux de bureaux de vote, en dehors de la suspicion de • bourrage • du onzième bureau qui a motivé le dépôt de plainte du préfet. Ainsi dans le premier bureau, présidé par un adjoint communiste, le procès-verbal précise: - Une table de dépouillement n'a pas affecté de scrutateur au relevé des noms portés sur les bulletins (...). En infraction totale avec les règles du dépouillement, les bulletins ont été sortis des enveloppes avant même d'être comptés et

Au septième bureau, dont le président était membre du PCF, la personne déléguée par la commission de contrôle - constate 337 émargements et 313 bulletins (...). On peut constater à la lecture de ce procèsverbal, ajoute-t-elle en observation complémentaire, qu'il y a cinq signatures différentes sur les listes d'émargement, alors qu'il n'y avait que quatre assesseurs -.

Enfin, le délégué du candidat socialiste affirme que dans le onzième bureau, décidément riche en curiosités, un assesseur « émargeait alors qu'il n'y avait personne pour voter au bureau .. Le procèsverbal de ce bureau donne 451 émargements pour un total de 540 enveloppes.

OLIVIER BIFFAUD.

LES PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTES: ARTISANAI, TEXTILES. A TOULON FOIRE D'EXPORTATION DU GUANGDONG Ne manquez pas cette bonne occasion! La Troupe de Danse Folklorique du Guangdong présentera son répertoire pendant 10 jours seulement dans la salle des articles d'Exportation du Guangdong. Nous espérons vivernent avoir bientôt le plaisir de vous y rencontrer. Venez visiter et acheter nos articles. du 7 au 17 octobre 88 POIRE DE TOULON VINGT Parc de Sainte-Muss **B.P. 1156 - 83058 TOULON CEDEX EXPOSANTS** ORGANISATION: COMMISSION DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES AVEC L'ÉTRANGER DU GUANGDONG, R.P.C. THES, SOIES, CERAMIQUES, SPORT, CEREALES, HUILES, ALIMENTS,

APPEL POUR LE "OUI" GAULLISTE AU REFERE PARCE QUE NOUS SOMMES GAULLISTES, NOTRE CHOIX EST CLAIR:

Le courage personnel des représentants des communautés calédoniennes a été exemplaire,

après des semaines dramatiques, lourdes en perte de vies humaines, il rejoint la démarche constante des Gaullistes l'autodétermination des peuples affirmée par le Général pour le dialogue et la réconciliation nationale.

La communauté française doit donc s'engager, pour gagner le défi des dix ans et, au-delà, assurer la présence de la France dans le Pacifique, dans le respect de

de Gaulle à Brazzaville des 1944.

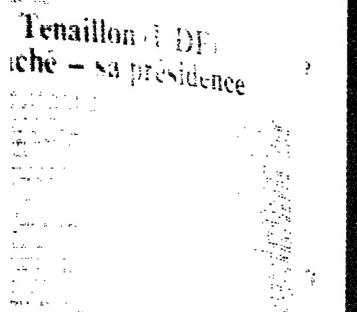
Le référendum, dispositif essentiel des institutions de la Ve République, doit redevenir un moyen privilégié de l'exercice de la souveraineté populaire.

Nous appelons tous les Gaullistes de conviction à s'engager en faveur d'un "OUI FRANC ET MASSIF" le 6 novembre prochain et à renforcer ainsi le courant de fidélité à l'héritage du Général de Gaulle.

AUCUN GAULLISTE, FACE A UN TEL ENJEU, NE PEUT S'OPPOSER NI S'ABSTENIR

En votant "OUI", les Gaultistes montreront leur volonté de rassemblement pour une grande cause nationale André FROSSARD Léon BOUVIER Aminal FLOHIC Hubert GERMAIN Lée HAMON René SABOT Bernard TRICOT on de la Libératio Ancien massine Chal de cabine de pansien de Libération noddycen t, ep sous Jacques MAZIÓL Ancien ministre Pleme BAS JOHN CHARBONNEL Jacques TRORIAL Henri DUVILLARD Louis TERRENOIRE François MISSOFFE n-Paul MOUROT YVes LANCIEN Ancien ministre nseller de Pans ne ŠERVAJS Jacques DELARUE Brighte FRIANG François BLOCH-LAINE #HARRIS COUTEAUX Daniel DOUSTIN IGUES BOUCHACOURT José ABOULKER Chargée de mission a Haut fonctionnaire (ER.) Préfet (ER.) Edmend JOUVE **Nerra PASCAL** Paul-Marks de LA GORCE Philippe ROSSILLON Joan MAURIAC Joan MALET Philippe de SAINT-ROBERT Pierre MAUGER Ancien Chel de cabines du Premier ministre Jean VAUDEVILLE Prefet (LH) Adressez votre adhésion à "L'APPEL POUR LE OUI AU REFERENDUM" 16, rue Charles-Divry - 75014 PARIS. Tél. 45.43,60.93

هكذا من الأصل



ne-Maritime norte plainte aude électoral.

DALLOYAU SAINT-HONORÉ ROUVRE ENFIN SES PORTES.

Ceux qui se sont privés de macarons, opéras, chocolats, canard aux pêches et autres délices salés, sucrés ou glacés, pendant nos travaux, ne seront pas déçus.

Une nouvelle et superbe boutique les attend aux 99-101, rue du Faubourg-Saint-Honoré. Plus grande, plus claire, plus séduisante encore. Es comme un changement n'arrive jamais seul,



elle sera ouverte jusqu'à 21 heures, même le dimanche.

Au 1er étage, le salon de thé aussi a changé. Tout ® confort et douceur, le plaisir du déjeuner et du thé n'en sera que plus grand.

Et parce qu'une envie de macarons peut vous prendre n'importe où. Dalloyau ouvre une toute nouvelle boutique au 63 rue de Grenelle, le 10 octobre 1988.

PÂTISSIER, TRAITEUR, CHOCOLATIER, GLACIER, RÉCEPTIONS. 99-101, FAUBOURG SAINT-HONORÉ 75008 PARIS TÉL. 43 59 18 10

le mardi 11 octobre 1988 **de 9 h** à 26 h

FRANCE PLES 45 86 30 02 45 23 45 89 48 74 21 83

COMITE DE PARRAINAGE

Simone Veil - Slimane Azzoug - Bernard Kanowitch Stéphane Hessel - Idir Hamid - Albert Memmi -Joseph Sitruk, Grand Rabbin de France -Cheikh Abdelhamid Zebentoute -Irene Dayan - Salem Kacet -Yazid Sabbeg - Claude Lanzmann -

9H00 SEANCE INAUGURALE

à l'Assemblée Nationale, 101 rue de l'Université Interventions d'Emile Malet, Arezki Dahmani, Arié Bensemhoun, Benjamin Stora Groupes de réflexion autour de cinq thèmes :

> 9H30-11H00 : ATELIER 1 "BEURS ET FEUJS DANS LA CITE" Modérateur: Alain Touraine

Rabah Tounsi, Akli Tadjer, Eric Azière, Manek Weintraub, Ariel Goldman, Patrick-Pierre Kaltenbach, Doris Bensimon, Louisa Ibazatène, Georges Sarre, Yves Jouffa, Rafaï Mohamed

> 11H00 - 12H30 : ATELIER 2 "BEURS ET FEUJS FACE AU RACISME"

Modérateur: Gérard Fuchs Fatima Younsi, Nasser Kettane, Maurice Benassayag, Georges Morin, Salah Belahadi, Saīd Merabti, Marc Bitton, Pierre Schapira, Daniel Sibony, Tokya Saifi, Patrick Gaubert DEJEUNER

14H00 - 15H30 : ATELIER 3 " BEURS ET FEUJS LE CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN" Modérateur: Christian Pierret

Farid Aīchoune, Jacques Tarnero, Arezki Dahmani, Arié Bensemhoun

15H30 - 17H00 : ATELIER 4 "BEURS ET FEUJS QUI SOMMES-NOUS ?" Modérateur : Anne Sinclair Charles Melman, Benjamin Stora, Francis Khalifa, Richard Ayoun, Belhadi Hakim, Aït Hamou, Geneviève Domenach-Chich, Mehana Mouhou, Guy Allouche,

Aziz Sahiri, Bernard Kanowitch 17H00 - 18H00 ATELIER 5 " LES MEDIAS FACE AUX "BEURS" ET AUX "FEUJS" <u> Modérateur : Jean-Louis Missika</u>

Rachid Ahrab, Viviane Jungfer, Emilie Raffoul, Claude Bonjean, Josée Garçon, Yves Derai, Jean-Claude Duquesne, Chantal de Rudder, Saifi Abdelkrime, Jacques Buob, Claude Laloum, Benoît Rayski, Guy Sitbon, Georges-Emmanuel Hourant, Khaled Melhaa 18H00 CONFERENCE DE PRESSE

Bilan : Emile Malet, Arezki Dahmani, Arié Bensemhoun 18H30 SEANCE DE CLOTURE

Intervention de Monsieur Michel Rocard, Premier Ministre.

Avec Claude Evin, Pierre Mehaignerie, Dominique Baudis, Henri Emmanuelli, Jack Lang, Jacques Chaban Delmas, Nicolas Sarkozy, Lionel Stoleru et Georges Sarre

> Sous la présidence de Monsieur Laurent Fabius, Président de l'Assemblée Nationale : A 19H30 un Coktail sera offert dans les salons de l'Assemblée Nationale

FRANCE PLUS Arezki Dahmani

UEJF Arié Bensemhoun

LE MENSUEL **PASSAGES** Emile Malet

un Sarachour

Politique

L'embarras de l'opposition avant le référendum

La rencontre entre M. Chirac et M. Tjibaou: une histoire de panier...

Jeudi 6 octobre, en fin de matinée, 123 rue de Lille à Paris. Le secrétaire général du RIPR, Alain Juppé, reçoit au siège du mouvement chiraquien le président du FLNKS, Jean-Marie Tjibaou. Moment fort. Evènement irréel.

Face à face, le nouveau chef d'état-major du parti le plus cal-doche de métropole, qui, il y a six mois encore, voulait mettre hors le loi tous les dingeants indépen-dantistes de Nouvelle-Calédonie, et le chef des « terroristes » en

C'est Jean-Marie Tjibaou qui a fait le premier pas. Venu er métropole pour convaincre tous les électeurs de participer au référendum du 6 novembre, il tient à rencontrer aussi les adversaires politiques de Michel Rocard. Il a déjà vu le président du CDS, Pierre Méhaignerie et le secrétaire général du PR, François Léotard : il a envis d'exposer son point de vue au président du RPR.

Donc, la veille, Jean-Marie Tji-baou a officiellement sollicité une entrevue avec Jacques Chirac, par l'intermédiaire d'un ami, lequel a pris contact avec l'un des principaux conseillers de l'ancien premier ministre pour les chos calédoniennes, Daniel Naftalski directeur de cabinet du maire de Paris, Matheureusement, Jacques Chirac semble avoir, comme d'habitude, des « problèmes de

Va pour Juppé ! a dit Jean-Marie Tjibaou. Mais à une condition: que Bernard Pons, lui, n'apparaisse pas ! Pas question pour le président du FLNKS de passer l'éponge sur la part personnelle prise par l'ancien minis-tre des DOM-TOM au drame ď Ouvéa

Alain Juppé et Jean-Marie Tijbaou ont commencé à échanger des banalités. La conversation est nlutôt détandus. Soudain la porte du bureau s'ouvre. Jacques Chirac entre. Sourires coincés. Le ent du RPR tend le main au président du FLNKS qui l'accepte.

« Je n'ai pas été tendre avec Jean-Marie Tjibaou. Peut-être l'ancien premier ministre repenset-il à ce qu'il disait à François Mitterrand lors de leur duel télévisé du 28 avril :

« Dans votre

« Lettre aux Français », vous disiez : « Depuis sept ans que je le rencontre, M. Tjibaou ne varie pas,

Eh bien I voilà notre différence : moi ia ne respecte pas quelqu'un qui est devenu un terroriste et je ferai tout pour que ce groupe terroriste soit réduit.... »

Le temps passe, Jean-Marie Tjibaou n'est plus un e terroriste ». Jacques Chirac aujourd'hui le respecte.

Le président du FLNKS sourit, ette fois de bon cœur : ∢ Moi non plus je n'ai pas été tendre avec ... > Sans doute se souvientil de l'époque, pas très lointaine

assura le conseiller qui l'accompagne — que la première véritable réforms foncière tentée sur le territoire l'a été sous le premier gouvernement de Jacques Chirac. Il est vrai qu'à l'époque le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, Paul Dijoud, était, en vérité, un giscardien... Jacques Chirac tient nearmoins à assurer qu'il est partisan de la redistribution des terres aux

Presque une heure d'entretien Entre « anciens combattants » ? Assurément, Entre hommes de

3



où il dénonçait « Chirac et ses fachos I... » Moment de complicité. « Dans notre panier, sur la

L'incroyable s'est produit

lance, c'est kif-kif... », ajoute

Jean-Marie Tjibaou, amusé.

Ces deux hommes, en bons litiques, ont visiblement envie, ce jeudi matin, de jeter ce « panier » de la rancune à la rivière. Et l'incroyable se produit :

Le président du FLNKS explique pourquoi il faut que tous les Français participent au référendum : « pour que toute la nation prenne ses responsabilités ». Le président du RPR évite de lui répondre que son parti penche plutôt pour l'abstention. Il préfère souligner qu'il ne peut pas accep-ter le « gel » pendant dix ans du corps électoral du territoire.

On change de sujet pour aborder les affaires foncières, Jean-Marie Tjibaou n'a pas oublié -

bonne volonté ? Jacques Lafleur qui s'est auparavant entretena au téléphone avec Alain Juppé et a favorisé cette rencontre, n'a-t-il pas donné l'exemple de la réconciliation après avoir poussé Jacques Chirac à l'assaut ?

Les photographes n'auront pas la possibilité, toutefois, de photographier côte à côte l'ancien e terroriste > et l'ancien € facho >.

Jacques Chirac quitte le siège du RPR en prenant un peu ses distances par rapport à son visiteur : il ne fait aucun commentaire.

Beau joueur, Jean-Marie Tilbaou se montre également bon prince : « Je comprends tout à fait les hésitations du RPR : elles ne portent pas sur les accords et sur la possible utilisation du résultat. »

« Avez-vous évoqué Ouvéa ?, lui demande un journaliste.

« Ce n'est plus à l'ordre du jour », répond-il. Magie des accords de Matignon !

ALAIN ROLLAT.

PROPOS ET DÉBATS

M. Bachelot

Racisme

Dans un entretien au mensuel Globe, l'ancien député du Front national de Seine-Seint-Denis, M. François Bachelot explique que « la nouvelle ligne du Front national est fondée ouvertement sur le racisme et l'antisémitisme ». Selon lui, M. Le Pen « n'a qu'une idée fixe : voir enfin la population catholique prendre le dessus sur les lobbies, ce prendre le dessus sur les lobbes, ce qu'il appelle l'anti-France. A savoir lobby de la presse, lobby maçonni-que et loby juif (...). Pour lui, le moment est venu de jeter le masque et ce parce que la droite tradition-nelle est trop faible. »

M. Chaban-Delmas Revenir

au gaullisme

« Dépuis deux ans, le RPR s'est assaz largement écarté de la voie aulliste, pour des considérations électorales mai conçues », a déclaré M. Jacques Chaban-Delmas, jeudi 6 octobre sur France Inter. « J'agis auprès de la direction du parti pour qu'il revienne au gaullisme », a ajouté l'ancien premier ministre en estimant

Le RMI et les réfugiés politi-

ques : précision. - A la suite de la publication (le Monde daté 7 octobre)

d'un article concernant l'attibution du

rátugiés politiques, M. Jean-Michel Bal-orgey (PS), président de la commis-

sion des affaires culturelles, familiales et

sociales, nous a fait parvenir la précision

suivante : les réfugiés politiques statu-taires ont droit à l'application de toutes

les législations concernant les natio-

naux. Tel n'est pas le cas, en revanche,

des demandeurs d'asièe, en attente du

statut de réfugié politique, et auxquels

M. Belorgey voulait étendre le bénéfice

venu minimum d'insertion (RMI) aux

que ce retour devrait passer par « une réforme des statuts » du RPR.

M. Giscard d'Estaing Un étage de trop

« La France sera le seul pays européan dans lequel existeront trois échalons superposés de collectivités locales : la commune, le département un étaga de trop l » « M. Valéry Gis-card d'Estaing a relancé, dans un entratien publié, vendredi 7 octobre, dans Libération, le débet sur l'organi-sation des rapports entre les collectivités territoriales.

Estimant, pous sa part, que « l'outil régional est assez bien adapté à la future compétition euro-péerine », le président du conseil régional d'Auvergen fait deux propo-sitions pour éviter que les échelons locaux ne sa superposent. Ainsi, souhaite-t-il d'abord, qu' « aucune pération ne puisse concerner plus de deux niveaux administratifs ». Il suggère ensuite d' « ouvrir la possibilité, dans les régions qui le souhaite-raient, de supprimer un niveau administratif ». « Dans les régions comportant un petit nombre de départements, poursuit M. Giscard d'Estaing, il pourrait être décidé de transférer au niveau régional tout ou partie des compétances départemen-tales. >

du RMI. Son amendement a été rejeté, tombant sous le coup de l'article 40 de le Constitution (qui rend irrecevable toute proposition d'origine parlementaire, dont l'adoption entraînerait une diminution des reseources publiques ou la création ou l'aggravation d'une charge publique). Mais un accord - qui aurait du rester confidentiel - est intervenu entre la gouvernement et le groupe socialiste, concernant l'amélio-ration de l'Office français de protection pour les réfugiés et les apatrides (OFPRA), et is prolongation, sous une forme ou sous une autre, de la prise en charge des demandeurs d'asile en

Selon la SOFRES

MM. Mitterrand et Rocard bénéficient de la confiance de deux Français sur trois

Soixante-quatre pour cent des Français font confiance au président de la République, qui retrouve là un niveau qu'il n'avait plus jamais atteint depuis octobre 1981, en plein état de grâce. En septembre, 62% des personnes interrogées exprimaient une opinion favorable à l'égard du chef de l'Etat. Selon ce sondage réalisé par la SOFRES et publié, le samedi 8 octobre, dans le Figaro Magazine (1), 32 % des interviewés (au lieu de 34 % le mois dernier) demeurent toutefois sceptiques sur l'aptitude de M. François Mitterrand à diriger le pays.

M. Michel Rocard bénéficie sa part, de la confiance de 66 % des sondés et récupère ainsi le capital qu'il avait obtenu, en juin dernier, au lendemain de sa nomination à l'hôtel Matignon. Le premier ministre progresse ainsi de six points en un mois ; 28 % des consultés (au lieu de 30%) se déclarent toujours is de son action.

.

Dans l'opposition, scule M= Simone Veil bénéficie d'une image positive, 51 % des personnes interrogées (au lieu de 50 %) souhaitant lui voir jouer un rôle important à l'avenir. Avec 42% d'avis favorables, M. Raymond Barre abandonne sept points et est rejoint par M. François Léotard qui en gagne un. Quant à M. Jacques Chirac (37%), il améliore de deux points une image qui, le mois der-nier, était la plus mauvaise qu'il ait jamais obtenue depuis novembre 1985. Avec 10% de bonnes opinions, M. Jean-Marie Le Pen perd quatre points en un mois et retrouve son plus bas niveau depuis son entrée dans ce baromètre en janvier 1984.

(1) Sondage effectué du 24 au 29 septembre auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

4-20-1-03-2

All the second

2 Buch Strawn

April 1

Section 1985

A STATE OF THE STA

May her in

Politique

sur la Nouvelle-Calédonie

MM. Juppé (RPR) et Gaudin (UDF) réaffirment leur défiance à l'égard du gouvernement

Les groupes parlementaires de gnerie. Nous avons donc le devotropposition ont répondu, jeudi soir de dire oui. Je recommande à mes l'opposition ont répondu, jeudi soir 6 octobre, sur les chaînes publiques de télévision, à la communication gonvernementale faite la veille par le premier ministre sur l'organisation du référendum du 6 novembre relatif à l'avenir de la Nouvelle-

Au nom du RPR, M. Alain Juppé a estimé que cette procédure était tout à fait inutile - : « Les accords de Matignon, qui ont le mérite d'exister, nous les avons approuvés, a notamment déclaré le secrétaire général du RPR, le Parlement pourrait tout à fait les voter lui-même, cela irait plus vite. Mais il semble que pour des raisons politiques M. Mitterrand et M. Rocard veulent à toute force leur référendum.

» Les accords de Matignon, c'est bien, a ajouté M. Juppé, mais ce qui est plus important encore, c'est la nière dont on va les appliquer. Or, là, nous avons un doute. Nous ne sommes pas du tout convaincus que les socialistes ont renoncé à leurs idées des années 83-84-85, du temps où M. Mitterrand voulait l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Nous ne donnerons pas un blanc-seing au pouvoir, nous serons très vigilants, et ce sera notre mantère à nous d'aider nos compatriotes de Nouvelle-Calédonie. »

Au nom du groupe UDF de Claude Gaudin a répliqué à M. Michel Rocard: • Les accords de Matignon ont ramené la paix civile en Nouvelle-Calédonie, mais nos compatrioles ne comprennent pas très bien l'utilité du référendum

Le président du groupe UDF a également estimé que M. Rocard avait employé des « termes inacceptables - en ayant déclaré qu'en 1963 et 1986 il y avait cu « manquement à la parole donnée • de la part de la France. « Les propos de M. Rocard me rappellent ceux de M. Mitterrand sur la force injuste de la loi », a souligné M. Gaudin.

M. Méhaignerie : « Le devoir de dire oui »

Méhaignerie, a affirmé de son côté, jeudi, que - le gouvernement ne peut plus faire marche arrière » sus le référendum : « Nous avons le devoir de dire oui à la paix voulue par tous les Calédoniens. » L'ancien ministre a, toutefois, regretté que le chef du gouvernement - ait cru bon d'ouvrir une polémique sur un sujet aussi grave - en affirmant que les gouvernements passés avaient » par liste populaire appelle les gaullistes deux fois manqué à la parole de la à créer un « Comité pour le oui » et France . . Les principaux inté-ressés, notamment M. Tjibaou, estiment que, malgré le risque d'absten-tion, le référendum est la seule s'exprimer, a souligné M. Méhai- tout ».

amis de l'UDF de voter oui ».

Par ailleurs, M. Le Pen, président du Front national, qui assistait à Milan à un colloque de l'euro-droite, s'est étonné, jeudi 6 octobre, que sa formation de dispose que de cinq minutes de parole à la télévision pour la campagne de référendum alors que MM. Lasleur (RPCR) et ou (FLNKS) en auront plus que le Front national. « Ceci est visi-blement fait pour augmenter le nombre de partisans du « oui » à la télévision et pour limiter celui des du « non » au Chili bénéficiaient de quinze minutes d'antenne par jour » souligné M. Le Pen qui s'est déclaré indigné de l'accueil reçu en France par M. Tjibaou : « les frais qui lui sont faits me paraissent un peu outrageants, par exemple pour les gendarmes qui ont été victimes de l'assassinat perpétré par ses par-

M. Stirbois, secrétaire général du FN, s'est, de son côté interrogé en ces termes : « à quel titre, le FLNKS disposero-t-il d'un temps d'antenne : « est-ce l'assassinat de quatre gendarmes français qui lui donne ce privilège ? ». Le secrétaire général du FN a, d'autre part, quali-fié de « véritables traîtres » les principaux dirigeants de la droite qui cherchent, selon lui, en Nouvelle-Calédonie, « à rééditer l'affaire algérienne ».

Dans un communiqué diffusé le jeudi 6 octobre, à Nice, M. Christian Estrosi, député RPR des Alpes-Maritimes, propose que les électeurs qui souhaitent s'abstenir lors du référendum du 6 novembre glissent dans l'urne un bulletin portant la mention : « oui au rétablissement de la peine de mort ». M. Estrosi voit là un moyen - l'alerter le gouvernement et les médias de la volonté populaire de voir cette mesure prise en compte par les pouvirs publics ».

« Si nous ne cautionnons pas le référendum, cela voudra dire que lors de la prochaine campagne présidentielle, nous auront à nous Le président du CDS, M. Pierre expliquer sur ce que nous ferons en explique M. Alain Carignon, ancien ministre RPR de l'environnement et maire de Grenoble, dans un entretien publié par l'hebdomadaire Paris-Match.

Tandis que le mouvement gaulque le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) invite à voter oui, le Mouvement des démocrates que préside procédure qui permette aux popula- l'ancien ministre, Michel Jobert, se tions de Nouvelle-Calédonie de prononce par un « oui malgré

La campagne publicitaire du gouvernement

La réconciliation par collier de fleurs

main, sur fond d'atoli azuréen. prochent leurs camions afin grand-mère, une jeune femme au style glamour portent aussi cette parura. Et le dernier plan du film met l'accent sur une main glis-sant un bulletin (orange) dans l'urne, tandis que le slogan € 6 novembjre, le geste de fraternité a s'incruste sur l'image.

Du 10 au 24 octobre, les téléspectateurs pourront voir ce après la guerre, pour dire que spot de trente secondes sur toutes les chaînes : TF1, A2, FR3, la 5, M6, Canal Plus, RTL-TV at RFO. La vedette de ce film publicitaire, épaulé musicalement per un extrait du Clavier bien Publicis, Ulysse et FCA. Bach, c'est le collier de fleurs. Un symbole de fraternité et de réconciliation venu de Polynésie mais qui existe aussi an

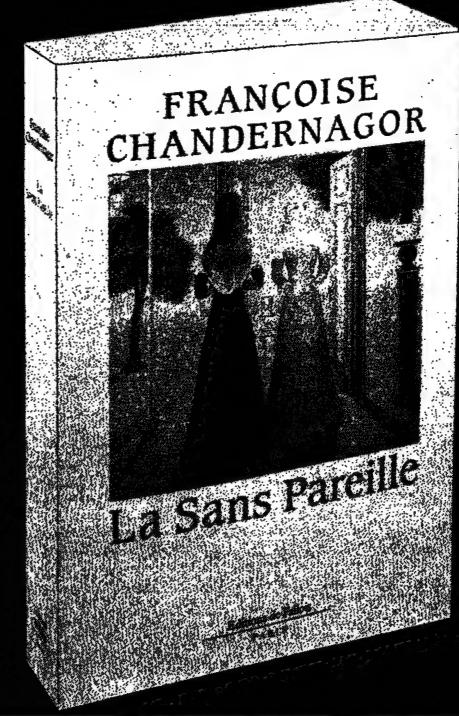
L'objectif de cette campagne télévisuelle, relayée du 12 au

échangent un collier de fleurs en 6 356 affiches placardées en se serrant longuement la métropole et dans les DOM-main, sur fond d'atoli azuréen. TOM, est de faire comprendre Des employés, le cou enrubanné de ce même collier, sourient sur un escalator des Quatre-Temps, à la Défense. Deux routiers rap- de leur bulletin de vote. « Nous d'échanger, eux aussi, ce sym-bole fleuri. Un jeune Noir, une la générosité. Les citoyens pourthème de la réconciliation et de ront en faire preuve à l'occasion de ce référendum », souligne Jean-Louis Missika, chaf du serdu premier ministre (SID), initiateur de la campagne. « C'est tion plutôt que celui de la paix rien n'est réglé », confirme Phi-lippe Maraninchi, auteur de la campagne pour l'agence RSCG (celle de Jacques Séguéla), qui l'a emportée devant les agences

> Vingt millions de francs sont consacrés à cette campagne publicitaire. Outre la « générosité » attendue des Français en faveur du oui, elle souhaite inciter les citovens à aller voter.

"Voici un grand roman qui mérite d'échapper à la précarité des enthousiasmes et d'accomplir une carrière durable dans les esprits."

FRANÇOIS BOTT "LE MONDE"



"Françoise Chandernagor, défiant les mots d'ordre et ne cédant pas au terrorisme de ceux qui font métier de penser dans ce Paris fin de siècle. renove tranquillement, sereinement, avec la tradition du grand rousan du XIX" siède."

HENRY BONNIER "LE MÉRIDIONAL"

La Saus Pureille se dévore comme un fevilleton et se médite en secret. Livre profond, c'est d'abord un roman palpitunt avec des person-nages imaginaires mais tous dignes de figurer au «Who's who»!"

PIERRETTE ROSSET "ELLE"

"Chronique sociale, roman de mours, roman politique, La Saus Pareille est aussi une interrogation ser notre siècle. Françoise Chandernagor ne fult rien à moitié..."

FRANÇOIS TAILLANDIER "LIRE"

"Il s'agit à la fois d'une grande saga historique et d'une œuvre litté-raire personnelle et ambitieuse qui devrait séduire les lecteurs les plus exigeants."

PAUL CORENTIN "TÉLÉRAMA"

"Il faudrait non per une chronique littéraire, mais bien une douzaine, pour cerner la vie fournillante de notre héroine, ses amours et ses provocations, son refus de toute MAURICE CHAVARDÈS "TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN"

"Le premier tome de La Sans Pareille, loin d'annoncer une de ces trilogies feuilletonesques et plaisantes pour présentoir de Prisonic, est une fresque de haut vol, solide, brillante et souveut profonde."

PATRICK GRAINVILLE "LE FIGARO"

"L'Alfée du Roi une fois emprentée, restait pour Françoise Chandernagor la voie royale du roman-fleuve, du roman-univers, du roman-chronique, du roman moraliste, du roman satirique, de roman qui vous force à tourner la page pour commaître la suite, bref, de roman-roman."

FRÉDÉRIC VITOUX "LE NOUVEL OBSERVATEUR"

"Dans L'Allée de Rei, la romancière perçuit sous l'historienne. Dans La Sees Pereille, c'est l'historienne qui perce sous la romancière, exceptionnelle. Une histoire des mœurs, des modes, des idées, des sensibilités de la société française des années 50 à 70 et de son désarroi, qu'elle peint avec une virtuosité, une profon-deur... sans pareilles."

PIERRE DEMERON "MARIE-CLAIRE"

"Si yous n'achetez qu'un seui livre à la rentrée, prezez La Saus Pareille de Françoise Chandernagor : ene superbe épopée humaine à ne pas manquer, un chef-d'œuvre de pas-sion littéraire, d'élégance, de souffle épique où l'aventure humaine se mélange à une savante analyse psychologique des êtres et des époques."

CHRISTINE ARNOTHY "LE PARISIEN"

"Gagné. l'artile de faire la fine boeche : pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, quelqu'un place un miroir devant notre Europe." GEORGES SUFFERT "LE FIGARO-MAGAZINE"

"La sensualité diffese dans tout le récit, traitée avec cette liberté cavalière que l'évolution des mœurs a révélée aux dames, fora sûrement beaucoup pour le grand, le très grand succès qu'on peut promettre à La Sans Parville."

FRANCOIS NOURISSIER de l'Académie Goncourt

"Cet ouvrage, livre de raison d'une génération, est écrit dans un style qui honore la langue française ; il montre que l'histoire a'est pas à l'écart de la vie mais que ses implications sont sociales et philosophiques. Ce texte original sédeira tous les lecteurs tout en les éclairant sur les maurs de la civilisation contemporaine."

JEAN-CHARLES VARENINES "LA MONTAGNE"

"Sur la trame temporelle d'une vie de femme, l'auteur a tissé patiemment une fresque de notre époque, avec autant de minutie que de souffle, et un seus magistral de la composition." JEAN-LOUIS KUFFER "LE MATIN (Lausanne)"

"Le grand retour de Françoise Chandernagor." GEORGES SION "LE SOIR DE BRUXELLES"

Le texte du projet de loi référendaire

Les électeurs seront appelés le 6 novembre à répondre par « oui » « nou » à la question suivante : « Approuvez-vous le projet de loi au peuple français par le président de la République et portant tions statutaires et ménavatuires à l'autodétermination de m par « non » à la question suivante : « Approuvez es statutaires et préparatoires à l'autodéterm

Ce texte, para au Journal officiel du 6 octobre, reprend le contenu des accords conclus le 26 juin à l'Hôtel Matignon et le 20 août rue Oudinot (siège du ministère des DOM-TOM) par le gouvernement, le RPCR et le FLNKS. Il a été légèrement retouché pour tenir compte de

Son exposé des motifs souligne qu'il s'agit notamment de mettre fin, en Nouvelle-Calédonie, à « physicurs décennies d'incompréhension et de violences » et de « contribuer à établir la paix civile pour créer les conditions dans lesquelles les populations pourront choisir, librement et assurées de leur avenir, la maîtrise de leur destin » (le Monde daté 21-

reconnus, ayant leur domicile dans

la commune et jouissant de leurs

procéder ou à faire procéder par tout officier ou agent de police judi-

ciaire à toutes investigations utiles.

que et des études économiques de

Nouvelle-Calédonie est chargé de

tenir un fichier général des électeurs inscrits sur les listes électorales du

Les demandes d'inscription sur

les listes électorales formées anté-

ricurement à la publication de la

présente loi an Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie sont transmises

aux commissions prévues au présent article et font l'objet d'un aouvel

Le territoire de la Nouvelle-

La Nouvelle-Calédonie ou

Grande-Terre, l'île des Pins, l'archipel des Belep, Huon et Surprise, les

îles Chesterfield et les récifs Bel-

lone, les îles Loyauté (Maré, Lifou, Tiga et Ouvéa), l'île Walpole, les

îles Beautemps-Beaupré et de l'Astrolabe, les îles Matthew et

Fearn ou Hunter, ainsi que les îlots

Il constitue au sein de la Républi-

que française, conformément à l'article 74 de la Constitution, un

Art 5

Calédonie comprennent les assem-

blées de province, le congrès, l'exécutif du territoire, le Comité

économique et social, le conseil

Le haut-commissaire de la Répu-

blique est dépositaire des pouvoirs

de la République, représentant du gouvernement et chef des services

de l'Etat. Il est l'exécutif du terri-

Art. 6

Les trois provinces de la

1) la province Nord comprend

les territoires des communes de

Belep, Poum, Ouegoz, Pouébo,

Hienghène, Touho, Poindimié, Pone-rihouen, Houailou, Canala, Kou-

munes de Maré, Lifou et Ouvéa.

Le territoire actuel de la com-

mune de Poya sera réparti entre les

provinces Nord et Sud par décret en Conseil d'Etat.

rail, Thio et Yaté:

consultatif contumier du territoire

Les institutions de la Nouvelle-

Calédonie comprend:

proches du littoral.

territoire d'outre-mer.

Les commissions sont habilitées à

L'Institut territorial de la statisti-

Voici le texte intégral du projet de loi portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998.

Art. premier

Les dispositions de la présente loi ont pour objet de créer, par une nouvelle organisation des pouvoirs publics, les conditions dans lesquelles les populations de Nouvelle-Calédonie, éclairées sur les perspectives d'avenir qui leur sont ouvertes par le rétablissement et le maintien de la paix civile et par le développement économique, social et culturel du territoire, pourront librement

Art. 2

Entre le 1e mars et le 31 décembre 1998, les populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie seront appelées à se prononcer par un scrutin d'autodétermination, conformément aux dispositions de l'article 53 de la Constitution, sur le maintien du territoire dans la République ou sur son accession à l'indépendance.

Seront admis à participer à ce scrutin les électeurs inscrits sur les listes électorales du territoire à la date de cette consultation et qui y ont leur domicile depuis la date du référendum approuvant la présente loi. Sont réputées avoir leur domicile dans le territoire, alors même qu'elles accomplissent le service ational on poursuivent un cycle d'études ou de formation continue hors du territoire, les personnes qui avaient antérieurement leur domi-

Par dérogation à l'article L. 17 du code électoral, les commissions nistratives chargées de la révision des listes électorales pour les 1ª mars 1989, 1992, 1995 et 1998 sont composées pour chaque bureau

- d'un président désigné parmi les magistrats de l'ordre judiciaire par le premier président de la Cour 2) du délégué de l'administration
- désigné par le haut-commissaire; 3) du maire de la commune ou
- de son représentant ; 4) de deux électeurs de la com-

Les électeurs mentionnés au 4º cidessus sont désignés par le hautcommissaire, après avis, pour l'année 1989 du comité consultatif institué par la loi nº 88-808 du 12 juillet 1988 relative à l'administration de la Nouvelle-Calédonie et, pour les années 1992, 1995 et 1998, du comité consultatif institué par l'article 68 de la présente loi. En casde partage égal des voix, celle du

Chaque commission peut consulter un ou plusieurs représentants de la coutume désignés selon les usages

président est prépondérante.

11) la réglementation minière concernant les matières mentionnées à l'article 19 du décret nº 54-1110 du 13 novembre 1954 modifié par la loi nº 69-4 du 3 janvier 1969;

10) le droit civil et le droit com-

mercial, à l'exclusion du droit coutu-

12) les principes directeurs de la propriété foncière et des droits

13) les principes directeurs du droit du travail et de la formation professionnelle;

14) la justice, l'organisation judiciaire et l'organisation de la profession d'avocat; les frais de justice criminelle, correctionnelle et de police; le droit pénal, la procédure pénale, les commissions d'office; le service public pénitentiaire et la législation relative à l'enfance délinquante et à l'enfance en danger ;

15) la fonction publique d'État; 16) les règles relatives à l'administration provinciale et communale; le contrôle juridictionnel, administratif et financier des collectivités publiques et de leurs établis-

17) la définition des proammes, le contenu de la formation des maîtres et le contrôle pédagogique de l'enseignement primaire, sauf l'adaptation des programmes en fonction des réalités culturelles et

18) l'enseignement du second degré, sauf la réalisation et l'entretien des collèges du premier cycle du second degré; l'enseignement supérieur, la recherche scientifique; la liste annuelle des opérations de construction on d'extension des collèges que l'Etat s'engage à pourvoir des postes nécessaires :

ia communication audiovi-L'Etat exerce ses droits de souve-

raineté et de propriété sur son domaine public et privé, terrestre, maritime et aérien.

Le territoire est compétent dans les matières suivantes : 1) les impôts, droits et taxes

perçus dans le territoire; 2) la réglementation en matière de santé et d'hygiène publiques ainsi

3) la réglementation de la circulation et des transports routiers; 4) la fonction publique territo-

5) la réglementation des professions libérales et des officiers 6) la réglementation en matière

7) la réglementation des mar chés publics :

vices chargés de la protection judiciaire de l'enfance;

esures et la répression des fraudes; la réglementation des prix; 11) les principes directeurs du

sation des services vétérinaires, la réglementation de la police întéres-sant les animaux et les végétaux;

mac, Kaala-Gomen, Voh, Koné et 2) la province Sud comprend les s des communes de l'île des Pins, Mont-Dore, Nouméa, Dum-béa, Païta, Bouloupari, La Foa, rêt territorial; 14) l'élaboration des statistiques

Moindou, Sarraméa, Farino, Boud'intérêt territorial : 3) la province des îles Loyauté

16) le réseau routier d'intérêt territorial et les communications par voie maritime ou aérienne d'intérêt territorial:

 les ouvrages de production on de transport d'énergie électrique, les abattoirs, les équipements por-tuaires et aéroportuaires d'intérêt

18) la météorologie, les postes et unications;

19) l'organisation de manifestations sportives et culturelles et les équipements sportifs et culturels d'intérêt territorial;

20) le droit du travail et, sans préjudice des actions des provinces dans ce domaine, la formation pro-. Art. 10

Les dispositions de la loi nº 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions relatives à la suppression de la tutelle administrative et financière seront étendnes et adaptées aux communes de la Nouvelle-Calédonie dans l'année des élections aux assemblées

Art 11 Celles des compétences des proélection n'est pas acquise après les deux premiers tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin, et l'élection a lieu à la majorité relative. A égalité de voix, l'élection est acquise au bénéfice de l'âge.

Art. 16

L'assemblée de province se réunit au moins une fois tous les deux mois. Elle ne peut être réunie lorsque le congrès tient séance. Sous cette réserve, le président de l'assemblée de province peut la réunir chaque fois qu'il le juge utile.

Il est tenu de la convoquer sur un ordre du jour déterminé, dans un délai maximum de quinze jours quand la demande motivée lui en est faite par le haut-commissaire ou son ntant dans la province ou par la moitié au moins des membres en exercice de l'assemblée.

En cas d'urgence, le hautcommissaire ou son représentant peut abréger ce délai.

Sous réserve des dispositions du troisième alinéa de l'article 15, un membre d'une assemblée de pro-vince empêché d'assister à une réunion peut donner délégation de vote, pour cette réunion, à un autre membre. Un membre d'une assemblée de

Art. 19

L'assemblée de province établit son règlement intérieur. Ce règlement fixe les modalités de son fonctionnement qui ne sont pas prévues au présent chapitre. Il peut être déféré au tribunal administratif de la Nouvelle-Calédonie.

Art. 20

L'assemblée de province peut déléguer à son bureau l'exercice d'une partie de ses attributions à l'exception du vote du budget et de l'approbation des comptes. Les décisions prises dans ces conditions sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations de l'assemblée de pro-

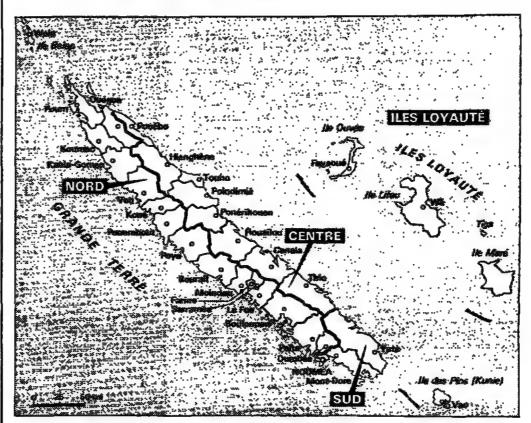
Art 21

Le président de l'assemblée de province fixe l'ordre du jour des séances. Il est tenu de porter à l'ordre du jour les questions dont le tant dans la province, lui demande l'inscription par priorité.

Il signe le procès-verbal de cha-que séance. Le procès-verbal est approuvé par l'assemblée de pro-

Le président adresse aux mem-

Les quatre régions actuelles



La loi du 22 janvier 1988, votée à l'initiative de M. Pons, ministre des DOM-TOM du gouvernement de M. Chirac, a modifié le découpage issu du statut de M. Pisani (1985) de sorte que le territoire comprense toujours quatre régions mais découpées différentment.

la procédure civile, l'aide judiciaire, l'administration des ser-

9) le contrôle des poids et

droit de l'urbanisme; 12) la réglementation et l'organi-

13) la réglementation des ser-

vices et établissements publics territoriaux et la réglementation des concessions de service public d'inté-

15) la construction, l'équipement, la gestion des établis de soins d'intérêt territorial;

vinces qui étaleut précédemment exercées par l'Etat ou le territoire, en application de la loi nº 88-82 du 22 janvier 1988 précitée, leur sont transférées solon un calendrier fixé per le haut-commissaire et, au plus tard, le le janvier 1990.

A cet effet, le haut-commissaire procède, le cas échéant, aux transferts des biens, droits et obligations afférents aux compétences transfé-

province ne peut recevoir qu'une procuration.

Art. 17

Les membres des assemblées de province perçoivent mensuellement une indemnité dont le montant est fixé par chaque assemblée par référence au traitement des agents publics territoriaux.

Cette indemnité ne peut se cumuler avec l'indemnité allouée aux membres du Parlement et du Conseil économique et social.

Chaque assemblée de province fixe également les conditions de remboursement de frais de transport et de mission et le régime des presta tions sociales de ses membres, ainsi que le montant de l'indemnité forfaiéventuellement allouée à son président et à ses vice-présidents. Chaque assemblée prévoit, par son règle-ment intérieur, les conditions dans lesquelles l'indemnité mentionnée au premier alinéa du présent article sera, en totalité ou en partie, retenue lorsqu'un membre de l'assemblée à un certain nombre de séances de l'assemblée de province, du congrès

Aucune séance de l'assemblée de province ne peut s'ouvrir si la moitié au moins de ses membres n'est pas

A défant de ce quorum, la séance est reportée au troisième jour ouvrable suivant, sans condition de quo-

Aucune délibération ne peut être adoptée si le querum prévu au premier alinéa n'est pas réuni lors du vote. A défaut, le vote est remis au prochain jour ouvrable sans condition de quorum.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas quand l'assemblée est réunie dans les conditions définies au deuxième ali-

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondébres de l'assemblée de province, huit jours avant la séance, un rapport sur les affaires qui doivent être soumises

Toutefois, lors de la première réunion d'une assemblée de province, les rapports tendant à la constitution des commissions et à la nomination des représentants de la province dans les organismes où elle est représentée peuvent être présentés en cours de séance. Dans ce cas, une suspension de séance est de droit.

Le délai prévu au troisième alinéa ne s'applique pas quand l'assemblée est réunie, en vertu de la procédure prévue au troisième alinéa de l'article 16. Dans ce cas, il peut être fait' application des dispositions du quatrième alinéa du présent article.

Art. 22

Les séances de l'assemblée de province sont publiques, sauf si l'assemblée en décide autrement. La décision est prise à la majorité absolue des membres présents ou repré-

Art 23

i. - Les actes de l'assemblée de province, de son bureau et de son président sont exécusoires de plein droit des qu'il a été procédé à leur publication on a leur notification aux intéressés, ainsi qu'à leur transmission au haut-commissaire ou à son représentant dans la province, par le président de l'assemblée de

Le président de l'assemblée de province certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de ces

II. - Sont soumis aux dispositions du I du présent article les actes

1) les délibérations de l'assemblée de province ou les décisions prises par délégation de l'assemblée en application de l'article 20 :

47.53

2) les décisions réglementaires et individuelles prises par le président de l'assemblée en application du quatrième alinéa de l'article 25 ;

3) les actes à caractère réglementaire pris pas les autorités provinciales dans tous les autres

TITRE I

Les compétences de l'Etat des provinces, du territoire et des communes

Art. 7

Chaque province est compétente dans toutes les matières qui ne sont pas réservées, soit par la présente loi, à l'Etat et au territoire, soit par la législation en vigueur, aux com-

Art. 8

L'Etat est compétent dans les matières suivantes :

1) les relations extérieures; les relations financières avec l'étranger et le commerce extérieur sauf les autorisations préalables aux projets d'investissements directs étrangers inférieurs à un montant de 70 millions de francs, dont les conditions d'actualisation seront précisées par décret : la réglementation des

importations dans le territoire; 2) le contrôle de l'immigration et

des étrangers : 3) la francisation des navires ; les communications extérieures en matière de navigation, de desserte maritime et aérienne et de postes et télécommunications ; les règles de police et de sécurité en matière de

circulation aérienne intérieure : 4) l'exploration, l'exploitation, la gestion et la conservation des ressources naturelles, biologiques et non biologiques de la zone économi-

5) la monnaie, le Trésor, les changes, le régime comptable et publiques du territoire et à leurs établissements, le crédit :

6) la défense au sens de l'ordonnance nº 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la

7) les régimes des matériels de guerre, armes et munitions, des poudres et substances explosives, ainsi que des matières premières stratégiques telles qu'elles sont définies pour l'ensemble du territoire de la

Réoublique : 8) le maintien de l'ordre et la sécurité civile :

9) la nationalité et les règles

Art. 12

TITRE II

Les provinces

Les provinces sont des collectivités territoriales de la République. Elles s'administrent librement par des assemblées élues au suffrage

CHAPITRE PREMIER

Les assemblées de province

Art 13

L'assemblée de la province Nord omprend quinze membres, celle de la province Sud trente-deux mem bres et celle de la province des îles Loyauté sept membres.

Les membres des assemblées de province sont élus au scrutin proportionnel dans les conditions fixées au titre VI de la présente loi. La durée de leur mandat est de six ans.

Art. 14

L'assemblée de province a son siège au chef-lieu de la province. Le chef-lieu est fixé dans le territoire de la province par le haut-commissaire de la République, sur proposition de l'assemblée de pro-

Est nulle toute délibération prise hors du lieu des séances.

L'assemblée de province se réunit de plein droit le premier vendredi qui suit l'élection de ses membres.

Pour sa première réunion, elle est convoquée par le haut-commissaire de la République qui en fixe le lieu. Un bureau provisoire est constitué, sous la présidence du doyen d'âge assisté des deux plus jeunes membres du conseil présents pour procéder à l'élection du président de l'assemblée de province. Aucun débat ne peut avoir lieu sous la présidence du doyen d'âge.

L'assemblée de province élit successivement, parmi ses membres, son président, son premier viceprésident et son second viceprésident, qui constituent le bureau de l'assemblée. Pour cette élection, il ne peut être donné de procuration.

L'assemblée de province ne peut procéder à ces élections que si les trois cinquièmes de ses membres sont présents. Si cette condition n'est pas remplie, la réunion se tient de plein droit trois jours plus tard, dimanche et jours fériés non compris; elle peut avoir lieu sans condition de quorum.

Le président et chacun des viceprésidents sont élus au scrutin secret, à la majorité absolue des membres de l'assemblée. Si cette

المكذا من الأصل

sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

domaines qui relèvent de leur com-

4) les conventions relatives anx marchés et aux emprunts, ainsi que les conventions de concession ou d'affermage de services publics à caractère industriel ou commercial; 5) les décisions individuelles relatives au personnel de la pro-

vince: 6) les autorisations préalables aux projets d'investissement men-tionnés au 1) de l'article 8;

III. - Les actes pris au nom de la province et autres que ceux qui sont mentionnés au 11 du présent article sont exécutoires de plein droit des qu'il a été procédé à leur publication ou à leur notification aux intéressés.

L'assemblée de province peut assortir les infractions aux règlements qu'elle édicte de peines d'amende n'excédant pas le maximum prévu à l'article 466 du code pénal et respectant la classification des contraventions prévues par la deuxième partie de ce code. Le prodeixieme partie de ce code. Le pro-duit de ces amendes est versé au budget de la province. L'assemblée de province fixe, par dérogation à l'article 530-3 du code de procédure pénale, le tarif et les modalités de perception des amendes forfaitaires. Art. 27

Le président a la police de l'assemblée dans l'enceinte de celleci. Il peut faire expulser de la saile des séances toute personne qui trou-ble l'ordre. En cas de crime ou de délit flagrant, il peut faire procéder à des arrestations. Il en dresse procès verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi. En cas de besoin, il peut faire appel au haut-commissaire on à son représentant dans la province pour s'assurer le concours de la force

Art 28 Le président de l'assemblée de province adresse aux membres de cette assemblée :

i) avant le 1ª septembre, le projet d'arrêté des comptes de l'exer-cice budgétaire écoulé;

 lors des réunions budgétaires, un rapport sur l'activité des services administratifs de la province.

Art. 29 En cas de vacance du siège du

NORD

président de l'assemblée de pro-vince, il est procédé, dans le délai d'un mois, à l'élection d'un président et de deux vice-présidents, dans les conditions fixées par l'article 15.

Jusqu'à cette élection, les fonctions

Les trois futures provinces

Art. 31

L'assemblée de province peut créer des emplois de contractuels dans la limite des crédits budgétaires inscrits à cet effet.

Ses délibérations précisent les modalités de recrutement et de rémunération de ses agents. Cette rémunération ne peut excéder celle des agents de l'Etat occupant des emplois équivalents.

Les emplois de la province peuvent être pourvus par la voie de détachement de fonctionnaires de l'Etat ou du territoire ou de tous fonctionnaires relevant de la loi nº 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et de la loi nº 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.

> CHAPITRE IV Les ressources

et le budget de la province

Section 1 : les ressources . Art. 32 Les ressources de la province

ILES

OYAUTÉ

province, ces charges représentent une proportion du total des charges des trois provinces consacrées à ces dépenses supérieure à la part de cette province dans la dotation de fonctionnement mentionnée à l'article 33, il y a lieu au versement d'une indemnité compensatrice à la charge de l'Etat.

Art. 35

La dotation d'équipement des provinces est assurée par le territoire dont elle constitue une

dépense obligatoire. La somme des dotations d'équipement des trois provinces est au moins égale à 4 % des recettes fiscales du territoire.

La dotation d'équipement est répartie à raison de 40 % pour la province Sud, 40 % pour la pro-vince Nord et 20 % pour la province des îles Loyauté.

Art. 36

La dotation spécifique pour les collèges est assurée par le budget de l'Etat. Elle couvre les dépenses de construction, d'équipement, d'entretien et de fonctionnement

Pour la première année, la somme des dotations spécifiques des trois provinces est au moins égale au montant des crédits constatés en moyenne au cours des trois exercices budgétaires antérieurs au transfert des compétences correspondantes.

Cette somme évolue en fonction de la population scolaire.

La dotation est répartie entre les provinces par le haut-commissaire, dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat, en foiction de l'évolution de la population scolarisable et de la capacité d'accueil des établissements, après avis des présidents des assemblées

A cette fin, les présidents des assemblées de province transmettent au haut-commissaire les programmes prévisionnels des investisments relatifs aux collèges arrêtés par les assemblées de province.

Art. 37

Les dispositions de l'article 49 de la loi nº 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relatives aux garanties accordés par les départements sont applicables aux provinces de velle-Calédoni

> Section 2: Le budget et les règles comptables

Art. 38. L'assemblée de province vote le budget et approuve les comptes de

Le budget de la province prévoit et autorise les recettes et les dépenses de la province pour la période allant du 1st janvier au 31 décembre de chaque année. Il comprend une section de fonc-

tionnement et une session d'investis-

en équilibre réel.

Le budget est en équilibre récl lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de foncement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissement et de provision, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de

Ne sont obligatoires que les dépenses nécessaires à l'acquittement des dettes exigibles et les dépenses pour lesquelles la loi l'a expressément décidé.

Les opérations sont détaillées par nature et par fonction conformé-ment au cadre comptable établi sur la base des principes du plan comptable général,

La première délibération budgétaire peut faire l'objet d'une ou plusieurs délibérations modificatives. Celles-ci interviennent suivant la

procédure retenue pour le vote du budget dans les mêmes formes. Aucune augmentation de dépeases ou diminution de recettes ne peut être adoptée si elle ne trouve pas sa contrepartie dans les recettes prévues ou si elle n'est pas accompagnée d'une proposition

d'économie ou de ressources nou-velles de la même importance. Art. 39. Le président de l'assemblée de province dépose le projet du budget au plus tard le 15 novembre sur le

bureau de l'assemblée. Si le budget n'est pas exécutoire au le janvier de l'exercice auquel il s'applique, le président de l'assemblée de province peut mettre en recouvrement les recettes et engager par douzièmes les dépenses de la limite de celles inscrites au bud-

Si le budget n'est pas voté avant le 31 mars, il est arrêté par le hautcommissaire, après avis de la chambre territoriale des comptes, sur la base des recettes de l'exercice précédent.

TITRE III

Les institutions du territoire

CHAPITRE PREMIER

Le congrès

Section 1: composition et formation

Art. 40 Le congrès est formé de la réunion des trois assemblées de province.

Dans le cas de dissolution d'une assemblée de province prévu à l'arti-cle 92 de la présente loi, les membres de cette assemblée continuent à sié-ger au congrès jusqu'à l'élection de la nouvelle assemblée de province.

Le mandat des membres du congrès est de six ans. Dans le cas où un siège devient vacant, pour quelque cause que ce soit, il est procédé au remplacement pour la durée du mandat restant à courir.

> Section 2: règles de fonctionnement

> > Art. 41

Le congrès élit annuellement parmi ses membres un président et des vice-présidents. Pour ces élections, il ne peut être donné de pro-CUITATION. Lors de la première réunion du

congrès, un bureau provisoire est constitué sous la présidence du doyen d'âge, assisté des deux plus jeunes membres présents, pour pro-céder à l'élection du président. Aucun débat ne peut avoir lieu sous la présidence du doyen d'âge. Le congrès ne peut procéder aux élections que si les trois cinquièmes de ses membres sont présents. Si cette ses memores sont presents. Si ceute condition n'est pas remplie, la réu-nion se tient de plein droit trois jours plus tard, dimanche et jours fériés non compris; elle peut avoir lieu sans condition de quorum.

Le président et chacun des viceprésidents sont élus au scrutin secret à la majorité absolue des membres du congrès. Si cette élection n'est pas acquise après les deux premiers tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des voix, l'élection est acquise au bénéfice de

Les mêmes dispositions sont applicables lors du renouvellement du président et des vice-présidents.

Art. 42

Le congrès siège au chef-lieu du territoire. Il se réunit de plein droit le deuxième lundi qui suit l'installa-tion des assemblées de province.

Il tient chaque année deux sessions ordinaires sur convocation de son président. La première, dite session administrative, s'ouvre entre le 1st et le 30 juin. La seconde, dite session budgétaire, s'ouvre entre le 1º et le 30 novembre.

Il fixe, par délibération, la date d'ouverture et la durée de ses sessions ordinaires. Cette du peut excéder deux mois.

S'il se sépare sans avoir fixé la session ordinaire, cette date est déterminée par la commission per-

Au cas où le congrès ne s'est pas réuni au cours de l'une des périodes prévues pour ses sessions, le hautcommissaire peut modifier par arrêté, pris après avis du président du congrès, la période normale de session et convoquer le congrès en session ordinaire.

Les sessions sont ouvertes et closes par le président du congrès.

Art. 43.

Le congrès se réunit en session extraordinaire, sur un ordre du jour déterminé, à la demande présentée par écrit au président du congrès, soit par la majorité des membr composant, soit par le haut-

La durée de chaque session extraordinaire ne peut excéder un

La durée cumulée des sessions extraordinaires, tennes entre deux sessions ordinaires, ne peut excéder

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables aux sessions extraordinaires tenues à la demande du haut-commissire

Art. 44 Les séances du congrès sont

publiques, sauf s'il en décide autre-ment. La décision est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. Le président a seul la police du

congrès dans l'enceinte de celui-ci. Il peut faire expulser de la salle de séances toute personne qui trouble Fordre. En cas de crime ou de délit flagrant, il peut faire procéder à verbal et le procureur de la Répu-blique en est immédiatement saisi.

En cas de besoin, il peut faire appel au haut-commissaire pour section de fonctionnement dans s'assurer le concours de la force Art. 45

Le président du congrès peut déléguer aux vice-présidents tout ou partie de ses attributions.

Les délibérations du congrès ne elle s'écarte des propositions de la chambre territoriale des comptes.

runi n'est pas atteint au jour fixé pour l'ouverture de la session, celle-ci est renvoyée de plein droit au troisième jour qui suit, dimanche et jours fériés non compris. Les délibé-rations sont alors valables quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. La durée légale de la session court à partir du jour fixé pour la seconde réunion.

Lorsque, au cours d'une séance autre que celles renvoyées de plein droit en application des dispositions du premier alinéa du présent arti-cle, les membres présents lors d'une délibération ne forment pas la majorité des membres en exercice, la délibération est renvoyée au len-demain, dimanche et jours fériés non compris, elle est alors valable quel que soit le nombre de présents. En cas de partage égal des voix celle du président est prépondé-

Sous réserve des articles 41. 51 et 52, un membre du congrès empêché d'assister à une réunion peut donner délégation de vote pour cette réunion à un autre membre du congrès ; le vote par procuration est autorisé dans la limite d'une procuration par membre du congrès.

Le congrès établit son règlement intérieur. Le règlement fixe les modalités de son fonctionnement qui ne sont pas prévues au présent titre. Il peut être déféré au tribunal administratif de la Nonvelle-

Art. 48 Le président du congrès fixe

l'ordre du jour des séances Sont inscrits à l'ordre du jour les projets de délibérations présentés par le haut-commissaire, les propo-sitions de délibérations présentées par les membres du congrès, les projets d'avis mentionnés à l'arti-cle 57 et les questions dont le conseil consultatif coutumier saisit le congrès en application du dernier alinéa de l'article 60.

Le président du congrès est tenu d'inscrire à l'ordre du jour les questions dont le haut-commissaire demande l'inscription par priorité.

Le président du congrès signe le procès-verbal de chaque séance. Le procès-verbal est approuvé par le

Art. 49

Est nulle toute délibération du congrès, quel qu'en soit l'objet, prise hors du temps des sessions ou hors du lieu des séances.

Art. 50

Le congrès fixe les conditions de remboursement des frais de trans-port et de mission des membres du congrès ainsi que le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de représentation éventuellement uce aux présidents du congrès et de la commission permanente.

Le congrès élit chaque année, en son sein et à la représentation pro-portionnelle, une commission permanente composée de sept à onze membres. Pour cette élection, il ne peut être donné de procuration. Le fonctionnement de cette commission est déterminé par le règlement intérieur du congrès.

Art. 52

La commission permanente élit son président, son vice-président et son secrétaire. Pour cette élection, il ne peut être donné de procura-

La commission permanente fixe son ordre du jour. Elle est tenue de tions dont le haut-commissaire lui demande l'inscription par priorité.

La commission permanente ne siège qu'en debors des sessions du congrès et ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres assiste à la séance. Ses délibérations sont prises à la majorité. En cas de partage égal des voix, celle de son président est pré-pondérante.

Il est dressé procès-verbal des délibérations. Les procès-verbaux sont signés par le président de la commission permanente. Ils font mention du nom des membres présents.

La commission permanente règle par ses délibérations, dans la limite de la délégation qui lui est consenvovées par le congrès et qui ne peuvent comprendre les vœux mentionnés à l'article 57 ni le bud-

En dehors des sessions, la commission permanente émet les avis auxquels il est fait référence à l'article 57 de la présente loi, à exception de ceux prévus par l'article 74 de la Constitution.

Sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article 38, la commission permanente peut, en cas d'urgence, décider l'ouverture de crédits supplémentaires.

Art. 53

Les actes du congrès et de la commission permanente sont exécu-toires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou à leur notification aux intéressés.

(Lire la suite page 14.)

Ouegoa :

Koumac

Pouebo.

Kaala-Gomen

Voh

Koné

Pouembout

Poya

Riv. Creek Arnick

Bourail

Moindou

Farino La Foa

Bouloupari

Leur montant ne pourra être supérieur aux deux tiers du maximum

್ರಾವರ್ ಕ

: 172

Salar Lat

gar Saura

ong the state of t

1: - - -

est the

god-m

(4.5) √ x →

State of the same

The state of the state of

سمك غيلين

Special Control of the Control of th

Carlo de la Car

Mark the Second

e of the first of

1.92 -

prévu par les textes. L'assemblée de province peut instituer des peines d'amende correctionnelles sous réserve d'une homo-logation de sa délibération par la loi préalablement à leur application : jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi nologation, les auteurs des infractions prévues par la délibéra-tion sont passibles des peines d'amende applicables aux auteurs de contraventions de la cinquième

réglementer le droit de transaction en toute matière administrative et économique de sa compétence. Lorsque la transaction porte sur des faits constitutifs d'infraction ou si la transaction a pour effet d'éteindre l'action publique, elle ne peut intervenir qu'après accord du procureur de la République.

CHAPITRE II

Le président de l'assemblée de province

Art. 25

Le président de l'assemblée de province est l'exécutif de la province

et, à ce titre, la représente. Il prépare et exécute les délibérations de l'assemblée et notamment le budget

Il est l'ordonnateur des recettes et Il gère le domaine de la province. Il peut, en toute matière, déléguer

aux vice-présidents l'exercice d'une partie de ses fonctions. Art. 26 Le président de l'assemblée de

province est le chef de l'administration provinciale. Il nomme aux emplois créés par l'assemblée de province. Il peut donner délégation de

signature en toute matière aux chefs

de services ainsi qu'aux personnels mis à sa disposition en vertu de

par le second vice-président. En cas de vacance du siège d'un remplacement dans le même délai.

du président sont exercées par le

premier vice-président ou à défaut.

Nord et la province Sud épousant le cours du Creek Amîk, partageant le territoire de la commune de Poya. L'île des Pins a été rattachée à la province sud, dont l'aire a été étendue vers le nord de la Grande-Terre.

Paita

Dumbéa'

vice-président, il est procédé à son En cas de démission du bureau, il

dans le même délai et selon les mêmes modalités, sur convocation du doyen d'âge ou, à défaut, du vince:

Mont-Dore

CHAPITRE III

La parsonne de la province

Pour la préparation et l'exécution tions, le président de l'assemblée de province dispose du concours des services de l'Etat et des services du territoire, ainsi que de leurs établissements publics dans les conditions ci-après.

Par conventions conclues entre le président de l'assemblée de province et le haut-commissaire de la République et, le cas échéant, le président de l'établissement public concerné, les services, parties de service ou agents de l'Etat, du territoire ou de leurs établissements publics néceslités dévolues à l'exécutif provincial sont mis à la disposition du président de l'assemblée de province et placés

sous son autorité. Des conventions analogues déterminent les actions que les services de l'Etat, du territoire ou de leurs établissements publics qui ne sont pas mis à la disposition de la province meneront pour le compte de la province et les modalités de leur xécution, ainsi que les conditions dans lesquelles la province contri-

buera aux dépenses de ces services. Si les conventions prévues aux alinéas précédents ne sont pas conclues dans un délai de six mois après l'installation des assemblées de province, la répartition des services et des agents et les autres dispositions qui doivent y figurer foot l'objet d'un 1) une dotation de fonctionne-

les collèges;
4) le produit des centimes additionnels aux impôts locaux; l'Etat, du territoire et des com-

6) le produit des emprunts, des des et du domaine de la pro-

Art. 33

constitue une dépense obligatoire. représente au moins 15 % en 1989 de 1988 du territoire, diminut d'équipement et d'investiss

sements à des collectivités et établissements publics. En 1990, cette somme représente l'alinéa précédent diminuée de la dotation de fonctionnement des

du territoire. La dotation de fonction est répartie à raison de 50 % pour la province Sud, 32 % pour la province Nord et 18 % pour la pro-

ane dotation d'équipement;
 une dotation spécifique pour

5) les concours, subventions de

7) les dons, legs et ressources

La dotation de fonctionnement des provinces est assurée par le budget du territoire dont elle La somme des dotations de fonctionnement des trois provinces

des dépenses ordinaires du budget charge de la dette, des dépenses de fonctionnement des institutions du territoire, de la participation du budget ordinaire aux dépenses territoire, des remboursements de droits indûment perçus et des rever-

A partir de 1991, cette somme évolue comme les recettes fiscales

vince des îles Loyauté.

Les charges d'enseignement primaire et d'assistance médicale tuite de chaque province sont déterminées chaque année, dans des conditions fixées par décret, par référence aux dépenses constatées antérieurement au transfert des compétences. Lorsque, pour une

(Suite de la page 13.) Art. 54

Lorsque le budget du territoire a été adopté, les délibérations votées par le congrès en matière de contributions directes on taxes assimilées an cours de la session budgétaire mentionnée à l'article 42 entrent en vignent le 31 décembre suivant l'onverture de cette session, alors ême qu'elles n'auraient pas pu être publiées à cette date.

Les règles applicables aux impôts sur le revenu et à l'impôt sur le bénéfice des sociétés et autres personnes morales sont celles en vigueur au dernier jour de la période au titre de laquelle l'impôt est dû.

Art. 55

Le haut-commissaire adresse au

1) Lors de la session administrative, un rapport sur la situation du territoire et l'activité des services publics territoriaux :

2) Avant le 1ª septembre, le projet d'arrêté des comptes administratifs de l'exercice budgétaire écoulé; 3) Un rapport sur les affaires qui

vont être soumises au congrès. Ces rapports sont imprimés et distribués à tous les membres du congrès au moins huit iours avant la date de leur inscription à l'ordre du jour, sauf en cas d'urgence déclarée par le haut-commissaire.

Les chefs des administrations du territoire ou de l'Etat dans le territoire ou de leurs établissements publics peuvent être entendus par le congrès avec l'accord du haut-

Section 3: Attributions du congrès

Art. 56. Le congrès règle par ses délibérations les affaires du territoire.

Il vote le budget et approuve les comptes du territoire.

Il dispose en ce qui concerne le territoire des mêmes pouvoirs que ceux qui sont attribués aux assemblées de province par l'article 24 de la présente loi.

Art. 57.

Le congrès est consulté sur : 1) Les projets de loi prévus par l'article 74 de la Constitution;

 Les projets de loi autorisant la ratification des conventions internationales traitant de matières ressortissant à la compétence du territoire ou des provinces;

3) Toute question relevant de la haut-commissaire demande l'avis du congrès.

Le congrès dispose d'un délai d'un mois pour rendre son avis. Ce délai est réduit à quinze jours en cas d'urgence, sur demande du haut-commissaire. Le délai expiré, l'avis est réputé avoir été donné. Dans les matières de la compé-

tence de l'Etat, le congrès peut adopter des vœux tendant soit à étendre des lois ou règlements métropolitains, soit à abroger, modifier ou compléter les dispositions législatives ou réglementaires applicables au territoire.

Ces vœux sont adressés par le président du congrès au hautcommissaire. Celui-ci les transmet au ministre chargé des territoires d'outre-mer.

CHAPITRE II Budget du territoire

Art. 58. Le budget du territoire est voté

en équilibre réel dans les formes et conditions prévues à l'article 38. Le haut-commissaire dépose le projet de budget du territoire sur le reau du congrès, au plus tard le

Si le budget n'est pas executoire avant le 1º janvier de l'exercice auquel il s'applique, le hautcommissaire peut mettre en recouvrement les recettes et engager par douzièmes les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au badget

Si le congrès n'a pas voté le budget avant le 31 mars et sous réserve des dispositions de l'article 70, le haut-commissaire, après avis de la chambre territoriale des comptes, établit, sur la base des recettes de l'exercice précédent, un budget pour l'année en cours.

La décision doit être motivée si elle s'écarte de cet avis.

CHAPITRE III

Le comité économique et social

Art. 59.

Le comité économique et social assure la représentation des groupements professionnels, des syndicats et des autres organismes et associations qui concourent à la vie économique, sociale et culturelle du terri-

Il comprend trente et un membres, dont vingt-huit désignés dans le cadre des provinces à raison de huit pour la province Nord, seize pour la province Sud et quatre pour

la province des îles Loyauté, ainsi pectivement la chambre d'agriculture, la chambre de commerce et d'industrie et la chambre des

Chaque assemblée de province établit la liste des organisations qui seront appelées à désigner des représentants, ainsi que le nombre de représentants désignés par cha-cune d'elles. Un arrêté du hautcommissaire constate ces désigna-

Le comité économique et social donne son avis sur les projets à caractère économique, social ou culturel qui lui sont soumis par le congrès, les assemblées de province. le conseil consultatif coutumier du territoire ou par le haut-

Le fonctionnement du comité économique et social est assuré par une dotation inscrite au budget du territoire et présentant le caractère d'une dépense obligatoire.

Son organisation interne et ses règles de fonctionnement sont fixées par le congrès du territoire.

CHAPITRE IV

Les conseils coutumiers Art. 60

Le conseil consultatif coutumier du territoire regroupe, selon les usages reconnus par la coutume, les représentants de l'ensemble des aires coutumières de la Nouvelle-Calédonie : Hoot Ma Waap, Paici Camaki, Ajie Aro, Xaracuu, Djubea Kapone, Nengone, Drehu et

Un arrêté du haut-commissaire constate les désignations.

Le conseil consultatif contumier désigne son président et fixe son

Il est consulté sur les projets et propositions de délibérations des ablées de province relatives au statut de droit particulier et au

Il peut être consulté sur les pro-jets et propositions de délibérations du congrès du territoire et des assemblées de province. Il peut être consulté sur toute autre matière à l'initiative du haut-commissaire.

S'il apparaît au conseil consultatif contumier que les questions dont il est saisi relèvent d'une ou plusieurs aires coutumières déterminées, son président en saisit les représentants des aires intéressées.

tumier est réputé donné s'il n'est pas transmis au congrès ou à l'assemblée de province dans le délai d'un mois.

Au cas où le conseil consultatif saisit les représentants d'une ou plu-sieurs aires coutumières, ce délai est porté à deux mois.

A son initiative ou sur demande des représentants d'une aire coutumière, le conseil consultatif contumier peut saisir le congrès ou ablée de province de toute question ou proposition concernant le statut de droit particulier ou le statut des réserves foncières méla-

Art. 61

Il est institué dans chaque aire coutumière un conseil coutumier. La composition de chaque conseil est fixée selon les usages propres à chaque aire. Elle est constatée par arrêté du haut-commissaire.

Le conseil coutumier désigne son Le comité consultatif se réunit, sur convocation du haut-

commissaire, au moins une fois par

Le conseil coutumier est consulté par le président du conseil consulta-tif coutumier du territoire sur les projets et propositions de délibéra-tions des assemblées de province relatives au statut de droit civil particulier et au droit foncier. Il peut également être consulté sur toute autre matière par les présidents des assemblées de province.

Lorsqu'il est requis, l'avis du conseil couturnier est réputé donné s'il n'est pas transmis à l'assemblée de province dans le délai d'un mois.

Art. 62 Le fonctionnement des conseils

coutumiers est assuré par une dotation inscrite au budget du territoire qui présente le caractère d'une dépense obligatoire.

Le montant de l'indemnité pour frais de représentation du président du conseil consultatif contumier du territoire et le remboursement des frais exposés par les membres de ce conseil sont fixés dans les formes et conditions prévues à l'article 50.

Les membres du conseil coutumier de chaque sire coutumière sont remboursés des frais de trans port et de séjour qu'ils engagent à l'occasion des sessions ou des missions qui leur sont confiées par ces conseils. Le montant de ces frais est fixé par référence aux indemnités correspondantes prévues pour les agents de la catégorie A de la fonc-

tion publique territoriale. Il est alloué au président du conseil coutumier de chaque aire contumière une indemnité forfaitaire pour frais de représentation.

TITRE IV

Le haut commissaire de la République

Un décret fixe les conditions dans lesquelles le haut-commissaire de la République pent déléguer une partie de ses attributions et peut être sup-

Le haut commissaire peut déléguer sa signature.

CHAPITRE PREMIER La représentation

de l'Etat Art. 64

Le hant commissaire a la charge des intérêts nationaux, du respect des lois et du contrôle administratif. Dans chaque province, le haut commissaire est représenté par un commissaire délégué de la Répu-

Il assure l'ordre public, le respect des libertés publiques et des droits individuels et collectifs.

Il assure, au nom de l'Etat, dans les conditions prévues par la législa-tion ou la réglementation en vigueur, le contrôle des organismes ou per-sonnes publics ou privés bénéficiant de subventions ou contributions de

Il prend des règlements dans les matières relevant de sa compétence. Il arrête les programmes annuels

d'importation. Il est ordonnateur des recettes et des dépenses civiles de l'Etat et peut déléguer ses pouvoirs en cette matière à des fonctionnaires relevant de son autorité.

En matière de défense, îl exerce les fonctions prévues par la législa-tion et la réglementation en vigueur dans les territoires d'outre-mer.

Il peut proclamer l'état d'urgence dans les conditions prévues par les lois et décrets. Il en informe le président de l'assemblée de province concernée ainsi que le président du congrès du territoire et en rend compte au ministre chargé des territoires d'outre-mer.

Le haut commissaire ou son représentant assiste aux séances du congrès, de sa commission permanente et des assemblées de province. Ils y sont entendus lorsqu'ils le

La même faculté est ouverte au commissaire délégué de la République devant l'assemblée de province.

publication des lois et décrets dans territoire au *Journ* Nouvelle-Calédonie.

Il assure, en outre, la publication au Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie des décisions ressortissant à la compétence de l'Etat, du territoire et des provinces.

CHAPITRE II L'exécutif du territoire

Le haut commissaire est l'exécutif du territoire et, à ce titre, le représente. Il prépare et exécute des délibérations du congrès et de sa commission permanente, et notam-ment le budget. Il est l'ordonnateur guer ses pouvoirs d'ordonnateur, à des fonctionnaires relevant de son autorité, à l'exception du pouvoir de réquisition prévu au sixième alinéa de l'article 72. Les services du terri-

Art 65

toire sont placés sous son autorité, Le haut commissaire nomme à tous les emplois des services territoriaux. Il nomme également les directeurs d'offices ou d'établissements publics territoriaux, les commisaires du territoire auprès desdits offices et établissements publics et les représentants du territoire au conseil de surveillance de l'institut

d'émission d'outre-mer. Art. 66

Le haut-commissaire propose au congrès les tarifs des prestations des services publics territoriaux et des cessions de matières et de matériels. Il détermine les modalités d'exécu-tion des travaux publics ou d'exploitation des ouvrages publics, et fixe l'ordre dans lequel seront exécutés les travaux prévus au budget territorial. Il passe les conventions entre le territoire et ses fermiers, concessionnaires et autres contractants.

Art. 67 En cas de circonstances exceptionnelles, le haut commissaire peut décider de suspendre ou de réduire, à titre provisoire, tous droits fiscaux d'entrée et de sortie et tous droits indirects frappant les articles à la production, à la circulation ou à la

consommation. Ces décisions sont immédiatement soumises à la ratification du congrès lorsque celui-ci est en session. Dans le cas contraire, la commission permanente en est saisie et fait rapport au congrès dès la session

La ratification du congrès prend effet à compter de la date à laquelle a été prise la décision du haut-

Si la décision de suspension ou de réduction n'est pas ratifiée par le congrès, son application cesse à compter de la décision du congrès.

Ces exopérations doivent faire

l'objet d'une décision modificative

du budget du territoire afin de lui conserver son équilibre réel, sans répercussion sur les dotations attribuées aux autres collectivités. Art 68

Le haut-commissaire est assisté d'un comité consultatif composé du président et d'un vice-président de chacune des trois assemblées de province ainsi que du président et de l'un des vice-présidents du congrès. Chaque membre du comité peut être représenté par un membre appartenant à la même assemblée.

Le comité exécutif émet un avis sur toute question que lui soumet à cette fin le haut-commissaire ou l'un de ses membres.

Le haut-commissaire l'informe sans délai des projets de loi et de décret relatifs au territoire, du projet de budget et des principales déci-sions modificatives ainsi que des mesures qu'il est appelé à prendre en vertu des articles 66 et 67.

CHAPITRE III Le contrôle de la légalité

Le haut commissaire veille à la légalité des actes des autorités du

territoire et des provinces. La preuve de la réception des actes par le haut commissaire peut être apportée par tout moyen. L'accusé de réception qui est immé-diatement délivré peut être utilisé à cet effet mais n'est pas une condi-tion du caractère exécutoire des

Le haut commissaire désère au tribunal administratif de la Nouvelle-Calédonie les décicions du congrès ou de sa commission permanente, des assemblées de province, de leur président ou de leur bureau qu'il estime contraires à la légalité, dans les deux mois de la transmis-

sion qui lui en est faite. A la demande du président du congrès, ou des présidents des assemblées de province suivant le cas, le haut commissaire peut faire connaître son intention de ne pas déférer un acte au tribunal administratif de la Nouvelle-Calédonie. Lorsque le haut commissaire défère un acte au tribunal administratif, il en informe sans délai l'autorité concernée et lui communique toute précision sur les illégalités invo-

Lorsqu'il n'a pas qualité pour assurer l'exécution de la décision attaquée, le haut-commissaire peut assortir son recours d'une demande de sursis à exécution. Il est fait droit à cette demande si l'un des moyens invoqués dans la requête paraît, en l'état de l'instruction, sérieux et de nature à justifier l'annulation de

l'acte attaqué. Lorsque l'acte attaqué est de nature à compromettre l'exercice d'une liberté publique ou individuelle, le président du tribunal administratif ou un membre du tribunal délégué à cet effet prononce le sursis dans les quarante-huit heures. La décision relative au sursis est susceptible d'appel devant le Conseil d'Etat dans la quinzaine de sa notification. En ce cas, le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat ou un conseiller d'Etat délégué à cet effet statue dans un délai de quarante-huit heures.

L'appel des jugements du tribunal relatives aux sursis prévus aux ali-néas précédents, rendus sur recours

par celui-ci. Sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte des autorités territoriales ou provinciales, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au haut commissaire de mettre en œuvre la procédure présixième alinéas du présent article.

CHAPITRE IV Le contrôle budgétaire

Art. 70 Lorsque le budget du territoire ou d'une province n'est pas voté en équilibre réel, la chambre territoriale des comptes, saisie par le haut commissaire dans le délai de trente jours à compter de la transmission qui lui est faite de la délibération du congrès ou de l'assemblée de pro-vince, le constate et propose au congrès ou à l'assemblée de province, dans un délai de trente jours à

compter de la saisine, les mesures qui a le plus grand nombre de suf-frages. En cas d'égalité de suffrages, budgétaires nécessaires an rétablissement de l'équilibre. La chambre territoriale des comptes demande au congrès ou à l'assemblée de province le siège est attribué au plus âgé des une nouvelle délibération.

La nouvelle délibération rectifiant le budget initial doit intervenir dans un délai d'un mois à compte de la communication des propositions de la chambre territoriale des devient vacant pour queique cause

Si le congrès ou l'assemblée de province n'a pas délibéré dans le délai prescrit ou si la délibération prise ne comporte pas de mesures de les trois mois à une élection partielle redressement jugées suffisantes par

la chambre territoriale des comptes, qui se prononce sur ce point dans un délai de quinze jours à compter de la nouvelle délibération, le budget est réglé et rendu exécutoire par le haut

Si celui-ci s'écarte des propositions formulées par la chambre territoriale des comptes, il doit motiver

Art. 71

Si une dépense obligatoire a été omise ou si le crédit correspondant à cette dépense a été insuffisamment doté au budget du territoire ou d'une province, le haut commissaire demande une seconde lecture à l'assemblée intéressée. Si, dans les quinze jours de la demande de la seconde lecture, cette assemblée n'a pas rétabli les inscriptions de crédits nécessaires, le haut commissaire saisit la chambre territoriale des

Si la chambre territoriale des comptes constate dans le mois de sa saisine que la dépense obligatoire n'a pas été inscrite au budget du territoire ou d'une province ou l'a été pour un montant insuffisant, le haut commissaire procède à l'inscription d'office des crédits nécessaires selon les propositions de la chambre territoriale des comptes, soit par prélève-ment sur le crédit ouvert pour les dépenses diverses et imprévues, soit par réduction de dépenses facultatives, soit par majoration de taxes. soit par imputation respectivement sur les fonds territorianx ou provin-

A défaut de mandatement d'une dépense obligatoire par le président d'une assemblée de province dans le mois suivant la mise en demeure qui lui a été faite par le haut commissaire, celui-ci y procède d'office.

TITRE V

Le comptable du territoire et des provinces, le contrôle financier et la chambre territoriale des comptes

CHAPITRE PREMIER

Le comptable du territoire et de la province et le contrôle

financier ART. 72

Le ministre chargé du budget, après en avoir informé le président du congrès et les présidents des assemblées de province, nomme le comptable du territoire et un comptable par province. Ceux-ci sont comptables directs du Trésor ayant

la qualité de comptable principal. Les fonctions de comptable de l'Etat ne peuvent pas être exercées par le comptable du territoire ou des

Les comptables du territoire et des provinces prêtent serment devant la chambre territoriale des Ils sont tems de produire leurs comptes devant la chambre territo-

riale des comptes qui statue par voie la province ne peut subordonner ses actes de paiement à une appréciation de l'opportunité des décisions prises par l'ordonnateur. Il ne peut soumettre les mêmes actes qu'au contrôle de légalité qu'impose l'exeret nécuniaire. Il est tenu de motiver

la suspension du paiement. Lorsque le comptable du territoire ou de la province notifie sa décision de suspendre le paiement d'une dépense, le haut-commissaire ou le président de l'Assemblée de province peut lui adresser un ordre de réquisition. Il s'y conforme aussitôt, sauf en cas d'insuffisance de fonds territoriaux ou provinciaux

sur des crédits irrégulièrement ouverts ou insuffisants ou sur des crédits autres que ceux sur lesquels elle devrait être imputée, d'absence de justification du service fait ou de défaut de caractère libératoire du

.

e. 4

4....

- 1

14000

5.547

خدف.

Les présidents des assemblées de province notifient au hautcommissaire leurs ordres de réquisition. Celui-ci informe la chambre territoriale des comptes de ses ordres de réquisition et de ceux des présidents des assemblées de pro-

En cas de réquisition, l'ordonnateur engage sa responsabilité propre.

CHAPITRE II La Chambre territoriale

des comptes Art. 73

Il est institué une chambre territoriale des comptes. Les articles 84 à 89 de la loi nº 82-213 du 2 mars 1982 modifiée précitée sont applicables à la chambre territoriale des comptes de la Nouvelle-Calédonie dans la mesure où il n'y est pas dérogé par la pré-

sente loi. La chambre territoriale des comptes est compétente à l'égard du territoire, des provinces, des com-munes et de leurs établissements publics dans les conditions prévues par la loi nº 82-594 du 10 juillet 1982 modifiée relative aux chambres régionales des comptes et modifiant la loi nº 67-483 du 27 juin 1967

relative à la Cour des comptes. La loi nº 82-595 du 10 juillet 1982 relative aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes est applicable à la chambre territoriale des comptes de la Nouvelle-Calédonie.

TITRE VI

Les élections aux assemblées de province

Article 74 Les élections aux assemblées de province ont lieu dans le mois qui précède l'expiration du mandat des

nbres sortants. Dans chacane des provinces, les elections ont lieu an scrutin de liste à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne, sans adjonction ni sup-pression de noms et sans modification de l'ordre de présentation.

Les candidats doivent être âcés de vingt et un ans accomplis et inscrits sur la liste électorale de l'une des unes de la province. Nul ne peut être candidat dans plus d'une province ni sur plus d'une liste. Les députés et le sénateur de Nouvelle-Calédonie sont éligibles dans toutes es provinces du territoire. Chaque liste comprend un nom-

bre de candidats égal au nombre de sièges à pourvoir augmenté de six. Les sièges sont attribués aux candi-dats d'après l'ordre de présentation sur chaque liste, Toutefois, les listes qui n'ont pas obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés ne sont pas admises à la répartition des sièges. Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernicr siège, celui-ci revient à la liste

candidats susceptibles d'être pro-Le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer la personne élue sur cette liste dont le siège

que ce soit. Lorsque l'application de la règle récédente ne permet pas de combler une vacance survenue pour cause de décès, il est procédé dans

au scrutin uninominal à un tour. Toutefois, aucune élection partielle ne pourra avoir lieu dans un délai de six mois précédant l'expiration du mandat des membres d'une assemblée de province. Dans le cas de dissolution prévue à l'article 92, il est procédé aux élections de l'assemblée de province pour la durée de son

mandat restant à courir. Les dispositions du titre I du livre emier et des articles L. 354, L. 359 et L. 361 à L. 363 du code électoral sont applicables à l'élection des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie sous réserve des

lispositions de la présente loi. Les dispositions des articles 6, 8, à l'exception de ses cinquième et hui-tième alinéas, et 9 de la loi nº 52-1310 du 10 décembre 1952 relative à la composition et à la formation du conseil général de la Nouvellee et l'article 7 de la loi nº 84-756 du 7 août 1984 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de Nouvelle-

Calédonie restent applicables. Les électeurs sont convoqués par décret publié au Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie quatre semaines au moins avant la date du scrutin. Toutefois, en cas d'élection partielle prévue au septième alinéa du présent article, la convocation est faite par arrêté du haut-commissaire dans les formes et conditions prévues par le présent titre.

Art. 75 L - Pour l'application du titre I du livre premier du code électoral à l'élection des membres des assemblées de province de Nouvelle-Calédonie, il y a lieu de lire :

1) « territoire » et « subdivision administrative territoriale », au lieu de « département » et « arrondisseThe Control of the Co

Property and the second

Spin top a temporal to the second

5章 58 25毫升**表**现金。

能力能 化压力管

翻 謝 法报告公司

建作 端 文章的表示作品。

Francisco de

..

Michigan Johnson

Call you will be a light of the second of th

Contract the Contract of the C

22.2 % 1 1 1994

5 . · ·

100 -

G - 23 - 3

Company of the

100 A 100 A

E B CARRY

المنتب المراجع المراجع

James Brand Brand Brand

Janes Same

22 - 10 - 10 -

ter, Arman a Arm

and makes seems

المرابع المستوالين والمهاشون

Berger of Green Control

المتعارض والمتعارض والمتعارض والمتعارض

green to the later of the second

A STATE OF THE STA

المار يجيدي

And the second

provide the

The state of the s Same and the second

Strange Commence

April 2 Broken

Assessment of the second

The second second second 100 mg

The second second second

Established to the control of

....

_--

garantan sa s

sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

2) · haut-commissaire » au lieu de « préfet » ;

3) commissaire délégué » au lien de « sous-préfet » ; 4) - services du hautcommissaire » au lieu de « présec-

5) « services du commissaire délégué - au lieu de - sous-

préfecture » ; 6) «tribunal de première instance » au lieu de « tribunal d'instance - et de - tribunal de grande instance »;

7) « membres des assemblées de province » au lieu de « conseillers généraux » et « conseillers régio-DRUK -

Pour l'application des articles L. 354, L. 359, L. 361 à L. 363 du code électoral à l'élection des membres des assemblées de province de Nouvelle-Calédonie, il y a lieu de lire « province » au lieu de « département » et « assemblée de pro-vince » au lieu de « conseil régio-

II. - Pour les élections aux assemblées de province, le mot département » mentionné au III de l'article l. 71 du code électoral est remplacé par le mot « pro-vince ». Pour l'application de l'arti-cle L. 66 dudit code, n'entrent pas en compte dans le résultat du dépouillement les bulletins blancs, les bulletins manuscrits, les bulletins qui ne contiennent pas une désigna-tion suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître, les bulletins trouvés dans l'urne sans enveloppe, dans des enveloppes non loppes portant des signes intérieurs ou extérieurs de reconnaissance, les bulletins imprimés sur un papier d'une couleur autre que celle qui est indiquée sur la déclaration de candidature, les bulletins portant des signes autres que l'emblème imprimé qui a pu être mentionné sur la même déclaration et les bulletins ou enveloppes portant des mentions injurieuses pour les candidats ou pour des tiers.

1.5

- - E-24 Marie

Art 76

L'autorité mentjonnée à l'article 16 de la loi nº 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée fixe les règles concernant les conditions de production, de programmation et de diffusion, par le secteur public de la radiotélévision, des émissions relatives à la campagne électorale. Pour la durée de la campagne, elle adresse des recommandations aux exploitants des autres services de communication audiovisuelle autorisés. Elle désigne un représentant dans le territoire pendant toute la durée de la campagne.

Les dépenses liées à la campagne audiovisuelle officielle sont à la Art. 77

Les dispositions de la loi nº 77-808 du 19 juillet 1977 relatives à la publication et à la diffusion de cer-tains sondages d'opinion sont appli-cables aux élections aux assemblées de province.

Pour l'application du dernier alinéa de l'article 11 de la loi du 19 juillet 1977 précitée, il y a lieu de lire « dans le territoire » au lieu de « en métropole ».

Art. 78

Les fonctions de membre d'une assemblée de province sont incom-patibles avec la qualité de conseiller général et de conseiller régional, avec les fonctions de membre d'une autre assemblée de province ainsi qu'avec celles de membre d'une assemblée d'un autre territoire d'outre-mer ou de membre d'un exécutif d'un autre territoire d'outre-

Les fonctions de membre d'une assemblée de province sont égale-ment incompatibles avec les fonctions et activités mentionnées à l'article L.O. 146 de code électoral, ainsi qu'avec les fonctions de directeur ou de président d'établissement public lorsqu'elles sont rémunérées.

En outre, les fonctions de membre d'une assemblée de province sont incompatibles avec plus d'un des mandats électoraux ou fonctions électives énumérées à l'article L. 46-1 du code électoral.

Le président de l'assemblée de province et les membres élus de cette assemblée, lorsqu'ils se troq-vent, au moment de leur élection, dans l'un des cas d'incompatibilité prévus au présent article, doivent déclarer leur option au hautcommissaire dans le délai de quinze

Si la cause de l'incompatibilité est postérieure à l'élection, le droit d'option prévu à l'alinéa précédent est ouvert dans le délai de quinze jours qui suit la survenance de

A défaut d'avoir exercé legr option dans les délais, les membres de l'assemblée de province sont réputés avoir renoncé à cette fonction.

Un arrêté du haut-commissaire constate le choix exercé par le membre de l'assemblée de province. Cet arrêté est notifié aux présidents des assemblées de province.

L'incompatibilité prévue au deuxième alinéa du présent article ne s'applique pas des lors que le membre de l'assemblée de province siège en qualité de représen territoire ou d'une province ou de représentant d'un de leurs établissents publics et que les fonctions et activités mentionnées à l'article L.O. 146 du code électoral ne sont

TITRE VII

Dispositions particulières

Indemnisation des personnes et des biens

Art. 79. Le régime d'indemnisation prévu par le chapitre II du titre II de la loi nº 86-844 du 17 juillet 1986 relative à la Nouvelle-Calédonie est applicable aux dommages directs causés aux personnes et aux biens par des actes de violence liés aux événements poli-tiques survenus dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie entre le 16 avril et le 20 août 1988.

Les demandes d'indemnisation sont, à peine de forclusion, adressées au haut-commissaire dans le délai de six mois à compter de la publication de la présente loi au Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie.

Les demandes déposées auprès du haut-commissaire et en cours d'instruction au moment de la publication de la présente loi au Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie sont sonmises aux dispositions du présent chapitre. Dans ce cas, le délai d'instraction court à compter de la publi-cation de la loi au Journal officiel de

CHAPITRE II Dispositions d'ordre pénal

Art. 80. Sont amnistics les infractions commises avant le 20 août 1988, à l'occasion des événements d'ordre politique, social on économique en relation avec la détermination du sta-tut de la Nouvelle-Calédonie ou du régime foncier du territoire.

Toutefois, le bénéfice de l'amnistie ne s'étend pas à ceux qui, par leur action directe et personnelle, ont été les auteurs principaux du crime d'assassinat prévu per l'article 296 du code pénal.

Les effets de l'amnistie prévue par la présente loi sont ceux que définis-sent les dispositions du chapitre IV de la loi n° 88-828 du 20 juillet 1988 por-

Les contestations relatives au bénéfice de l'amnistie sont, si elles concernent des condamnations pénales définitives, soumises aux règles de compétence et de procédure

CHAPITRE PREMIER prévues par l'article 778 du code de

En l'absence de condamnation définitive, les contestations sont sou-mises à la juridiction compétente pour statuer sur la poursuite.

L'amnistie résultant des dispositions de la présente loi est constatée, pour l'application de l'article 769 du code de procédure pénale, par le ministère public près la juridiction ayant proponcé la condamnation, agissant soit d'office, soit sur requêt du condamné ou de ses ayants droit. La décision du ministère public

pout être contestée dans les condi-tions prévues aux quatrième et cin-quième alinéas du présent article.

Art. 81. Les dispositions du code de procédure pénale relatives au placement et au maintien en détention provisoire ne sont pas applicables dans le cas de poursuites concernant les infractions commises avant le 20 août 1988. à l'occasion des événements d'ordre politique, social ou économique en relation avec la détermination du statut de la Nouvelle-Calédonie ou du régime foncier du territoire.

CHAPITRE III Dispositions relatives à la fonction publique

Art. 82.

Il est créé, dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie, un établissoment public d'Etat dénommé « Institut de formation des personnels administratifs - chargé d'assurer la formation et le perfectionnement des agents publics en service dans le terri-

Il passe, à cet effet, des conventions avec les communes, les provinces et le territoire. Le conseil d'administration de

l'Institut est présidé par le haut-commissaire; il est, en outre, composé des membres suivants :

 un représentant du congrès élu par cette assemblée ; 2) un représentant de chacune des assemblées de province, élu par

3) trois représentants de l'Etat désignés par le haut-commissaire ; 4) un maire désigné par chacune des associations de maires de

Nouvelle-Calédonie dont la liste est

fixée par le haut-commissaire :

tionnaires en service dans le territoire désignés par les organisations syndi-cales représentatives des function-

Le directeur de l'Institut est nommé par le haut-commissaire. Il siège au conseil d'administration avec voix consultative.

Les ressources de l'Institut sont constituées par : 1) une cotisation obligatoire ver-

sée par le territoire, les provinces et leurs établissements publics adminis-2) les redevances pour prestations

3) les dous et legs;
4) les emprunts affectés aux opérations d'investissement;

5) jes subventions qui lui sont La cotisation est assise sur la masse

des rémonérations versées aux agents employés par le territoire, les provinces et leurs établissements publics, telle qu'elle apparaît aux comptes administratifs de l'avant-dernier exercice. Le taux de cette cotisation est fixé chaque année par le haut-commissaire sur proposition du conseil d'administration. Un acompte égal au tiers de la cotisation due au titre de l'exercice précédent est versé avant le l'évrier de chaque année; le solde est versé avant le 1º juin. Pour les deux premiers exercices, la cotisation est à la charge du territoire. Son montant est fixé par le

5) trois représentants des fonc-Les biens, droits et obligations du centre de formation du personnel administratif de la Nouvelle-Calédonie et dépendances créé par l'article 130 de la loi nº 84-821 du 6 septembre 1984 sont transférés à l'établissement créé par le présent

Jusqu'au 31 décembre 1998, nonobstant toute disposition contraire, les agents contractuels de l'Etat, du territoire, des provinces et des communes peuvent être intégrés dans la fonction publique territoriale dès lors qu'ils remplissent les condi-

avoir exercé des fouctions publiques non électives pendant deux années consécutives;

2) avoir suivi avec succès un cycle de formation à l'Institut de formation des personnels administratifs, sauf dispense exceptionnelle accordée par la commission mentionnée à l'alinéa

Les intégrations sont prononcées sur proposition d'une commission de sélection présidée par le président du tribunal administratif ou son représentant et comprenant en outre trois membres désignés par le hautcommissaire et trois membres élus par le congrès en son sein à raison d'un par province. Ne peuvent être titularisés dans la catégorie A que les agents titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme reconnu équivalent par

Les trois versions de l'amnistie

rentes des dispositions relatives à l'amnistie prévue par les accords de Matignon et de la rue Oudinot.

1) La version initiale de l'avant-projet de loi indiquait (article 112) : « Sont amnistiées toutes

infractions commises avant le 20 août 1988 à l'occasion d'événements d'ordre politique ou social en relation avec la détermi-nation du statut de la Nouvelle-Calédonie, à condition que ces infractions n'aient pas entraîné la mort ou des infirmités perma-nentes au sens de l'article 310 du

code pénal.»

2) La version arrêtée au terme des négocistions complémentaires du mois d'août disposait notamment (articles 107 et 108):

« Sont amissiées les infrac-tions commises avant le 20 août 1988, à l'occasion des événe-ments d'ordre politique, social ou áconomique en relation avec la détermination du statut de la Nouvelle Calédonie ou du régime foncier du territoire.

» Toutefois, le bénéfice de l'amnistie ne s'étend pas à ceux qui, per leur action directe et personnelle, ont commis le crime d'assassinat prévu par l'articie 296 du code pénal. (...)

> Les personnes exclues du bénéfice de l'amnistie dans les de 107, d'une part, ne peuvent être placées en détention provid'autre part, sont remises en liberté de plein droit au plus tard le 25 décembre 1988 lorsqu'elles sont placées sous le régime de la détention provisoire au moment de l'entrée an vigueur de la pré-

3) Les articles 80 et 81 du projet adopté par le conseil des ministres du 5 octobre et modifié conformément à l'avis du Conseil d'Etat indiquent

« Sont amnistiées les infractions commises avant le 20 août 1988, à l'occasion des événe-ments d'ordre politique, social ou économique en relation avec la détermination du statut de la Nouvelle-Calédonie ou du régime foncier du territoire.

» Toutefois, le bénéfice de l'amnistie ne s'étend pas à ceux qui, par leur action directe et personnelle, ont été les auteurs principaux du crime d'assessinat prévu par l'article 296 du code pénal. (...) » Les dispositions du code de

procédure pénale relatives au plaement et au maintien en déten tion provisoire ne sont pas apolicables dans le cas de poursuites concernant les infractions com-mises avant le 20 août 1988, à d'ordre politique, social ou écono-mique en relation avec la détermination du statut de la Nouvelle-Calédonie ou du régime foncier du

TITRE VIII

Mesures d'accompagnement économiques, sociales et culturelles

Art. 84 sont conclus entre l'Etat et les provinces afin de financer en com des actions destinées à atteindre, en prenant en compte les spécificités provinciales, des objectifs de développement dont les principaux sont mentionnés à l'article suivant.

Ces contrats seront signés, avant la fin de 1989, pour les années 1990, 1991 et 1992. En 1992, seront signés des contrats de développement pour

Pour chaque période d'application des contrats de développement, les crédits d'investissement civil de l'Etat et les subventions d'investis ment de l'Etat dans le territoire devront être affectés de telle sorte qu'à la fin de chaque période ces cré-dits aient été affectés, pour les trois quarts, à des opérations intéressant les provinces Nord et des lles et, pour un quart, à des opérations intéressant la province Sud.

Art. 85 Les contrats de développement prévus à l'article précédent déterminent les actions à engager pour attein-dre les objectifs suivants :

1) Faciliter l'accès de tous aux formations initiales et continues et adap-ter celles-ci aux particularités du territoire, telles qu'elles résultent, notamment, de la diversité de ses cultures. Cet objectif pourra être atteint par le développement des bourses, le renforcement de la formation des enseignants, l'adaptation des programmes, notamment par l'enseignement des langues locales, la diver-sification des filières universitaires et le développement des formations pro-fessionnelles en alternance.

2) Favoriser un rééquilibrage du territoire par rapport à l'aggloméra-tion chef-lieu et améliorer les infrastructures pour permettre le désenclavement des populations iso-

lées. L'effort devra porter, d'une part, sur l'aménagement des voies routières transversales et la réalisation des équipements, y compris portuaires, nécessaires au développement d'un centre urbain dans la province Nord, d'autre part, sur le renforcement des infrastructures communales et pro-vinciales d'adduction d'eau, d'assaisement, de communication et de

distribution électrique. 3) Améliorer les conditions de vie des populations de toutes les parties du territoire, notamment par le ren-forcement de la prévention et des équipements sanitaires, l'action sociale et le logement social.

 Promouvoir le patrimoine cultu-rel mélanésien et celui des autres cultures locales. Les actions prioril'inventaire, la protection et la valorisation du patrimoine culturel mélanésien, ainsi que sur le soutien à la production et à la création audiovisuelles.

5) Encourager le développement des activités économiques locales et le développement de l'emploi, en parti-culier dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, de l'aquaculture et du tourisme.

6) Faire participer les jeunes au développement par des activités 7) Mettre en œuvre une politique foncière adaptée aux spécificités

8) Susciter l'intensification des échanges économiques et culturels avec les Etats ou territoires de la région du Pacifique.

Art. 86.

L'Etat apporte son concours, sous forme de dotation en capital ou d'avances, à des organismes de financement pour permettre la participation au capital de sociétés ayant leur siège en Nouvelle-Calédonie de per-sonnes physiques ou morales résidant dans le territoire.

Art.87.

Il est créé, à compter du la janvier 1989, au sein du fonds d'investissement pour le développement écono-mique et social des territoires d'outre-mer, un fonds d'équipement et de promotion pour la Nouvelle-

Peuvent bénéficier de financements ou de garanties de ce fonds le territoire, les provinces, les communes et les personnes physiques ou morales participant au développement économique et social de la Nouvelle-Calédonie. Le fonds peut être alimenté par la procédure des fonds de concours.

Les crédits inscrits au fonds d'équipement et de promotion pour la Nouvelle-Calédonie sont délégnés

globalement au haut-commissaire qui en assure la gestion. Celui-ci est assisté dans cette tâche par le comité consultatif prévu à l'article 68. Toutefois, jusqu'au 14 juillet 1989, les attributions de ce comité sont exercées par le comité institué par l'article 2 de la

Les crédits non consommés du fonds exceptionnel d'aide au développement de la Nouvelle-Calédonie ins-Litué par la loi nº 86-844 du 17 iuillet dits, sont transférés au foods d'équipement et de promotion pour la Nouvelle-Calédonie à compter du

TITRE IX

Dispositions diverses et transitoires

Art. 88.

Sous réserve des engagements internationaux et des dispositions législatives d'application, le congrès du territoire et les assemblées de province peuvent proposer au gouverne-ment de la République l'ouverture de négociations tendant à la conclusion d'accords avec un ou plusieurs Etats ou territoires de la région du Pacifique dans les domaines intéressant le territoire ou les provinces. Un représentant du congrès ou des assemblées de province participe à ces négocia-

Le souvernement de la République peut autoriser les présidents du congrès ou des provinces à représen-ter, aux côtés des représentants de l'Etat, le territoire ou les provinces dans les domaines de leurs compétences au sein des organismes régio-naux du Pacifique ou des organes régionaux du Pacifique dépendant d'institutions spécialisées des

En matière de relations sériennes et maritimes internationales, des représentants du congrès du territoire ou des assemblées de province peu-vent participer à la négociation des accords intéressant la desserte de la Nouvelle-Calédonie.

Dans le Pacifique sud, les autorités de la République peuvent confier aux présidents du congrès on des pro-vinces des pouvoirs leur permettant de négocier des accords traitant de matières ressortissant à la compétence du territoire ou des provinces, à l'exclusion des accords mentionnés à l'alinéa précédent.

Les accords ainsi négociés sont soumis à ratification ou approbation dans les conditions prévues aux arti-cles 52 et 53 de la Constitution.

Art. 89. Il est créé auprès du hautcommissaire un comité consultatif du crédit composé, à parts égales :

1) de représentants de l'Etat; 2) de représentants du territoire et des provinces ; 3) de représentants des

nismes professionnels intéressés. Un décret en Conseil d'Etat en précise les attributions et les règles

Art. 98. Il est créé auprès du hautcommissaire un comité consultatif des mines composé, à parts égales : 1) de représentants de l'Etat ; 2) de représentants du territoire

et des provinces ;
3) de représentants des organisations professionnelles et syndicales

Un décret en Conseil d'Etat en précise les attributions et les règles d'organisation et de fonctionnement,

Art. 91. Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles seront dévolues et affectées par le haut-commissaire, à l'Etat, au territoire, aux provinces ou à leurs établissements publics, en fonction de la répartition des compétences opérée par la présente loi, les patrimoines, droits et obligations du territoire et des régions institués par la loi nº 85-892 du 23 août 1985 sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie et par la loi nº 88-82 du 22 janvier 1988 préci-

publics. A cette fin, le haut-commissaire est habilité à prendre les mesures nécessaires à la réalisation de certains éléments de l'actif ainsi qu'à l'abandon des créances irreconvrables des

tée, ainsi que de leurs établissements

Art. 92.

Lorsque leur fonctionnement se révèle impossible, le congrès et les assemblées de province peuvent être dissous par décret en conseil des ministres, après avis de leur prési-dent. Le décret de dissolution du congrès fixe la date des élections qui doivent avoir lieu dans les deux mois. Le gouvernement de la République en informe le Parlement, le congrès et les assemblées de province.

Lorsque le fonctionnement d'une assemblée de province se révèle impossible, l'assemblée peut être dis-soute par décret en conseil des ministres, après avis des présidents du congrès et des assemblées de prorince. Le décret de dissolution de l'assemblée de province fixe la date des élections qui doivent avoir lieu dans les deux mois. Le président assure l'expédition des affaires cou-

Art. 93. Il est créé dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat un

1986 relative à la Nouvelle-Calédonie, ainsi que les engagements souscrits pour l'utilisation de ces cré-

1º janvier 1989.

loi du 12 juillet 1988.

établissement public d'Etat.

établissement public d'Etat.
dénourmé Agence de développement
de la culture canaque.
L'agence est administrée par un
conseil d'administration composé
pour un quart de représentants de
l'Etat désignés par le hautcommissaire, pour un quart de per-sonnalités désignées par le conseil consultatif coutumier du territoire et. pour le reste, en nombre égal, de représentants désignés par chacune des assemblées des provinces. Le conseil d'administration élit son pré-

sident parmi ses membres. Les ressources de l'établissement ent constituées par les concours de l'Etal, du territoire, des provinces, des communes, d'associations ou de personnes privées, ainsi que par des emprunts, dons et legs et recettes diverses. Le décret précise les moda-lités de dévolution des biens, droits et obligations de l'office créé par la loi nº 88-82 du 22 janvier 1988 portant

Pendant la période comprise entre la promulgation de la présente loi et le 14 juillet 1989, l'établissement public est administré par un conseil d'administration provisoire composé pour moitié de représentants de l'Etat et pour moitié de représentants du territoire désignés par le haut-

Art. 94

Il est créé dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat un établissement public d'État. dénommé Agence de développement rural et d'aménagement foncier. L'agence est habilitée à procéder à toutes opérations de nature à faciliter l'acquisition et la mise à disposition des fonds agricoles et fonciers.

Elle est administrée par un conseil d'administration, présidé par le hautcommissaire qui comprend, en outre en nombre égal, des représentants de l'Etat désignés par le hautcommissaire, des représentants du territoire élus par le congrès à la représentation proportionnelle, des représentants des provinces choisis en leur sein par les assemblées de province et des représentants des organisations professionnelles agricoles désignés par le haut-commissaire sur proposition de celles-ci.

Les ressources de l'agence sont constituées par des dotations de l'Etat, les redevances pour presta-tions de service, le produit des ventes et des locations, ainsi que par des emprunts, dons et legs et recettes diverses. Les biens, droits et obligations de l'agence créée par l'article 29 de la loi m' 86-844 du 17 juillet 1986 relative à la Nouvelle-Calédonie sont transférés à cet établissement public.

La personnalité morale est reconnue aux groupements de droit particulier local qui ont déposé une déclaration auprès du président de l'assemblée de province et désigné un mandataire.

Art. 96.

Sont abrogés : 1) le titre V de la loi nº 84-821 du 6 septembre 1984, à l'exception du troisième alinéa de l'article 131 ; 2) les articles 89 à 91 de l'ordon-

3) les dispositions des articles 29 à 32, 35 et 36 de la loi nº 86-844 du 17 juillet 1986; 4) les dispositions de la loi nº 88-82 du 22 janvier 1988, à l'exception

des articles 139 et 145. Les dispositions des articles 125 à 129 et 137 bis de la loi m 84-821 du 6 septembre 1984 sont maintenues en

Les dispositions de l'article 3, des titres VI à VIII, de l'article 93 et des l'et 2º de l'article 96 de la présente loi entreront en vigueur à la date de sa publication au Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie.

Les autres dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 14 juillet 1989.

La première élection aux assemblées de province aura lieu à une date fixée par décret entre le le juin et le 14 juillet 1989. Le mandat des membres des

conseils de région et du congrès du territoire élus le 24 avril 1988 expirera le 14 juillet 1989.



Les infirmières jugent insuffisantes les propositions du gouvernement

« Globalement négatif », « inacceptable », « honteux », « méprisant ». La coordination des infirmiers d'Ile-de-France et l'ensemble des syndicats (CFDT, FO, CGT, ces syndicats (CFD1, FO, CG1, CFTC et CGC) n'ont pas eu de mots assez durs pour qualifier les propositions du ministre de la santé lors des négociations ouvertes à son ministère, jeudi 6 octobre. Tous les jugent insuffisantes. Après cinq heures de discussions, les syndicats ont demandé une suspension des négociations jusqu'à 14 heures, vendredi 7 octobre, afin de pouvoir consulter leur base et - donner au souvernement le temps de chercher une solution, plus acceptable -. Pour la coordination, qui a été informée par le ministre lui-même des propositions, au cours d'un entretien qui a duré près de deux heures, le climat menaçait d'être « brûlant » dans les hôpitaux vendredi 7 octo-

Une appréciation avec laquelle les syndicats sont d'accord. Ils soulient en effet qu'aux frustrations des infirmières devraient s'ajouter celles des autres professions paramédicales, ignorées du gouvernemen dans ces négociations malgré leur mobilisation récente, notamment dans la grève du jeudi 6 octobre et leur participation à la manifestation enne, ainsi que celles des techniciens et administratifs des hôpitaux, alignés sur les infirmières.

Un milliard de francs, tel est le montant global de l'enveloppe que le gouvernement a décidé de dégager pour revaloriser cette profession dans les établissements publics. Si cette somme était répartie uniformément, les quelque 175 000 infirmières des établissements public recevraient chacune environ 490 F brut ou 317 F net. En réalité, la ventilation proposée se fera de façon tout à fait différente. Les augmentations s'étaleront de 100 F (brut) pour les moins chanceux à un peu plus de 500 F (brut toujours) pour d'autres. Tout dépendra de la position de chacun dans la grille des

Le gouvernement, dans ces premières propositions, envisage, en effet, d'élever de 100 F la prime Veil, une prime créée en 1974 par

Ouvertes à 18 heures, jeudi 6 octobre, les négociations au sujet des infirmières du secteur public, entre le ministre de la santé M. Claude Evin, et les syndicats CFDT, FO, CGT, CFTC et CGC, ont été suspendues peu avant 23 heures, les représentants des fédérations estimant que les propositions du gouvernement sont insuffisantes. Elles devaient reprendre à 14 heures, vendredi 7 octobre. M. Evin envisage une rallonge salariale de 1 milliard de francs par an, impliquant notamment une hausse mensuelle de 100 F, de la prime « Veil » ainsi qu'un bonus d'ancienneté d'un an et demi pour tout le monde. Les infirmières de plus de vingt-cinq ans d'ancienneté pourraient également profiter du déplafonnement de la grille des salaires. La coordination des infirmiers d'Île-de-France qualifie d'« aumône » ces mesures et confirme son mot d'ordre de grève pour vendredi ainsi que la convocation d'une assemblée générale nationale samedi 8 octobre à 10 heures à La Sorbonne. CFDT, FO, CGC et CFTC appellent à une grève et à une manifestation nationale le jeudi

M™ Simone Veil, du temps où elle était ministre de la santé. Une prime octroyée à tous et qui, n'ayant jamais été réévaluée, est toujours de 250 F. Parallèlement, il offre un bonus, pour tous, d'un an et demi d'ancienneté, ce qui conduirait, pour certains à une hausse de salaire immédiate en sautant d'un échelon. mais n'aurait pas de conséquence à très court terme pour d'autres. Les plus anciennes pourront, quant à elles, bénéficier progressivement d'un déplafonnement de la grille. Actuellement, la grille des infirmières comporte douze échelons et plafonne à vingt-cinq ans d'ancienneté (à un salaire net de 9400 F). Selon le projet gouvernemental, celles qui travaillent depuis plus de vingt-cinq ans dans cette profession pourraient accéder au niveau 2 de la grille indiciaire, qui est actuellement réservée aux surveillantes et aux monitrices d'écoles. Cela aurait pour conséquence une hausse de salaire de 1 100 F, pour les fins de carrière. Il faut toutefois souligner que cette mesure ne concernerait en fait, dans l'immédiat, qu'un nombre extrême-ment réduit d'infirmières, la durée de leur vie professionnelle étant estimée à environ huit ans. Elle vise surtout à offrir de nouvelles perspecsalaire plafonnait trop rapidement.

Pour les syndicats et la coordination, I milliard c'est trop peu. Non

sculement ils veulent une intégration de la prime (ce qui permettrait d'obtenir des retraites plus importantes), mais ils estiment que les 100 F ne sont pas à la mesure de ce que demandent les infirmières. La CFDT réclame l'alignement de la grille des infirmières (dont le diplôme nécessite un niveau baccalauréat et trois ans d'études) sur celle des instituteurs, ce qui équi-vaudrait à une hausse de salaire d'environ 1000 F. Elle chiffre le montant de l'enveloppe globale nécessaire à 3 milliards de francs brut. A cela, la CFDT ajoute 250 millions pour réévaluer le traitement des aides-soignantes, qu'elle veut voir réexamniné. La CGT, qui jusqu'à présent réclamait un salaire minimum de 11 000 F pour les infirmières, a réduit de facon conséquente ses exigences pour les aligner sur celles de la coordination, dont elle aimerait bien assurer le contrôle : ce syndicat exige · 2000 F d'augmentation immé-

« On nous demande de gérer la pénurie »

Les autres mesures avancées par M. Evin n'ont pas davantage enthouconcerne l'organisation et les conditions de travail, le ministre suggère d'instituer, au sein du Conseil supérieur de la fonction publique hospiluation des conditions de travail dans les hôpitaux et d'accroître la représentation des personnels tant au Conseil supérieur des hôpitaux qu'aux conseils d'administration des établissements hospitaliers.

- Je propose, a-t-il dit, de porter de un à trois le nombre de vos représentants au Conseil supérieur des honitaux, de norter de un à trois votre représentation dans les conseils d'administration des centres hospitaliers généraux et de deux à cinq dans les conseils d'administration des centres hospitaliers régionaux. Enfin, je prendrai des dispositions pour élargir la concertation sur les politiques de redéploiements et les orientations budgétaires qui les accompagnent, en demandant aux préfets de créer avec vous des commissions départementales de concertation. •

Cette déclaration sur le redéploiement a fait l'effet d'une douche froide sur les syndicats et la coordination, qui voudraient au minimum une suspension de ces redéploie ments, ceux-ci consistant en substance à fermer certains services pour en renforcer d'autres... . Mais la situation actuelle est plutôt l'étranglement généralisé », estimait, di, un membre de la délégation de la coordination. . On nous demande de gérer la pénurie », com-mentait la CFDT.

En ce qui concerne la formation syndicats et coordination applaudissent la décision de modifier l'arrêté du 30 décembre 1987, qui élargit dangereusement pour la profession les conditions d'accès aux écoles d'infirmières.

La volonté du gouvernement de parler de formation continue a été bien accueillie, même si les syndicats regrettent le manque de propositions concrètes. Quant à l'intention de M. Evin « de rapprocher le diplôme d'Etat d'infirmier et le diplôme d'insirmier psychiatrique e, les syndicats et la coordination souhaitent un réexamen des études psychiatriques, mais ne sont pas d'accord sur les solutions à pro-

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Le PS s'inquiète du dévelop-pernent des chaînes de cliniques pri-vées. — Réagissant aux propos tenus par M. Claude Evin, le merdi 4 octobre, nisation de l'hospitalisation privée à but lucratif : le médecin ne risque-t-il pas de devenir un exécutant au service d'un devant les directeurs d'hôpitaux Pigement, délégué national du Parti socialiste à la santé, a tenu à préciser que la conception de l'hospitalisation privée du Parti socialiste est « en par-

faite conformité avec les propos de Claude Evin considérant que le secteur de l'hospitalisation privée à but lucratif participe à la qualité du sarvice sanitaire ». En revanche, ajoute M. Pigement, « c'est l'hospitalisation privée qui se transforme : l'établissement privé, propriété des médecins, cède progres sivement la place à des chaînes de cliniques dont les actionnaires sont des groupes financiers puissants. Ce décou-

HISTOIRE

MM. Lang et Jeanneney ont présenté le programme du Bicentenaire

culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire et Jean-Noël Jeanneney, président de la Mission du bicentenaire de la Révolution de 1789, ont présenté jeudi 6 octobre une liste de manifestations culturelles on festives qui marqueront, à la fin de cette année et pendant toute l'année prochaine la célébration du deuxième centenaire de la Révolution, en France et à l'étranger (le Monde du 6 octo-

pouvoir économique va modifier l'orga-

Deux ministres délégués, MM. Alain Decaux (francophonie) et Olivier Stirn (tourisme), assistaient à cette présentation d'événe-ments qui ne sont « pas seulement, Dieu merci, l'affaire de l'Etat », s'est félicité M. Lang.

Le ministre de la culture a insisté sur les « progrès de la démocratie » en France, seion lui, en cours ou à venir, se déclarant convaincu que ces progrès seront la marque la plus décisive et la plus fortement symbo-lique de ce bicentenaire. M. Lang s'est encore félicité, comme d'un heureux signe, de la coîncidence des dates de l'annonce des manifestations du Bicentenaire et des résultats du plébiscite défavorable au général

M. Jeanneney a souligné que « la Révolution appartient au monde entier (...), à tous les Français » et qu'il n'était « pas question d'en rabougrir l'héritage » ni de savoriser

pouvoir économique avant tout soucieux de rentabilité immédiate ? ». « Cette concentration de l'hospital tion privée en France, ajoute M. Pigement, pose le problème des limites à définir au marché de la santé, » ■ RECTIFICATIF. — Un mastic a déformé le sens des propos de

M. Claude Evin à propos de la création des chaînes de cliniques privées s éditions datées du 7 octobre), fallait lire : « Je na suis pas opposé à ca qu'on mettent d'améliorer notre système de santé. Mais il ne doit pas dériver vers un système d'assurance privée dépandant du niveau de participation des

MM. Jack Lang, ministre de la un « accord mou sur un breuvage Bicentenaire a tenu à saluer tous les héritiers » de 1789, mais aussi « la fraction des irréductibles pour qui la Révolution reste l'œuvre de Satan » et qui peuvent, grâce à ses acquis, se prévaloir de cette opinion. - Dans le quotidien des choses, nous travaillons très bien avec la

Ville de Paris », a encore assuré le président de la Mission, après avoir manifesté implicitement l'espoir que les divergences récemment apparues quant à la date d'un spect Jean-Michel Jarre, en juillet 1989, pourraient être levées. Interrogé sur l'avenir - incertain

du projet de fondation des droits de l'homme qui avait été lancé à l'époque où Edgar Faure présidait la Mission du Bicemenaire, M. Lang a indiqué que - divers projets sont à l'étude », (fondation, université, collège international) et qu'« aucune décision définitive n'a été prise ».

Le ministre de la Culture a d'autre part précisé qu'à côté du sommet des sept pays les plus riches du monde, qui aura lieu à Paris, à la mi-juillet 1989, était prévue « une rencontre de l'ensemble de la communauté internationale et en particulier des pays du Sud (_), du

MICHEL KAJMAN.

Campagne de vaccination en Israël contre le risque d'une épidémie de poliomyélite

de notre correspondant

Plusieurs cas de poliomyélite vien-nent d'être signalés dans le nord d'Israèl – à ce jour, une dizaine environ - et le gouvernement a voulu prévenir tout risque d'exten-sion en ordonnant, jeudi 6 octobre, une campagne de vaccination natio-nale : tous les Israéliens et tous les Palestiniens de Cisjordanie âgés de moins de quarante ans seront vac-cinés - ou revaccinés d'ici à la fin du mois.

- Il n'y a aucune raison de paniquer, a dit le ministre de la santé, M= Shoshana Aberli-Almoslino, mais la campagne de vaccination est une mesure de protection supplé-mentaire. Les nouveau-nés rece-vront un double vaccin, par voie orale (Sabin) et par injection

Le gouvernement n'a décrété cette campagne de vaccination nationale qu'après de longues hésitations. Il s'est résolu à suivre l'avis de trois experts internationaux invités à venir sur place afin d'évaluer la

Parmi ces médecins, le Français Michel Rey, épidémiologiste auprès de l'OMS, a tenu à la radio des propos mesurés, assurant qu'il agissait bien, techniquement, d'« une épidémie, mais ce n'est encore qu'une petite poussée épidé-mique. Si la maladie s'est déclarée dans une dizaine de cas, «il est cependant probable, a-t-il dit, que quelques milliers de personnes aient été infectées sans être malades ».

La maladie s'est d'abord manifes tée en Galilée, dans la région de Hadera, où le virus a été détecté dans des eaux à usage domestique Dans les semaines à venir, tout le réseau d'égouts du pays doit être testé. « Il est digne du tiersmonde », commentait méchamment le Jerusalem Post.

ALAIN FRACHON.

CATASTROPHES

Les inondations de Nîmes

L'arrêté de « catastrophe naturelle » va être publié au « Journal officiel »

La commission interministérielle, relative aux dégâts non assurables causés par les catastrophes naturelles, s'est réunie, le jeudi 6 octobre, à Paris, et a émis un avis l'avorable à la constatation de l'état de « catastrophe naturelle » pour la ville de Nîmes et pour soixant-dix communes de cet arrondissement, après examen du dossier présenté par M. Jean-Louis Dufeigneux, préfet du Gard. L'arrêté concernant cet état de « catastrophe naturelle » est actuellement à la signature des ministres concernés et deviendra effectif dès sa publication au Journal officiel.

Tandis que dans toute la France se multiplient les initiatives de solidarité et d'aide linancière, sur place, les opérations de secours et de déga-

gement permettant un retour à une vie presque normale se sont accélérées jeudi. Aux trois mille hommes, civils et militaires, qui participent à ces opérations, aux spécialistes des différentes administrations - PTT, EDF-GDF, service des eaux - se sont joints les lycéens de Nîmes, les artisans de la région et de très nombreux bénévoles.

Le maire de Nîmes, M. Jean Bousquet, a d'ailleurs décidé, pour faciliter le travail des sauveteurs et pour éviter l'afflux de curieux, que la ville de Nîmes serait fermée aux visiteurs pendant le week-end, de façon à pouvoir terminer les opérations de nettoiement et entreprendre, dès le lundi 10 septembre, les travaux de reconstruction.

DÉFENSE

Une petite phrase de M. Chevènement

La « schizophrénie » des chefs militaires

Les chefs militaires français souffriraient-ils d'un dédoublement de leur personnalité tel qu'ils auraient un comportement peradoxal requérant les besoins d'un psychiatre ? C'est apparemment l'avis du ministre de la défense. M. Jean-Pierre Chevènement, entendu par des députés membres de la commission de la défense qui l'auditionnaient, jeudi 6 octobre, au Palais-Bourbon.

M. Chevenement s'en est pris aux chefs militaires qui invo-quent, actuellement, les états d'âme de leurs subordonnés pour critiquer la diminution des crédits de fonctionnement des armées et la déflation des effectifs mili-taires pour 1989. On sait que, l'an prochain, il est prévu le départ de 3 413 personnels civils de la défense nationale, de 1 954 cadres ou engagés, et de 2 183 appelés du contingent.

Devant les députés, le ministre de la défense a paru vouloir minimiser ces décisions et il a fait remarquer, notamment, que, malgré cette déflation, l'armée de terre française se situait, en volume, entre l'armée de terre

britannique et l'armée de terre ouest-allemande, qui lui est pro-che. M. Chevenement a ajouté en substance que les responsables militaires français étaient, faute de syndicats dans les armées, à la fois les porte-parole des intérêts particuliers de leurs subordonnés et les porte-parole de l'intérêt général qui ralève de la politique nationale de défense.

Et le ministre de la défense a conclu de cette double constatation : « Ce qui les pousse à une certaine schizophrénie », faute de pouvoir concilier ces diverses

li y a quelques années, un chef d'état-major de la marine, l'amirai Marc de Joybert, devenu célèbre après sa diatribe contre les autorités ecclésiastiques accusées de se mêler de ce qui ne les regardait pas en donnant leur avis sur l'armement nucléaire, avait eu cette profession de foi publique : « Je suis le premier chef syndicaliste de la marine. » Une facon, comme une autre, de sublimer sa psychose.

JACQUES ISNARD.

Une réforme du code du service national

La limite d'âge de l'incorporation serait repoussée pour certains appelés

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, met la dernière main à un projet de loi qui modifiera le code du service national pour libéraliser les conditions d'exécution de leur service par les jeunes recrues. En particulier, ce texte, qui sera soumis au prochain conseil des ministres, et qui sera commission armées-jeunesse, vise à retarder d'un à deux ans l'âge limite de l'incorporation, sous certaines conditions, et à offrir d'autres formules de service civil à des appelés.

A l'heure actuelle, l'âge d'appel sous les draneaux est, en move de vingt ans et neuf mois. Mais des reports d'incorporation - ce qu'on appelait autrefois des sursis - restent possibles jusqu'à vingt-deux ans (demande systématiquement satis-faite) et au-delà (entre vingt-trois et vingt-sept ans), selon les études entreprises et l'obtention d'un brevet de préparation militaire. Le résultat de ces différentes options offertes au contingent est que, pour 1987, par exemple, les incorporations étaient ainsi réparties : 51,24 % des appelés avaient entre dix-huit et vingt ans, 34,54 % avaient vingt et un ans ou vingt-deux ans et 14,22 % (soit envi-ron 38 200 recrues) avaient au moins vingt-trois ans.

EDUCATION

Manifestations de lycéens

Insuffisance de locaux et de postes d'enseignants, surcharges d'effectifs, refus d'inscription des redoublants faute de place : ces revendications sont à l'origine d'une agitation qui s'amplifie dans un certain nombre de lycées.

A Clermont-Ferrand, plusieurs centaines de lycéens ont manifesté dans la ville, jeudi 6 octobre, et les enseignants du lycée Jeanne-d'Are appelaient à la grève pour le 7 octobre. Manifestation lycéenne également à Saint-Nazaire, le 6 octobre. En début de semaine, ce sont les élèves du lycée Paul-Eluard de Seine-Saint-Denis qui avaient bloqué la circulation sur l'autoroute Al. Quant aux élèves de Vernon (Eure), ils ont manifesté, jeudi, pour protester contre des « agres-sions répétées » à la sortie du lycée, de la part de jeunes, étrangers à

Une coordination lycéenne, animée par les jeunes communistes, s'est réunie mercredi 5 octobre, à Paris, et appelait, pour vendredi, à une journée nationale d'action et à une manifestation à Paris. Quant aux lycéens de la FIDL (Fédération indépendante et démocratique des lycéens, proche des socialistes), elle réunit à Paris, ce week-end, un collectif national pour faire le point sur la grogne dans les lycées.

Devant la commission de la défense où il a déposé, jeudi 6 octo-bre, à l'Assemblée nationale, M. Chevenement a îndiqué que l'âge limite pour faire son service militaire serait, au terme du projet de loi encore à l'étude, repoussé d'un an et. donc, reporté de vingt-trois à vingtquatre ans selon des conditions à remplir qui sont encore examinées par les services du ministère de la défense. Cette modification de l'âge limite d'incorporation devrait per mettre, dans le cas d'études longues après le baccalauréat ou dans le cas de redoublements, de résoudre les problèmes de certains jeunes Français dont la formation a été allongée.

Un élargissement des formules

M. Chevènement a, d'autre part, l'intention de proposer un élargisse-ment des formules du service natio-nal. Une commission du secrétariat général de la défense nationale travaille depuis six mois sur cette idée. Le projet à l'étude consisterait à Le projet à l'ettute consisterant a ouvrir à des volontaires la voie à un service civil, dit de progrès et de développement, au titre de l'aide humanitaire de la France à l'étranger ou à un service d'intérêt général, comme il en existe déjà pour les unités d'intervention de la sécurité civile et les pompiers.

Ces nouvelles formules de service national viendraient s'ajouter aux possibilités déjà offertes dans la coo-pération et l'aiue technique (4604 appelés en 1987) dans la gendarmerie (8699) et la police nationale (1678) ou encore dans des laboratoires scientifiques de la défense nationale. Au total, 6,5 % des recrues ont fait un service civil en 1987.

D'ici au conseil des ministres du mercredi 12 octobre, M. Chevène-ment devrait encore nuancer son projet de loi dont les grandes lignes seront communiquées, lundi 17 octobre, à la commission arméeseunesse qui réunit les responsables des états-majors et des représentants d'associations de jeunes, de syndi-cats professionnels et de mouvements étudiants.

Telle qu'elle est connue, cette réforme du code du service national suscite, en effet, des réserves, voire des critiques dans l'institution militaire. Ce sont, en particulier, les nouvelles modalités de report d'incorporation qui risquent de pro-voquer le plus de difficultés prati-ques. En reculant l'âge limite d'un ou deux ans, le ministre de la défense peut accentuer le phéno-mène, déjà engagé, d'un vicillissement accru du contigent, contraire-ment à ce que recherchait la loi d'origine qui souhaitait inciter les appelés à servir le plus tôt possible. Ce vicillissement est jugé néfaste à la cohésion des unités (surtout avec le rajeunissement constaté du corps des sous-officiers) et illement des des sous-officiers) et il ouvre ultérieurement la voic à une augmentation possible des dispenses et exemptions qui touchent déjà 28% des appelés.

Enfin, les états-majors craignent qu'une multiplication des formes civiles du service entraîne une moindre égalité ou universalité des Français devant les obligations militaires. mpire Espagne



Anna Bark

المكذا من الأصل

Le Monde SANS VISA

L'empire botanique d'un roi d'Espagne



par Alain Hervé

'Al trouvé à Madrid un très vieux cœur qui pompe un sang noir. Il date de 1559. C'est le convent de Descalzas Reales, les princesses aux pieds mus. Elles sont encore vingt-sept franciscaines dans la clôture, certaines très vicilles, une a dix-sept ans, me dit le gardien qui porte une jaquette bleue bordée de passementerie d'or A cinquante mètres, la ville rugit avec les haut-parleurs du Corte Ingles, le grand ma local, qui annoncent des soldes, et la nuit, les sirènes d'ambulance empruntées à New-York et qui réveillent tous les dormeurs d'un quartier.

Mais dans le silence des Descalzas, à l'abri des murs blindés de siècles, un Christ saigne. Sa couronne d'épines, enfoncée sur sa chevelure, laisse échapper des filets rouges qui dégoulinent sur la chair blanche de ses épaules et s'épongent dans le tissu de la tunique qui ceint ses reins. Le Christ. un Ecce Homo polychrome, est l'œuvre de Pedro de Mena. Il représente, au centre d'un rassemblement d'œuvres d'art admirables qu'abritent les Descalzas, le Dien de douleur et d'angoisse devant lequel venaient s'agenouiller les rois d'Espagne, Habsbourg, défenseurs de la foi chrétienne protecteurs de l'Inquisition. Dans une pièce voisine, un Enfant Jésus dort avec pour oreiller un crâne. Sa mère, une vierge des douleurs, pleure des larmes de cristal.

Lorsque Juan Bautista Toledo, l'architecte qui vient de construire l'Escurial pour Charles Quint, termine les Descalzas. Madrid n'est pas encore la capitale de l'Espagne. Deux ans plus tard, en 1561, Philippe II décide officiellement d'en faire le siège de la dynastie autrichienne.

C'est au mois de juin, il fait déjà une chaleur suffocante sur le haut plateau castillan, lorsqu'il donne l'ordre à la Corte, la cour, de boucler ses valises et de quitter les douceurs de la belle Valladolid pour la rudesse d'un bourg de montagnes : Madrid.

Pourquoi? Par masochisme, si l'on en croit les témoignages sur ce roi, fonctionnaire tatillon, qui annotait de sa main les dépêches dont il voulait signaler l'importance à ses subordonnés d'un mot : « Ojo », l'œil, le sien, pour attention ». Si elle a perdu les Habsbourg au fil de l'histoire, pour abriter ensuite des Bourbon, Madrid est restée perchée à fait la plus haute capitale assoie pour ne rien faire... Mon d'Europe, gelée en hiver, grillée préféré est le casé Oriente, dont les semmes.



Madrid des cafés. Madrid des jardins. Comme ce parc botanique créé pour Charles III par l'architecte du Prado et que l'on vient de restaurer dans son allure classique.

en été et désertée par ses habi- les toilettes sont stupéfiantes de tants qui vont se mettre au frais dans leurs campagnes de la Sierra Guadarrama, polluée en toute sai-son par un brouillard d'hydrocarbures stagnant.

Malgré ce mauvais début dans l'histoire, Madrid a quelque charme. Installé dans la Cervezeria alemana de la Plaza Santa-Anna, les coudes sur le marbre blanc, devant une tasse de cacao dans laquelle la cuillère tient debout, je goûte à sa vie de café. Je discute du titre du jour, du quotidien El Pais, avec la table de droite. Pour prendre part à la conversation, le garçon pose son mégot sur le téléphone rouge accroché au pilier central et vient donner son opinion sur la politique du premier ministre socialiste Félipe - ici on l'appelle par son prénom. Un tiers des consommateurs mangent des tapas, anchois frais à l'huile, poulpe au safran, deux tiers ne consomment rien mais tiennent fermes à table. Il v a dans Madrid cinquante cafés au

beauté et odorantes comme un

Devant, sur la place d'Oriente, un roi de bronze, Philippe IV, caracole; le porte-à-faux du cheval est si audacieux que Velasquez dut le dessiner et Galilée lui-

Pour suivre la piste Habsbourg, je suis remonté vers la Plaza Mayor, édifiée par Philippe III en 1619. Ses neuf portes sont aujourd'hui gardées par des jeunes désœuvrés, punks mous qui proposent dans toutes les langues des drogues diverses. Le Carré Central, dégoudronné, repavé, délivré de la circulation et du stationnement automobile (on rêve de voir ainsi la place des Vosges), a retrouvé son admirable qualité architecturale et son rôle de forum urbain. Lope de Vega, l'auteur le plus prolifique de l'histoire de la littérature, habitait à proximité, Calla de Francos. Il venait sur la place pour assister 650 mètres d'altitude. Ce qui en moins qui valent que l'on s'y aux corrides qu'il détestait, mais

Le 4 juillet 1632, au soir d'une journée torride, des porteurs de torches accompagnent, en procession, sept merciers juifs soupconnés d'avoir profané la croix chrétienne. Devant la tribune royale, ils montent sur le bûcher et sont brûlés vivants. Trois cent cinquante ans plus tard, devant les mêmes façades, nous nous assiérons à une terrasse et commanderons un café solo, express simple, ou bien une orchata, un orgeat glacé en attendant jusqu'à 9 h 30 ou 10 heures que les restaurants commencent à s'animer.

J'ai trouvé à Madrid un cœur tout neuf qui pompe un sang vert. C'est le Real Jardin Botanica. Il date de 1781, pour sa création par Charles III Bourbon, et de 1981 pour sa restauration par l'architecte paysagiste uruguayen Leandro Silva Delgado. Madrid est une ville à la campagne.

Jusqu'en 1950, on pouvait sortir de la ville à pied pour aller chasser le lièvre. Depuis, c'est une autre histoire ; il a fallu caser les 4 700 000 habitants dans des quartiers nouveaux et des villes satellites comme Parque Florida ou Puerta de Hierro. Mais il reste des parcs au centre. Et quels parcs! Le Retiro, le Campo del Moro, le Parque de Roma, la Casa del Campo qui est une forêt et se survole à bord d'un étourdissant téléphérique. Jy ai vu des jennes gens s'entraîner à toréer. Le parc de la Montana, où l'on découvre, émergeant d'une flore africaine reconstituée, un temple nubien, celui de Debold, offert à l'Espagne au cours du sauvetage d'Abou-Simbel. Beau cadeau.

Charles III, je le connaissais de vue pour l'avoir rencontré au Prado, peint par Mengs, avec son nez gigantesque, qui armonce un caractère débonnaire. Enfant, il étudie la botanique. Il en garde la passion une fois devenu roi d'Espagne. Son ambition est d'ériger un monument végétal, digne des terres qu'il gouverne, « où le architecte, Juan de Villanuava, l'auteur du Prado, dessine donc, au bord de la promenade, un jardin formé de parterres carrés où l'on sème toutes les plantes du monde. Des expéditions rapportent des graines. Ca pousse. Lorsque le roi se promène à l'ombre des arbres, rafraîchi par des bassins et des fontaines, il parcourt une représentation végétale de son empire. Trente mille plantes sont ainsi étiquetées, selon une classification rationnelle, hommage à la raison et à l'Encyclopédie, dont qui lui permettaient de courtiser Charles est un lecteur enthou-

Le roi meurt ; au siècle suivant, le sentiment gouverne le jardin, qui est anglicisé et romantisé, avec apport d'arbres pleureurs et d'allées sinueuses. L'intelligente restauration contemporaine de Leandro Silva Delgado a consisté à retrouver la structure originale. à restituer le plan systématique. Malgré la proximité du Paseo del Prado à rumeur d'antoroute, le nouveau jardin est redevenu une promenade pédagogique pour les France et, au sud Atocha, la Madrilènes. L'un d'eux, qui joue les guides amateurs, m'a montré la collection de vignes, la plus importante du monde, puis le maclura pomifera avec lequel les Indiens d'Amazonie se teignent le visage en rouge et encore l'arbutus ou arbousier, arbre emblême de Madrid. Nous sommes allés de l'autre côté de la rue, au bar del Parque, trinquer avec la licor de Madrono, extraite justement de l'arbousier.

Charles III a nettoyé le Madrid médiéval, chassé les cochons des moines du couvent de Saint-Antoine, qui étaient chargés de manger les immondices dans les rues. Il a fait poser des réverbères qui étaient immédiatement brisés à coups de pierres par les amoureux du ciel noir. Il a interdit le port du chapeau rond sous lequel se cachaient les malfaiteurs et imposé le sombrero de tres picos, le tricorne, ce qui lui valut une révolution populaire. Pour se faire pardonner, il a inventé la loterie nationale, qui fait toujours fureur. comme on peut s'en rendre . Para hoy, para hoy! . .

toirs de la Gran Via. Il a aussi ouvert des percées dans la vieille ville qui annonçaient le Madrid moderne et ses immenses perspectives du Pasco de Recoletes et de la Castellana. Ce Madrid n'est plus à la mesure du piéton, mais de l'automobile, tendu entre deux gares : au nord, Chamartin où l'on débarque du Talgo, nez à nez avec un palmier, en arrivant de vieille station où traînent des souvenirs de vapeur, qui dessert le littoral méditerranéen.

Madrid n'est plus seulement castillane, elle est devenue la petite ville gigantesque où débarquent les Espagnols de toutes les provinces. Barcelone, obnubilée par la reconquête de son identité catalane, hui a cédé sa place au titre de capitale. Avant de quitter Madrid, je suis retourné à la Puerta del Sol, poussé, bousculé par la foule qui s'engoussre dans Alcala, descend Preciados, se iette sous les roues des voitures dans Carretas. Ici, au kilomètre zéro de toutes les routes d'Espagne, là où autrefois se dressait un château orné d'un soleil, ce n'est déià plus l'Espagne. Ce n'est plus Madrid, c'est n'importe où en Europe avec une foule du vingtième siècle habillée de gris.

Non. C'est encore Madrid. Voilà un aveugle avec une liasse de billets de la loterie quotidienne, qui s'avance en criant :

Club Aventure EXPEDITIONS - RANDONNÉES
SAHARA CAIRAI
30 VOYAGES INSOLITES DANS LE MONDE ENTIER
CLUD AVERTUFE CATALOGUE GRATUIT SUR DEMANDE 122 RUE D'ASSAS • 75006 PARIS (1) 46.34.22.60
ADRESSE

9-1-1-1-1

. . .

🛦 us to the

 $\rho = (\rho_1, \rho_2) \forall r \in \mathbb{R}$

Taranta di F

1.45 M

grand to the

4. A. W. Y.

"李林二郎"

 $\widehat{\mathbf{M}}^{(i)} = \mathbb{R}^{d_{i}} \times \mathbb{R}^{d_{i}}$

transfer to the property of

Section Sections

The second second

Sommelier, le beau métier

L scrait inélégant sans doute de remonter jusqu'au treizième siècle où, selon le Petit Robert, le sommelier avait en charge les « sommiers », c'est-à-dire les chevaux transportant les impedimenta d'un prince en déplacement. Car bien vite les sommeliers, tant dans les communautés que dans les grandes maisons, eurent charge de la vaisselle et des provisions de bouche, et, bientôt, ces « officiers de somme » achetèrent cette - charge », à l'instar de l'officier de cour dont le rôle était de tenir le couvert royal et d'en préparer les vins. De les goûter aussi, crainte qu'ils ne fussent empoi-

Ces sommeliers d'échansonnerie furent les ancêtres de nos spécialistes qui, aujourd'hui, dans les grands restaurants, courte veste noire ornée d'une grappe d'or et tablier de caviste, sont responsa-bles de la cave et du service des vins. Noble rôle! Rôle d'importance exigeant bien des savoirs et bien des talents. Car si le vin est une passion - n'est-ce pas Bossuet qui disait qu'il était . le courage, la force, la joie, l'ivresse spirituelle » ? - encore faut-il qu'il soit étudié, compris, comparé, aimé. Et c'est le sommelier qui reste la courroie de transmission entre le terroir et le verre du

La bouteille est là, entre ses mains, mystérieuse. Il va l'ouvrir. Il goûte, tastevia en main, ses cer-

j'ai envie de m'écrier : - Je ne suis pas sommelier! Mais quand j'ai bu, alors, c'est moi qui deviens houteille! » Merci, monsieur le Sommelier.

Sculement la poésie n'est pas tout : sommelier est un métier qui doit s'apprendre, comme tous les métiers, tant à l'école que sur le tas. Longtemps les écoles hôtelières n'enseignèrent pas le vin et, encore aujourd'hui, il est recommandé, dans la préparation du CAP de sommellerie, de ne pas faire goûter le vin aux moins de dix-huit ans. Aussi bien c'est seulement en 1955 que fut institué le CAP de sommelier-caviste, et en 1962 qu'il devint CAP de sommelier. Mais on l'avait quelque peu délaissé jusqu'à ces dernières années, lorsqu'il fut, en 1988. assorti d'une « mention complémentaire d'employé sommelier » pour l'obtention de laquelle il fallait avoir déjà un CAP de cuisine ou de restauration. Enfin, désormais, après cinq ans de profession, on peut accéder au grade supérieur et obtenir un brevet professionnel de sommelier. Et participer aux nombreux concours!

Cette année, c'est un Américain qui fut premier au concours du meilleur sommelier du monde, suivi d'un Français (Philippe Faure-Brac, du Bistrot du sommed'un Japonais. Cette distinction suprême attribuée à un Améri- différence des terrains, m'analysa titudes, Il approuve. Il me sert... cain m'a fait souvenir d'une anec- les deux sols mieux que je n'aurais



dote. Il y a quelques lustres, je rencontrai, de passage à Paris, un Yankee charmant, professeur d'œnologie dans un collège de làbas. Il venait en France pour la première fois visiter nos terroirs. Je l'emmenai déjeuner chez Lasserre, où nous dégustâmes le canard à l'orange célèbre arrosé d'un mission-haut-brion de bon millésime. Comme je l'entreprenais sur ce vin, comparé à son tout lier, boulevard Haussmann) et voisin haut-brion, il me répondit en connaisseur que cela tenait à la

su le faire. Or non seulement cet homme savant n'était jamais venu en France mais... il n'avait jamais bu ni haut-brion ni mission-haut-

Bravo, certes! Mais ne peut-on pas aussi s'inquiéter d'une éducation demeurée trop livresque? Est-il vrai qu'à un récent concours de la Sopexa, certains concurrents français confondirent un bourgogne de la Côte de Nuits avec un vin de la Côte de Beaune?

Jean Frambour, président

le Sommelier), en est parfaitement conscient, qui met tout son cœur - comme il use de son influence - à augmenter dans ces concours la part de la dégustation et le côté pratique (combien de sommeliers, la plupart d'une vicille génération, par exemple, en sont encore non seulement à servir le vin trop chaud mais à ne pas savoir juger de la température à laquelle ils le servent ?).

Et l'on peut remarquer que la nouvelle génération des sommeliers est en train de s'imposer. Pour ne citer que l'étonnant Jean-Claude Jambon (chez Faugeron), Jean-Guy Lonsteau (Carré des Feuillants), R. Licchesi (au Bacchus gourmand), Philippe Bourguignon (Laurent) et l'un des tout premiers, Georges Lepré (qui fut au Véfour des temps heureux un digne successeur du légendaire « papa » Hénocq et qui, après sa découverte de l'Amérique vinicole, officie au Ritz). En province aussi ils sont nombreux, Jean-Pierre Rous en tête (le Louis XV de Monte-Carlo), sans oublier Alain Leloup, dont la cave du Gourmet lorrain à Nice est étonnamment riche en vieilles bouteilles collectionnées par son père.

Mais on peut regretter que trop de restaurateurs mésestiment encore la cave. Je veux dire ne considérent le vin que comme une partie de la recette. Ils n'ont pas de sommelier sans pouvoir prétennational des sommeliers (et dre le remplacer par leurs

connaissances propres (tout le monde n'est pas un Jean-Claude Vrinat, patron du Taillevent!). C'est là une partie du travail de Frambour: rendre le sommelier indispensable.

J'écris sommelier mais il faudrait peut-être dire aussi sommelière. Car il en est quelques-unes aujourd'hui qui égalent les meilleurs. Celles et ceux-là n'attendent pas le représentant pour connaître le vin : ils vont le découvrir sur place. Ils l'apprennent aux sources. Ils comparent. Ils suivent la récelte, puis la vinification, puis l'évolution : « Le temps est un grand maitre », disait Balzac!

On connaît l'anecdote. Cela se passait chez Maxim's au temps où le futur Edouard VII vivait joyeusement Paris en prince de Galles. On sert d'un vieux bordeaux, et le prince va pour boire. Son mentor. homme du monde Vieille France, le retient :

· Prince, un vin comme celuilà, on ne le boit pas ainsi. On le regarde d'abord, admirant sa robe, saisant jouer son rubis dans le cristal. Puis on le hume, respirant lentement ses parfums. Et après...

On le boit! - Non, Prince. On en parle! .

Eh bien ! c'est un peu grace aux maîtres sommeliers de France que l'on doit pouvoir, dans la fête du repas, parler du vin que l'on boit.

LA REYNIÈRE.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

PUBLICATION JUDICIAIRE

CONTREFACON-

DE LA MARQUE NAPOLÉON

DE LA SOCIÈTÉ

NICOLAS-NAPOLÉON ET C*

- a confirmé le jugement du tribunal de grande instance

de Paris du 15 mai 1985, lequel a jugé qu'en faisant

usage de la dénomination Rose Napoléon, la société

« Dulong Frères et Fils » a commis des actes de contre-

façon des marques Napoléon appartenant à la Société

société Nicolas Napoléon & Ce, la somme de 100 000 F à

titre de dommages et intérêts et celle de 25 000 F en

exécution de l'article 700 du nouveau code de procédure

- a autorisé la société Nicolas-Napoléon & C* à publier

cet arrêt en entier, par extraits ou en résumé, dans trois

journaux ou revues de son choix aux frais de la société

Dulong à concurrence de la somme globale de 30 000 F.

- a condamné la société Dulong Frères et Fils a payer à la

Par un arrêt du 27 mai 1988, la cour d'appel de Paris :

rares les bons restaurants ouverts le dimanche. Aussi faut-il se réjouir de voir cette liste s'augmenter s'enrichir serait mieux dire - avec Le Bourdonnais (113, avenue La Bourdonnais, tél.: 47-05-47-96). Son cadre élégant, l'accueil ce et la cuisina du jeune Philippe Bardeau, toute de certitudes et d'originalité déjeuner à 200 F. vin et café com-

CHAMPAGNE de qualité

Cuvée du Rédempteur brut, Milléaime 1982

Tanf sur demande. Vieilli en foudre de chêne

Direct de la Pai. Chempagne du Rédempteur. Dubois P. & f. 3 « Les Almanacis » VENTEUL. 51200

EPERMAY - Till.: 25-58-48-37.

Nicolas-Napoléon & C*.

Ouvert le dimanche ! Ils sont pris) seront appréciés des Parisiens en panne de week-end !

> Lecture courmende : Ginette Mathiot, dont on sait la qualité des livres de cuisine, publie (éd. Max Brézol): Cuisine pour les enfants et leuses pour la formation du goût chez les jeunes.

MERCUREY A.O.C. Propriété

12 bostuilles 1984 : 460 F TTC tracco done.

TARIF SUR DEMANDE, Tél. 85-47-13-94,

Louis Medrin, viticultaur, 71580 MERCUREY,

SEMAINE GOURMANDE

Le Relais d'Auteuil

C'est une des grandes petites naisons du quartier. Mais dans un cadre tout neuf en accord avec la très belle, bonne et intelligente le menu déjeuner (150 F) et le « dégustation » (270 F). Mais venons-en vite à la carte, où vous vous régalerez de petits rougets et beignets de langoustines (90 F), d'un étonnant foie gras dans sa pomme de terre enrobé d'amandes grillées (95 F), des grillons de ris d'agneau aux poireaux frits (80 F). Puis, la marée au gré du filet vous fera peut-êtra la joie de comparer le dos de saumon (en sa peau croustillée) avec la sole bretonne poêlée à l'anis étoilé avant le baron d'agnesu en croûte (120 F), le colvert rôti aux pêches (120 F), le simple braisé de tête de veau (95 F), le plus simple encore filet de bœuf à la moelle (110 F). Bons fromages et. enfin, des desserts originaux comme les madeleines au miel de bruyère avec leur glace aux noix ou la tarte tiède au chocolat amer (50 F), Belle cave. Accueil discret de Mme Pignol, et très bon service. Une grande petite maison, je le redis

 LE RELAIS D'AUTEUIL. 31, boulevard Murat Téi : 46-51-09-54. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : Auteuil. Chiens acceptés.

Le Ventoux

Autour des gares, on trouve des brasseries, des mangeoires, rarement de bons petits restaurants. Le Ventoux est de ceux-là. A midi, le quartier en profite ; le soir, la maison (petite salle au premier, très coquette et accueillante) mériterait d'être mieux connue. Cuisine féminine de plats simples (avec des trouvailles

comme l'œuf en gelée aux fruits frais en entrée (36 F). Belle assiette de cochonnailles (46 F), plats de 68 F (haddock poché) à 82 F (cassoulet périgourdin). Vin du Ventoux à 65 F. M. et Nathalie, une fraîche serveuse toute de gentillesse, une bonne cuisinière, et les amateurs aimeront le ∢ pavé Ventoux » (sauce au poivre, pommes allumettes, salade aux noix et bleu d'Auvergne (82 F).

 LE VENTOUX. 9. rue de la Pépinière Tél: 43-87-40-80. Fermé samedi midi et dimanche. Parking: Saint-Augustin AE-DC-CB.

Le Luz

Les ieunes cuisiniers de grandes maisons ont envie, c'est bien légitime, de se mettre à leur compte. C'est alors le fond pardon, les fonds - qui quelquefois manquent le plus, ce qui, joint à la manie à la mode, de voir trop grand côté décoration, conduit à la catastrophe. Ce ne sera pas le cas j'imagine pour Gilbert Dugast. Venu de chez Petrus (vendu récemment), il a repris la petite maison d'un ancien chef de Raymond Oliver: Yves Labrousse. Et, à l'enseigne de ce « luz » qui fut le nom moyenâgeux du brochet, dans un cadre plaisant et sobre, il cuisine (Denis fut un de ses maîtres, ce qui implique un goût certain de la qualité du produit) surtout le poisson. Mais n'exclut point le ris de veau aux huîtres, un poussin au jus et sa galette paysanne, le canard sauvage rôti et un faux-filet au beume rouge.

Mais revenons aux poissons. avec la terrine de luz, une marinade de thon cru, un feuilleté de tines aux poivrons doux, un tartare d'huîtres et lieu aux truffes et les filets de rascasse à la sauge, etc. Quelques bons desserts. Une carte des vins encore embryonnaire, mais de bonnes, honnêtes bouteilles et de prix sages. Bref, c'est là une bonne 28, rue Duret, 75016 Paris. A la carte, compter 250-300 F. Mais avec un petit menu à 130 F, qui fit se régaler ma voisine avec la terrine de brochet aux légumes, le poussin au jus et l'île flottante.

■ IF1117 4. rue Pierra-Laroux. 75007 Paris. Tél.: 43-06-99-39. Fermé samedi et midi et dimanche. Carte bleue. Chiens acceptés.

Patrick Lenôtre

Lui, cela fait bientôt un an qu'il s'est lancé dans l'aventure. Mais il lui fallait se faire un prénom, ce qui est moins facile. Heureuse ment, ce bougre de garçon a du savoir-faire, de l'imagination, de la sagesse aussi, ce qui la conduit, dans ce quartier chic, et là où Guy Savoy ne mégotait pas sur l'addition (justifiée aussi bien) de nous suggérer quelques plats en dessous de 100 F, comme cette chair de maquereaux raidie au sel et son coulis d'escargots de mer, le lapereau braisé aux épices, les pinces de tourteaux bretons au vinaigre balsamique, la poêlée de cabillaud sur lit de brandade (succulente), la fameuse tête de veau en croûte de pommes de terre, etc. Si vous voulez vous régaler

plus encore, goûtsz le canard rouennais (300 F pour deux), notez le ris de veau au fumet de verveine et les somptueux desserts. Belle carte des vins (mais un simple domaine de chastelet (premières côtes de bordeaux) 1984, de prix modeste, est un parfait accompagnement des filets de rougets à l'encre de seiche, par exemple). A noter enfin aux noix. le turbot au chou vert. l'extrême métier et la parfaite

gentiliesse naturelle du personnel. Et vous conviendrez que l'ensemble n'est pas si commun de nos jours.

 PATRICK LENOTRE, Tél.: 45-00-17-67 Fermé samedi midi CB-AF-DC Chians acceptés

L'Armoise Un jeune cuisinier, là encore.

Perdu du côté de Meudon. M. Outhier (et sa bien jolie femme à l'accueil) vient d'ouvrir, dans ce 15º en pleine évolution, une petite maison où if peut conjuguer bonne cuisine et prix doux. Formule heureuse que celle-ci : au centre de la carte une liste de six entrées, autant de plats, avec aussi le plat du jour. Au menu à 79 F vous choisirez une entrée, un plat dans la liste. A celui à 149 F, vous choisirez l'entrée, le plat, un dessert, une demi-bouteille de vin et le café. Si vous y ajoutez un fromage (12 F) cela conduit à une addition de 171 F. Si vous voulez un vin plus coûteux que les trois du menu (muscadet, gamay de Touraine ou côtes-de-Provence), on vous déduira 48 F sur la bou-

Mais surtout la cuisine est bonne et « distinguée », de l'assiette de tagliatelle au saumon fume, à la pièce de bœuf aux échalotes confites, du poisson cru citronné au foie de veau vapeur sauce porto, du panaché de salade aux noix et roquefort au feuilleté de haddock beurre blanc.

 L'ARMOISE 67, rue des Entrepreneurs. 75015 Paris. Tél.: 45-79-03-31. Fermé samedi midi et dimanche soir Carte bleue. Salon 25 couverts. Chiens acceptés.

LR

(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ALESIA - PORTE D'ORLEANS A LA BONNE TABLE 45-39-74-91 2, r. Frient. PARKING. Spec. POISSONS. PLACE CLICHY

CHARLOT, roi des coquillages Tous les délices de la mer réunis dans un cadre - Art Déco >. Tous les jours jusqu'à 1 heure.

ROME - VILLIERS

EL PICADOR, 80, bd des Batienelles 43-87-28-87. PAELLA, ZARZUELA, BACALAO, GAMBAS, F/lundi, mardi. Plats à emporter. Cité G. Millan 1988 et B. Gourmand.

RELAIS BELLMAN, 37, r. Franç-I", 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.

142, av. des Channo-Braées, 43-53-20-41 COPENHAGUE, I= étage. FLORA DANICA, et sou jardin r.d.e. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ. ENTOTTO 45-87-48-51 - F. Gim. Spécialités éthiopiennes.

CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-Sec. 42-36-10-92. Ses caves du XV. F. dim. et lundi. P.M.R. 170/200 F. LE PROCOPE, carrefour de l'Odéon. 13, rue de l'Ancienne-Comédie, 6 43-26-99-20. Fruits de mer. Cuisine de tradition. Accueil jusq. 2 h.

PALAIS-ROYAL LA CLÉ DU PÉRIGORD, 38, r. Croix-Pis-Charage, 40-20-06-46. F. dim. Spic. Sad-Onest. Pois. (ins., carr. 230 SC.,

SAINT-AUGUSTIN LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 8, 45-22-23-62. Diner périgourdin 130 F s.c.

> SAINT-GERMAIN-DES-PRES LA FOUX, 2, rue Clément (6'). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.

مكذا من الأصل

PINCES

100

Frague Land

A Section of the Section

Charles and the same

Approximate the second second

3. 61, 5. क पर्यक्ति जन पर की

STREET, STREET,

Say agreement to

Berger Sand Com

医自动性病 化二

Purpose Laborator

president in the first of the first

By the transfer States and the second

The second second second

grant on the control of

Special applications of the second

المناسب وجاويهمين

with the terms of the second

·

and the second

and eyernor and a second MARKET FORMATION STREET La gentry de l'horticulture

A une trentaine de kilomètres au sud de Paris, dans cette région francilienne au vieux nom de terroir, le Hurepoix, un grand morceau de forêt assure l'incognito à l'une des plus remarquables demeures patriciennes des environs de la capitale, le château de Courson (Essonne). Construit en 1676 par Nicolas de Lamoignon, intendant du Languedoc, Courson possède un parc de 35 hectares avec une spécialisation botanique affirmée.

à Courson

Comme dirait un Québecois, toute la « foresterie » défile : cèdres du Liban, de l'Atlas ou de l'Himalaya, avec en prime un « cèdre pleureur », accident génétique ranssime qui feit pousser vers la bas les rameaux du roi des arbres ; érables de tous les bords et notamment l'agressif platanoide rouge; pins de Corse ; comouillers d'Amérique et tulipiers de avec leur tronc grenat moiré; cyprès chauves et. bien sûr, toutes nos veriétés moins chichiteuses de braves chênes, hêtres et sorbiers.

C'est la même famille, parente du Dupleix des Indes, qui, depuis Louis XVI, et malgré la guillotine ou l'occupation allemande, a maintenu ce pôle avant la lettre d'écologie trois étoiles.

Depuis quelques années les jeunes héritiers actuels ont créé, premières du genre en France, les Journées des plantes de Courson, fixées cette année du 14 au 16 octobre.

Près d'une centaine d'exposants-vendeurs, dont la Société royale britannique d'horticulture, sont attendus cette année à Courson avec leurs espèces de tous les cieux et de toutes tailles, présentées en plein air entre les serres Second Empire et les vieux pommiers recrus de gui. Livres et outils seront également au rendez-vous ainsi que des conférenciers parlant aussi bien de la chasse aux plantes en Chine > que du « jardin naturei de George Sand » ou de « l'avenir de l'horticulture

Ajoutons pour les histo-

riophiles que le château proprement dit est devenu depuis que la fille de la maison se donna, sous le Premier Empire, au général Arrighi de Casanova, duc de Padoue par la grâce de son cousin empereur — un sanc-tuaire napoléonien. Du seul vrai portrait en pied de Napoléon i en César par Girodet au buste en terre cuite de « Napoléon IV », le prince impérial tué par les Zoulous, l'intérieur du château Louis-XIV a fixé son décor au 4 septembre 1870, dernier jour impérial. Les arbres, dehors, ne sont heureusement pas bonapar-



au château de Courson, 91680 Bruyères-le-Châtel. (Tél. 64-58-90-12), se déroulent du 14 au 16 octobre. Entrée : 30 F à 40 F. En temps normal, le château et le parc sont ouverts au

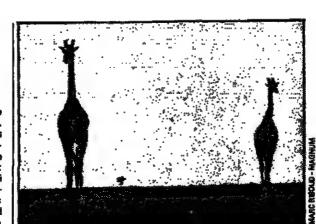
public tous les dimanches et jours fériés, du 15 mars au 15 novembre, de 14 heures à 18 heures. Les groupes de plus de vingt personnes peuvent être admis tous les jours durant la même période, sur rendez-vous.

Amsterdam de canaux en musées

La Hollande a fait de 1988 l'année des musées. Ville-musée et ville des musées, Amsterdam pro-pose una façon originale de le « bateau stop ». Celui-ci fait la navette entre les principaux lieux d'expositions Pierson, musée historique d'Amsterdam, musée Vincent Van Gogh et Riiks seum). Point de départ, le Smits Koffiehuls, café situé au bord de l'eau qui est aussi l'office du tourisme d'Ams-

Au centre d'Amsterdam. l'hôtel Pullman Capitool N.Z. Voorgurgwal, 67, 1012 RE Amsterdam, tél. : 31-20-27-59-00) offre un forfait week-end permettant la découverte de la ville selon cette nouvelle formule. Il comprend : deux nuits avec petit déjeuner, un dîner au Die Port van Cleve et l'excursion en « bateau stop ». Prix par personne en chambre double: 700 F

auprès de l'office néerlandaise du tourisme, 31-33, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris, tél.: 42-25-



Safari antiphotos

Mombasa, au bord de l'Océan indien : la ville et les plages où vont se reposer ceux qui ont mangé la poussière et dévoré les paysages séjour à l'hôtel Whitesands (catégorie tourisme) coûte 6.810 F en demi-pension, au départ de Paris, par Cosmovel (7, rue de la Paix, 75002, tél.: 42-61-57-33).

Chez les spécialistes de 'exploration à la carte, comme Nouvelles Frontières (87, bd de Grenelle, 75015 Paris, tél. : 42-73-10-64. ou 45-68-70-00, on trouve aussi des séjours de ce type: vol charter, 3 900 F aller-retour, cinq hôtels au choix à Mombassa de 280 F à 590 F par nuit en demi-

Mais pourquei tourner la circuits (une ou deux semaines) à travers les parcs et les réserves, une nouveauté au catalogue de ce même Nouvelles Frontières: la découverte des ethnies du nord (Turkanas, Rendilles, El Molos et Samburus), région encore peu visitée du Kenya. L'organisateur précise que ce voyage s'adresse à des personnes « soucieuses du respect des traditions et des coutumes des ethnies qu'elles croiseront ». Approche « discrète », souhaite-til. « et de préférence sans appareils photos ». Vraiment neuf : le safari-antiphotos !

Une semaine au départ de Paris ou de Marseille : 12 490 F tout compris. Vol vers Nairobi, transfert au lac Turkana en avion-taxi, déplacements en 4 x 4, hébergement, repas et ass tance médicale d'un Flying Doctor. Nombre de partici-pants limité.

RESIDENCES MER MONTAGNE

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

COTE D'AZUR

MENTON - LOCATIONS MEUBLÉES ÉTÉ – HIVER Demandez notre catalogue photos Agence Amarante BP 175 06505 MENTON CEDEX

Tél.: 93-57-69-69.

Campagne

CHAUMONT-SUR-THARONNE

HOTEL*** RESTAURANT***

LA CROIX BLANCHE

41600 CHAUMONT-SUR-THARONNE TEL: 54-88-55-12

Relais gastronomique

Côte d'Azur

06160 CAP-D'ANTIBES

MOTEL ROI SOLEIL

153, bi Kennedy. A 500 m de la mer. STUDIOS ti cft. Park. piscine. 2 pers. 1150 F la sem. 1780 F 2 sem. 3100 F 4 sem. t.e. (sanî juin, juil, août, sept.). Têl. 93-61-68-30.

MICE HOTEL LA MALMAISON Best Western ***NN Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.

Se CH INSONORISEES ET CLIMATISEES
TV COULEUR PAR SATELLITES

COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
beslevant Victor-Hage, 6690 NECE
TEL 93-87-62-56 — Tèlex 470-416.
Télécopie : 93161799

HOTEL VICTORIA***

33, booleward Victor-Hugo, 06000 NICE Tel. 93-88-39-60

Plein centre-ville, caluse. Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)

Pare régional. Site classé. Stat. village. Piste, fond. Plus hie comm. d'Europe, 2040 m. LE VILLARD, tél. 92-45-82-08

GRILL ET CHAMBRESSTUDIO
Appart. Depuis 650 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62

1/2 pcns. 1 029 F à 1 680 F la sem. ension compl. 1 316 F à 1 925 F la sem. Spécial Noel 12 j. 2 500 F.

MEGÈVE/MONT-D'ARBOIS près du trou nº 2 du golf à vendre APPARTEMENT magnifique 2 pièces 50 m², terrasse + jardin + garage + cave + casier à skis. Cuisine équipée. Prix: 950 000 F. Tel.: (16) 59-93-38-26.

LES BALCONS DE SERRE-PONÇON

Entre REALLON et LES ORRES

Dominant le lac de Serre-Ponçon. Table et chambre d'hôtes toute l'aunée

SUI réservation.
PUY SANIÈRES - 05280 EMBRUN
TÉL (16) 92-44-24-88.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA **

73, rue Saint-Jacques Chambres avec bain, w.c., TV couleur Tél direct. De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

Provence DROME PROVENÇALE

4 henres de Paris par TGV (Montéli-mar). Site except. Micro climat. Idéal repos, promezades, sports. Cuis. à votre goût. On ne fume pas à table. Bibliothè-que. Chère grand confort. Séminaires. Prix d'hiver. AUBERGE DU

VIEUX VILLAGE D'AUBRES

26110 NYONS. TEL 75-26-12-89.

Halie

VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES***

(près du Théâtre la Fenice)
minutes à pied de la place St-Marc.
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.

Réservation: 41-52-32-333 VENISE. Télex: 411150 FENICE 1.

Directeur : Daute Apollonio. 1616copieur : 041-520 37 21.

Suisse

LEYSIN 1400 m. Alpes Vaudoises

HOTEL SYLVANA ***

Skis aux pieds devant la porte. Situation panoramique. Chambres tout confort. Pens. compl. dès 75 FS (env. 310 FF). Fam. BONELLI, CH-1834 LEYSIN.

TEL 19-41/25/34-11-34.

c'est nous

LE MEXIQUE

VOL à partir de......3 100 F

CIRCUITS à partir de......5 680 F

uniclam voyages

11, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS 🕿 40.15.07.07 16, rue du D'-Mazet, 38000 GRENOBLE 🕿 76.46.00.08 157, rue Nationale, 59800 LILLE 🕿 20.30.98.20 19, quai Romain-Rolland, 69005 LYON 🕿 78.42.75.85 52. rue du Palais-Gallien, 33000 BORDEAUX 🕿 56.44.44,91

NOËL **NOUVEL AN**

aux Antilles à l'Hôtel Méridien de la Guadeloupe

> 8 jours vol + séjour à partir de 14 980 F.

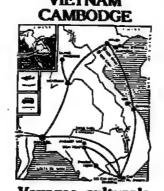
AIRCOM.

93, rue de Monceau, PARIS-8°. Tél.: 45-22-86-46

Télex 643780F.



CAMBODGE



Voyages culturels de trois semaines avec guide conférencier 15 perticipents maximum.

Prix: 32.000 Fr. Brochure détaillée sur demande ainsi que le programme général de nos voyages culturels en Asie. (notamment: Asie centrale, Tibet, Nelle.-Guinée indonésienne,Oman)

ARTOU 88 . Tel. (19)41,22.21.84.08. 8, rue de Rive 1204 Genève Suisse.

PARIS/NEW YORK A PARTIR DE 2000 F A/R.

LOS ANGELES ALLER 1500 A/R 3000 SAN FRANCISCO: ALLER 1500 A/R 3000 MIAMI ALLER 1900 A/R 3000
MIAMI ALLER 1950 A/R 3800
CHICAGO ALLER 1790 A/R 3380
DALLAS ALLER 1790 A/R 3380
WASHINGTON ALLER 1560 A/R 2920
ORLANDO ALLER 1750 A/R 3300

1014611

MONTREAL ALLER 1350 A/R 2390 DAKAR ALLER 990 A/R 1980 RIO DE JANEIRO .ALLER 3795 A/R 5395

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS, DISPONIBILITÉS DE PLACES EN 1^{RI} CLASSE ET CLASSE AFFAIRES. PRESTATIONS HOTELIERES ET LOCATIONS DE VOITURES. CIRCUITS ET SÉJOURS À LA CARTE POSSIBILITÉ DE RÉSERVER ET PAYER VOTRE VOYAGE AU 40.15.02.02 AVEC VOTRE CARTE BANCAIRE.

6, RUE PIERRE LESCOT, 75001 PARIS. MÉTRO ET RER CHATELET-LES HALLES. TEL. 40.13.02.02 OU 42.21.46.94.

LQUARTIER

échecs

Nº 1301

UN GRAND MAITRE SECOUE

des Etats-Unis.

Elemen: M. GELES. Noirs : W. BROWNE.

රුණ (m) Fg5+ (a) IdS (o) 1. 64 c5 [5. 62 (1)
2. C13 66 16 [765]
3. 64 cxel4 17. Rb]
4. Cxel4 C16 18. ke
5. C23 66 (b) 20. C42
7. 64 Fe7 (c) 21. Th-f1
8. D13 C1-47 (d) 22. C42
10. Fxtle (6) Fxtle (f) 23. Ftl (u)
10. Fxtle (6) Fxtle (f) 24. Dxel6
11. 64-0 Disc (g) 25. Cyf-l1
12. Cxel6 (h) 7xtle (g)
12. Cxel6 (h) 7xtle (h)
13. Fxtle (i) C28 (j)
14. Ftl3 Ftl6 (k) 105 (0 197 (p) 195 (r) 118 (s) 117 (t) 56 (v) 1947

 a) D'autres possibil
 f4; 6. Fé2 et 6. Fé3. b) 6..., Cb-d7 est joué rarement mais vant mieux que sa réputation; par exemple, 7. F94, Da5; 8. Dd2, 66; 9. 0-0-0, b5; 10. Fb3, Fb7; 11. Th-61, 0-0-0; 12. a3, F67; 13. Rb1, Db6; 14. I3. Rb8; 15. F63, Cg5; 16. Fa2 et le petit avantage des Blancs reste insuffisant (Gulko-Petronsian,

NOTES

c) Remongant à la variante du « pion empoisonné » : 7..., Db6; 8. Dd2, Dxb2; comme au « système Polugaievaky » 7..., b5; 8. 65, dx65; 9. fx65, Dç7. Après 7..., Cb-d7 les Blancs peavent engager le combat dans des complications qui leur sont souvent favorables : 8. Df3, Dç7;

12. Cx66! un secrifice classique qui exige des Noirs un sang-froid à toute épreave, fx66; 13. Dx66+, F67; 14. Fx65 ou 14. Fx65 ou 14. Cx65 avec une forte

9. 000, b5; 10. 65, Fb7; 11. Db3, dx65;

d) Une imprécision de taille, presque une erreur. Depuis la célèbre partie Keres-Benko (Belgrade, 1959), on évite ce déve-loppement du C-D en raison de la réplique 9. Fo4! qui fait planer en permanence une menace de sacrifice sur le pion éé. Il est étonnant que le grand maître amé suive pas la ligne usuelle 8..., Dç7.

4) Plus simple que le recul 10. Fb4 qui permettrait aux Noirs de se dégager par 10..., g5 ; 11. fxg5, C65 ; 12. D62, CFg4. /) Après 10..., Cxf6; 11. 0-0-0 les fauts dominent le centre et menscent 64.

g) Les Noirs sous-estiment sans moun doute leur adversaire (une première erreur) et suivent un plan douteux.

A) Un riche sacrifice dont les conséquences sont lointaines mais qui équivant à une réfutation du traitement du début par

Deux pions pour un C mais, en change, une avance de développement et

une attaque facile au centre sur un R en atuation précaire. // Si 13... Fxe3; 14, Dxe3, RfE; 15. 65, Dx65; 16. fxe5 et les Noirs sont perdus. Si 13... Dç5; 14. Td5 et 15. 65.

k) Et non 14..., C66; 15. Dh5+ et 16. Cd5. 1) Une ouverture de lignes décisiv

s) Si 21., Dxa4 ? 22. Cc7 mat. Il est nécessaire de parer la messee 22. Dh5+ suivie du mat.

() Si 22..., FIT; 23. TXIT, TXIT;

memore précinée (24. Txf7). Restait une seule chance : 23..., Cxé5 et, mystère surprenant, let Blancs de penvent gagner par 24. Txf7, Cxf7 (sur 24..., Fxf7; 25. Dxé5 les Blancs conservent leur attaque): 25. Cf6, Fxf6; 26. Dxe5 à cause du mat 26..., Txd1. D'autre part, la suite 24. Cc7+, Dxc7; 25. Fxé6, Txd1: 26. Txd1, Rf8; 27. Fxf7, Cxf7 ne peut suffire aux Blancs qui doivent, dans ces

w) Si 26..., Fxf7; 27. Fxf7 mat.

DE L'ÉTUDE = 1390

u) Memegant, entre autres possibilités, 24. Txf7, Fxf7; 25. Cc7+, Dxc7; 26. Dxf7 mat.

D. GURGUENIDZE. 1988.

(Blancs: Ra8, Tc2, Pg6. Noirs: R62, Tf3.

NOIRS (4) : Rg3, Fd6, Pa3 et

m/ St 15..., Fxb3?; 16. éxf6 et les Blancs gagnent.

a) Et non 16..., Fx65; 17. Th-él avec conditions poursuivre par 24. Dx65, Txf1; 25. Txf1, Fxd5; 26. Dh5+, g6; 27. Dxg6+, Rd7; 28. Td1, Rc8; 29.

b) Ni 17..., Fxb3; 18. axb3, C66; Df5+ suivi de 30. Fxd5 et les Blancs doivent gagner la finale. Chi sacces 22 M. PLATOV (1905) 0) Ni 17... FXh3; 18. axh3, C65; 19. Dh5+.

p) Ni 18... Fxh4?; 19. Dh5+.

q) Ni 19... Fd7; 20. Th-f1, Dg6; 21. h5, D66; 22. Fb3.

r) Après 20... Fxd5; 21. Dxd5 les Noirs peuvent abendonner.

Noirs peuvent abendonner.

SOLUTION

26. Dxf7 mat.

v) Une défense illusoire. 23..., Cf8 et 23..., Cg5 ne parent en anciene manière in Eg4; 4. Tf7 ff (et non 4. Rg8 ?, Rh5 ! et la.

◆8753

♥A8 ♦852

♣AV74

bridge

Nº 1299

VICTOIRE A PLOVDIV u sera interessant de voir le comporte-ment des juniors français anx prochaises Olympiades de Venise car quatre d'entre cux ont été sélectionnés dans l'équipe de France avant même leur victoire au Championnat d'Europe junior de Plovdiv en Bulgarie.

Dans cette donne du match Islande France de ce championnat la demande de la manche à 5 Trèfies et sa réussite

♥863 ♥A942 086 R 1086 ARV109742 ↑5 ♥R1076 ♦ V9732 **↑**432 0 E ♥53 DV8

♣DV975 Nord Quantin 1 ♥ 5 ♣ Thoral

Roi de Pique, et il a continué avec le 10 de Pique coupé par le ? de Trèlle sur lequel Ouest a défaussé le 2 de Carreau. Comment Franck Multon, en Sud, a-t-il gagné CINQ TRÈFLES contre toute défense ?

Il fallait évidemment que le Roi de Cœur soit en Ouest et, pour ne pas per-dre le 10 de Cœur, il était nécessaire que celui-ci soit sec ou second en Est ou bien que le Valet de Carreau ne soit pas quatrième (afin de pouvoir défausser deux Cœurs du mort sur la Dame de Carreau et le 10 de Carreau affranchi). Mais c'était peu probable car Ouest, qui n'avait qu'un Pique, avait certainement le Valet de Carreau cinquième à l'ori-gine et probablement trois ou quatre Cœurs par R 10. Cependant, si Ouest était gardé dans les couleurs rouges, il devenait possible de le squeezer à condidevenant possible de le squegger à condi-tion d'avoir dix levées sûres et pour cela il fallait couper deux Piques (mort inversé) afin de réaliser deux coupes à Pique, deux Cœurs, trois Carreaux et trois Trèfles du mort. Ainsi, après avoir coupé le 10 de Pique et fait tomber l'As

d'atout, Multon a pris la contre-attaque à Carreau d'Est avec l'As de Carreau, et il a joué la Dame de Cœur couverte par le Roi et l'As de Cœur; cusuite, après une deuxième coupe à Pique et le Valet de Cœur, il a tiré tous les atouts du

∇9408**4**10 ♥10**♦**¥97 ♥80RD10

Sur le 10 de Trèfle et la défausse du 8 de Cœur Ouest a été squeezé.

Champion incontesté

caupe américaine sélectionnée pour les Olympiades de Venise, Bob Hamman est considéré comme un des plus grands joueurs mondiaux. Dès 1964, ce brillant joueurs mondaux. Des 1964, ce brillant mathématicien a fait souvent partie de l'équipe des USA, et les donnes qu'il a brillamment jouées ne se comptent plus. Voici par exemple une manche réussie dans une épreuve de sélection, à Memphis, l'année dernière,

♥RD962 1 No. 1 ORDV94 **₽**D98 Ann.: O. don. E. O. vuln (table 1).
Sud Ouest Nord Est
Hamman Kay Wolff Kapian
- 1 passe 2

Kay 1 4 3 4 3♡ COUNTY.... Ouest entama l'As de Pique coupé par Sud qui jous le Rai de Carreau. Est prit de l'As et il coatinus Pique. Com-ment Hamman, en Sud, a-t-il gagné QUATRE CŒURS contre toute

♦ADV964

0 1076

₱R102

Ouest est à la limite entre une ouverture de «1 Pique» et une ouverture de «2 Piques» faible, et ou comprend qu'Edgar Kaplan ait contré 4 Cœurs ». Mais ce contre éclaira le déclarant sur la mauvaise répartition des atonts, et il arriva à joner le coup comme à cartes ouvertes.

a b c d e f q h

BLANCS (3): Rh4, Tx8, C66.

Courrier des lecteurs

Un Grand Maître (1º 1292).

Un lecteur, R. Bismut, fait une brillame remarque au sujet des défausses machiavéliques (10 et 3 de Pique) de Jals au contrat de 3 SA: « Le partenuire Jais au contrat de 3 SA : « Le partenaire de Jais (Pilon) ne risquait-il pas de jeter un de ses deux Piques en pensant qu'il suffisait d'en garder un puisque l'appet de Jais montrait qu'il avait l'As ? Or. si Pilon jette un Pique, le déclarant, après avoir tiré le Roi de Pique, saura qu'il n'y a plus qu'un Pique dehors, et le piège sera éventé. Le calcul de Jais n'était-il donc ser ofeilleux ? ». donc pas périlleux ? »

Non, car Pilon savait, des la deuxième levée, que la reprise de Jais était l'As de Cœur! Pourquoi? Tout simplement parce que, s'il avait eu l'As de Pique, Jats n'aurait pes montré sa préférence » à Cœur en rejouant le... a préférence > 1. Cœur en repusas. 2 de Carreau au lieu d'an gros Carreau! PHILIPPE BRUGNON.

dames

Nº 338

LE COUP ROYAL

des Paye-Bas, 1987

Blancs : J. JACOBS Noirs : Th. STOVERINGK Ouverture : Rapheël. Réplique : Barteling



NOTES

a) Les variantes classiques fourmillent dans ces préliminaires fermées, comme : 2 ... (17-21) ; 3. 31-27 (11-17) ; 4. 43-38 (21-16) ; 5. 49-43 (17-21) ; 6. 37-31 (26-x37) ; 7. 42x31 (21-26) ; 8. 41-37 (20-24), etc. [VOLEL-LOURIVAL, Itmittabs, octo-

b) Même remarque : au troisième temps on joue aussi 3. 43-38 puis (7-

12); 4. 49-4bl (1-7); 5. 31-27 (20-24); 6. 37-31 (14-20); 7. 27-22 (18×27); 8. 31×22 (10-14); 9. 34-29, etc. [BUS-WAL, Hengelo, mars 1987].

bl) 4. 31-27 (17-2); 7. 28-47 (11×22); 8. 34-30 (24-29); 9. 33×24 (23-28), etc. [GALPERIN-SCHWARZMAN, Tel-Aviv, octobre 1986].

c) Les sous-variantes dans les débuts même classiques c) Les sous-variantes dans les débuts, même classiques, ne seront sans doute jamais toutes explorées. Ainsi pour le sentier: 3. ... (17-21); 4. 37-31 (21-26); 5. 43-38 (26×37); 6. 42×31 (7-12); 7. 49-43 (1-7); 8. 41-37 (20-24); 9. 34-30 (15-20); 10. 30-25, etc. [KLAYTON-CLEWBER, Goiània, octobre 1986]. octobre 1986].

cotobre 1986].

d) Aussi sûr que S. ... (15-20);
6. 49-43 (10-15); 7. 41-37 (2-7);
8. 46-41 (5-10); 9. 34-29 (23×34);
10. 40×29 (20-25); 11. 29×20 (15×24), etc. [W. MISLJIN-A. KEI-SELS, Minsk, (éwrier 1986] ou que
5. ... (14-20); 6. 49-43 (2-7);
7. 41-37 (10-14) 8. 34-29 (23×34);
9. 40×29 (5-10); 10. 46-41 (17-21); 11. 27-22 (18×27);
12. 31×22 (21-26), etc. [LEANDRO-JOSÉ MARIA, Goiânia, octobre 1986].

e) Cet échange points se conçoit si les Blancs commusemt tout le système défensif du pion porté à 22.

f) Curieuse, cette hâte avec

Curieuse, cette hâte avec laquelle les Noirs rompent le combat autour des Blancs à 22.

très réduit. - X. Vous laissent stu-

1. C'est encore leur tour. -

Trop, c'est trop. – 3. Capitale.
 Donnai de justes parts. – 4. Nécessitent une décision. – 5. Met ail-

teurs. Pronom. Quand la colère monte. – 6. Donne copie. Se met en pots. – 7. Dans le temps. Peut se

trouver chez le poissonnier. Préposi-tion. – 8. Redoutable pour le bébé.

- 9. De même. Pronom inversé. -

10. Une thèse la réclame. - 11. Peut

g) Le premier temps du cata-

i) Cet enchâssement du pion 32 à la case 21 enrichit le mécanisme, inédit bien sur dans la rubrique, et renforce notablement l'effet dévastateur de la combinaison.

J) La première principale caracté-ristique du COUP ROYAL tient, dans catte position, à cette prise de trois pions par le pion noir à 23.

k) Cotte rafle immédiate par le pion blanc à 40 constitue la acconde principale caractéristique du COUP ROYAL.

// Le chaton éclate et le pion enchâssé est promu « dame » à la case m) Force.

n) Dame prise, noirs B+1! Après les notes est proposé un piège tendu par les Blancs, qui invitent les Noirs à exé-cuter un COUP ROYAL maquel ils répli-quent par un brillant et meurtrier mou-

o) Que reste-t-il de mes amours pour ma position de début, sougent pro-

bablement les Noirs, déjà soumis à un travail de sape.

p) Occupation du centre, dans cet

état de force tranquille, privilège de la supériorité d'une unité. appendité d'une unuie.

q) Il est difficile, pour les deux camps, alors que les forces se trouvent relativement disséminées, d'imaginer un plan d'ensemble évolutif. Et ne nous y trompous pas : c'est dans ces caux maintenant apparemment calmes que se construisent les finales gagnantes ou que se situent fréquemment l'origine des défaites.

r) C'est à partir de ce schéma clas-sique que le fiandicap d'une unité va peser lourdement pour les Noirs.

ROYAL sur doux continuations: Allin .

— sur 33. — (11-16); 34. 27-21! (17×26); 35. 32-27 (23×34) [la pre-l'alla originale estractéristique du

(13-24); 33. 36-21 (23×34) [la première principale caractéristique]; 36. 40×18! [la seconde caractéristique]; 4. - sur 33. ... (13-18); 34. 27-22 (18×27); 35. 32×12 (23×34); 36. 40×9!; 4.

1) Force. u) Evidemment, mais les Noirs en pouvaient mais.

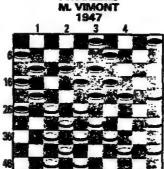
v) Sacrifice forcé.

w) Les Blanes pensent à tout face aux Noirs qui jouent pour la nulle. x) Repoussant un Noir sur ses arrières avant de foncer à dame.

y) Joli finale des Blancs par leur rigneur dans le cal-le choix des cases. cur dens le calcul des temps et dans

an passage à dame (24×29) [Les Noirs tombèrent dans le piège] 33×24 (19×30) 28×17 (11×31) par le COUP ROYAL suivi de la fule 35×24! (31-36 forcé) 25-20!! (36×47) 37-31! (26×28) 38-33 (47×29) 24×4!!, dame sur le thème du COUP RENVERSE, + magnifique en jouant. JEAN CHAZE.

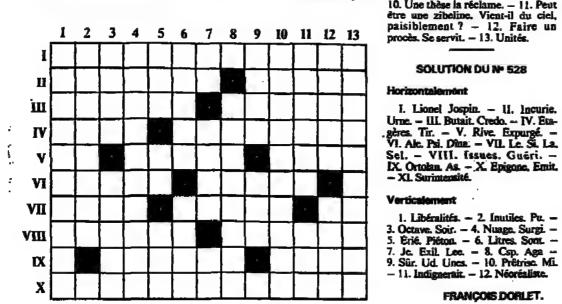
PROBLÈME



Les Blancs jouent et tentent la

mots croisés

Nº 529



Horizontalement

réussi, comme sujet. Porté.

I. Quand on les chambre ce n'est pas mieux. - II. N'est pas très vivait peut-être au temps du lion. Se bourre de viande et de fromage. -V. Adverbe. Liquider le liquide. —
V. Note inversée. Vieil indien. Se perdit. — VI. Pour certain tissu. Rivière du 2. — VII. On connut mieux son fils. Vous sauta dessus. Grecque. - VIII. Demande des poids. Le vilain le fera si vous êtes dur avec lui. - IX. Légères. Espace

SOLUTION DU Nº 528

I. Lionel Jospin. - II. Incurie. Urne. - III. Butait. Credo. -- IV. Etagères. Tir. - V. Rive. Expurgé. -VI. Ale. Psi. Dînz. - VII. Le. St. Le. Sel. - VIII. Issues. Guéri. -IX. Ortokan. As. - X. Epigone, Emit. - XI. Surintensité.

1. Libéralités. - 2. Inutiles. Pu. -Octave. Soir. - 4. Nuage. Surgi. -5. Érié. Piéton. - 6. Litres. Sont. -7. Jc. Exil. Lee. = 8. Csp. Aga = 9. Sür. Ud. Unes. = 10. Prêtrisc. Mi. 11. Indignerait. - 12. Néoréaliste.

FRANÇOIS DORLET.

anacroisés

Nº 530

I. AELOTUY. - 2. DEELLOPU. -3. AAAEGNTV. - 4. CEORRTU (+1). - 5. EEIIRSS. - 6. EEIRRTV (+2). - 7, EILPRT. - 8, EESSTUU. - 9, ABEEGINRU. -10, EIORSSSZ.- 11, EILOPRUV. -12. AEEGNRSS (+1). -13. AAEINRR. - 14. BEIORSS. -15. ADEEELRZ. - 16. EIMNORT (+ 2). - 17. EGOSSS. -18. CDEEEINV. - 19. EEELSTU. 20. AAINSSSS.

21. AEELTTY. - 22. EGLOOPRU. - 23. AELRRSU (+ 2). -24. AEEKNSY. - 25. AEEEGILS. -26. EHINRSU. - 27. EILSTU. -26. EHINKSU. - 27. EIILSTU. - 28. AAERRST (+3). - 29. DEEGIS. - 30. DEIRST (+1). - 31. EEIPRU. - 32. BEEORRU (+2). - 33. EEEPSSTT. - 34. BEILLRS. - 35. GILNOOPS. - 36. AEGNOSU (+1). - 37. EEIOPSSS (+1). -38. EILNRSUU. - 39. AEIPRRT (+ 2). - 40. AEEELRTZ. -

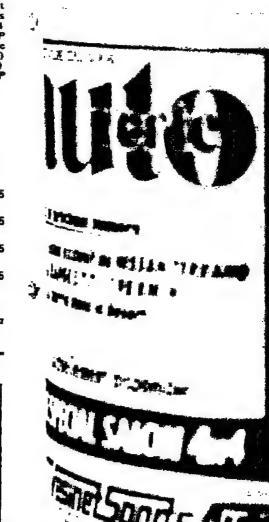
Les annervisés sont des mots creinés dent les 12 définitions sont les lettres de 5 Les chilles qui sufrest certains 67 tiruges corres-posient au non-ire d'ausgranmac mills, on post inguer. Tous les mais figurent is dans in première il partie du Petit il invonce illagire de Pumée. (Les 17 nome propret me sont per admir.)

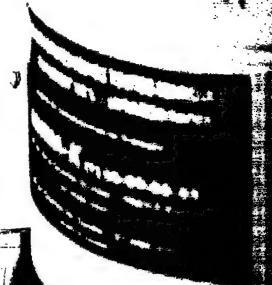
SOLUTION DU Nº 529

I. SOBRIETE (BETOIRES). —
DATASSE. — 3. UNIOVULE —
RINGARD (GRANDIR). — 2. DATASSE. - 3. UNIOVULE. 4. RINGARD (GRANDIR). 5. UTERUS (SUTURE TUEURS). 6. ENCOLURE (ENCLOUER). 7. TRIPOUS. - 8. QUIRITES, citoyen robain (REQUISIT). - 9. SOUVENU. - 10. EREINTAS (ARSENITE, etc.). - 11. ABJUREE. 12. POLICIER. - 13. CRENAIT (CARLENT, etc.). - 14. CITERNE (CINTREE CRETINE ECRIENT). 15. AIREDALE (DELAIERA).
22. OLIBRIUS. - 23. BANLIEUE. 24. LUNETIER. - 25. INAVOUES (EVANOUIS). - 26. RAREFIE (REFARI). 27. TUDESQUE. - 28. ETETAIT. 29. INCLINE. - 30. PLANEZE. 31. INOUISS. - 32. AVULSION. 33. TUTRICE. - 34. ALERTE (ALTERE, etc.). - 35. CEDANTE (DECANTE). - 36. SEREUSES. 37. IRANIEN. - 38. JUBARTE. 15. AIREDALE (DELAIERA). 16. OSSIFIA. - 17. ESTONIEN (TISONNEE). - 18. PEINIEZ. -

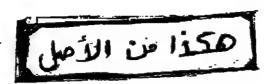
19. EROGENES. - 20. SIROTAS (ASSORTI RASSOIT ROSSAIT SORTAIS). - 21. ACCROIT. -22. OLIBRIUS. - 23. BANLIEUS. -

> MICHEL CHARLEMAGNE at MICHEL DUGUET.





مكذا من الأصل



Automobile

Les vertus de la transmission intégrale

ORS de son « Heure de vérité », sur A 2 (le Monde du 5 octobre), Jacques Calvet répondant à un téléspectateur inquiet de l'absence des constructeurs francais sur le marché des 4×4, a indiqué, évoquant le «scoop», que PSA, dont il est le PDG, allait sortir une BX 4×4 et une 405 4×4. De fait, une BX 4×4 est déjà sur le stand de Citroën au Mondial de l'automobile, porte de Versailles, et une 405 4×4 va être présentée au début de l'année 1989. Il allait de soi que, à partir du moment où Citroën lançait son modèle, Peugeot ne pouvait qu'en faire autant, appartenant au même groupe et disposant de la même « banque d'organes ». Affaire de stratégie.

Jacques Calvet aurait pu ajou-ter que Peugeot, en collaboration avec Mercedes, produirait depuis deux ans un engin baptisé P 4, distribué dans sa version « civile » par le réseau au prix de 204 000 F. Il s'agit en effet, à l'origine, d'un véhicule destiné à l'armée qui, disent les mauvaises langues, n'a pas connu la diffusion que l'on en attendait. Au moins a-t-il le mérite d'exister et, par-là, de prouver que les constructeurs français, toujours un peu lents à la détente quand il s'agit de se mettre à l'eau, étaient en mesure de fabriquer ce type d'engin gosté par les ori-ginaux en mal d'épate, les aventuriers et les fanatiques des grands espaces.

Ne pas confondre

Au-delà de ces considérations, il importe de noter qu'il y a dans l'esprit du grand public beau-coup de confusion à propos des 4 x 4. Les constructeurs, certains du moins, ne sont pas, dans cette histoire, tout à fait innocents, qui, jouant sur la parenté, font prendre par des ballots des voitures dites « tous chemins » pour des véhicules dits tout terrain.

Peu de véhicules vraiment « tout terrain » sont sur le martanniques (Rover), japonais

Acres de la contrata del contrata de la contrata del contrata de la contrata del contrata del contrata de la contrata del contrata del contrata de la contrata del contrata de la contrata del contra

(Nissan, Toyota, Mitsubishi), soviétiques (Lada) et améri-cains. C'est dans ces pays que l'on trouve les vrais amateurs de ce type de véhicules nés pendant la dernière guerre et fabriqués à des centaines de milliers d'exemplaires (Jeep). Un court séjour aux Etats-Unis, notamment dans l'Ouest, révèle à ce propos à quel point ils sont entrés dans les mœurs. Cela explique que les constructeurs japonais se soient lancés dans la fabrication de ces véhicules avec un tel enthousiasme, sachant fort bien que, le terrain américain une fois conquis, le déserlement sur l'Europe et les autres marchés

ne pouvait que suivre. Pour être clair et simple, il convient, dans le royaume des 4×4, de distinguer essentiellement deux catégories de véhicules : ceux dits « de franchissement », appelés aussi « gros 4×4 » et ceux dits « à transmission (on traction) intégrale ». On retrouve dans cette distinction les vrais « tout terrain » cités plus hauts et destinés à passer là où les autres engins capitulent, par opposition aux berlines, breaks et autres pick-up munis de quatre roues motrices dont deux peuvent être éventuellement débrayées. L'engouement actuel pour les

voitures à quatre roues motrices - tous les constructeurs étrangers ou français en ont dans leur catalogue - remonte à l'appari-tion, en 1980, de l'Audi Quattro. Les conducteurs de telles voitures s'aperçurent que l'appari-tion de la motricité sur les quatre roues apportait, en utilisation courante, une sécurité supplémentaire flagrante. Elle se manifestait surtout sur les revête-ments mouillés, boueux et, en tout état de cause, glissants. Aussi ne peut-on que se réjouir de la multiplication des versions à transmission intégrale. Ce n'était certes pas une découverte pour les ingénieurs, mais le 4 x 4 devait ainsi faire son entrée dans le grand public et occuper depuis lors une place non négligeable sur les marchés.

La popularité de ce type de mission sur les quatre rones, on rapide qu'elle ne l'a été jusqu'ici véhicule lancé par Audi est ne s'étonnera pas que les en France. En 1987, si l'on venue ensuite d'Italie, avec la Panda 4 × 4, véritable lutin passe-partout dès qu'il pleut, neige ou glisse. Plus tard est arrivée la Y10 de Lancia Autobianchi. Ces deux petites voitures sont à transmission encienchée, et l'Antrichien Steyr Puch en avait au moins pour une part imaginé le procédé.

En effet, il faut à nouveau faire des distinctions et savoir que les transmissions intégrales peuvent appartenir à deux types système : la non-permanence de la transmission intégrale (c'est-à-dire que, par poussoir, on enclenche ou débraye la motricité sur les quatre roues) et la permanence de la transmis-sion intégrale (c'est-à-dire que la motricité est branchée d'origine sans intervention du conducteur). C'est à ce dernier type qu'appartient la BX Citroën 4 × 4 annoncée par Jacques Cal-vet., comme l'Audi Quattro, les Ford Sierra ou Scorpio 4 × 4, la Honda Shuttle RT, les Lancia Prisma 4 × 4, les Mazda 4 × 4 626, Nissan Blue Bird 4 x 4, Renault Espace Quadra, VW Golf syncro, la Mercedes 4 Matic et les Toyota Corolla

Différentiel

Dans la transmission permanente apparaît un différentiel central, absent dans la transmission « non permanente » du moins pas de façon obligatoire.

On trouve chez Alfa-Romeo (33), Autobianchi (Y10), Fiat (Panda), Nissan (Sunny et Space), Mitsubishi (Space), Renault (21 Nevada), Toyota (Tercel), Subaru (Rex et Justy), Suzuki (Jimy), des versions 4 × 4 non permanents

qui s'intègrent dans les gammes. Dans le cas précis de la BX, on trouvers trois différentiels (un avant, un central et un arrière à glissement limité). C'est le 1905 centimètres cubes qui a été choisi comme moteur. Devant l'évidence que procure, en matière de sécurité, la trans-

protos » présentés par Renault, compte dans les chiffres les gros Peugeot et Citroën au Salon et figurant l'avenir soient tous trois des « quatre roues motrices », 11 en fait pas de doute que la en tête avec 44 000 voitures ne fait pas de doute que la transmission intégrale devrait Suisse (30 000), la Grandeconnaître, pour l'ensemble des

4 × 4 et les « transmissions intédevant l'Italie (30 500), la Bretagne (16 000), l'Autriche marchés, une expansion plus (11 500) et la France (10 000).

Après la banalisation de la traction avant, et désormais sortie du stade de la confidentialité pour devenir, en grande série l'un des atouts de la sécurité, au même titre que l'ABS un jour. la transmission sur les quatre rones d'une voiture ne peut que connaître des lendemains qui chantent.

CLAUDE LAMOTTE.



▲ La Nissan Patrol 4 ou 5 cylindres, turbo ou non. La réputation de ce gros 4 × 4 n'est plus à faire (13) 000 à 172700 F). ► La Jeep Cherokee Limited La Jeep Cherokee Limited 4 portes, 5 places, distribuée par Renault: moteur essence, 6 cylin-dres, 3998 cm², 128,4 kW (178 ch) à 4550 t/min, boite de vitesses mutomátique à custum est

a 4530 1/min, boile de vitesses automatique à quatre rapports avec pilotage électronique et blocage du convertisseur, boile de transfert avec différentiel interpont verrouillable permettant de rouler en 4 × 4 permanent, en 4 × 4 temporaire avec ou sans réduction, ou en 4 × 2, pont arrière avec différentiel à glissement limité, vitesse maxi 170 km/h. De. son côté, la firme portugaise De. son côté, la firme portugaise UMM diffuse un 4×4 doté d'un Peugeot Indenor diesel suralimenté de 2500 cm²(124000 F).





Actuellement disponible:

LE SPECIAL SALON 4x4

DODGE RAMCHARGEUR

PAMAX SA. 6, rue Gumbetta 931201A COURMEUVE TÉL. : 48-38-92-43 - Télex

LAND SERVICE PIÈCES DÉTACHÉES POUR LAND ROVER

STOCK IMPORTANT - PRIX COMPÉTITIF SPÉCIALISTE SÉRIE I, II, III - PRÉPARATION SAFARI **ACCESSOIRES, GALERIES GRAND RAID**

Liste de pièces et tarif sur demande Ouvert vendredi, semedi, dimanche et lundi, le reste de la semeine sur rendez BP 9 - 1 bis, rue de la Mairie

Ambleville, 95710 BRAY ET LU Tél.: (1) 34-67-76-85

Carte de crédit per téléphone - Expédition en 24 heures dens toute la France





75015 PARIS 2 45756280 MINITEL 3615 CODE DARLMAT

VÉSINET SPORT AUTO 67, ROUTE DE MONTESSON 78110 LE VÉSINET TÉL. 39-52-97-29 39-52-08-77

- Service après-vente
 Pièces détachées pour Daihatsu, Isuzu, Suzuki, Subaru
- Expédition pièces France et étranger - Transformations moteurs, suspensions Santana/Suzuki
- Accessoires JTT toutes marques
- Pneumatiques HYTRACK
- Hard Tops Halsbeck

% SUR VOITURES NEUVES TOUTES MARQUES FINANCEMENT 100 % - LIVRAISON RAPIDE auprès de concessionnaires français

CENTRA-K (1) 60-09-55-55 14, av. de la Grande-Armée - 75017 Paris

sur rendez-vousi 34, av. Charles-de-Gaulle - 91380 Chilly Spécialisé depuis 15 ans dans « l'assurance Passion » (notemment véhicules de collection) propose des conditions tarifaires exceptionnelles pour les 4 × 4 De 1800 Fà 5200 FTTC Garanties tons risques, tons usages

Zone unique - France entière CABINET J.-P. SERVAT Toutes assurances

Jean-Paul SERVAT

e commercial da Village anglais 77340 PONTAULT - COMBAULT Tél.: 60-28-80-98

Turbo Intercooler 110 Ch. ça c'est beau!...



Le passe-partout qui ne passe pas inaperçu UMM France 16, avenue de la Grande Armée 75017 PARIS

AUTO-RADIO

POSE IMMEDIATE PAR SPÉCIALISTE

FORFAIT MONTAGE à partir de 95 F

93, AVENUE D'ITALIE 75013 PARIS

TÉL.: 43-31-73-56

« C'est l'Europe qui vous invite »

Le pape devrait arriver le samedi 8 octobre à Strasbourg pour une visite de quatre jours dans l'est de la France.

STRASBOURG de notre envoyé spécial

Encore? Jean-Paul II s'est très sérieusement posé la question, voilà un an, dans son bureau du Vatican. Devant lui, Mgr Charles Amarin Brand, évêque de Strasbourg, évo-quait sa venue espérée en Alsace et ceuropéennes... Et le pape, touché et cembarrassé : • Ah! Mais c'est la quatrième fois que je vais venir en France... Est-ce qu'on ne va pas trouver que cela fait beaucoup?

Quatre voyages sur cette terre de France – certes bien sympathique et chrétienne – contre deux en Espagne, Quatre contre deux visites en République fédérale d'Allemagne. Quatre contre trois séjours en Pologne où il fut Karol Wojtyla, car-dinal archevêque de Cracovie. A ce compte-là, les Français n'allaient-ils pas se lasser de ses faveurs? Et pour tout dire, l'Eglise de France ne péchait-elle pas par un pieux opti-misme? A l'inverse, les autres pays européens ne se vexeraient-ils pas de ce qui pent passer pour une prédilec-tion ou, pis, un favoritisme?

« Ne le croyez pas un instant, très Saint-Père », cut l'occasion d'intervenir M. Marcelino Oreja, secrétaire général du Conseil de l'Europe, fort de vingt et un Etats membres.

C'est l'Europe qui vous invite.

put renchérir lord Henry Plumb. président du Parlement européer vitrine de l'Europe des Douze. Et de fait, en venant à Strasbourg, Jean-Paul II se rend prioritairement

et leurs représentants. En atterrissant, le samedi matin 8 octobre, à l'aéroport d'Entzheim, c'est à Europe des démocraties, à l'Europe tout court qu'il pensera, quand bien même les Français croiront ce geste de paix destiné à leur

Les catholiques d'Alsace, des diocèses de Metz et de Nancy-Toul se consoleront en sachant que le pape leur consacre finalement la plus grande part de son emploi du temps durant son séjour dans l'Est. lemps durant son sejour dans l'Est.
Dès samedi – après un entretien
privé avec le président François Mitterrand et la présentation de la Bible
de Gutenberg par M. Emmanuel Le
Roy Ladurie, administrateur général de la Bibliothèque nationale, – la « papamobile » traversera Stras-bourg, signe bien visible que le rendez-vous avec l'Europe se double d'une visite pastorale. Une ofiébra-tion eucharistique dans la cathé-drale de Strasbourg, enfin débarrassée de la plupart de ses échaufadages, sera suivie par une rencontre au stade de la Meinau avec l'« Europe des jeunes ».

Comme on ne rassemble pas quarante mille personnes sans danger, fut-ce dans un stade, comme ancun officiel ne peut dire précisément combien de fidèles et de carieux suivront les autres interventions du pape, quelque dix mille fonction-naires des forces de l'ordre ont été mobilisés afin d'assurer la protection de Jean-Paul II et celle de la foule. Un service d'ordre peut-être excesaif.mais rassurant qui fait dire au préfet de région, M. Mahdi Hacène: « J'ai ce qu'll me faut. » En fait, après avoir longtemps

papale en une grande variété d'évé- déplu à Jean-Paul II... Enfin la

C'est ainsi que les temps forts, ou voulus tels, ne manqueront pas dans la journée de dimanche. Que l'on en juge : rencontre et recueille avec des haudicapés au centre Louis-Braille, à l'abri de toute «indiscrétion» télévisée, discours dans l'église protestante Saint-Thomas, entretien avec les responsables des communautés juives de Strasbourg et du Bas-Rhin à l'arche-vêché, visite, discussion et discours au port autonome de Strasbourg avec les travailleurs du port et de la batellerie rhénane. Tout cela sans compter une célébration eucharistique, à nouveau au stade de la Meinau, au cours de laquelle un appel sera lancé pour que s'affirment de nouvelles vocations de prêtres, et une adresse lancée sur le parvis de la cathédrale à l'occasion de la fête du bimillénaire de Strasbourg.

Durant cette visite, l'avion et l'hélicoptère ne seront pas de trop pour suppléer les deux « papamo-biles » venues du Vatican. La journée du lundi, consacrée à la Lorraine, permettra à Jean-Paul II de célébrer l'eucharistie dans la cathédrale de Metz puis de filer sur Nancy où il parlera aux quatre cent cinquante délégués (religieuses, prê-tres et laïcs) du diocèse rénais en synode, mais sans engager de dialo-gue avec eux, avant de participer à une célébration devant plusieurs dizaines de milliers de fidèles place Carnot

Le minutage particulièrement contraignant de cette journée a exclu tout pèlerinage sur la tombe de Stanislas l'a Leszczynski (par deux fois roi de Pologne au dix huisière siète). hésité, les autorités religieuses ont remoncé à organiser un rassemblement de fidèles unique et gigantesque, préférant fractionner la visite deux fois roi de Pologne au dixbustième siècle), enterré en l'église Bonsecours, même si l'hommage à son « compatriote » n'aurait pas

duira par une visite sur le mont Sainte-Odile et une bénédiction de la plaine d'Alsace ainsi que par pouvelle célébration encharistique à Mulhouse.

L'esprit d'Helsinki

Ce programme, non exhaustif, donne la mesure de l'ampleur de la visite pastorale greffée sur les rendez-vous avec les institutions européennes. Afin de ménager leurs susceptibilités respectives, Jean-Paul II s'adressera, samedi, au Conseil de l'Europe, et seulement mardi au Parlement européen. Nul ne pourra sinsi confondre l'Europe des vingt et un, soucieuse de faire progresser la réflexion des démocra-ties européennes sur des sujets comme la bio-éthique, l'environnement, la télévision transfrontières et les nouvelles pauvretés, et l'Europe des Douze, plus concernée par les futures intégrations économique et

Rendons à M. Marcelino Oreja, secrétaire général du Conseil de l'Europe, ce qui lui revient. C'est lui, le premier, qui a invité le pape alors qu'il assurait la présidence du comité des ministres des vingt et un en 1980. Ancien ministre espagnol des affaires étrangères, démocratechrétien d'inspiration, il sait que Jean-Paul II évoquers la question des droits de l'homme devant la

Mais il espère aussi que ce pape polonais parlera d'une « grande Europe ». · Nous devons, maintecommune. Voilà une possibilité d'associer nos pays. Dans cette optique, des délégations de respon-sables hongrois, polonais et plusieurs membres du Soviet suprême ont déjà été recus depuis un an et demi à strasbourge.

a Strasbourg.

Ce rêve d'un renouveau de l'esprit d'Helsinki est à coup sûr tentant.

C'est justement celui qui avait animé l'archevêché de Strasbourg en mettant sur pied la rencontre du pape avec l'a Europe des jeunes.

Mais le rêve d'unir, le temps d'une soirée, les ieunes de l'Onest et coumais le reve d'unir, le temps d'une soirée, les jeunes de l'Ouest et ceux de l'Est est devenu utopie depuis plusieurs semaines au gré des réponses négatives et désolées des

communautés catholiques de Lituanie et de Tchécoslovaquie. Quelques groupes d'Allemands de l'Est et de Polonais seront heureusement plus fournis. Mais les visas accordes au compte-gouttes permettront tout juste à une trentaine de Hongrois d'être présents. Dommage. Nous avions espéré, note simplement polonais aux jeunes venus de Varsovie, de Cracovie et de Gdansk.

LAURENT GREILSAMER.

De Strasbourg à Mulhouse

9 h 45 que Jean-Paul II doit arriver à l'aéroport d'Entzheim-Strasbourg. A la préfecture, à 10 h 25, il aura un A la prefecture, a 10 n 25, n aura un entretien privé avec M. François Mitterrand, président de la République, puis rencontrera les responsables régionaux. Il prononcera en fin de matinée une allocution devant le Conseil de l'Europe et à 13 heures rencontrera les juges de la Cour européenne des droits de l'homme.

A 16 h 30, Jean-Paul II célébrera une messe à la cathédrale de Strasbourg et, à partir de 19 heures, au stade de la Meinau, présidera une rencontre avec des jeunes venus de divers pays d'Europe.

Dimanche 9 octobre : après une rencontre à 8 h 15 avec des handicapés au centre Louis-Braille de Strasbourg, le pape retournera à la Meinau pour un rassemblement encharistique. A partir de 15 heures, il remontera le Rhin en bateau, en nont, d'abord regarder vers l'Est. direction du port de Strasbourg, nous a-t-il déclaré. Nous avons un patrimoine commun, une histoire liers. A 17 h 15, à l'église luthé-

entretiens avec les responsables protestants de la région, et avec la communauté juive à 18 h 30 à l'archevé-

Paul II arrivera à l'aéroport de Metz à 9 heures et célébrera la messe dans la cathédrale de la ville. A 12 h 15, il prendra la route pour Nancy où, à 13 h 15 à la cathédrale, il rencontrera les membres laïcs du synode diocéséan et présidera à 16 h 45 un rassemblement place Carnot.

· Mardi 11 octobre : le pape se rend au mont Saint-Odile pour une rencontre avec des prêtres et des religieux. A 11 h 15, il prononcera son discours attendu au Parlement européen de Strasbourg. A 14 h 50, il s'envolera pour Mulhouse en helicoptère et célébrera à 15 h 45 une nouvelle messe. Avant la cérémonic de clôture à l'aéroport de Mulhouse-Bâle, Jean-Paul II aura un entretien avec M. Michel Rocard, premier

JUSTICE

La fronde des gardiens de prison

(Suite de la première page.)

On tient et on tiendra jusqu'au phare qui depuis toujours donne le « la » aux autres prisons de France, baromètre fiable des mouvements comme de leurs gardiens, — la Santé est comme entrée en résistance.

Sitôt nommé médiateur, M. Gilbert Bonnemaison ne s'y est pas trompé, en commençant par elle, l'énorme prison dans la ville, sa prise de contact éclair avec les gardiens en colère. Il faut l'imaginer, arrivant dans la nuit, somnant à la grande porte blen canard de la maison l'arrêt, parti à la rencontre de la fronde. Il a vu ceux qui passaient la nuit à la prison. La base, qui a tout déballe. Les rancœurs, les espoirs, l'écourement d'être toujours considérés comme des moins que rien », raconte un observateur. « Monsieur Prison » a-t-il été édiLe piquet de grève a fait un peu de manvais esprit et a mis quelque temps à lui ouvrir la porte.

A son départ, symboliquement, pour bien montrer qu'on ne se laisse pas amadouer facilement, on a durci le piquet. - Pour nous, il peut venir le piquet. - Pour nous, il peut venir tant qu'il veut, ça me change rien. Là-haut. à Paris, il faudra qu'ils cèdent, c'est tout », dit un membre de l'intersyndicale. Et là-haut, à Paris, l'embarras est grand et insi-diense l'angoisse de parvenir enfin à sortir de cette crise dans sa détermidans ses formes que dans sa détermi-

Arrivé avec deux beures de retard à la chancellerie, M. Gilbert Bonne-maison, le 6 octobre à 19 heures, a l'intersyndicale. A 23 heures, c'était

plémentaires, la parité rapide de la prime de risque avec celle des policiers, des moyens accrus pour améliorer les conditions de travail, le

leurs adhérents à poursuivre le mou-vement, ont été intraitables : « On veut le cinquième, on ne cédera pas. Vieille revendication, tout récemment mise en avant lorsque bon nombre d'autres paraissaient pouvoir être satisfaites, et qui per-mettrait aux surveillants de partir à mettrait aux surveillants de partir à la retraite à cinquante ans, sans diminuer leur pension. Ce fut, on s'en doutait de part et d'autre, la rupture. Comment toucher — pour une catégorie qui n'est pas parmi les plus défavorisées — au régime déjà si problématique des retraites, sans décleacher une réaction en chaîne dans l'acceptable de la fonction mubil. dans l'ensemble de la fonction publi-que? M. Gilbert Bonnemaison est donc reparti bredouille. Il poursui-vra les négociations avec Matignon

ment continue. Plus d'une centaine d'établissements pénitentiaires sur cent quatre-vingts sont touchés.
Cent cinquante maisons d'arrêt provisoires, dans les dépôts, les commissariats, les gendarmeries, ont été inssariats, les gendarmeries, ont été installées avec des bonheurs divera 470 détenus s'y entassent. Ainsi, à Bobigny (Seine-Saint-Denis), une mission d'observation (CFDT, Syndicat des avocats de France, Fédération autonome des syndicats de police, Syndicat de la magistrature) a constaté, au dépôt du tribunal préva pour 16 à 20 personnes maximum, la présence de 61 détenus dont 3 mineurs. « Dans chacuse des selze 3 mineurs. « Dans chacune des seize cellules de 1 mètre sur 2, sont insceltules de l'métre sur 2, som ins-tallés deux détenus, dans les grandes cellules de quatre à six. Il n'y a éucune aération. Le jour, les cellules sont ouvertes, les couloirs occupés. La promenade se fait par quatre dans un passage accueillant habituellement les camions en protrois douckes, cing lavabos et quinze WC. A Créteil (Val-de-Marne), deux détenus ont fait une tentative de suicide et un autre au

dépôt.

Mais les syndicats, qui appellent et essaiera d'arracher quelques nou-velles concessions. A ce moment-là nent, on reprendra contact.

Désormais enraciné, le mouvevenance de Fleury-Mérogis. Il y a

Les avocats, les manistrats, se mettent eux aussi de la partie. Sou-tenus par l'ordre, les délenseurs des membres d'Action directe, poursaivis pour le meurtre de Georges Besse, qui n'ont pu, du fait du blocus des parloirs, rencontrer leurs clients, devaient demander le renvoi du procès. A Evry, les avocats multiplient aux juges d'instruction des demandes de mise en liberté justifiées par les atteimes aux droits de la défense.

Pour nombre de juridictions nales, c'est le chômage technique. Les juges d'instruction ne peuvent plus entendre les prévenus incar-

fié? D'un coup d'avion, il est allé à à nouveau la rupture. Pourtant, dans cérés, ils renvoient aux calendes sans doute faute de confrance faire Lyon, pois aux Baumettes, à Marsa sa besace, il apportait de nouvelles grecques auditions et confronta- jouer à son directeur de l'adminis-In trise partois ble - ont abouti à l'impasse que l'on sait. Ce n'est pas le moindre des paradoxes: il a fallu – alors que l'on du sérail presone unanimement res pecté et perçu comme un technicien hors pair - aller chercher un homme politique chevroané pour tenter de dénouer la crise.

Encore s'y est-on pris trop tard. Entraînés dans un mouvement qui les surprend eux-mêmes, les gardiens de prison semblent mettre en avant des revendications catégorielles qui ne sont pas le fond du pro blème. « Ils se livrent à une vérita ble révolution culturelle », dit un responsable de l'administration pénitielle qu'ils jettent à la figure de ces magistrats chargés de les contrôler et qui les prennent pour des

abrutis », souligne un antre. Sans doute pour comprendre ce qui se passe, fallait-il aller en prison, écouter ces hommes en colère dont on a un peu vite voulu croire qu'ils n'étaient que manipulés. Chausser d'autres lunettes, en somme. Aujourd'hui, prisons, palais de jus-tice et même commissariats sont pris dans la tourmente. La situation est intenable et sous les pas du ministre de la justice, le terrain, cha-

que jour un peu plus, se dérobe. AGATHE LOGEART.

 Manifestation de la CGT itentiaire à Paris. — Répondant à l'appel de la CGT péritentiaire, une cinquantaine de surveillants de pri-son ont manifesté, jeudi 6 octobre, place Vendôme, devant le ministère de la justice. Cette petite manifesta tion, qui s'est déroulée sans incident s'est dispersée après qu'une déléga tion eut été reçue à la chancellerie.

La cour de Chambéry déclare criminelle une agression de militaires contre des Maghrébins

Dans un arrêt rendu le jeudi 6 octobre, la cour d'appel de Chambéry (Savoie) s'est déclarée incompétente pour consaître d'une agression raciste qu'elle estime être, non un délit comme l'avait qualifiée le ministère public, mais un crime passible de la cour d'assises. Il s'agit de l'attaque par trois militaires d'un café fréquenté par des immigrés maghrébins à Chambéry.

4000

4.5

THE STATE OF

10 A 🚓

CHAMBÉRY de notre correspondant

Dans la soirée du 16 février 1987, M. Pascal Mary, vingt et un ans, caporal au treizième bataillon de chasseurs alpins, accompagné de deux autres militaires, qui faisaient le guet - MM. Stéphane Bellanger et Jean-Marc Garcia - avait tiré huit coups de feu dans le bar de M. Salah Boudefar. L'un des consommateurs, M. Mustanha Charaoui, fut atteint et perdit totalement l'usage de l'oreille gauche, souffrant aussi de troubles visuels

Quelques mois plus tôt, le 24 septembre 1986, M. Mary s'en était déjà pris au même établissement, lors d'une attaque qui n'avait pas fait de victime. Pour expliquer son geste, le jeune militaire avait déclaré, dans un premier temps, » ne pas aimer les Arabes ». Puis il indiqua qu'il avait voulu se venger après avoir été éconduit.

Amené à juger ces deux affaires, le tribunal de grande instance de Chambéry s'était, le premier, déclaré incompétent le 14 septem-bre 1987, malgre les réquisitions du procureur de la République, M. Eric de Montgolfier (le Monde du 18 septembre 1987). Après s'être donné le temps d'un supplément d'enquête, la cour d'appel a, en partie, confirmé son jugement.

Si, pour l'agression du 24 sentem bre 1986, elle a condamné M. Mary à deux ans de prison et son com plice, M. Bellanger, à quatorze mois de prison dont douze avec sursis, elle a jugé, dans l'autre cas, en retenant l'accusation de coups et blessures volontaires avec arme et préméditation ayant entraîné une infirmité permanente, que les faits relevaient de la cour d'assisse. Cet arrêt rejoint ainsi les réquisitions du substitut général, M. Salfati, ainsi que les conclusions des parties civiles, le MRAP, la Ligue des droits de l'homme et le Comité de solidarité avec les travailleurs immigrés de

MICHEL DELBERGHE.

La FASP demande le rattachement des personnels pénitentiaires au ministère de l'intérieur

durer » : la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) tire le signal d'alarme sar l'« attente » et le « pourrissement » qui, selon elle, caractérisent le conflit pénitentiaire. Elle demande que l'on mette fin à la réquisition des policiers pour garder les détenus qui ne peuvent être normalement incarn cérés. La FASP met également es avant une solution inattendue : le rattachement des per-sonnels pégitentiaires au minis-

On est proche de la saturation et de l'explosion », assure la FASP. Jeudi 6 octobre, le nombre de perdans les dépôts des palais de justice rides départements dépendant du Secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP) de Paris s'élevait à deux cent quatrevingt-quinze. La limite des capacités était atteinte dans les dépôts de Paris, de Seine-Saint-Denis et du 2 Val-de-Marne ainsi qu'en province ¿:où, faute de dépôts, de simple com-1 missariats sont transformés en maisons d'arrêt auxiliaires. c - On nous oblige à nous transfor-

mer en matons, alors que nous ne

E sommes pas formés pour cela, ni é équipés, affirme la FASP. Cette

situation ne peut plus durer. Ni

z enfermés sans hygiène, sans droit de

e visite, sans promenade, sans contact

avec leurs défenseurs. Ni pour les

policiers, qui sont ainsi immobi-lisés, enlevés de la voie publique,

empêchés de se consacrer à la sécu-rité de nos concitoyens. » Selon la FASP, « le rattachement des personnels pénitentiaires au ministère de l'intérieur » scrait « la seule issue logique au conflit. estimo-t-elle, qui permettrait de lever blen des ambiguités, de clarifler la situation et de résoudre sereinement les problèmes catégoriels

Il s'agit, selon la FASP, de « réinsèrer la prison dans la ville, de ne plus en faire un monde à part, où le pouvoir est occulte, où la règle du Jeu est incertaine (...). Il faut rapprocher les personnels péniten-tiaires et policiers, qui concourent tous deux, en complémentarité, à la sécurité. Il faut revoir la répartition des rôles et, notamment, confier aux personnels pénitentiaires les extractions, les transferts de détenus, leur parde dans les hôpi-taux, la police des audiences, qui mobilisent parfois 25 % à 30 % des policiers, au lieu qu'ils se consocrent à leur mission de prévention dans le quartier. »

Jusqu'en 1935, les personnels pénitentiaires sont restés dépendants du ministère de l'intérieur. Dans les milieux judiciaires, on estime que nement étant l'exercice même d'une fonction de justice, avec les garanties que cela suppose, un retour au passé scrait une régres-sion. La FASP réplique en souli-gnant l'attitude ambigué des magistrats, qui connaissent mal et fréquentent peu les prisons.

Dans l'immédiat, la FASP demande à être reçue par le média-teur du conslit pénitentiaire, M. Gil-

phe, le risque est constant, faute de respecter les délais prévus par le code de procédure, de remises en liberté d'office de détenus dont on a pas renouvelé à temps le mandat de dépôt. Jusqu'ici – cela ne pourra durer - on n'enregistre aucune détention arbitraire. Mais, faute d'être jugés - et pourquoi pas remis en liberté - les détenus commencent à s'énerver. Le Syndicat de la magistrature appelle les magistrats à refuser de prononcer « toute mesure de mise en detenuon - usuale les conditions actuelles. Il a, par alles conditions actuelles. leurs, appris avec surprise que c'est le ministère de l'intérieur qui a la haute main sur les maisons d'arrêt provisoires, car il est libre d'y autori-ser ou de refuser les visites, «le ministère de la justice s'étant déclaré incompétent Mise sur la touche par Matignon, la chancellerie perd chaque jour en crédibilité. Le silence du garde des secaux, le fait qu'il est été conduit à demander lui-même à M. Bonnemai-

son, mercredi 5 octobre, quelques heures à peine avant la reprise des ns avec l'intersyndicale, de reprendre ce dossier si mal engage, le placent dans une position de plus en plus délicate. On ne cachait plus dans les milieux proches du gouvernement et du Parti socialiste que cette affaire, dont on ne peut prévoir l'issue, lais-

sera des traces. Si la déclaration sur la levée de l'isolement des détenus politiques, au début de l'été, avait pu passer pour une péripétie et une maladresse de ministre novice, l'actuelle crise des prisons est bien plus profonde. Son ampleur n'a pas été diagnostiquée à temps. La fermeté affichée au départ n'a fait que Les négociations menées par le

ministère en personne - qui n'a pu

L'âge de la retraite des fonctionnaires

pas du régime général de rité sociale. Ils bénéficient d'une pension de retraite de l'Etat.

En principe, tout fonctionnaire qui a accompli quinze années de services civils et militaires peut ficier d'une pension, mais il lui faut attendre l'âge légal de départ à la retraite pour bénéfi-cier de sa retraite. Seules les mères de famille ayant trois enfants et ayant élevé chacun d'oux pendant au moins neuf ans avant qu'ils aient seize ans, peuvent bénéficier d'une retraite complète sans attendre l'âge légal après quinze ans de service.

L'âge légal de départ à la retraite dépend de la catégorie dont relève le fonctionnaire : il

Les functionnaires de l'Etat, est de soixante ans pour les civils et militaires, ne relèvent, emplois de fonctionnaires rangés de la catégorie dite « sédantaire » (avec possibilité de partir entre sobiante et sobiante-cino ans). Il est de cinquante-cinq ans pour les emplois de fonctionnaires dui sont classés dans la

catégorie dita « active ». Parmi. les « emplois actifs ». ouvrant droit à une retraite à cinquante cinq ans (et devant être prise impérativement au plus tard à soixante ans), on trouve les fonctionnaires qui effectuent des services particulièrement pénibles. Les agents des centres de tri et les préposés des P et T se trouvent dans cette catégorie comme les égoutiers, les infirmières - qui relèvent de la fonction publique hospitalière - et les gardiens de prison.

المكذا من الأمل

Sports

NATATION: Pour préparer le rendez-vous de Barcelone

La piscine-laboratoire de Colorado Springs

Avec dix-buit médailles dont athlètes travaillent régulièrement buit d'or, la natation américaine sons la surveillance de cellules s'est montrée moins perfor- photo-électriques reliées à des mante aux Jeux de Séoul que sa rivale est-allemande (vingt-neuf médailles dont onze d'or). Pour combler leur handicap, les sélectionnés américains profiterout du Centre international de recherche aquatique de Colorado-Springs, ouvert le 15 mai dernier. Une chercheuse française, Annie Rouard, y a effectné un stage de deux mois l'été dernier.

H.C

The state of the s

Service Service

And the second

1 Burton of the

SETT OF THE SET OF THE

agregation of the second of the second

Beef & Conference of the Confe

B. Wally Sandy Commence of the St.

The second secon

Section 1

The second of th

The second secon

Supplied to the contract of

2000

NOLORADO-SPRINGS: deux cent mille habitants à 1 800 mètres d'altitude, cernés par les Rocheuses. Entre l'Air Force Academy et des firmes fabriquant des ordinateurs, le Centre de préparation olympique symbolise la troisième vocation de la ville après l'armée et l'informatique : le sport. Le Comité national olympique des Etats-Unis (USOC) a élu domicile ici et voisine avec les sièges de vingt fédéra-

Dans une cité où les industries de pointe perpétuent l'esprit des pionniers et des chercheurs d'or, il était logique que les sportifs euxmêmes se tiennent à l'avant-garde de leur discipline. Au Centre olympique, dont les Américains sont si fiers qu'un service entier est consacré à l'organisation de visites guidées, les méthodes de préparation sont étudiées et appliquées scientifiquement. Et l'on ne rechigne pas sur les moyens.

De nombreux entraînements sont enregistrés en vidéo. Les

2 10 to 200

40.00

10 pt 10 pt

The second section of

expenses by West of

micro-ordinateurs. Les handballeurs et les tireurs ont effectué l'été dernier des séances de tests dans un centre d'amélioration des performances visuelles. A déchiffrer des numéros inscrits sur des ronds tournant à vive allure, à résoudre des conflits entre information auditive et information visuelle, ils ont accru la qualité de leur vision. Il reste à en mesurer les effets sur le terrain.

Le joyau de cette collection d'équipements sophistiqués a été inauguré le 15 mai dermer. Le Centre international de recherche aquatique a coûté 3 millions de dollars (environ 19 millions de francs). Financé par la Fédération américaine de natation (US Swimming), par l'USOC et par la

Fondation américaine pour la recherche dans le sport, il est le premier laboratoire appartenant à une fédération et non à une université, comme c'est le cas habituellement de ce genre d'installations.

A côté d'un laboratoire de physiologie des plus modernes, le premier « flume » des Etats-Unis, (piscine avec courant) a été construit. Dans ce bassin de 6 mètres de long, dont les parois sont équipées de hublots, on pent faire varier la température et la conditions d'altitude. Le nageur n'avançant pas, les tests et les prises de vues sont facilités. Ensuite son style sera analysé en trois dimensions. Sculement deux personnes travaillent en permanence dans ce centre. Le reste du personnel est composé d'une quin-

parmi lesquels figurait l'été dernier une Française, Annie Rouard.

Voulant affirmer la vocation internationale de son centre, l'USS avait lancé avec l'appui de la Fédération internationale de natation (FINA) un concours doté de quatre bourses offertes à des scientifiques ayant un projet de recherches dans le domaine de la natation. Annie Rouard, professeur à l'unité de formation et de recherche en activité physique et sportive de Lyon, avait été sélec-tionnée pour sa thèse sur l'étude de l'activité musculaire du nageur grace à un nouvel appareil, l'électro-myographe.

En juillet et août, elle a pu com-

pléter ses travaux dans un centre qui accueillait les sélectionés américains pour les Jeux de Séoul. Pour ma thèse, j'avais utilisé un appareil de télémétrie qui enregistre les données de l'activité de six muscles. Mais il n'y a qu'ici que je pouvais travailler sur les forces de la main du nageur. Il faut encore que j'étudie les relevés, mais mes premiers résultats se confirment apparemment : il n'existe pas de relation linéaire entre le travail des différents muscles et la vitesse de nage. Dans les autres sports, plus on va vite, plus le corps tra-vaille. En natation, c'est l'inverse à cause de phénomènes de portance. Quand les jambes travaillent moins, le nageur est beaucoup plus bas sur l'eau et ses bras fonctionnent non seulement pour assurer la propulsion, mais aussi pour maintenir le corps à la surface. Inversement, avec des battements de jambes plus rapides, le nageur est plus haut sur l'eau, et ses bras travaillent surtout pour la propulsion. Ces résultats sont importants pour l'entraînement puisque jusqu'à présent les vitesses auxquelles on faisait récupérer les nageurs étaient celles qui les sollicitaient le plus. »

Impressionnée par les moyens mis à la disposition des chercheurs, Annie Rouard a pu mesurer l'engouement que suscitait dans le monde du sport ce type de travaux. « Alors qu'en France les sponsors ne s'intéressent qu'aux athlètes, ils sont plusieurs aux Etats-Unis à avoir pesé pour la construction de ce centre. Tous les entraîneurs sont intéressés. Ils ont essayé le « flume » dans tous les sens et veulent maintenant savoir s'il reconstitue des conditions identiques à celles d'une piscine normale. Mais plus généralement, dès qu'on parle de technologie, ils tendent l'oreille. »

Avec ce centre, les Américains ont pris quelques années d'avance. Ils ne se cantonnent plus aux seules études médicales pour améliorer l'efficacité de leurs champions, mais abordent les domaines physique, mécanique et physiolo-

< Un minimum de culture scientifique »

« L'avenir de la recherche dans le sport, ce sont ces gens qui connaissent le sport et ont en même temps un minimum de culture scientisique pour discuter avec les chercheurs ., affirme Annie Rouard, elle-même ancienne nageuse. Pourtant, elle ne semble pas convaincue que ce nouveau laboratoire de la natation américaine soit la panacée. « Il se heurtera aux mêmes problèmes d'infrastructures que tout centre de recherche sportive hors université. Parce qu'il existe des phénomènes com-plexes qui ont besoin de diverses branches de la science pour être expliqués. »

L'investissement américain était lourd. Les frais de fonctionnement avec l'emploi d'intervenants extérieurs seront élevés. Les premières études, en dehors de quelques analyses de consommation d'oxygène pour des brasseurs, n'ont concerné que le crawl, la nage reine aux États-Unis, et se sont limitées aux athlètes de haut niveau. L'équipe nationale junior, celle qui devrait participer aux Jeux de Barcelone en 1992, a subi toute une série de tests à Colorado-Springs en août. Ses membres seront les premiers à bénéficier des effets de ce centre, à travailler en continu avec le «flume». Les médailles qu'ils conquerront en Espagne vaudront leur pesant de

THIERRY CERINATO.

Les conséquences des Jeux de Séoul

Un tremplin économique pour la Corée

La Corée du Sud a réassi rythme de plus de 12 % au preaux plans sportif et politique le pari que constituait pour elle l'organisation des XXIⁿ Jeux d'été. Le bilan olympique est-il aussi favorable pour ce qui concerne l'économie ?

Shout de notre envoyé spécial

E stade olympique est vide. les lampions de la fête de clôture des Jeux (fournis par le conglomérat coréen Sam Sung) se sont éteints. L'écran électronique géant (un produit du groupe industriel local Gold Star) est inanimé. les cars (made in Daewoo, un autre géant coréen) ont ramené athlètes et spectateurs à leurs avions...

Mardi 4 octobre au matin (lundi était jour férié pour Sam Sung, Gold Star et Daewoo), pour les grandes sociétés locales comme pous l'ensemble de l'économie coréenne, l'après-Jeux a commencé. Avec une interrogation : le tigre Hodori va-t-il continuer à courir ou, essouffé, va-t-il maintenant décompresser?

La récession qu'avait connue pendant plus de deux ans l'économie japonaise après les Jeux olympiques de 1964 à Tokyo est dans tous les esprits, note-t-on chez W. I. Carr, la maison de titres du Groupe Indosuez. Pour les industriels comme pour le gouvernement coréen, il n'y a pas de doute: la Corée du Sud échappera à une dépression brutale. Elle ne devrait connaître qu'un simple ralentissement de sa croissance, celle-ci passant d'un rythme annuel supérieur à 10 % à un taux plus modéré de 6 % environ. L'économie coréenne a lar-

gement profité de ces Jeux de la XXIV Olympiade. Le coût total des investissements réalisés (construction des installations, organisation...) se sera élevé, d'après les premières estimations, à près de 3,4 milliards de dollars. Le pays dispose maintenant de pouvelles infrastructures et se trouve notamment doté d'une capitale, Séoul (plus de 10 millions d'habitants) complètement transfordu fleuve Han remarquablement aménagées.

Il est encore trop tôt cependant pour savoir si, comme à Los Angeles, l'opération globale aura été bénéficaire, c'est-à-dire si les recettes tirées des droits de retransmission de télévision, des billets d'entrée aux manifestations sportives, etc. ont permis de couvrir toutes les dépenses.

Remarquablement bien organisés, les Jeux ont aussi été l'occasion pour Séoul de démontrer aux millions de téléspectateurs du monde entier que la Corée du Sud faisait désormais partie des grandes puissances industrielles. Quatrième sur le plan sportif - la presse locale l'a largement souligné, même si, ici, le chiffre 4 porte malheur, un peu comme notre chissre 13, - elle prétend à juste titre se situer aujourd'hui dans le domaine économique, parmi les dix grands qui comptent. Désormais, le monde entier e reconnaît.

Facteur de mobilisation enfin, les Jeux ont, à n'en pas douter, dopé la forte croissance des années récentes, le produit national brut progressant encore à un

mier semestre de cette année.

Faute de perspectives nouvelles, l'économie coréenne vat-elle maintenant décompresser et se laisser aller? Industriels et observateurs ne le pensent pas. La situation actuelle est bien différente de celle du Japon en 1964 -, explique Kim Chong Tae, rédacteur en chef du magazine Korea Europe économie report, le dynamisme récent n'étant pas la conséquence de l'organisation des Jeux. - Ralentissement mais pas récession », tel est le diagnostic des milieux économiques locaux.

Une diversification tous aziumts

C'est, par exemple, celui de la Bourse de Séoul. Très active, celle-ci a connu une hausse spectaculaire au premier semestre de cette année. L'indice local a gagné plus de 40 % en six mois avant d'atteindre début juin un sommet (le niveau 738). Mais, depuis l'été, le marché est morose. Tout au long des Jeux, la ten-dance était à la baisse, l'indice tournant autour de 680.

Au-delà des incertitudes politiques et d'éléments techniques, trois aspects inquiètent à terme les milieux financiers : la dépréciation continue du won (la monnaie nationale), la hausse des coûts salariaux et des matières premières, le protectionnisme à l'encontre des produits coréens

Déjà forte depuis le début de cette année, la réévaluation du won vis-à-vis des devises européennes et du dollar devrait se poursuivre dans les mois à venir. Les exportations coréennes devraient être plus difficiles. « Nous nous y préparons », explique-t-on déjà chez Daewoo. Au siège de ce grand conglomérat coréen, on prévoit une nouvelle promotion des ventes à l'étranger. En 1988, elles devraient approcher les 5 milliards de dollars, soit plus de 40 % des ventes totales du groupe, contre 3,2 milliards en 1987. Pour l'ensemble de l'économie, le gouvernement prévoit encore l'an prochain une augmentation des exportations de 10 %. les experts privés étant plus optimistes encore.

Face aux menaces protectionnistes, aux Etats-Unis et dans la CEE, les Coréens du Sud cherchent à diversifier leurs partenaires économiques et commerciaux. Là encore, ils ont fort habilement utilisé les Jeux pour accélérer leur rapprochement avec les pays d'Europe de l'Est et la Chine. La plupart des banques coréennes viennent de nouer des liens avec leurs homologues est-européennes. Des missions commerciales d'Europe de l'Est sont attendues à Séoul dans les semaines à venir.

Après l'assemblée générale du Fonds monétaire international en 1985 puis les Jeux asiatiques de 1986, la XXIV Olympiade n'aura été, en définitive, pour Séoul, qu'une nouvelle épreuve vers ce qui semble être d'ores et déjà le nouvel objectif du pays : le vingt et unième siècle. Dans ces compétitions, les Coréens semblent avoir une scule devise : l'important n'est pas de participer mais bel et bien

ÉRIC IZRAELEWICZ.

Un laboratoire pharmaceutique a livré du stanozolol au médecin de Ben Johnson

Un laboratoire pharmaceutique américain a annoncé, jeudi 6 octobre, qu'il avait vendu du stanozolol, le stéroïde anabolisant retrouvé dans les urines de Ben Johnson après sa victoire en finale du 100 mètres des Jeux olympiques de Séoul, au médecin personnel de l'athlète, le docteur de l'Ontario auquel ont été remis les Jamic Astaphan.

M. Joe Kefer, le porte-parole de la Sterling Research basée à Aurora (Ontario), a précisé que ce sont des recherches dans les archives de la société qui avaient permis de retrouver des recus de la vente de ce produit au docteur Astaphan. La Sterling Research est une filiale d'une compagnie américaine, implantée à New-York, qui est le seul fabricant olympique.

et distributeur de stanogolol pour l'Amérique du Nord. Cette décision intervient au lende-

main de l'ouverture d'une enquête

judiciaire du gouvernement cana-

dien sur le dopage dans le sport, Le conseil de l'ordre des médecin reçus de ces ventes a également ouvert une enquête sur les pratiques du médecin personnel du champion olympique déchu.

Le docteur Astaphan a toujours nié avoir administré du stanozolol à Ben Johnson mais reconnaissait l'avoir soigné en mai dernier et peu avant la finale olympique avec des cortico-stéroïdes autorisés par le règlement du Comité international

LES HEURES DU STADE -

Athlétisme Marathon de Berlin. -Dimanche 9 octobre.

Basket-ball Championnat de France

samedi 8 octobre. Football

Championnat de France. -Quinzième journée, samedi

Hockey sur glace Championnat de France. Les 12 et 15 octobre.

Karaté Championnet du monde. Du 13 au 16 octobre au Caire.

> Rugby Championnet de France. -

Sixième journée, dimanche 9 octobre (A 2, samedi 8 octobre à partir de 14 heures).

Tennis

Tournoi de Toulouse. - Du 10 au 16 octobre. Demi-finales et finale (en direct sur FR3 les 14, 15 et 16 octobre à partir de

Une dizaine de « skinheads » inculpés après la mort d'un jeune homme à Lille

Violence gratuite surveillants ni dans les commissa-

Selon les résultats de l'autopsie, Patrick La Mauf, vingt-sept ans, est mort d'une hémorragie cérébrale consécutive à une fracture de la machoire provoquée par un violent coup de pied. Le « skinhead » auteur présumé du coup mortel, Christophe Lhorte, dix-neuf ans, arrêté rne), a été transféré à Lille où il a été inculpé d'homicide volontaire. Il était déjà connu des services de police; notamment pour avoir participé, le 15 août 1987 à Châteauroux posant des « skinheads » et des jeunes d'origine maghréhine au cours desqui (le Monde du 22 août 1987).

de notre correspondant

L'agression dont Patrick Le Mauf a été victime n'est pas, à Lille, un acte isolé. La pasteur David Berly, animateur de l'Association bantiste pour l'antraide et s clochards et des marginaux dans un bus-accueil en stationnegare, en témoigne. « Nous avons sté, raconte-t-il, à une vague de violence déjà au moment de la bradarie » (début septembre). Cette nuit-là, des € skins > s'en étaient pris à des « punks » qui, « terrorisés », s'étaient réfugiés auprès du bus de l'ABEJ. Depuis, Africain ont été agressés... Las « skinheads » ont aussi provoqué des incidents à la sortie de certains lycées de la banlieue ouest

Les policiers lillois ont appré-hendé huit personnes dont cinq qui étaient présentes le soir sur les lieux du meurtre de Patrick Le

Mauf : une écolière de la banfieue tilloise, âgée de seize ans ; une jeune chômeuse de dix-huit ans, originaire de Paris, Sophie Ples-six ; un lycéen habitant Lambersart, près de Lille, Sébastien Col-lart, dis-huit ans ; un autre jeune Lillois de dix-huit ans, déserteur Toulouse, Franck Van Lemmes; et enfin un étudiant de deuxième année en histoire à Lille, Arnaud Pattin, vinot et un ans, considéré comme l'un des responsable d'un groupuscule d'extrême droite, le GUD, à Lille ; il est aussi impliqué dans l'équipée sauvage qui avait eu lieu dans la région de Rouen puis à Brest les 27 et 28 mai demier au cours desquets sept personnes avaient été sérieusement blessées (le Monde du 31 mai). Ces cinq « skinheads » de Lille ont été inculpés de enonassistance à personne en danger » et placés sous mandat de dépôt, à l'exception de la jeune mineure

« Nazi ct vermine >

de sezo ans (le Monde du 7 octo-

Trois autres jeunes gené ont aussi été interpellés au cours des investigations des policiers : Marc Grubica, vingt et un ans, sans profession, domicilié à Roubeix, qui avait également « sévi » à Rouen; Franck Dubreucq, dix-huit Lomme, près de Lille, et enfin une autre mineure de dix-sect ans. Tous les trois ont été inculpés de vols avec violence et placés sous mandat de dépôt; Marc Grubica étant en outre inculpé de « nondénonciation de crime » pour avoir aidé l'auteur du coup de pied mortel à prendre la fuite.

Les jeunes gens, qui n'ont pu être incarcérés ni à la prison de Loos en raison de la grève des

été répartis dans plusieurs gendermeries de la région. Cas événements, où apparaît

chez des «skinheads» le goût de la violence gratuite et de la haine, suscitent l'inquiétude chez cerces agressions « une montée inquiétante du fascisme violent ». Elle n'est malheureusement pas ponctuelle mais se développe sur un terrain favorable à la montée des fascismes. De plus, on risque de voir se constituer des groupes antifascistes tout aussi violents. Comme en écho à ces paroles,

riats de police déjà remplis, ont

à l'appel de la SCALP (Section int anti-Le Pen), deux cent cinquante à trois cents personnes ont manifesté, mercredi soir, dans les rues de Lille sous une banderole proclamant ; « Skinhead, nazi, vermine. » Des membres de la Lique des

droits de l'homme (LDH) étaient présents à la menifestation. La MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) s'y était associé. La LDH, expliquaient ses porte-parole dans un communiqué, exige que « tout soit mis en œuvre pour prévenir et sanctionner tous les actes délictueux de ces petits groupes violents. Elle appelle la solidarité face aux agressions. Elle met cependant en garde contre une chasse aux soroières qui viserait tous caux qui ont le cheveu court. » «Lille n'est pas investi par les skins, poursuit la Ligue, et il ne faut céder ni à la panique ni aux fantasmes. Le révoltant crime de dimanche doit aussi nous ame ner à téfléchir sur une société qui génère à ses extrêmes la margina-lité des bancs de square et la vio-lence imbéclie de jeunes émules

JEAN-RENÉ LORE.

BOURSE:

Plus que jamais, surveillez votre portefeuille 36.15 TAPEZ LEMONDE

LES "INTROUVABLES" SE TROUVENT

Chez les meilleurs libraires et aux Éditions d'Aujourd'hui 83120 PLAN DE LA TOUR (Var)

Catalogue gratuit de 300 titres de références épuisés et réédités.

Culture

THÉATRE

« Retour au désert », de Bernard Marie Koltès

En famille



Sur fond de guerre d'Algérie, un frère et une sœur s'affrontent; deux monstres loufoques, cruels, fascinants: Jacqueline Maillan et Michel Piccoli.

Jacqueline Maillan entre en scène, vêtue d'une veste courte en fourrure sur des vêtements d'été. l'elle est accompagnée d'un jeune homme et d'une jeune fille, ses enfants. A leurs pieds, des valises. Elle s'adresse en arabe à un domestique, la salle rit. Parce que Jacque-ine Maillan fait rire, surtout quand elle parle arabe. Même si ce qu'elle dit n'est pas drôle. On n'en sait rien.

C'est pour elle que Bernard Marie Koltès (le Monde du 28 septembre) a écrit Retour au désert - produc-tion des Amandiers de Nanterre, mise en scène de Patrice Chereau au Théâtre du Rond-Point. C'est pour e lasse fire. En fait, il s'agit de l'épouvantable affrontement de deux monstres, Maillan et Piccoli, qui dans l'histoire sont frère et sœur.

Elle revient d'Algérie où les « évéements » sont en train de devenir la guerre. Elle est propriétaire de la maison où habite Michel Piccoli et dont il ne sort jamais. Il s'y trimballe pieds nus, en costume trois pièces gris, cravate à larges rayures obliques, tenue par une épingle dorée. Sa courte moustache lui fait une tête de petit notable provincial. Il terrorise son fils, sa fidèle servante, son domestique arabe. Sa seconde femme, alcoolique, est la sœur de la première, morte dans des circonstances douteuses. L'intrigue est tortueuse, illogique, avec des révélations, des apparitions, des interventions de personnages représentant le destin, ainsi ce parachutiste noic.

Bernard Marie Koltès n'a pas écrit un polar à énigme, ni une pièce sur la guerre d'Algérie. L'époque choisie correspond à des souvenirs personnels, c'est une question de génération. Il a des comptes à régler avec la province et la famille, le fait avec une verdeur joviale, cruelle, mais dans un langage travaillé, parfois trivial, jamais quotidien. A par-tir de ce décalage, il se permet de construire des scènes de boulevard,



sans craindre de tomber dans la banalité.

On passe des Atrides à Dallas et Dynasty, on bifurque dans l'absurde loufoque ou tragique, on s'arrête un moment dans un rêve angoissé... Que ce soit avec les monologues ou les dialogues coups de poing, l'écri-ture précise, tendue à craquer, conduit les personnages aux fron-tières d'un délire étouffant. Au-delà des mots, il y a une détresse qui s'engouffre dans la dérision et le cynisme. Pas si loin de Feydeau, en omme, mais sans son innocence. Les situations excessives, les enchaînements insolites, par moments forcent à rire. D'un rire noir.

Par moments aussi, on pense à Labiche, mais parce que le premier spectacle qui a fait de Patrice Chereau un personnage public était, il y a un peu plus de vingt ans, l'Affaire de la rue de Lourcine. Il dit avoir alors réglé ses comptes avec la

A voir le Retour au désert, on se dit qu'il n'en avait pas terminé. Il mêlées, bien sûr.

place l'histoire dans un magnitique décor, les sameux murs gris de Richard Peduzzi, mais stylisés, comme une architecture du futur à la fois légère et acérée, étirée en largeur, avec des fenêtres ouvertes sur le vide, des découpes qui s'écartent et y forment des portes, un tapis rou-lant qui amène dans le champ de vision accessoires et personnages, de sorte que les changements de lieux se font avec une fluidité cinémato-

graphique.

Patrice Chereau travaille l'espace en virtuose, accentue la tension, ne laisse pas un instant de détente, comme pour fuir la détresse qui le traque. Loin de tout romantisme, on est entraîné dans un labyrinthe froid, un dédale de miroirs où les personnages et leurs reflets, les paroles et leur écho se confondent, C'est évidemment beau, et d'une pureté presque essayante, un monde glaciaire où de pauvres humains tentent de se rejoindre et se rechauffer, haine et tendresse

Les comédiens (1) luttent avec plus ou moins de bonheur pour ne pas se laisser anéantir par les deux monstres, Maillan/Piccoli. Elle, s'installe, et sa présence s'impose même quand elle n'est plus sur scène. Elle est immédiatement son personnage de femme blessée et forte en gueule, sarcastique. Lui, au contraire, joue sur les claires-voies entre son image immédiate et son personnage. Il comble progressivement les vides et, ce faisant, dévoile d'autres zones secrètes. On a l'impression qu'avec lui, on n'en a jamais fini, et il est une fois de plus éblonissant

COLETTE GODARD.

(1) Pascal Bongard, Hélène de Saint-Père, Bernard Nissile, Eva Ionesco, Marie Daems, Monique Chao-mette, Ben Small, Isaach de Bankolé. Salah Teskouk, Jacques Dehary, Pierrik

* Théâtre du Road-Point, 20 h 30. Le Retour au désert est publié anx « Souvenirs assassins », de et par Serge Valletti

Bizarre bazar

Tenancier d'un bazar de souvenirs, bateleur débordé par ses propres personnages : une heure avec Serge Valletti. auteur, acteur et prestidigitateur.

Qu'y a-t-il de commun entre l'Open à Miami Beach et un bellâtre à Golfe Juan, entre la femme obséiée des soldes de la rue Belzacco et le premier homme qui a marché sur la Lune? Serge Valletti, un petit garçon de Marseille qui s'achetait des ours en sucre... « J'étals fou, mais comme j'étais un enfant on pensait que c'était normal », dit-il dans Souvenirs assassins.

Ça le reprend régulièrement, cette folie, même si aujourd'hui il a bien grandi, le petit Valletti. Depuis quelques années, quand il ne joue pas pour les autres — Mesguisch, Bayen ou Lavaudant, — il le fait pour lui tout seul (et les spectaturs). Il progret des histoires de teurs). Il raconte des histoires de voisinage. Et n'importe où : sous les ponts, dans les bars (Au bout du comptoir, la mer), dans les théâtres aussi parfois. Il a fait ainsi l'ouverture de l'Athénée en 1982, avec Balle perdue. Il y revient

Il entrouvre le rideau, s'avance, pâle, les yeux fermés pour mieux éconter la voix mélodieuse qui usurre: . Donne-moi la foi ». Il est vêtu d'un frac noir avec paillettes

sur le plastron, et c'est d'un chic ringard à souhait. Il est la pour parler de lui, bien sûr. De son ensance, de sa mère, de ses voisins. Mais très vite tout le monde se pousse du coude sur scène, comme sur la Canebière aux heures de pointe. Pour-tant, il est tout seul, avec presque rien... une lumière, quelques lampions, des croquis pris sur le vif, des tranches de vie de gens qui n'ont rien à voir entre eux. Du Valletti, ca vous a un petit côté bon enfant populaire que ne renierait pas Doisneau... mais ça déborde aussi, de toutes parts, avec une logique obsessionnelle délicieusement absurde et un tantinet inquietante. Les mots sont simples, et canailles.

Quand, après ce « Je me souviens - tout personnel, Valletti écrit le mot . fin ., on se sait plus ce qu'il nous a raconté pendant une heure. Mais c'était frais et chaud, comme une présence. Dont il est possible désormais de retrouver le goût puisque Souvenirs assassins vient de paraître aux éditions Christian Bourgois, aux côtés de Léopold, le jour se lève, une pièce tout aussi tonique que son titre, mise en scène ment par Chantal Morel à

ODILE QUIROT.

À Au Théâtre de l'Athénée. Jusqu'au 10 novembre (47-42-67-27). A noter Egalement la reprise du spectacle mis en scène par Christian Colin, avec Jean-Paul Roussillon Simplement compliqué, de Thomas Bernhard, qui fut créé cet

«Le Naufragé», d'après Thomas Bernhard

Fond de cale

saucisses. Mais ce n'est pas la seule difficulté qu'oppose aux non-initiés

cette adaptation théâtrale du roman de Thomas Bernhard, traduit en effet, pour comprendre quelque chose à ce Naufragé de ne pas confondre Steinway avec un homme et Bösendorfer avec une marque de Essendorfer avec une marque de Salz-Horowitz au Mozarteum de Salzambitions en entendant un beau matin à travers une porte Glenn Gould interpréter l'aria des Variations Goldberg de Bach.

> · Ainsi abordée dans le texte par un biais, évoquée sous forme d'allusions sibyllines ou voilées, la légende du pianiste canadien - misanthrope, hypocondriaque, anorexique, obsédé par la propreté, grand amateur de biscuits, ganté de mitaines, jouant sur une chaise percée, et mille détails tout aussi périphériques doit être bien connue du lecteur pour que celui-ci puisse apprécier les variations qu'y apporte l'écrivain. Sans compter que Thomas Bernhard distord son récit par des flashesback compliqués et un style indirect hyper-sophistiqué.

> Et voici le Naufragé transformé pour le théâtre en un monologue de soixante-quinze minutes, presque méconnaissable après cette mise à plat radicale et un peu plus difficile d'accès d'être dit par une femme (l'actrice Christiane Marchewska et ses mimiques crispées). On a beau aimer Gould. Bach et Thomas Bernhard, la superposition des trois ressemble, transposée sur une scène, à un inutile et fort peu dramatique casse-tôte. Aggravé par l'odeur de peinture fraîche qui le dispute à celle – éternelle – de la poussière, salle Gaveau.

> Le dessein (fort estimable) de Christiane Marchewska et de son metteur en scène, Claudia Morin, était peut-être d'attirer, grâce à la mode gouldienne – et à l'aide de la firme de disques CBS, – le public de théâtre dans une salle de concert. Au risque de se retrouver sans

> > ANNE REY.

* Salle Gaveau, 19 heures, jusqu'au



« Glengarry Glen Ross », « Oncle Vania » Loups de Manhattan, fantômes de Moscou

Un auteur américain au langage rude. très contemporain. David Mamet ioué en français. Un auteur russe au langage subtil, l'éternel Tchekhov interprété par des acteurs soviétiques.

Prenez l'avion pour New-York, et, à six heures trente du matin, pointez-vous du côté de la gare cen-trale, nœud de trains et de métros. Vous allez voir sortir de la gare, filant vers leur entreprise, des nuces de femmes et d'hommes, habillés très strict, la plupart avec des dossiers sous le bras. Des nuées.

Voilà, ils commencent tôt. Ils vont au charbon. Certains vont produire, mais surtout ils vont vendre. Jusqu'an soir. Ce n'est pas qu'il faut les envier. Les voir bosser comme ça, même les dimanches sur leurs dossiers, avec trois fois rien de vacances, ça fait froid dans le dos. Sont-ce des vies? Mais c'est comme ça qu'ils placent leur camelote, chez eux, sur le terrain, partout ailleurs.

David Mamet est né à Chicago, il a quarante ans, mais il bosse à New-York, à présent. Il est un de ces yankees à l'action des six heures du mat'. Et qui vend ses pièces, ses scénarios. Pas plus mauvais que d'autres, plutôt meilleurs.

La récente camelote qu'il nous a placée s'appelle Glengarry Glen Ross. C'est une pièce de théâtre, une histoire de types qui se levent tôt et qui gagnent leur croûte à ven-dre des choses. Des terrains, des baraques. Agence immobilière.

David Mamet a bien vu que faire iener un contrat de vente par un pékin, c'est comme lui plaquer les épaules au sol. Du catch. Il faut s'en prendre, non aux plus friqués, mais aux plus faibles.

Cela, ce n'est pas particulier anx States. C'est souvent la même chose chez nous. Dans les secteurs du sousprojétariat, dans les logis noirs et froids où l'électricité et le gaz out été coupés et où des bouts de carton remplacent les carreaux, l'une des tâches des assistantes sociales et des brigades de police est d'empêcher des bandits de « vendre » à ces gens insolvables des trucs électroménagers ou des vaisselles neuves ou des télés, en abusant de leur faiblesse physique et mentale pour les faire

C'est absurde, direz-vous, puisqu'ils sont insolvables. Il faut pourtant bien que cela rapporte quelque chose, puisqu'ils font signer et déposent d'avance la marchan-

David Mamet montre la même chose dans Glengarry Glen Ross. Dans le temps de l'action, deux contrats de vente sont signés, l'un par des malades qui n'ont pas un sou, qui ont donné un chèque en bois, et le vendeur le sait bien. l'autre par un petit bonhomme assez faiblard de caractère, que le vendeur a circonvenu par son baratin génial, mais l'épouse de ce petit bonmme, qui, elle, a la tête sur les épaules, va exiger la rupture du contrat et la restitution du chèque.

Dynamique des conflits

Cette pièce de David Mamet est assez captivante, tout d'abord par son propos : partout les femmes et hommes songent un jour ou l'autre à respirer chez soi, à se procarer un coin à soi, et partout il y a des boîtes qui font le commerce de ce rève, de ce besoin. Et, d'autre part, presque partout c'est la lutte, dans les entreprises, la lutte à qui répondra au mieux aux exigences

Glengarry Glen Ross est un choc de conflits, comme tout théâtre. David Mamet a une maîtrise évidente de la dynamique des conflits de la scène. Son péché mignon est d'abimer un peu l'énergie de ses drames en surajoutant des actions secondaires, style scénario de cinéma (ici un cambriolage de

Fermement orientes par Marcel Maréchal, les comédiens sont remarquables: Francis Perrin, Michel Ouimet, Michel Robin, François Siener, François Clavier forment une équipe champion. Pierre Mondy est plus flou, peut-être trop sympa-

Si vous aviez l'envie de voir un dieu de la scène, Innokenti Smoktounovski jone le rôle de l'oncle

Vania, ce vendredi 7 et le samedi 8 octobre, à 20 h 30, à Chaillot. Il est l'un des plus grands artistes de l'Union soviétique. Il irradie une conscience en fusion, une poésie, une invention, infinies. Il est comme un ange déchu qui ferait paître des apparences plus attachantes que le

Dans l'intensité de son art, il y a sans cesse une douceur, et dans cette douceur il y a sans cesse quelque chose de totalement dévasté, qui vous lie et qui vous brise. Vous diriez aussi, dans cet Oncle Vania, qu'il épouse chaque incertitude et chaque espérance de la voix de Tchekhov, soit dans un coulé soit dans des à-cours, comme un vrai cours d'eau. Et puis c'est un acteur qui semble s'oublier, nous oublier, et omment ne se laisserait-il pas aller à des gestes inimaginables puisqu'il

est seul au monde? Le décor de Valeri Levental a des moments d'intense beauté. Il est réa-liste, il est fait de meubles anciens. de boiseries, et, la nuit surtout, lorsque l'enfilade des espaces déserts se distingue à peine dans les tremble ments rouges d'une bougie, c'est sai-sissant. Les costumes sont d'un charme, d'un naturel, d'une fatigue, presimbles.

Ce serait une soirée rare si le grand Smoktounovski avait, autour de lui, du répondant. Mais non. Les acteurs, y compris le metteur en scène Oleg Efremov qui joue le docteur Astrov, ont quelque chose de machinal, d'irréfléchi, d'insensible. Comme s'ils claironnaient le seul extérieur du comportement. Sur-tout, c'est là le plus grave, ils ne nous donnent pas à entendre les paroles de Tchekhov, comme sait faire Smoktounovski. Sans changer les mots, ils dénaturent le texte, par le seul effet d'une diction qui est la diction officielle soviétique, celle des speakers et des orateurs, une diction très scandée, balancée, à la

fois intransigeante et paternaliste. Il y a là un vrai problème de jeu, car le « russe » de Tchekhov n'existe plus aujourd'hui, là-bas, les gens parlent et les dramaturges écrivent une langue plus limitée, plus raide, bien moins nuancée et souple. Et par le seul emploi d'un ton spécial, ton soviétique, les acteurs du Théâtre artistique de Moscou parviennent à appauvrir le texte de Tchekhov. Tout se passe comme si avait revêtu une armure, une sorte d'uniforme bureaucrate métallique ce qui lui donne une allure tout de e assez empruntée, sauf lorsque Smoktounovski est à l'action, Avouocs d'autre part ce qui est

inavouable, que les quatre pièces de Tchekhov jouées dans toutes les lanles à longueur d'année depuis des éternités, nous les connaissons par cœur, nous n'en pouvons plus, nous préférons voir, sur scène, des transpositions de ses nouvelles géniales. Et puis, comme dit Thomas Bernhard dans son livre récemment traduit, Evénements (à l'Arche), « les duit, Evenements (a rescue), vies pièces de théâtre, quelles qu'elles soient, sont la chose la plus idiote que l'on puisse porter à la scène, croyez-moi. Un verre de bire porte à la scène, je sais ce qu'il a de gran-diose, mais une pièce de théâtre jamais ». C'est lui qui dit ça, pas

MICHEL COURNOT. s Glangurry Glen Ross, Edouard-VII, 20 h 30; Oncle Vania, Chaillot, 20,h 30, les 7 et 8 octobre.

TSTENT

MUDMIN

WRIS 19m



المكذا من الأصل

THÉATRE

Jérôme Savary a cu la bonne idée de prêter sa verve et son ingéniosité à un divertissement familial, Astérix, d'après la bande dessinée de René Goscinny et d'Albert Uderzo. Avec ses traditionnels coproduc-teurs que sont l'ALAP et les spectacles Lumbroso, il n'a pas lésiné sur le budget. Il a d'abord imaginé une nouvelle conception de l'espace (le Cirque d'Hiver), il a conçu un vrai petit théâtre truffé de possibilités scéniques, de machineries astucicuses. Puis il a pris comme épine dorsale du spectacle le récit contenu dans le premier album paru il y a maintenant vingt-sept ans et il a rajouté des détails de comportement et quelques séquences - comme le cirque romain avec César dans la loge impériale - tous éléments trouvés dans les autres ouvrages vendus à ce jour à 180 millions d'exemplaires dans le monde.

Savary s'est dès lors attaché à retrouver l'atmosphère et la fraî-cheur du western gaulois. L'indivi-dualisme forcené d'Obélix, d'Astérix et des autres personnages émerge dans des décors magnifiés et un univers onirique. L'humour se glisse heureusement dans les chansons et les petites chorégraphies joyeuses qui jalonnent le récit.

Car, bien sûr, Jérôme Savary imprègne cette histoire naîve en forme de comédie musicale d'une ambiance insolite, joue avec les moments de tendresse et de rythme, de burlesque et de mélancolie, ment si rigoureux qu'il en vient presque à créer du suspense.

Les acteurs, grimés en Gaulois, sont plus vrais que nature. La force du spectacle est dans ce mélange

savoureux d'innocence, d'astuce, de sagesse dans l'absurde, dans la magie, dans le bonheur, distillés ment pendant deux heures. CLAUDE FLÉOUTER. * Cirque d'Hiver, 20 h 30.

Goscinny le Gaulois

Le père d'Astérix, quand il était enfant, pertageait ses loisirs entre deux occupations, la réeli-sation de bandes dessinées (au sation de bandes desenées (au crayon sur cahiers d'écolier) et des disputes homériques avec son frère aîné, qui était beaucoup plus grand que lui. Leur vocabulaire aurait pu faire rougir un régiment de husserds, mais — ils habitaient Buenos-Aires — ils l'insuffacet dese un escape du s'insultaient dans un espagnol du port peu pratiqué en ville, notam-ment au lycée français où ils poursulvaient de brillantes

Adolescent, René Goscinny dut s'exiler à New-York. Pas dans les beaux quartiers. Il gegneit chichement sa vie en tapant à la machine dans un bureau. Il continueit à dessiner (sur papier Canson) et fit connaissance de quelques cofiè-gues qui travaillaient à Mad (le modèle de Hara-Kiri).

Oncle Sam lui demanda s'il

voulait devenir citoyen du nou-veau monde. Il préféra retourner dans sa ville natale, Paris. Il fit son service militaire, endossa la capota kaki, se coiffa d'un large beret, couche en chambrée, fit le parcours du combattant. Comme - à part du cheval dans la pempe — il n'avait jamais prati-qué aucun sport, son entourage était très inquiet. Mais il était tellement teigneux qu'il tint le coup jusqu'au bout.

iours. En souvenir de New-York,

borsalino — c'était les débuts de la Série noire et du mythe Boggy qui a fait une petite camière dans l'édition belge. Il habitait une rue triste d'Auteuil, une chambre d'étudiant chez deux visilles demoiselles très pieuses. A vrai dire, la vie était difficile, l'argent était rare. Les railleries ne manquaient pes au sujet de ses « petits Mickey ».

Mais, on le sait, la revenche de Goscinny fut éclatante. Entre les éditions Dargaud et le journal Pilote, elle fut aussi rapide. Il ne dessinait plus, il écrivait. Il y a eu avec Sempé le Petit Nicolas, merveilleux garnin futé et vulnérable, ses copains de classe plus costauds que lui, et tout autour le vaste monde. Il y a su Morris avec Lucky Luke, iznogoud... Il y a eu la rencontre avec Uderzo et avant Astérix, un Indien au regard désabusé appelé Oumpa-

le futé, le généreux, le tendre, le têtu, le vulnérable, le rêveur, le bosseur, est un Petit Nicolas adulte qui a pris sous son aile son frère beaucoup plus grand et sait naviguer dans le vaste monde, jouer avec tous les vocabulaires ramassés de Buenos-Aires à Paris en passant par New-York, Auteuil, Bruxelles.

CINÉMA

« L'Etudiante », de Claude Pinoteau

De la pluie et des larmes

L'équipe gagnante de la Boum nos 1 et 2 à nouveau réunie a perdu son humour et s'enlise dans les clichés.

Valentine (Sophie Marcean) est valentine (Sopine Marcean) est une jeune prof de lettres qui prépare l'agrégation d'arrache-pied, ce qui est une occupation à plein temps, certes, et laisse peu de temps à l'amour. Quand elle rencontre Edouard (Vincent Lindon), musi-cine between elle décide qu'il est cien charmant, elle décide qu'il est temps, à quelques mois du concours, de voir une dernière fois le loup. Elle le drague donc au restaurant, le persuade qu'elle est à peu près « bran-chée », qu'elle aime Tom Waits, Coltrane, Keith Jarrett, mange du

Lui perd, hélas, notre sympathie dès qu'il déclare bêtement : « Les

MUSIQUES

Marx Brothers ne m'ont jamais fait rire. » Dommage pour lui, l'humour absurde, la folie, c'est précisément tout ce qui fait défaut à ce scénario faussement enjoué, rusé, fabriqué sans gaiclé. La car noyer au-dessus du lit où le couple est allongé, on n'est pas bouleversé par l'originalité de cette étreinte.

Le temps s'étire interminablement entre les concerts d'Edonard, qui joue un rock pénible, et les séances de bibliothèque de Valentine. Il y a des va-et-vient, des élans, des ruptures, des surprises... Non, au fait, il n'y a pas de surprise. Pen-sez à un cliché, au hasard, n'importe lequel, il est dans le film. On a décidé de nous plaire et de lâcher le catalogue an complet.

Bien sûr, elle a des lunettes, elle est remontée comme un ressort, cultivée jusqu'à la nausée, égoïste (Isabelle Adjani dans Tout feu tout

Karajan : la Philharmonique de Berlin

flamme de Rappeneau, mais la taille en dessous, en moins vraiment bizarre).

Bien sûr, il est rêveur, un per mufle (le fameux style «instinctif »), mais brave type maladroit et touchant. Ajoutez un vibrant plaidoyer pour la revalorisation de l'enseignement - auquel, sur le fond, nous souscrivons évidemment, lecteur ami - beaucoup de pluie, de larmes (Mais non, c'est la pluie...) et d'essuie-glaces balayant les pare-brise avec une régularité quasiment hypnotique.

Elle l'aura, son agrégation, vous vous en doutez. Et le musicien en prime, après un oral déchirant sur amour et amour de soi » dans le Misanthrope. Claude Pinotcau. homme exquis, et Danièle Thompson, habile scénariste, ont cru qu'après la Boum et la Boum 2 ils pourraient faire rebelote, presser encore un pen le citron, en l'occur-rence Sophie Marceau, qui n'est pas en cause, sans doute charmante mais pas crédible dans ce rôle, et c'est loupé. On préférait voir Sophie er sur le twist. Il nous manque aussi la délicieuse grand-mère ente. Et puis c'est un film où l'on téléphone beaucoup trop.

MICHEL BRAUDEAU.

de Thomas BERNHARD Joël JOUANNEAU

David WARRILOW, Marief GUITTIER,

48 31 11 45

11 OCT. -- 13 NOV.

Communication

Médiaville 88

Les élus veulent élargir l'accès à la télévision par câble

« Médiaville 88 aura marqué un tournant, un début de sortie du cercle vicieux de la télévision par câble : peu de réseaux, peu d'abonnés, peu d'argent pour les programmes. » En concluant ce colloque annuel, le ministre de la communication, Mª Catherine Tasca, a affirmé que la réorientation commerciale du « plan câble » devrait suivre deux voies : offrir plusieurs formules de services et de prix (dont un bas, pour obtenir la plus grande pénètration); promouvoir les abonne-ments collectifs. Car « le rapport prix/programmes offerts est encore insuffisant », estime M= Tasca, et les espoirs mis par les élus dans le canal local ne seront satisfaits que « si celui-ci trouve sa place dans une dynamique ». En clair, s'il y a des abonnés. Enfin, confirmant que le futur conseil supérieur de l'andiovisuel repren-drait les attributions de la CNCL en matière de télévision par câble, M. Tasca a aussi aumoncé qu'il fallait « assurer un relais à la mission « câble », dont le mandat se termine à la fin de 1988.

Le Plan Câble est né en même temps que la décentralisation. Aussi les élus locaux y ont-ils toujours joué un rôle majeur, affirmé en 1982 avec la création de sociétés locales d'exploitation, confirmé lors du virage libéral de 1986. L'Etat a bien « vendu » le câble aux collectivités locales. Ne leur a-t-on pas répété que ces réseaux seraient les autoque ces reseaux seraient les auto-routes électroniques de l'avenir, fac-teur incontournable de développe-ment économique? Ne leur a-t-on pas fait mirotter l'intérêt d'avoir «leur» télévision, ce canal local, convivial et démocratique? Et tout cela gratuitement, France Télécom se chargeant de l'investissement et les opérateurs privés du risque com-

Les élus n'ont pas résisté au chant des sirènes. De Paris à Niort, de Lyon à Bastia, ils ont sauté dans le wagon du « plan câble ». Aujourd'hui, les maires câblés mesurent la distance entre les pro-messes et la réalité. France Télécom a rabattu ses ambitions technologiques. Les autoroutes de la commu cation sont devenues de simples réseaux de télédistribution. Et voici que, au nom du réalisme économique, le ministre des postes, télécom-munications et espace, Paul Quilès, remise le canal local au rayon des gadgets coûteux. Le tournant comercial sonne le glas des utopies : i faut rentabiliser les réseaux.

Pourtant, les élus locaux n'ont nas renoncé à faire valoir leur point de vue. L'Association des maires des grandes villes de France, dont le pré-sident, M. Jean-Marie Rausch, est maintenant au gouvernement, continue à exiger le respect des engage-ments de l'Etat. Mais derrière ce front uni, chacun a sa stratégie M. Jack Ralite, maire d'Auberviltiers, souhaite « ouvrir un chantier au bout de l'impasse ». Avec les maires communistes de la banlieue nord-ouest de Paris, il réclame le câble pour tous, des réseaux sur lesquels l'éducation nationale, la formation professionnelle, la santé publique, offriraient des contenus ducatifs, contrebalançant la vague déseriante de programmes payants (le Monde du 6 octobre). A la veille des municipales, la plu-

part des maires ont des ambitions pellier, de Rennes à Saint-Cloud, on veut plus de prises, plus de canaux plus vite, et surtout plus d'abonnés M. Martial Gabillard, adjoint au maire de Rennes et président de l'Association des villes câblées, ne doute pas que - le prix d'entrée du cable doit se situer entre 70 et 80 francs, en tout cas en dessous de 100 francs, pour une douzaine de programmes » et insiste sur l'urgence de convaincre l'habitat collectif avec des formules adaptées Bref, la chasse aux abonnés est ouverte. Car les maires savent bien qu'au-delà de l'enjeu économique un câblage sélectif et minoritaire serait politiquement insupportable. Il savent aussi que leur canal local ne survivra qu'avec des abonnés.

Ouitte d'ailleurs à réajuster ses ambitions, en concentrant les moyens sur des senêtres insérés dans un programme national. Déjà, M 6 et Canal Infos proposent de tels « programmes-maîtres » laissant ouvertes des fenêtres locales.

Mais qui va assurer aux élus les abonnés qu'ils réclament? Les opérateurs, avec leurs chaînes thématiques, dont certains comme la Lyonnaise des eaux jugent que le prix a peu d'influence sur la pénétration du câble ? Ou Canal Plus, épaulée par France Télécom, avec ses décodeurs universels et sa stratégie de télévision payante avec un faible ticket d'entrée? Certains élus craignent d'être pris comme arbitres dans le conflit commercial que portent en germe ces deux logiques.

Vers ces élus, le gouvernement fait un geste en maintenant, sous une forme encore à trouver, une mission « câble » qui a toujours été confiée à un étn, M. Bernard Schreiner (PS) à ses débuts, M. Michel Péricard (RPR) ensuite. L'annonce par M. Paul Quilès d'une plus grande souplesse de France Télécom dans les calendriers ou les modalités de câblage est un autre geste. Et malgré une enveloppe financière strictement limitée à 25 milliards, France Télécom va aussi participer à de nouveaux projets de câblage

privé, à Roanne, au Havre, ou à Sablé-La Flèche. Car les maires des villes petites ou

moyennes, écartées du » plan câble » et même de la première vague de câblage privé menée par les grands opérateurs, ne veulent pas rester étrangers au mouvement. Tout comme la Datar, ils s'inquiè-tent d'une - France à deux vitesses -, qui les laisserait sur les bas-côtés du câble. Le marché s'organise pour les servir, avec des solutions peu coûteuses. Astec à Sablé-La Flèche, Citécable à Amilly et dans une vingtaine de petites communes, Réseaux Câblés de France à Roanne, la Sorecom (émanation du Crédit agricole) à Tignes, sont autant de nouveaux opérateurs. Certains ne sont que des ensem-bliers, d'autres sont plus liés avec des fournisseurs de matériel. Thomson vient de prendre 20 % de Visicà-ble +, la filiale de Canal Plus et de la CGV, qui promeut un cablage léger sur deux fils. Tout comme les pouvelles chaînes thématiques élargissent le choix des spectateurs du cable, l'éventail des solutions dispo-nibles élargit le choix des élus. Mais ne diminue pas forcément leur perplexité.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Rapporteur de la commission des affaires culturelles au Sénat

M. Gouteyron (RPR) envisage avec sérénité la réforme de la loi Léotard

Le projet de loi sur l'audiovisuel qui devrait être examiné par le Sénat début novembre n'essuiera sans doute pas un tir de barrage de l'opposition. Son futur rapporteur, le sénateur RPR, M. Adrien Gouteyron, estime en effet que la loi de 1986 mérite « certaines adaptations, à condition qu'elles soient inspi-rées par une appréciation objective de l'expérience en cours ». Un pragmatisme et une modérajet gouvernemental.

La loi de M. François Léotard n'a nas desservi l'audiovisuel français, mais son application a suscité cer-taines tensions qui appellent des réformes : tel est le constat nuancé qu'a dressé, au cours d'une conféreace de presse le 6 octobre, M. Adrien Gouteyron au nom de la commission des affaires culturelles du Sénat. Or le sénateur RPR fut, il y a deux ans, le rapporteur de la loi Léotard, et il sera sans doute celui de la prochaine réforme dans quelques semaines. Le message est clair : le projet de loi gouvernemental ne se heurtera pas, au palais du Luxem-bourg, à une guérilla politique. Une position qui rejoint celle défendue

par le sénateur centriste Jean Clu-

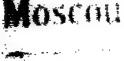
Majorité et opposition devraient done pouvoir s'entendre sur une réforme qui amenderait la loi Léoreforme qui amenderait la loi Leo-tard sans remettre en cause ses grands équilibres. M. Gouteyron, qui dans les cent-soixante pages de son rapport passe au crible le pay-sage audiovisuel, ne ménage guère ses critiques : irréalisme économique du . mieux-disant culturel ., effets pervers de la concurrence sur le coût des programmes, exaspération des publicitaire, mauvaise compétitivité de la production française, timidité de la CNCL à utiliser son pouvoir de sanction.

Le sénateur de la Haute-Loire avance aussi des propositions. Il sug-gère d'interdire par la loi les coupures publicitaires pendant la première diffusion d'une création française. Il demande que la future autorité de régulation soit dotée d'un • observatoire de la production • qui surveille les rapports entre producteurs et diffuseurs. Il souhaite que le gouvernement renforce ques et assouplisse leur mode de ges-tion. Il estime que les PDG de la télévision publique devraient être choisis non seulement - en fonction de leur personnalité mais aussi des projets qu'ils nourrissent pour les sociétés qu'ils aspirent à présider ».

Autant de remarques qui pourraient se traduire en amendements lors du débat au Sénat sans que le gouvernement en prenne ombrage.

Reste le problème central : le remplacement de la CNCL par le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Le rapporteur de la commission des affaires culturelles ne cache pas sa préférence pour le maintien de la CNCL, mais il ne refuse pas d'envisager sa succession. Il le fait, là encore, sans a priori. « L'expérience a sinté la différent de l'experience et le la différent de l'experience. a révélé la difficulté de l'exercice et a montré qu'aucun mode de désignation ne garantissait à lui seul l'indépendance de l'institution , écrit le sénateur, qui conclut que la crédibilité de la future autorité dépendra avant tout « des choix effectués par les autorités de nomination ». Fort de ce constat, le rapnorteur ne semble pas vouloir s'opposer au choix du gouvernement (trois - sages - nommés par le Sénat, trois par celui de l'Assemblée nationale). Mais il souhaite que la nouvelle institution marque son indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif en se rapprochant du Parle-ment. Elle y trouverait, selon M. Gouteyron, un interlocuteur ina-titutionnel pour « rendre compte de son activité » et « une tribune pour expliquer ses décisions ». Là encore, la proposition ne devrait pas déplaire au gouvernement qui songe, dans son projet de loi, à établir des relations régulières entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et les commissions parlementaires.

Gisèle HALIMI Le lait de l'oranger GALLIMARD urf



Bizarre bazar

Agings the contract

Aggregation of the second

1 Deliga Carper Language Carper

. April 100 This to the

the and the second

Francisco

Burgers and State of State of

4-4-6---

4-14-52 7 -22

apagaga gaya

李宝宝 1 #

Nuit transfigurée

Cinq ministres, un ancien président de la République et un auditoire ému ont communié,

mercredi 5 octobre, avec l'Orchestre philharmonique de Berlin et son inoubliable chef.

Quand Herbert von Karajan arriva sur la scène du Théâtre des Champs-Elysées, son aspect nous bouleversa et sa démarche semblait une torture, et puis, tout de suite, ce fut l'émerveillement. S'adossant non sans mal à son estrade, bien calé, il dirigea d'abord la tête levée, les yeux grands ouverts, lumineux, lui qu'on avait l'habitude de voir penché, enfermé en lui-même dans le cercle magique de ses bras.

Dans son visage émacié, sous les cheveux très blancs, le profil restait étonnamment jeune. Et une musique divine sourdait de lui, une musique d'amour, d'une beauté à pleurer, celle de la Nuit transfigurée du jeune Schönberg : « O regarde, de nuelle clarté brille l'univers! Tu flottes avec moi sur la mer froide et

de toi en moi, de moi en toi! » Ses mains, elles aussi, flottaient, pacifiées, bienfaisantes, au-dessus de cette mer profonde, les cordes de

la Philharmonique de Berlin, aux sonorités fabuleuses, chacune comme la voix irremplaçable d'un grand chanteur. Avec cette œuvre, on aurait dit que Karajan réunissait en bouquet quelques-uns de ses plus grands amours, Wagner, Brahms et Strauss, qui hantaient Schönberg à cette époque.

Mais il revenait ensuite à Brahms pour un monumental Souvenir en ut mineur, où tous ses musiciens se jetaient avec enthousiasme dans un flot impétueux comme celui du «Vater Rhein». L'exécution avait moins de cohésion, d'équilibre et de transparence que d'autres fois, mais cette chaleur si communicative ne pouvait faire douter de l'accord retrouvé entre l'orchestre et son chef, malgré les remous de ces der-

Et Karajan, les yeux grands ouverts, les bras étendus, déploya l'introduction du final avec une immense majesté, comme s'il franchissait la porte du ciel pour délivrer

JACQUES LONCHAMPT.

FESTIVAL d' AUTOMNE **PARIS** 1988

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

A TA SANTÉ, DOROTHÉE.
Remaissance (42-08-18-50), 20 h 45.

L'EX-FEMME DE MA VIE.
Splendid Saint-Martin (42-08-21-93), Splendio 20 h 30.

SUPER MATHIEU! Edgar III (43-20-85-11), 21 h 30. AH! CA RIBA, CA RIRA, CA RIBA L. Cavean de la République (42-78-44-45), 21 h.

(42-75-44-45), 21 h.

ZONE, Cartoucherie. Ateliar du
Chaadron (43-28-97-04), 20 h 30.

MÊRE COURAGE ET SES
ENFANTS. Boulogne-Billancourt,
Théâtre de Boulogne (46-03-60-44),
20 h 30.

KILOWATT. Palais des Glaces (Petit Palais) (48-03-11-36), 20 h 15. PASSION. Cité internationale universitaire. Grand Thélitre (45-89-

VOYANCE, Rassion de Paris (42-78 46 42), 21 L SOPHONESEE. Theatre national de

LA DAME DE BAYREUTH. Théa-tre moderae (43-59-39-39), 20 h 30. RÉVEILLE-TOI, PHILADEL-PHIE. Théatre national de la Colline. Grande salle (43-66-43-60), à 20 h 30. LES DÉLICES DU BAISER. Comédie italienne (43-21-22-22),

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Bulle ou la voix de l'océan : 20 h 30. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). ♦ Les Cahiers tango : 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Le Timide an palais: 20 h 30.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23).

Ariane on l'Age d'or: 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Baby Boom :

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Souvenirs assas-sius: 20 h 30. Salle Louis Jouvet. Sim-plement compliqué, Festival d'automne à Paris 1988: 20 h 30. BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24).

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). Notes en duo : 20 h. O La Trilogie du mythe (on entier): 22 h. CARRÉ SELVIA MONFORT (45-31-28-34). Théodore: 20 h 30.

CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). Zonc :

CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). L'Aug-montation : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SO-LEIL (43-74-24-08). Trakiniai : 20 h 30. TEMPÉTE (43-28-36-36). Salle L. NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-

CONTRR GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19). O Philippe Jacottet : la Se-maison Lectures dans le cadre des Voix et des Images : 18 h 30. Je no reviendrai jamais, Festival d'automne à Paris 1988 :

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). L'Orage: 20 h 45. CIRQUE D'HIVER (42-66-20-75). Asté-

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), Reviens dormir à l'Elysée : 21 h. COMEDE DE PARES (42-81-00-11). COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22).

O Les Délices du baiser : 20 h 30. COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Selle Richellen. O Esther: 20 b 30.

DAUNOU (42-61-69-14), Monsieur Ma-

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coît du père François : 21 h. DEX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Le Gardien: 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babus-Cadres : 20 h 15. Nous ou fait où ou nous dit de faire : 22 h dit de faire : 22 h. EDOUARD-VII SACRA GUITRY (47-

42-57-49). Gleagarry Gien Ross: 21 h. ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salie L Voyance: 21 h. Salie fl. Paroles d'or: 18 h 30.

FONTAINE (48-74-74-40). L'Homprudent : 21 à.
GAITE-MONTPARNASSE (43-16-18). Nocturnes: 20 h 45.
GALERIE 55-THE ENGLESH THEA-TRE OF PARIS (43-26-63-51). Signal Man's Apprentice (les Alguilleurs): 21 h.

GAVEAU-THÉATRE (SALLE GA-VEAU) (45-63-20-30). ♦ Le Namfragé : 19 h.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06), Le Merie blanc : 20 h 30. GUNCHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Delire à deux : 20 h 30. O Yatil un chameau dans l'ascenseur? : 22 h 15.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). L'Ange gardien: 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve: 19 h 30. La Leçon: 20 h 30.

JARDON DES PLANTES (AMPHI-THÉATRE DE PALÉONTOLOGIE) (43-57-57-89). Le Buffon des familles :

18 h 30.

LA BASTILLE (43-57-42-14). Temporairement spuisé: 19 h 30. Le Criminel, Festival d'automne à Paris 1988: 21 h. LA BRUYERE (48-74-76-99). Les Armoires: 21 b LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Va-

lardy: 20 h 15. LE PROLOGUE (45-75-33-15). Et si on LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Mort à crédit : 21 h 30. Théâtre rouge. Contes érotiques arabes do XIVe siècle : 20 h. Pour us oui, pour us non : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). O Les Sept Miracles de Jésus : 18 h. La Foire d'em-poigne : 21 h. MARAIS (42-78-03-53). Le Grand Invité: 20 h 30. MARIE STUART (45-08-17-80). Le

Monte-Plats: 18 h 30. Sept Contes MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). SI c'est pas Montagné, j'en voux pas : 21 h. MATHURINS (42-65-90-00). La Femme

MICHEL (42-65-35-02). Pyjama pour six: MICHODIÈRE (47-42-95-23), Ma consine de Varsovie : 20 h 45. MUNTPARNASSE (43-22-77-74). Le Se-

MUSÉE DE CIRE HISTORIAL DE MONTMARTRE (46-06-78-92). O Après-midi su Chat noir : 16 h, 14 h 30 et 17 h 30.

(43-31-11-99). Paris accordéen Fêtes d'automne du Ve arroadissement ; 45). Ah I Ca rira, ça rira, ça rira !...: NOUVEAUTES (47-70-52-76). Le Grand ing: 20 h 30. ODEON (43-25-70-32). Les Exilés :

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Tolle de fond : 11 h 30. ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne sais pas Rappaport : 20 h 45.

OFFICE NATIONAL SUISSE DU TOU-RISME (47-42-45-45). La Prose du Transsibérieu et de la petite Jehanne de France: 10 b, 14 b 30 et 20 b 15.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-TAIRE (45-89-38-69). Grand Théitre. Passions: 20 h 30. La Galerie. La So-conde Stravina de Passaca 20 h 30. PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le speciacie continue! Raymond Devos : 20 h 30. PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53).

Tépor : 20 b 30. RANELAGH (42-83-64-44). L'Etrange Mister Knight: 21 h. ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Le SAINT-CEORGES (48-78-63-47), Drôle de couple : 20 b 45.

Vendredi 7 octobre

SQUARE RÉJANE (43-79-90-90). Baroque II: 20 à 30.

THÉATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). O Paradiscurs, suivi de Va donc mettre au lit tes ratures : 20 à 30. Brasses, Brei: 22 à b.

THÉATRE DE FORTUNE (43-56-36-34). O Une petite sirème : 21 h.

THÉATRE MODERNE (43-59-39-39). O La Dame de Bayreuth : 20 à 30.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Théâtre. ◆ Oucle Vania (en langue russe, loc. d'écouteurs)

Festival d'automne à Paris 1988 : 20 à 30.

THÉATRE MODERNE (43-59-39-39). O La Dame de Bayreuth : 20 à 30.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Théâtre. ◆ Oucle Vania (en langue russe, loc. d'écouteurs)

Festival d'automne à Paris 1988 : 20 à 30.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Théâtre. ◆ Oucle Vania (en langue russe, loc. d'écouteurs)

Festival d'automne à Paris 1988 : 20 à 30.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Théâtre. ◆ Oucle Vania (en langue russe, loc. d'écouteurs)

Festival d'automne à Paris 1988 : 20 à 30.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Théâtre. ◆ Oucle Vania (en langue russe, loc. d'écouteurs)

Festival d'automne à Paris 1988 : 20 à 30.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Théâtre. ◆ Oucle Vania (en langue russe, loc. d'écouteurs)

76-34). O Une petito sirène: 21 h.
THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-

64-80-80). La Résistible Ascuncion d'Arturo Ui : 20 h 30. THÉATRE DE L'OMBRE QUI ROULE (43-26-29-61). Le Monologue de Molly Bloom, d'après Ulysse : 21 b.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). ♦ Fanny: 20 h 30.

THÉATRE DE LA PLAINE (42-50-15-65). Cago, d'après Communication à une scadémie : 20 h 30.

THÉATRE DE VERDURE DU JARDIN SHAKESPEARE (42-71-44-06). ♦ L'Ile des esciaves : 19 h. THÉATRE DU BEL AIR (43-46-91-93).

THÉATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60). Grande selle. O Réveille-toi, Philadeiphie : 20 h 30. THEATRE RENAUD-BARRAULT (42-

56-60-70). Grande saile. Le Retour su désert, Festival d'automne à Paris 1988 : TINTAMARRE (48-87-33-82). Berthé-lémy: 19 h. Les majorettes se cachent pour mourir: 21 h 30. TOURTOUR (48-87-82-48). Identités :

TRESTAN-BERNARD (45-22-08-40). Rififoin dans les labours : 21 h. VARIETES (42-33-09-92). Le Sant du lit :

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24) Panfare d'annour (1935), de Richard Rottier, 16 h; East Mets Wets (1936, v.o.). d'Herbert Mason, 19 h; Vote + Fusil (1970, v.o.s.l.f.), d'Helvio Soto, 21 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-29) Le Cirièma français des années cin-quante; le Dos au mur (1957), d'Edouard Molinaro, 14 h 30; Et Dieu créa la femme (1956), de Roger Vadim, 17 h 30; Assas-sins et Volcurs (1957), de Sacha Guitry,

20 h 30.

VIDÉOTHEQUE DE PARIS

(48-26-34-36)

Paris: an arrondissement par jour: 7arrondissement: la Grande Dame: la Tour
Eiffel en folie (1982) d'un groupe
d'anfanta, Tour Eiffel, Superman II (1980,
v.o.) de Richard Lester, 14 h 30; 8- arrondissement: Théâtre aux Champs: Un nonveau théâtre pour Barrault (1981) de
Frank Cassemi, Louis Jouvet (1971) de
Roland Bernard, Entrée des arristes (1938)
de Marc Allégret, 16 h 30; 8- chie: Eclair
journal, l'Orangère (1988) d'Alein Cavalier, Falbalas (1944) de Jacques Becker,
18 h 30; 9- arrondissement: Grands Boulevards: Musée Grévin (1958) de Jacques 18 h 30; 9º arrondisement: Grands Boulo-vards: Musée Grévin (1958) de Jacques Demy, Faubourg Montmartre (1931) de R. Bernard, 20 h 30.

Les exclusivités

GAUCHE EN SORTANT DE L'ASCENSEUR (Fr.) : Rex. 2 (42-36-83-93) - Gaumont Ambassade, & (43-59. 19-08) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Les Montparnos, 14- (43-27-52-37); Gaumont Convention,

15 (48-28-42-27). ADA DANS LA JUNGLE (Fr.) : Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); Pathé Hautefcuille, 6 (46-33-79-38); Pathé Marignas-Concorde, # (43-59-92-82); Pathé Prançais, 9 (47-70-33-88); Fanrette, 13 (43-31-56-86); Pathé Montрагияме, 14 (43-20-12-06) ; Convention Seint-Charles, 15 (45-79-33-00) ; Path Wepler, 18 (45-22-46-01); Lo Gem-

Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18). LES ANNÉES SANDWICHES (Pr.):

Cinoches, 6º (46-33-10-82). AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-AIL) : Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09).

BACDAD CAFÉ (A., v.o.) : Gammont Les Halles, 1* (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); 14 Juillet Par-nasse, 6* (43-26-58-00); La Pagode, 7* (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-08) ; Gammont Parname, 14 (43-35-30-40) ; v.f. : Parvette, 13 (43-31-56-86) ; Trois Secrétan, 19 (42-06-

PENAISSANCE (42-08-18-50). A ta LA BETE DE GUERRE (A., v.A.) : UGC samé, Dorothée : 20 h 45.

Normandie, 3- (45-63-16-16) ; v.f. : Hol-Normandie, 3 (45-63-16-16); v.f.: Hol-lywood Boulevard, 9 (47-70-10-41); lywood Boulevard, 9 (47-70-10-41); Paris Ciné I, 10 (47-70-21-71).

BIG (A., v.a.) : Forum Horizon, 1" (45-08-57-57) : UGC Danton, 6" (42-25-10-30) ; UGC Rotonda, 6" (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); v.f.:

Paramount Opérs, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelius, 13 (43-36-23-44); Min-tral, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clicky, 18 (45-22-46-01); Le Gambetta, 20

(46-36-10-96). BIRD (A., v.o.): 14 Juillet Parmane, 6* (43-26-58-00); Elysées Lincoln, 8* (43-59-36-14).

BONFOUR L'ANGOISSÉ (Fr.): UGC Bistritz, & (45-62-20-40); Miramer, 14-(43-20-89-52).

CHOCOLAT (Fr.): Cinoches, & (46-33-

COLORS (*) (A., v.o.) : UGC Ermitage, 3* (45-63-16-16).

LA COMMISSAIRE (Sov., v.o.) : Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); Cosmos, 6 (45-44-28-80); Le Triomphe, 3 (45-62-45-76); L'Entrepôt, 14 (45-

LE COMPLOT (Fr., v.o.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); Gaumont Opéra, 2 (47-2-60-33); tsamont Opéra, 2 (47-2-60-33); 14 Jaillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Lucernaire, 6 (45-44-57-34); v.f.: George V, 8 (45-62-41-46); Trois Parassiens, 14 (43-20-30-19). DE BRUIT ET DE FUREUR (**) (Fr.): Epéc de Bois, 9 (43-37-57-47).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit-it., v.o.): Les Trois Baizse, 3 (45-61-10-60).

LA DERNIÈRE TENTATION DU CHRIST (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (40-26-12-12); Gammont Opéra, 2 (47-42-60-33); Ciné Beau-bourg, 3 (42-71-52-36); Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); Gammont Champs-Elysées, 3 (42-30-44) Elysées, 8 (43-59-04-67); 14 De. 110 (43-57-90-81) : 14 Juillet Beaugren dle, 15 (45-75-79-79); v.f.: Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Gasmont Parnasse, 14.

EMEMANUELLE 6 (**) (Pr.) : George V. & (45-62-41-46). ENCORE (*) (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-

63-40). LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champolico, 5 (43-26-84-65).

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.): Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83); Pathé Marignan-Concorde, 9" (45-59-92-82); UGC Bierritz, 9" (45-62-20-49); 14 in: Benezita, 11 (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81); 14 Juillet Beangreuelle, 19° (45-75-79-79); Bienventle Montpersasse, 15° (45-44-25-02); v.f.: Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); Fanvette, 13° (43-31-56-86); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pazhé Montparpasas, 14 (43-20-12-06); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE GRAND BLEU (Pr., v.o.): Publicis Champs-Elysées, 9 (47-20-76-23); Kinopanorama, 15 (43-06-50-30); v.f.: Gaumont Opirs, 2 (47-42-60-33); Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93); Gammont Alfain, 14 (43-27-84-50); Les Montoeroos, 14 (43-27-52-37).

du 3 au 16 octobre

ZAIRĐ

RITUELS ET DANSES MASQUEES LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Lucerpaire, 6 (45-44-57-34); George V, 8 (45-62-

LA GUERRE D'HANNA (A., VA): Forum Oricat Express, 1" (42-33-42-26); Elyafes Lincoln, \$ (43-59-36-14); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52).

HAIRSPRAY (A., v.o.) : Epés de Bois, 5

BOMEBOY (A., v.a.): Forum Oriest Express, 1* (42-33-42-26); Epéc de Bois, 5* (43-37-57-47); UGC Rosonde, 6* (45-74-94-94); Le Triomphe, 8* (45-

L'HOMME QUE J'AI TUÉ (A., VA): Action Christine, 6* (43-29-11-30).

HOTEL TERMINUS (Fr., v.n.): Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Besaregard, 6* (42-22-87-23): Elyséet Lincoln, 8* (43-59-36-14); Sept Parnas-time 14* (43-59-36-14); Sept Parnas-time 14* (43-59-36-14); siens, 14 (43-20-32-20).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Trois Parmeniess, 14 (43-20-

IRONWEED (A., v.A.): UGC Odées, 6* (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8* (45-62-20-40); v.f.: UGC Montparassue, 6* (45-74-94-94).

LA LECTRICE (Fr.): Porum Arcen-Clei, 1= (42-97-53-74); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); Pathé Hantefouille, 6* (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8* (43-59-92-82); Saint-Lazaro-Pasquier, 8* (43-87-35-43); UGC Lyon Bestille, 12* (43-43-01-59); Geomet Alémin 14* (41-27-84-50). Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Pathé Montparnesse, 14 (43-20-12-06); Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18 (45-22-

LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.A.): Les Trois Lexembourg, & (46-33-97-77). MASQUERADE (A., v.A.): Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); Saint-Michel, 5= (43-26-79-17); Publicis Champs-

Elysées, 8 (47-20-76-23). MÈRE TERESA (Brit., v.o.) : Epéc de Bois, 5 (43-37-57-47). MEURIRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.): 14 Juillet Par-nasse, 6 (43-26-58-00).

MIDNIGHT RUN (A., v.o.): Ciné Benn-bourg, 3 (42-71-52-36); UGC Dauton, 6 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 3 (45-62-20-40): UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16); La Bastille, 11¹ (43-54-07-76); Sept Parassions, 14² (43-20-32-20); 14 Juillet Beungrenelle, 15² (45-75-79-79); UGC Maillot, 17² (47-48-06-06); v.f.: UGC Maillot, 17* (47-48-06-06); v.f.; Rex., 2* (42-36-83-93); UGC Momparasse, 6* (45-74-94-94); UGC Opfera, 9* (45-74-95-40); Les Nation, 12* (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Mistral, 14* (45-39-52-43); UGC Convention, 15* (45-74-93-40); Images, 18* (45-22-47-94); Trois Secrétan, 19* (42-06-79-79).

LES MODERNES (A., v.a.): Forum Hautefeuille, 6 (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 3 (43-59-92-82); Sopt Parassicas, 14 (43-20-32-20).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A. v.o.) : Le Triomphe, 8 (45-62-45-NICKY ET GINO (A., v.o.): UGC Normandie, P (45-63-16-16); v.f.: UGC Montpurssase, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

NUIT ITALIENNE (It., v.a.): Utopia Champollina, 5 (43-26-84-65). OEUF (HoL, v.o.) : Reflet Logos I, 5 (43-

LA PETITE AMIE (Fr.): Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82). PREGE DE CRISTAL (A., v.o.): Forum Rorizon, 1" (45-08-57-57); UGC Dan-zon, 6" (42-25-10-30); UGC Normandie, (A5-63-16-16); v.f.: Rex. 2' (42-36-83-93); UGC Montpername, & (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12(43-43-01-59); UGC Gobelian, 13^a (43-36-23-44); Pathé Mostparmauc, 14^a (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15^a (45-79-33-00); Images, 18^a

(45-22-47-94). PRESIDIO (A., v.o.) : George V, 8 (45-62.41.46); Pathé Marignas-Concorde, 8 (43-59-92-82); Sept Parnassient, 14 (43-20-32-20); v.L.; Bretagne, 6 (42-12-57-97); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Pathé Clichy, 18- (45-22-

PUBLIVORE (Fr.) : Epéc de Bois, 5 (43-37-57-47). QUELQUES JOURS AVEC MOI (Fr.):

DUELQUES JOURS AVEC MOI (Fr.):
Forum Orient Express, 1= (42-3342-26); UGC Danton, & (42-25-10-30);
UGC Montparname, 6 (45-74-94-94);
UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC
Opfra, 9 (45-74-95-40); UGC Gobolins, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (4539-52-43); UGC Convention, 15 (45-

20,000

2,00

39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); UGC Maillot, 17-(47-48-06-06). SALAAM BOMBAY! (indo-Fr., v.o.): SALAAM BUNGAY ! (indo-Fr. v.a.) :
Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12);
Les Trois Luxembourg, 6" (46-3397-77) : Gaumont Ambassade, 8" (43-5919-08) ; 14 Juillet Bastille, 11" (43-5790-81) ; Gaumont Paraasse, 14"
(43-35-30-40) ; v.f.: Gaumont Opéra, 2"
(47-42-61-21)

(47-42-60-33), SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR (Brit., v.a.) : Cinoches, 6 (46-33-

10-82). SAVANNAH (Fr.) : Utopia Chempoliton,

9 (43-20-84-65).
TERRE SACRÉE (Fr., v.o.): Latina, 4 (42-78-47-86).
TEGES SŒUES (IL-Fr.-All., v.o.): Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36); Pathé Beautourille, 6 (46-33-79-38); Gaumont Ambessade, 9 (43-59-19-08); Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Gaumont Parager (44-63-33-30-40); v.f. (Gentoort Latina). massc, 14 (43-35-30-40); v.f.; Gentmont Opéra, 2 (47-42-60-33); Les Monsparnos, 14 (43-27-52-37); Gar Convention, 15 (48-28-42-27).

UN MONDE A PART (A, VA): GED-UN MONDE A PART (A., v.o.): Gau-mont Les Halles, 1" (40-26-12-12); Ciné Beaubourg, 3" (42-71-52-36); Les Trois Luxembourg, 6" (46-33-97-77); UGC Odéon, 6" (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6" (45-74-94-94); UGC Biar-ritz, 8" (45-62-20-40); UGC Opéra, 9" (45-74-95-40); UGC Lyon Bustille, 12" (43-43-01-59); Escurial, 13" (47-07-28-04); 14 Juillet Benngrenelle, 15" (45-75-79-79); v.f.: UGC Montparasse, 6" (45-74-94-94); UGC Gobelins, 13" (43-36-23-44); Gautmont Alésia, 14" (43-27-34-50); Images, 18" (45-22-47-94); Le Gambetta, 20" (46-36-10-96). UN PERINCE A NEW YORK (A., v.o.):

UN PRINCE A NEW YORK (A., v.o.): IN PRINCE A NEW YORK (A., v.a.):
Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); George V, 8= (45-62-41-46);
Pathé Marignan Concorde, 8= (43-59-92-82); v.f.: Rex, 2= (42-36-83-93);
Paramount Opéra, 9= (47-42-56-31);
Fanvette Ris, 13= (43-31-60-74); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Gau-mont Convention, 15 (48-28-42-27);

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01). UNE AFFAIRE DE FEMMES (Fr.) UNE AFFAIRE DE FEMMES (Fr.):
Forum Horizon, 1" (45-08-57-57): Res,
2" (42-36-83-93); 14 Juillet Odéon, 6"
(42-36-83-93); 14 Juillet Odéon, 6"
(42-35-59-83); La Pagodo, 7" (47-0512-15); Gammost Ambassade, 8" (43-5919-08); George V, 8" (45-62-41-46);
Saint-Lazare-Pasquier, 8" (43-8735-43); Pathé Français, 9" (47-7033-88); 14 Juillet Bastille, 11" (43-5790-81); Les Nation, 12" (43-43-04-67);
Fauvette, 13" (43-37-84-50); Miramar, 14" (43-27-84-50); Miramar, 14" (43-27-89-52); 14 Juillet Besugrenelle,
19" (45-73-79-79); Gammont Convention, 15" (48-28-42-27); UGC Maillot,
17" (47-48-06-06); Pathé Clichy, 18" (45-22-46-01); Trois Secrétan, 19" (4206-79-79).

UNE ETOILE POUR L'EXEMPLE (Fr.): Vendôme Opéra, 2* (47-42-97-52).

TRANQUILLE (Fr.): Forum Aroen-Ciel, 1= (42-97-53-74); George V, 8-(45-62-41-46); Les Montparnos, 14-(43-27-52-37).

LES FILMS MOUVEAUX

L'AUTRE NUIT. Film français de Jens-Pieure Limosin : Forum Arc-en-Ciel, 1" (42-97-53-74) ; Les Trois Balzac, 8" (45-61-10-60) ; Sept Par-nassient, 14" (43-20-32-20).

DROLE D'ENDROIT POUR UNE RENCONTRE. Film français de François Dupeyron : Rox. 2 (42-36-83-93) ; Ciné Beanbourg, 3 (42-71-François Dupeyron: Rex. 2 (42-36-83-93); Ciné Beanbourg. 3 (42-71-52-36); UGC Montparmasse, 6 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Champs-Elyaéos, 5 (45-62-20-40); UGC Opéra, 9 (45-74-95-40); Lea Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastillo, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (45-33-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); UGC Maillot, 17 (47-48-06-06); Images, 18 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

DEROWNING BY NUMBERS. Film bettamique de Peter Greensway, v.o.: Pathé Impérial, 2º (47-42-72-52); Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Racine Odéon, 6º (43-26-52-36); Racine Odéen, 6 (43-26-19-68); Le Triomphe, 8 (45-6245-76); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Escurial, 13 (47-07-28-04); Gaumont Alfain, 14 (43-27-84-50); Trois Parassicas, 14 (43-20-30-19); 14 Juillet Besugre-nelle, 19 (45-75-79-79).

nene, 19 (45-73-79-79).

L'ETUDEANTE. Film français de Claude Pinotean: Gaumont Les Haltes, 1s (40-26-12-12); Rex, 2s (42-36-83-93); 14 Juillet Odéon, 6s (43-25-59-83); Gaumont Ambasade, 2s (43-59-19-08); George V, 2s (45-62-41-46); Saint-Lazare-Pasquier, 2s (43-87-35-43); Pathé

Français, 9 (47-70-33-88); Les Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Farrette, 13 (43-31-56-86); Ganmont Parment, 14 (43-35-30-40) : mom Farmane, 14 (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Miramar, 14 (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15 (48-28-2-27); Pathé Wepler, 18-(45-22-46-01).

L'INCESTE, LA CONSPIRATION DES OREILLES BOUCHÉES. Film français de Carole Romso-poulos, v.a.: 1. Entrepht, 14 (45-43-41-63) LE REPAS DU DEAGON. Film allo-mand de Jan Schlitte, v.o.: Forum Aro-en-Ciel, 1= (42-97-53-74); Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-

80-25); Biczvenile Montparmane, 15 (45-44-25-02). STORMY MONDAY, Film angio-américain de Miles Figgis, v.o.; Gaumost Les Helles, 1v (40-26-12-12); Saimt-Michel, 5 (43-26-79-17); Gammont Ambanade, 8 (43-59-19-08); Gammont Alésia, 14 (43-27-84-50); v.I.: Brettagne, 6 (42-22-57-97); Pathé Prancas, 9 (47-70-33-88); Fanvette Bis, 13-(43-31-60-74); Gammont Conven-tion, 15 (48-28-42-27); Pathé Cli-chy, 18 (45-22-46-01); Le Gam-betta, 20 (46-36-10-96).

LE TEST. Film franco-su 5 (46-34-25-52).

LE TOCSIN DE TCHERNOBYL Film soviétique de Rollau Ser-guienko, v.a.: Stadio 43, 9 (47-70-63-40).





DE DANSE DE PARIS THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

DU 10 AU 13 OCTOBRE 1988 A 20h30 BALLET NATIONAL DE MARSEILLE ROLAND PETTI

DU 18 AU 23 OCTOBRE 1988 A 20h30 ET LE 23 OCTOBRE A 14h30

AMERICAN BALLET THEATRE DU 27 AU 29 OCTOBRE 1988 A 20h30 ET LE 30 OCTOBRE 1988 A 14h30

BALLET ROYAL DE WALLONIE **DU 20 AU 24 NOVEMBRE 1988** 3° CONCOURS INTERNATIONAL DE DANSE

DE PARIS Classique et contemporair ÉPREUVES PUBLIQUES

DU 27 DÉCEMBRE 1988 AU 5 JANVIER 1989 A 20h30 LES GÉANTS DE LA DANSE

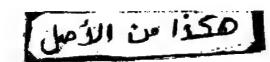
LOCATION ET RENSEIGNEMENTS: THÉATRE DES CHAMPS ÉLYSÉES: 15, avenue Montaigne - 75008 PARIS par tel.: 47 20 36 37 de 14h à 18h du hindi au vendredi Collectivités: 47 20 30 88 - Agences et F.N.A.C. toirées de Gaia 18 octobre et 25 novembre: 42 66 59 79 Pastel 43 96 48 48 - Minitel 3615 code par Loc. par tel.: 47 20 36 37 de 14h à 18h du lundi au vendredi











Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du sausedi daté dimanche-landi. Signification des symboles : De Signafé dans « le Monde radio-télévision » © Film à éviter is On peut voir is Ne pus manquer is is ui Chef-d'azurre ou chanique.

Vendredi 7 octobre

TF 1

A CONTRACTOR OF THE STATE OF TH

The state of the s

7年 - 中**年記**録 - Page 274g - ge Mile San Change

萨斯·

Marian American

™Fak Classing Market State of Bank State

Blance of the Board of Total Con-

المرادي والمستوسوة والمعالة

State of the state

State Comments of the Control Sample Back and

F10 10 10 19 1101 40 10

Special Services

HER THE ST Water and the second

2000 1200 200

9.00

Area Services

and the second

Contract of the second

Market Commence

أجاز فالشاملين المشاملين

Server State of the State of

Acres agreement to a

March 1985

September 1997

And the second of the second o

September 1997 of the september 1997 of the

and the second

ARRORM WINE

all of regions or the

The state of the s

Appendix of the Control of the Contr

20.40 Variétés : Avis de recherche. Émission présentée par Patrick Sabe-tier. Invitée : Bernadette Lafont. Avec her. Invitee: Definition Latons. Avec Etienne Daho, Patty Ryan, Pasadenas, Astrid Adler, Gold. Gerard Blanchard, Eric Morena, Thierry Mutin. > 22.30 Magazine: 527 sar in Une. De Jean Bertolino. Jésus fric, un reportage de Claude Coudere et Touy Comiti. 23.35 Journal, Bourae et Météo. 23.50 Série: Les cavalisseurs. De 0.40 23.59 Solrie: Les earabiseans, De 0.40 à 6.43 Rediffusions. 0.40 Femilleton : Marion (6' épisode). 1.35 Magazine : 52' sur la Une, 2.30 Femilleton : Les Moinean et les Pinson. 2.55 Documentaire : Africa. 3.45 Documentaire : Histoires naturelles. 4.40 Musique.

A 2

. . .

> 20.35 Feuilleton : La belle Anchiec. De Jacques Besnard, avec Daniel



Ceccaldi, Catherine Rich, Pierre Tornade. 1. S'il vous plaît, chauffeur.



bes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Trois destina : le Père Bernard Alexandre (Vivre et survivre en pays de Caux), Jean Guitton, de l'Acadómie française (Un stècle, une vie), Gisèle Halimi (le Latt de l'oranger). 22.55 Journal. 23.10 Cinéma : Celui par qui le scandale arrive un film américain de Vicente Minnelli (1960). Avec Robert Mitchum, Eleonor Parker, George Peppard, George Hamilton. 1.35 Magazine: Du côté de chez Fred (rediff.).

28.30 Feuilleton: Tourbillons. De Josée Dayan, avec F. Babe, J. Leysen. (1" épisode). 21.30 Magazine: Thalanta. De Georges Pernoud. Escale à Mangareva. 22.28 Journal et Métée. 22.45 Documentaire: Brésil, dernière frontière. De Jean-Jacques Flori. 1. Le ciel étoilé: la chaire et la fei le nature hefeillim Jean-Jacques Flori. 1. Le ciel étoilé: la chair et la foi, le rêve brésilien. 23.35 La guerre de Corée. 0.40 Terre des gangs. 1.28 Maniques, massique. Beethoven: Sonate pour violoncelle et piano m² 2 opus 5, par Alaia Meunier (violoncelle) et Christian Ivaldi (piano).

CANAL PLUS

28.30 Téléfihm : Faut-il tuer Dan Maloue ? 22.00 Spectacle de magie. La Haye 1988: 22.45 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Association de maifal-teurs um Film français de Claude Zidi (1986). Avec François Clazet, Christo-nhe, Malouser Luca Piago Biscon-(1986). Avec François Cluzet, Christophe Malavoy, Jean-Pierre Bisson.
6.40 Cinéma: Comédie! # Film français de Jacques Doillon (1987). Avec Alain Souchon, Jane Birkin.
2.60 Cinéma: King Kong II D Film américain de John Guillermin (1986).
Avec Peter Elliot (v.o.). 3.40 Cinéma: les Durs à enire m Film français de Jack Pinoteau (1964). Avec Jean Poiret. Roger Pierre. Michel Serrault. ret, Roger Pierre, Michel Serrault. 5.05 Série : O'Hara. 6.00 Documen-

20.30 Téléfilm : Défense d'aimer. D'Antony Page, avec Jacqueline Bisset, Jurgen Prochnow. 22.35 Série : Matlock. 23.35 L'Inspecteur Derrick

(rediff.). 0.00 Journal de minsit. 0.05 L'inspecteur Derrick (suite). 0.40 Capitalne Farillo (rediff.). 1.30 Michel Vaillant (rediff.). 1.55 Journal de la mit. 2.00 Janique aimée (rediff.). 2.25 Seule à Paris (rediff.). 2.50 Joseph Balsamo (rediff.). 3.45 Voisin, voisine (rediff.). 4.40 Feallictus: Le class Beaulies. 5.65 Voisin, voisine.

20.35 Feuilleton : Dynastie. 21.30 Série : Clair de lune. 22.30 Magaziue : Charmes. 23.00 Journal. 23.15 Série : Poigne de fer et aéduction. 23.40 Série : Mesner et seunectou. 23.40 Serie : Mes-siems les jurés. L'affaire Vilquier. 1.35 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Lip. 2.30 Musique : Boulevard des ctips. 4.05 Série : Messieurs les jurés. L'affaire Vilquier (rediff.). 6.00 Musi-que : Boulevard des ctips.

FRANCE-CULTURE

29.30 Radio-archives. Nuit de la révolte et poètes chausonniers. 21,30 Musique: Biack aud blue. Noo-veautés du disque. 22,40 Nuits magnétiques. Carnet de bal, passion tango. 0.05 De jour au leademain. 0.50 Musi-que : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Comert (domé le 5 mai au Théa-tre des Champs-Élysées): Stabat mater pour soprano, alto, baryton, Chœur et orchestre, op. 53, de Szymanowski; Symphonie nº 1 en ut minour, op. 68, de Brahms, par le Nouvel Orchestre phil-harmonique et le Chœur de Radio-France, dir. Jerzy Semkov; 1º violon: Jacques Prat. 22.20 Premières loges. Georges Thill, ténor. Extraits des Huguenots, de Meyerbeer; de Roméo et Juliette, de Gound, de Werther, de Massenet, de Carmen, de Bizet. Massenet, de Carmen, de Bizet.

23.07 Club de la masique ancienne. Les carnets de Bâle. 0.30 Poissons d'or.

McKenna, Dirmeikis, Cage; à 1.30 femilleton : Arthur Bliss.

Samedi 8 octobre

TF 1

➤ 13.15 Magazine: Reportages. Rhi-nocéros: la dernière chance. Un film d'Alexandre Valenti. 13.55 La Une est à voss. 14.00 Série : Matt Houston. 14.50 La Une est à voss. (suite). 15.45 Tiercé à Autenil. 15.50 La Une est à vons (suite). 18.00 Trente mil-Bons d'amis. Sommaire: Alain et Pata-pouf; La Savante Patty; Le goéland fidèle. 18.30 Série: Texas police. fidèle. 18.30 Série : Texas police. 19.25 Série : Marc et Sophie.



20.00 Journal. 20.30 Métén, Tapis vert et Loto. 20.45 Variétés : Sébastien, c'est fou! Emission présentée par Patrick Schastien. Avec Albert, Sandy, Herbert Léonard, Phil Barney, Francis Perria, Barbra Streisand, Maryline, Pierre Perret, Gérard Majaz, Jackie Sardou, Stéphanie de Monaco... 22.25 Magazine : Ushuaia. Magazine de l'extrême de Nicolas Hulot. Sommaire: Atlantida: Baron rouge; Les véhicules de grand-papa; Go; Jet ski à Hawaii. 23.25 Feuilleton: La Mafia (2 épisode). 0.25 Journal et Météo. 0.40 Série : Les incorruptibles. (rediff.), 1.30 Documentaire: Histoire des inventions. 2.20 Feuilleton: Les Moineau et les Pinson. 2.45 Documen-taire: Africa. 3.40 Documentaire: Les ateliers du rêve. 4.30 Musique. 5.00 Documentaire : Histoires naturelles.

A 2

.

13.20 Magazine : L'assiette angiaise. Présenté par Bernard Rapp. *Le dopage* naturel, de V. Gerhards et D. Dahan ; S.O.S. Source, de T. Hay et P. Mon-toisy; Le Tarass boulba des Pyrénées, de J. Teulé; Les débuts de la révolu-tion, de B. Renard et Y. Breuz. 14.10 Sagarmatha 88. Opération Everest, présentée par Didier Régnier et Alain Valentini. 15.00 Samedi passion. Rugby; Teanis; Basket: championnat de France (Racing-Orthez) : Aventure : de France (Racing-Orthez): Aventure: Sagarmatha, Alain Pricur. 17.50 Série: L'homme qui tombe à pic. Equipe de choc. 18.40 Femilleton: Anges et loups (5 épisode). 19.05 INC. 19.10 Sagarmatha 88. Opération Everest, présentée par Didier Régnier et Alain Valentini 19.30 Flash d'informations. 19.35 Plaisir de rire: Alf. Et si on volait. 20.90 Journal. 20.30 Météo. 28.99 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Variétés : Champs-Elysées. Emission présentée par Michel Drucker. Avec: Michel Leeb, Philippe Lavil, Pierre Bechelet, Mort Schuman, Earth Wind and Fire, Claudia Philipps, Gerard Sety, Jean-Yves Lafesse; un défilé de mode ; une interview de Sylvester Stallone. 22.15 Série : Crime story. Ombre et lumière. 23.05 Journal. Nouveau Monde. 17.10 Vas-y Julie! Clarinette, flûte (La pazzia senole, 17.35 Cynthia ou le rythme de la vie. 17.35 Cynthia ou le rythme de la vie. 18.03 Série : Captain Power. Ardisson. Avec des interviews de Maruschka Detmers, Dany, Claire champions du foot. 18.55 Journal au clair de huse. 23.15 Magazine: Lamettes noires pour pults hanches. De Catherine Barma et Thierry Ardisson, présenté par Thierry Ardisson. Avec des interviews de

13.00 Magnaine : 12-14. 14.00 Temis.
Trophée de la fomme au Cap d'Agde.
18.30 Le 19-20 de l'information. De
18.40 à 19.00, le journal de la région.
19.05 Visite du pape Jean-Paul II en
Aleace-Lorraine. Rencontre avec de
jeunes Européens, en direct du stade de
la Meinau de Strasbourg. 20.30 Météo.
26.35 Dianey Channel. Présenté par 13.00 Magazine : 12-14. 14.00 Temis. Vincent Perrot. Dessins animés: La bande à Picacu, Pluto chien de berger, Le jardin verdoyant; et à 21.05, un épisode de la série Superflics. 21.45 Journal et Méséo. 22.10 Magazine: Le divan. D'Henry Chapier. Invitée: Maruschka Detmers. 22.30 Magazine: Musicales. D'Alain Duault. Rigoletto au salon avec Alain Fondary et Alida Ferrarini. 23.30 Magazine: Sports 3, Rétrospective des Jeax olympiques de Séoul.

2.40 Joseph Balsamo. (rediff.). 3.35 Voisin, voisine. (rediff.). 4.35 Feuilleton: Le class Beaulieu. 5.25 Voisis, voisine.

M 6

13.40 Série: Messicus les jurés. L'affaire Vilquier (rediff.). 15.40 Série: L'aventurier. 16.00 Hit, hit, hourns! 16.10 Série: Drôles de dames. 17.05 Série: Vegas.

CANAL PLUS

13.05 Magazine : Samedi 1 heure. De Jean-Louis Burgat, Erik Gilbert et Fré-dérick L. Boulay. 14.00 Téléfim : Mon enfant, mon amour. 15.40 Documentaire: Les altunés du sport. Hockey story. Horse ball: les cavaliers de l'arène. 16.05 Série: Paire d'as. 17.00 Concert.B. B. King et ses copains. 17.45 Série: La malédiction du loup-17.45 Série: La malédiction du loupgaron. 18.10 Cabou cadia. Moi, Renart; SOS fantômes; Comne Mordicus; Trip trap. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. Présenté par Marc Toesca. 28.36 Téléfilm: Le droit de choisir. De Georges Schaefer, avec Bette Davis, lames Stewart. Un couple égé, dont la femme est atteinte d'une maladie incurable, décide de se donner la mort en douceur. 22.15 Spectacle: Surprise sur prise. 23.10 Flash d'informations. 23.15 Chémas: Fon à tuer D Film américain de David Schmoeller (1986). Avec Klaus Kinski, Talia Balsam. Un ancien médecin, psychopathe sam. Un aucien médecin, psychopathe coche dans sa maison une femme enfercache dans sa maison une femme enfer-mée dans une cage et muette. Il loue des chambres et, pendant la nuit, observe ses locataires par des bouches d'aéra-tion avant de les tuer. Vopeurisme, folle, scènes sangiantes. Ce film est morbide et déplaisant. 0.30 Cinéma: Un housse sanoureux un film franco-italien de Diane Kurys (1987). Avec Greta Scacchi, Peter Coyote, Claudin Cardinale. 2.25 Cinéma: Ma mit chez. Mand # Film français d'Eric Rohmer (1969). Avec Jean-Louis Trintignant, Françoise Fabian, Marie-Christine Bar-rault. 4.10 Cinéma: SOS fantasses. Film français classé X de Michel Jean et Mike Strong (1986). 5.25 Documen-taire: L'Be aux singes. 6.00 Documen-taire: Les eunémis de la Matia.

13,30 Série : Supercopter, 14.20 Série : K 2000, 15.15 Série : An cœur du temps. 16.45 Karine, l'aventure du Nouveau Monde. 17.10 Vas-y Julie!

Nadeau et pour la partie variétés : Les têtes brûlées, Gamine, Pasadenas, Bruce Springueen.

19.30 Boulevard Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Téléfèn : Circuit mortel. De David A. Prior, avec Paul Smith, Jack David A. Prior, avec Paul Smith, Jack Starrett. Une simple promenade à wilo et puis tout à coup le drame. Et c'est le début d'une longue course contre la mort. 22.20 Magazine: Télé-matches. 22.25 K 2000 (rediff.). 0.00 Journal de minuit. 0.05 K 2000 (suite.). 0.30 Au cœur du temps (rediff.). 1.20 Boulevard Bouward (rediff.). 1.45 Michel Vallent (rediff.). 2.18 Lournal de la Vaillant (rediff.). 2.10 Journal de la muit. 2.15 Janique aimée (rediff.). 2.40 Joseph Balsamo. (rediff.).

13.40 Série: Messicurs les jurés. L'affaire Vilquier (rediff.). 15.40 Série: L'aventurier. 16.00 Hit, hit, hit, hourra! 16.10 Série: Drôles de dames. 17.05 Série: Vegas. 18.00 Informations: M6 express. 18.95 Magazine: Adventure. Som-maire: Hitch-hiking; Strius patrol; Wakulla; Maxi-yacht. 18.35 Musique: Hit 92. Hit-parade enuméen. 19.54 Six Hit 92. Hit-parade européen. 19.54 Six minutes d'informations. 20.60 Série : Bizarre. 20.35 Téléfilm : La disparue de Las Vegas. De Rod Holcomb, avec de Las Vegas. De Rod Holcomb, avec Nick Surovy, Marib Hemmer. Difficile enquête d'un détective dont la sœur a été enlevée. 22.10 Téléfilm: Le choix. D'Anthony Page, avec Vanessa Redgrave, Richard Venture. Quand un homme décide de devenir femme. 23.40 Journal. 23.55 Sexy clip. 0.25 Magazine: Midnight chaud. 0.55 Fentileton: Richelica. 1.55 Série Erresus judiciaires. 2.25 Magazine: Charmes (rediff.). 2.55 Musique: Boulevard des clips. 4.30 Richelica (rediff.). 5.30 Erresurs judiciaires (rediff.). 6.00 Musique: Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE De 17.30 à 22.30 : Seirée spéciale. De 17.30 à 22.30 : Seirès special.
17.30 Le cent cinquantenaire de la
Société des gens de lettres. En direct de
l'hôtel de Massa; 17.45, Table ronde :
feuilleton et littérature ; 18.30, Histoire
de la SGDL, par Jean Rousselot, avec us us SCIDL, par Jean Rousselol, avec François Périer; 19.50, Table ronde: feuilleton et cinéma, par Noël Simsolo; 20.25, Table ronde: feuilleton et télévi-sion, avec Claude Santelli; 22.00, Conclusion: le rôle de la SGDL-SCAM. 22.35 Musique: Opus, L'homme dans l'ascenseur, musique de Heiner Grabbal l'ascenseur, musique de Heiner Gæbbel, d'après une nouvelle de Heiner Muller.

FRANCE-MUSIQUE

28.05 Opéra (donné le 4 juin lors du Festival de Schwetzingen) : Tarare, opéra en cinq actes et un prologue de Salieri, par l'orchestre Des Deutsche Haendel Solisten et l'ensemble vocal Sagittarius, dir. Jean-Claude Malgoire; chef de cœur : Michel Laplenie.

23.23 Musique de chambre. Trio pour clarinette, flûte et piano, d'Emmanuel;
La pazzia senole, de Banchieri ; Sextuor à cordes nº 2 en sol mineur, op. 36, de Brahms. 0.30 La terrasse des audiences

Dimanche 9 octobre

6.43 Métée. 6.45 Bosjour la France, bonjour PEurope. Présenté par Jean Offrédo. 7.50 Magazine : Bosjour monsieur le Maire. Présenté par Pierre monsieur le Maire. Présenté par Pierre Bonte. 8.00 Jardinez avec Nicolas. 8.15 Dessin animé: Calurile express. 8.40 Variétés: Jacky show. Avec Paco. Gold, Raft, Stéphan Eicher. 9.00 Série: Tarzan. 9.55 Pas de pitié pour les croissants. 10.30 Magazine: Les ani-maex du monde. De Marlyne de la Grange. Sauvons les rhinos! 11.00 Magazine: Auto-Mota. Spécial 11.00 Magazine : Auto-Moto. Spécial ILOG Magazne: Auto-Mota. Special Salon de l'auto. 11.28 Météo. 11.30 Magazine: Téléfoot. 12.30 Jeu: Le juste prix. 12.55 Météo. 13.00 Journal. 13.20 Série: Rick Hun-ter, inspecteur choc. 14.15 Variétés: Interchallenges. De Gay Lux. 15.45 Tiercé à Longchamp. 15.55 Série : Pour l'amour du risque. 16.45 Variétés : 102 stars sur le 102. Emission de Guy Lux. Hommage à Jacques Brel. 18.00 Mondo Diago. 18.30 Série : Vivement lundi.



19.08 Magazine: 7 sur 7. Présenté par Anne Sinclair. Invité: Bernard-Henry Lévy. 19.58 Lote sportif. 20.00 Jeur-nal. 20.30 Météo et Tapis vert. 20.40 Cinéma: Tais-toi quand tu paries | Film français de Philippe Clair (1981). Avec Aldo Maccione. Edwige (1981). Avec Aldo Maccione. Edwige Fennec. Un raté rève de devenir James Bond. Comme il est le sosie d'un agent secret disparu, les services français l'obligent à se faire passer pour relui-ci dans une mission délicate. Or l'agent secret était homosexuel. Et un lot de plaisanterles houeuses se déverse dans ce film lamentable. 22.15 Magazine: Sport dimanche. 23.05 Journal et Mâtée. > 23.25 Documentaire: Sport dimanche. 23.05 Journal et Météo. > 23.25 Documentaire : Parlez-moi du « Che ». De Pierre Richard. 0.20 Documentaire : Histoire des inventions. 1.15 Feuilleton : Les Moinenn et les Pinson. 1.40 Documentaire : Atéliers du rève. 2.30 Documentaire : Histoires maturelles. 4.15 Musique. 4.40 Documentaire : Histoires naturelles.

A 2

8.30 Magazine: Calin-matia. Présenté par Marie Talon et Biboun. La Pimpa; Bogus; Barnabulle; Non, non, non et non!; Alex; Quick et Flupke.
9.00 Commitre l'alam. 9.15 Emissions israélites. 10.00 Le jour du Scigneur. Retransmission de la messe pontificale, en direct de Strasbourg. 12.05 Dianasche Martin. Comme sur un plateau, émission de Jacoues Martin. présentée émission de Jacques Martin, présentée par Claude Sarraute. 13.00 Journal et Météo. 13.25 Le monde est à vous. Avec Pierre Perret, Jean-Jacques Lafon, Jean-Jacques Bastelo, La Compagnie créole, Ceejay, Sandra, Les Fat's boys. Passage à vide. 17.35 Documentaire: Le commandant Consteau. A la redé-couverte du monde. 5. L'héritage de couverte du monde. 5. L'héritage de Cortez. 18.25 Cyclisme. Paris-Tours. 18.40 Magazine: Stade 2. Hippisme: concours complet à Fontainebleau; Football: championnat de France; Bes-tet; championnat de France; Monta-gne: ascension de l'Everest; Cyclisme; Paris-Tours. 19.30 Série: Magny.



Mise au poings. 20.00 Journal et Météo. 20.35 Série : Les cinq dernières Météo. 20.35 Série: Les cinq dernières minutes. Pour qui sonne le jazz, avec Jacques Debary, Marc Eyraud. Un trompettiste qui dirigeait un trio de jazz est retrouvé mort. Il semble bien qu'on l'ait aidé... 22.10 Magazine: Etoiles. De Frédéric Mitterrand et Jean-Christophe Roze. Elizabeth Taylor. 23.15 Journal. 23.35 Magazine: Anna. De Bernard Piwu. 450 Deces. Apos. De Bernard Pivol. 0.50 Docu-mentaire: Le commandant Constens (rediff.).

FR 3

Bible. 9.00 Magazine : Easemble aujourd'uni. 10.30 Magazine : Lati-tudes. 11.30 RFO hebdo. 12.00 Maga-zine : Musicales (rediff.). 12.57 Flack d'informations, 13.00 Magazine: D'un soleil à l'autre, Magazine agricole de Jean-Claude Widemann. 13.30 Foram RMC-FR3. Invité: Hubert Védrine. 14.30 Magazine: Sports loisirs. Sports en scène: Bob la chataigne, de Thomas Gilon: Tempie Treshé de la formera au Gilou: Tennis: Trophée de la femme au Cap-d'Agde. 17.15 Rescontre avec les Capd'Agde. 17.15 Rescontre avec les protestants. En direct de l'église Saint-Thomas de Strasbourg. 18.30 Rescontre avec les représentants de la comminanté juive. En direct de l'évêché de Strasbourg. 19.30 Musique. Quatuor à cordes nº 11 op. 95 en fa mineur de Beethoven, par le quatuor Enesco. 19.55 Finsh d'informations. 20.00 Série: Bessy Hill. 20.30 Feuilleton: Federico Garcia Lorca, mort d'un poète. De J.A. Barden, avec Nickolas Grace. 1. La cigale. 21.30 Magazine: Océaniques. De Pierro-André Boutang et Dominique Rabourdin. Nouvenu magazine d'actualité culturelle préparé par l'équipe d'Océaniques. 21.55 Journal et Météo. 22.20 Magazine: Sports en scène. Enduro party, de Jean-Pierre Mocky. 22.30 Cinéma: le Marquis de Saint-Evrement et me film américain de Mocky. 22.30 Clatena: le Marquis de Saint-Evreunoud m m Film américain de Jack Conway (1935). Avec Ronald Coleman, Elisabeth Allan, Basil Rathbone (v.o.). Un avocat anglais, alcoolique, sauve, par deux fois, de la prison et de la mort un jeune aristocrate français, époux de la femme qu'il aime. Adaptation du Conte des deux villes de Dickens, dans le style de reconstitution historique propre à la MGM. L'action se situe à Paris et à Londres. Les évênements de la Terreur y sont présentés. se situe à rans et a Lonares. Les event-ments de la Terreur y sont présentés par rapport à l'histoire d'une famille deux fols persécutée à cause d'un noble odieux. Œuvre romanesque, émou-

vante, Jamais revue depuis les années 30. 0.35 Musiques, musique. Corrette : Concerto pour clavecin en ré

CANAL PLUS

7.00 Top 50. Présenté par Marc Toesca.
7.50 Cabon cadin. Moi, Renart ; Comte
Mordieus ; SOS fantômes...
9.00 Cinéma : Deux flies à Chicago m 9.00 Calerna: Deant files à Chiengo M Film américain de Peter Hyams (1986). Avec Gregory Hines, Billy Cristal, Steven Bauer. 10.45 Cinéma: Association de malfafteurs mu Film français de Claude Zidi (1986). Avec François Cluzet, Christophe Malavoy, Jean-Pierre Bisson. 12.30 Magazine: Avance sur image. 13.00 Flash d'informations. 13.05 Magazine : Cioémode. mations. 13.05 Magazine: Cinémode. Pour savoir de quoi l'automne sera fait. 14.00 Cyclisme. Paris-Tours en direct. 17.00 Foethall américain. Un match du championnat professionnel 1988-1989 et meilleurs moments des autres matches du championnat. 18.00 Cinéma: Champ d'homeur mm Film français de Jean-Pierre Denis (1987). Avec Cris Campin Pascale Rossel Frie Wanter. Campion, Pascale Rocard, Eric Wapler. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Dessius animés : Ca cartoon. Présentés par Philippe Dana. 28.36 Cinéma : l'Année du dragos ■■ Film américain de Michael Cimino (1985). Avec Mickey Rourke, John Lone, Ariane. Deux meurtres horribles sont commis dans le list. 15.50 L'école des fans. Invité:
Carlos. 16.35 Série: Hôtel de police.
Passage à vide. 17.35 Documentaire:

missaire de police, ancien du Vietnam, entreprend de rétablir l'ordre et se heurte à une maffia jaune qui veut remheurte à une massia jaune qui veut rem-placer l'italienne. Critère d'une société née dans la violence et les trafics, potrait d'un personnage complexe, en prote à la haine, mise en scène puissante et lyrique. Mickey Rourke fascine. 22.35 Flash d'informations. 22.45 Cinéan: le Conformiste www. Film franco-italien de Bernardo Berto-lucci (1970). Avec Jean-Louis Trinti-gnant, Stefana Sandrelli, Dominique Sanda. Comment, à cause d'un traumotisme d'enfance, un homme, professeur de philosophie dans l'Italie des années 30, adhère au fascisme pour être normal -. Avec cette adaptation du an d'Alberto Moravia, Bertolucci, jeune cinéaste non conformiste, lui, esteignait, alors, sa plénitude artistique dans la reconstitution d'une époque, d'un milieu, d'une idéologie néfaste, et dans le travail plastique des images. Ce film, admirablement interprété, apporte aussi quelques clés pour les grandes œuvres ultérieures du réalisateur. 0.25 Chésan : SOS fantasmes. Film français classé X de Michel Jean et Mike Strong (1986). Avec Richard Allan, Alban Ceray, 1.40 Téléfilm : La route de l'angoisse. De Peter Maxwell, avec Olivia Hamnett, Bruce Barry. dans la reconstitution d'une époque.

6.30 Le journal permanent. 7.30 Les aventures du petit konla. 7.55 Vanessa et la magie des rèves. 8.15 Le magicien d'Oz. 8.40 Flo et les Robinson suissen. 9.00 Le magicien d'Oz. 9.30 Robotech. 10.15 Sévie : Captain Power (rediff.). 10.45 Sévie : Matthew Star. 11.25 Sévie. Cantain Power (rediff.). 6.36 Magazine: Sports 3 (rediff.).

8.02 Anuse 3. Mickey, Donald et Cie;
Les Gummi; Les merveilles de la nature; Petit ours brun; Raconte-moi la

10.15 Série: Captain Power (rediff.).

10.15 Série: Captain Power (rediff.).

10.25 Série: Captain Power (rediff.).

11.55 Série: Insiders. 13.00 Journal. 13.25 Téléfilm: Mission suicide. De Jerry Thorpe, avec Van Johnson, Ray Milland. Quand on est tueur à gage... 14.55 Téléfilm: La finale du cour. De Lou Antonio, avec Raiph Wait, Lee Remick, Sam Gray. Enne un journa-liste sportif réputé et une rédactrice en chef d'un journal de mode. 16,38 Série : Anticalement vôtre. 17.30 Magazine : Télé-matches. Footdu tennis ; Automobile ; Moto ; Hockey sur glace: La semaine du sport. 18.30 Série: Nuits secrètes. 18.30 Série: Nuits secrètes.
18.55 Journal images. 19.05 Série:
Nuits secrètes (suite). 20.00 Journal.
20.30 Télétim: Ultime combat. De
David A. Prior, avec Camron Mitchell,
Troy Donahue, Ted Prior. Pour John
Hogan, la guerre n'est pas un jeu.
même en temps de palx. Les mercenaires qu'il entraine n'ont aucun droit à
l'erreur. 22.15 Mission suicide
(rediff.). 23.45 La finale da cœur
(rediff.), 0.00 Journal de minuit.
0.05 La finale du cœur (suite).
1.25 Magazine: Reporters (rediff.). 1.25 Magazine : Reporters (rediff.)
1.55 Feuilleton : Joseph Balsamo. 2.50 Journal de la muit. 2.55 Voisin voisine, 5.55 Joseph Balsamo (rodiff.).

7.00 Clins à la carte. 8.45 Dessin

animé : La lucarne d'Amilcar. 9.00 Jen : Clip dédicace. 10.30 Revenez quand vous voulez. Emission de Philippe Meyer. Invité : Jean Plantu.

11.30 Magazine : Le glaive et la balance (rediff.). 12.00 informations : M 6 express. 12.05 infoconnomnation. 12.10 Magazine : Ciné 6. 12.35 Variétés : Hexagone 60-80. Spé-cial Mondino. 13.30 Fenilleton : Richecai Mongino. 13.30 Feuilleton: Richelieu (rediff.). 14.30 Série: Erreurs judiciaires (rediff.). 15.05 Magazine: M6 aime. Thème: Le cinéma et la télévision. 16.00 Hft., hit., hit., hourra! 16.10 Série: Clair de lune. 17.00 Série: Brigade de nuit. 18.00 Informations: M6 express. 18.05 Magazine. Turk. (miliff.) 18.05 Magazine : Turbe (rediff.). 18.35 Variétés : Statie 22. Avec Fran-18.35 Variétés : Studie 22. Avec Fran-çois Feldman, Desireless, Art Mengo, Thierry Mutin. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Bizarre. 20.35 Cinéma : Superargo contre Dia-bolleus m Film italo-espagnol de Nick Nostro (1966). Avec Ken Wood, Loro-dana Nusciak, Gerhard Tichy. Un curcheur, insensible au froid, à la chaleur, à la fatigue, aux immersions, est engage par les services secrets pour lut-ter contre un savant demi-fou qui veut dominer le monde. Une manière de superman italien lancé dans des avensuperman traten tance dans des aven-tures insensées. A voir par curiosité car le film, au rythne vif, ne manque pas d'humour maigré son infantilisme. 22.05 Journal. 22.25 Capital (rediff.). 22.30 Cinéma: Sanglantes confes-sions we film américain d'Ula Gros-bard. (1981). A une. Pobert de Nico. bard (1981). Avec Robert de Niro, Robert Duvall, Charles Durning. Dans les années 40 un homme d'Eulise ambipromoteur immobilier, ancien cald de la pègre, se trouve opposé à son frère, inspecteur de police. Drame criminel et psychologique inspiré d'un roman relatant l'affaire – réelle – du - Dahlia noir -. Problème de la corruption, de l'affairisme, du doute, de la culpabilité. C'est habilement tralté, efficace grâce aux numéros de vedettes. 8.15 Revenez quand vous voulez (rediff.). 1.15 Magazine : Le glaive et la bala 1.13 Magazine: Le giave et la baiance (rediff.). 1.40 Musique: Boulevard des clips. 2.00 Sexy clip (rediff.). 2.30 Magazine: Adventure (rediff.). 2.55 Magazine: M6 aime (rediff.). 3.45 Magazine: Le glaive et la balance (rediff.). 4.10 Magazine: Charmes (rediff.). 4.40 Série: Le Saint. 5.30 Musique: Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radio que. Eleve Don Juan. 22.35 Musique: Le concert. Les feuillets d'Orphée. Œuvres de Liszt, Berg, Scriabine, par Olivier Gardon, piano. 0.05 Clair de

FRANCE-MUSIQUE

29.30 Concert (donné le 22 juin lors des Schubertiades d'Hohenems) impromptus pour piano, op. 142 D. 935 (nº) en la mineur, nº 2 en la bémol majeur, nº 3 en si bémol majeur, nº 4 en fa mineur), de Schubert; Trente-trois variations pour piano sur un thème de valse de Diabelli en ut majeur, op. 120; valse de Diabelli en ut majeur, op. 120; de Beethoven, par Alfred Brendel, piano. 23.05 Climats. Musiques traditionnelles. La musique religieuse syriaque. 9.36 Archives dans la muit. Robert Casadesus en concert. Concerto pour piano et orchestre nº 5 en mi bémoi praisus co. 73 de Besthouen : Fenticio majeur op. 73, de Beethoven; Fantaisie en ré mineur, K. 397, de Mozart; Kon-zertstuck en fa mineur, op. 79, de Weber; Concerto pour la main gauche,

Audience TV du 6 octobre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN) Audience instantanée. France entière 1 point = 193 000 foyers

HORAIRE	REGARDE LA TV (on %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
		Senta-Barbera	Actuel région.	Actual région.	Top 50	Porte magique	Rostes peredis
19 h 22	49.5	21.3	4.8	13.7	. 4,1	2.2	2.1
		·Roue fortune	Homme à tout	Actual, région.	Nulle part	Boulev. Bouvard	Routee peredie
19 h 45	56.9	32.8	6.2	8.6	2.8	1.6	3.8
		Journal	Journal	La classes	Nulle part	Journal	Cosby show
20 h 16	70.5	38.7	12.8	9,1	2.0	4.1	4.0
		Fée carabine	Babes cool	Nosferatu	Si in soluit	Lady Chatterley	L'aventure
20 h 55	74.6	28.0	19.7	8.4	0.5	11.1	9.9
		Des gens	Flash info	Nosfereits	Si la solei	Lady Chetterley	L'aventure
22 h 8	74.5	27.1	18.5	8.8	0.5	13.4	9.1
		Des gars	Spécal Nimes	Océanques	Diament du Nil	Ours et Poupée	Le Seint
22 h 44	35.1	12.9	12.3	3.6	0-2	3.0	2.9



PHILATÉLIE

En filigrane

• Expositions et bureaux de poste temporaires. — La Fédération des groupements sociaux du personnel des PTT fête le 30° anniversaire de la Ve République avec bureau de poste temporaire, le samedi 8 octobre de 9 heures à 12 heures, salle Verdier, à l'Hôtei-de-Ville de Paris.

Le Pape rend visite à l'Alsece du 8 au 11 octobre. A cette occasion, le Cercle d'études philatéliques Europa organise une exposition avec bureau de poste temporaire les 8 et 9 octobre dans les salons de l'Hôtel-de-Ville, place Broglie à Strasbourg (souvenirs philatéliques : Robert Erhart, 4, route de la Meinau, 67100 Strasbourg).

Le Xº festival international du dessin humoristique a lieu à Anglet (Pyrénées-Atlantiques) les 8 et 9 octobre, avec bureau de poste temporaire utilisant un cachet illustré dessiné par Jacques Faizant (souvenirs philatéliques : Office municipal de tourisme, 1, avenue de la Chambre-d'Amour, 64600 Anglet. Tel.: 16-59-03-77-01).

 Placements, – Harmers de Londres (91 New Bond Street, London W1A 4EH, Angleterre. Tél.: 01-629 0218) organise une vente aux anchères le mercredi 12 octobre. Au programme, plus de 600 lots du Commonwealth britannique. Une superbe lettre des Bermudes de 1875, qui fait la couverture du catalogue, est estimée 25 000 livres (plus de 250 000 F).

Stanley Gibbons (399 Strand, London WC2R OLX, Angleterre) propose une vente aux enchères d'histoire postale le mercredi 19 octobre. A noter parmi les quelque 500 lots décrits au catalogue deux collections de plu-sieurs centaines de cartes postales, ballons montés, cartes souvenirs d'hôtels, de la tour Eiffel, de France et des colonies fin XIX-XX (astimations 1 400 et 150 livres sterling). Pas de timbres détachés, uniquement des lettres anciennes et semi modernes. Par exemple un lot retraçant l'histoire de la poste albums, avec lettres de 1486 de Damas à Tripoli, de 1636 de Paris à Lyon, de Grande-Bretagne (1625) et, lot estimé 2 400 livres.

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

Dranot, samedi 8 octobre, 14 h : cartes

ILE-DE-FRANCE Samedi 8 octobre:

Argenteuil, 14 h 30 : tableaux : Cor-hell, 14 heures : archéologie ; Poutoise, 14 h 15 : bijoux, tableaux, mobilier ; Rambouillet, 21 heures : argenterie, bijoux, verrerie.

Dimanche 9 octobre

Chartres, 10 beures et 14 heures ; outils anciens, fers à repasser ; La Varenne Saint-Hilaire, 14 h 30 : tableaux ; Rambouillet, 14 h 30 : tableaux modernes ; Sens, 14 h 30 : tableanz objets d'art.

PLUS LOIN Samedi 8 octobre

Bar-le-Duc, 14 houres : mobilier Bernay, 14 houres : cartes postales, timbres : Clermout-Ferrand, 9 h 30 : ivres; Lyon, (M. Dumas), 14 h 30; arts du Japon; Roanne, 14 h 30 cobjetad'art, mobilier; Saint-Maixant, 14 h 30 : mobilier, objets d'art; Tarbes, 14 heures : cartes postales.

Dimanche 9 octobre

Bayeux, 14 heures: livres: Donal, 14 heures: objets d'art, mobilier; Gien, 11 heures et 14 heures: monnaie, tableaux, appareils photo; Issoudan, 14 h 15: archéologie, argenterie, tableaux; Mâncou, 14 h 30: objets d'art, tableaux, mobilier: Pithiviers, 14 h 30: tableaux, objets d'art, mobilier; Rachefort, 14 h 30: tableaux, meubles; Roues, 14 heures: céramiques révolu-

FOIRES ET SALONS

Paris, Grand Palais; Paris Esp Champerret (convention de la hande dessinée), Chaton, Pan, Vernay-our-Avre, Istres, Besançon, Le Mans, Mont-de-Marsau, Villefranche-sur-Mont-de-Marsau, Villefranche-sur-Saûne, Précy-sur-Oise et Bourges (dimanche soulement).

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION COMMUNICATION

Des projets et des timbres

Poste a pris l'habitude de publier les projets non adoptés des timbresposte dont la maquette a été soumise à concours : ainsi en a-t-il été pour déjà dix-huit timbres en 1988. Selon une formule proche de celle des «Notices philatéliques», diffusées au moment de l'émission des timbres, l'administration postule propose des planches en couleurs où les timbres émis sont confrontés aux maquettes refusées.

Cette pratique, inaugurée en janvier avec le timbre sur le 25 anni-versaire du traité de coopération franco-allemande, se poursuit donc régulièrement; les dernières magneties proposées concernent les timbres sur le thermalisme et sur le 125º anniversaire de la Croix-Rouge, qui ne sont pas encore parus.

Pour le moment, cette situation l'autre, des textes - près de 125 de concurrence mostre que l'on ne relatifs aux poinçons choisis, illus

Depuis le début de cette année, la s'improvise pas dessinateur de timbres : la plupart des projets retenus sont l'œuvre d'artistes confirmés dans cette technique particulière qui consiste à diffuser un message sur un rectangle de papier d'une dizaine de centimètres carrés.

> La souscription pour le troisième volume des *Poinçons de l'histoire*. édité par le Musée de la poste de Paris, est ouverte. Il s'intitule Monuments, châteaux et cathédrales». Il succède à «Personnages célèbres» et «Sites et villes», parus en 1986 et 1987. Ces ouvrages, tirés à 3 000 exemplaires, sont composés de deux parties : d'une part, les poin-cons des imbres émis avant 1973 près de 140 pour les « Monuments, châteaux et cathédrales », - de

trés par des maquettes - près de 60 - de timbres non retenues. Le tout, huxueusement présenté, est un éton-nant matériel d'initiation à la philatélie hexagonale.

* «Notices philateliques», service philatelique des Pet T, 18, rue François-Bonvin, 75758 Paris Cedex 15. François-Bonvin, 75758 Paris Cedex 15.

* Les Poinçons de l'histoire.

* Monuments, châteaux et cathédrales», prix de lancement en souscription (parution fin novembre), 695 F, an lieu de 750 F à partir de janvier 1989.

Encore disponibles, «les Personnages illustres» (630 F) et «les Sites et les villes» (645 F). Commandes à adresser au service commercial du Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard, 75731 Paris Cedex 15.

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes. 24, rue Chanchat, 75009 Paris. Tél.: (1) 42-47-99-08.











PARIS EN VISITES

SAMEDI 8 OCTOBRE

« Les Impressionnistes au musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de Belle-chasse, sons l'éléphant (Marie-Christine

« Le Marais, de la place des Vosges à

l'hôtel de Soubise», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Evelyne Bourdais).

Lapin Agile », 14 h 30, métro Abbesses (Christine Merie).

« Hôtels du Marais, village Saint-

Paul, piace des Vosges », 14 h 30, mêtro Pont-Marie (Les Flâneries).

« La pyramide de verro et l'aménage-ment du Grand Louvre », 14 h 30, métro Tuileries (C.-A. Messer).

«R. Bofill et son «théâtre» néo-lassique», 14 h 30, sortie métro Per-

«L'hôtel Potocki, siège de la cham-bre de commerce», 15 heures, 27, ave-sue de Friedland (Didier Bouchard).

« L'Académie française et le collège

des Quatre-Nations », 15 heures, 23, quai de Conti (Iaabelle Hauller).

« Les galeries du Palais-Royal », 15 heures, métro Palais-Royal, sortie place Colette (Tourisme culturel).

« Promenade dans le vieux Nogent et l'île de Beauté », 15 houres, RER

Nogent-sur-Marue (Approche de l'art). « L'étrange quartier Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

«Vieux quartiers de l'Île de la Ciré», 14 h 30, Pont-Neuf, statue d'Heuri-IV

l'Hôtel-de-Ville, devant la poste

(M. Benassat).

«Le musée Rodin», 15 heures,
77, rue de Varenne (Paris et son Histoire).

MONUMENTS HISTORIQUES

«Le Panthéon, de la nef aux ter-rasses », Il houres, devant l'entrée prin-cipale.

Le Crédit foncier dans l'hôtel d'Evrenx», 15 heures, 19, rue des Capucines (participation supplémen-taire: 5 F).

Tout le Marais >, 14 h 45, place de

LE CHATEAU DE SÉDIÈRES. - A gauche, le timbre,

Une école américaine va être créée à Mont-Saint-Aignan, près de Rouen, sur un parc boisé de 7 hectares. La société d'exploitation et de gestion The European Campus S.A. vient d'être constituée avec un capital d'environ 6 millions de francs. Elle comprand douze actionnaires, dont la chambre de commerce et d'industrie de Rouen, le Cré-dit industriel de Normandie, la Société de développement régional et des sociétés privées. Elle est présidée par Jacques Cavelier, directeur

Les travaux commenceront en janvier prochain, et le campus doit accueillir quatre cents étudiants américains à la rentrée 1990. Il s'adressera aux étudiants de troisième année désireux de poursuivre leurs études en France. Les auteurs du projet estiment en effet que les universités françaises sont mal adaptées à leurs besoins : ils doivent parler perfaitement français, et les cours, qui portent sur des sujets très spécifiques, ne présentent pas d'équivalences avec leur propres cursus. Dans ce campus, les cours seront donnés en anglais par des professeurs européens, et les enseignements seront cantrés sur les problèmes européens. Certains cours pourront être doublés en francais si un nombre suffisant d'étudiants peuvent les suivre. Cheque ve sera parainné par un étudiant français et sera reçu dans une famille et dans une entreprise française.

Le campus sera également ouvert à des étudiants et des cadres auropéens désirant s'installer aux Etats-Unis, ainsi qu'à des universi-taires et des touristes américains souhaitant découvrir l'Europe.

- Interphase, 72, rue Jeanne-d'Arc, 76000 Rouen, Tél.: 35-59-90-01.

{Publicité} -

UNE DEUXIÈME COMPÉTENCE.

L'ENPORMATIQUE POUR DIPLOMES NON SCIENTIFIQUES

L'Université Pierre et-Marie CURIE organise une formation à de NOUVEAUX MÉTIERS DE L'INFORMATIQUE pour des diplômés Bac + 5 (éverquellement Bec + 4) en Sciences Humaines et Sociales, Lettres, Droit, Economie, etc.

La formation est d'une année à temps plein dont trois mois de stage en entre-

Service de formation permanente de l'Université Pierre-et-Marie-CURIE

- Paris VI -

4, place Justieu - Tour centrale - 13º étage

75252 PARIS Cedex 05

T&L 46-33-10-32 or 43-29-02-63

43-36-25-26 posts 48-47

Concours hippique

Un concours hippique internationel étudiant aura lieu au centre équestre de Chevreuse (Essonne), les 8 et 9 octobre. Organisé dans le cadre de l'ANEC (Association nationale des étudiants cavaliers) per des étudiants de l'Ecole centrale de Paris et de l'université de Paris-XI, il présentere des épreuves de dressage et de saut d'obstacle, Stéphanie Creff, Deuphine-1,
 49, rue de Chateney, 92 160 Antony.
 76.: 42-37-32-62.

Raymond Barre à l'IERI

M. Raymond Barre a été élu président de l'Institut d'études des relations internationales, dont le demier président avait été Edgar Faure. Cet institut privé, fondé en 1948, dispense

Rémunération possible des staciaires

en matière internationale et prépare aux concours du ministère des affaires étrangères et aux diplômes internationaux.

- IERI, 12, rue des Saints-Pères, 75007 Paris, Tel. : 42-96-51-48. Concours

d'urbanistes

L'Institut d'urbanisme de Paris (université Paris-Val-de-Marne) propose, du 18 novembre au 25 mars 1989, un cycle de prénistes de l'État et des architectes de la fonction publique territoriale. Candidatures avant le

— Ranseignements auprès de M™ Spain, Institut d'urbanieme de Parie, université Parie-Val-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94010 Crétail Cedex. Tél. : 48-88-91-44, poste 2390, de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h 30.

«La villa des Jardies», 15 h 30, 14, rue Gambetta, à Sèvres. **CONFÉRENCES**

16, rue de la Scrbonne (amphithéätra du sous-sol), 15 heures : « Les manus-crits grocs de la Bibliothèque nationale », par M. Danica-Lecco (Counais sance hellénique).



MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 7 OCTOBRE 1988 A 0 HEURE TU PRÉVISIONS POUR LE 9 OCTOBRE A 0 HEURE TU

Les perturbations atlantiques conti-ment leur défilé dans le ciel de France, sud. Il s'étendra à la quasi-totalité de notre territoire dimanche.

Samedi : la pluie revient par l'ouest sur la moitié nord. Échalreies au sud.

De l'Aquitaine au sud du Massil Central à la Méditerranée et aux Alpes du Sud, la journée sora bien ensoleillée. Quelques bancs de brouillard pourront apparaître au lever du jour dans le Sud. Sur la Champagne, l'Alsace, la Lor-raine, la Bourgogne, le Lyonnais, le Jura et les Alpes, des averses se produiront encore dans la matinée. La limite pluieneige se situera vers 1 300 mètes sur le relief. Au fil des heures, les averses

deviendront plus rares, le ciel sera de plus en plus voilé et il pleuvra en fin de journée.

Dimanche: gris et phavieux. Sur le littoral méditerranéen, la jour née débutera sous le soleil. Le ciel se voilera un peu au cours de l'après-midi mais le temps sera agréable.

Sur les autres régions.

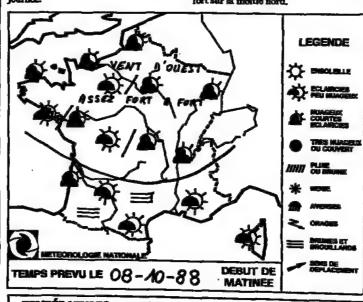
geux et éclaircies se succéderont rapide-ment dans le ciel le matin, poussés par

un vent d'ouest assez fort (il soufflera même fort près de la Manche). Mais

rapidement le temps gris et pluvieux envahira les régions de l'ouest et

De l'Aquitaine au Massif Central. aux Alpes et au Jura, la matinée sera souvent suagense, mais il fandra profi-ter des quelques éclaicies car la pluie arrivera peu à peu l'après-midi.

Plus au nord, le temps sera maussade et pluvieux. En fin de journée, de la Bre-tagne à la Normandie et au Nord, quel-ques éclaireies réapparafront mais le averses seront fréquentes et fortes. Le vent d'ouest soufflera encore assez



TEM in 06-10-		Vale	urs ea	arim.	st in 07-10-1;	76 288 9 6			et ter	1108 07-10	ob: -19	187V 188	á
F	RAN	ICE			POURS	17	9	D	LOS ANG	LES	21	16	7
AIACCEO		23	14	P	TOULOUSE		13	2	LUXENDO	LING	13		
MARRITZ		19	15	ŕ	POEVIE A PURE	31	23	A -	MADRID		27	9	
DORDEAUX .		iź	12	Þ	ÉTO	ANGE	-		MARRAE	ru	29	16	1
BOODEGES		16	9	P			n		MEXICO		23		
MEST		15	ιά	Ä	ALGER	29	16	D	MBAN	*********	_	8	
CAEN		16	II	Ñ	AMSTERDAM	14	11	٥	MONTRE	V	21	14	
CHRISOURG		14	ii	Ä	ATHÈNES	23	20	Ď	MANUAL TO SERVICE AND ADDRESS OF THE PARTY O	L	10	1	
CLERNONT	EV.	17	•	P	BANCKOK	32	26	N	MOSCOU	*******	16	4	1
DEDON		14	ź	è	BARCELONE	22	12	D	NADROBE	*******	24	14	1
CRENCILL S		19	14	:	BELGRADE	19	8	D	HEW-YOR	K	17	8	
IRIE		iś	10	Ā	PPLIN	16	9	P	0270		13	7	
LINOGES		13	9	P	RUELS	15	ē	Â	PALMA DE	MAL	26	IŘ.	1
LYON		13	13	Á	LE CARRE	28	18	â	PÊKIN		25	9	
MARSONIE		21	13	ĉ	COPENHACIE.		9	×	RIO-DE-IA	METERO	23	21	i
NANCY		13	7	č	DAKAR	12	x	â	ROME		24		
NAMES		īĒ.	á	N	DELE	32	19	P .	SDIGATOL		32	18	1
NICE		22	14	N	DERIA	27	21		STOCKHO	184		26	1
PARES MENTE	R	16	•	N	GENEVE	15	11	N	OUTES.	*****	13		
PAU		20	12	P	HONGKONG	29		7	SYDNEY .	4 504 5114	22	14	
PEPICIAN.	•••••	24	12	ć	STANKEL	2	24	N	TOKYO	M.Pop 11.	20	18	1
DHE		16	9	D	ERUSALEN	20	17	N	TUNE		30	18	
STEIDNE.		12	ıi.	P	TENANT		15	×	AVECOME	*******	17	3	i
TLEOUR		13	19	Ä	LEBONE	24	15	D	VENUSE		19	12	i
and the same	*****	13	IA	Δ.	TOMORRE	15	9	D	VIENE	******	17	II	ì
A:	B	:]	-		D	N	C		P	-	٦		_
atrocse	ptim	nc	COE			ciel azenz	OIS	ge	pluie	tempé	_	-	_

55 -

4

مكذا من الأصل

- M. et M François JOLY, M. et M Jean-Marie ROUVIER,

FOROLOGIE

With the Later Co.

مايقات الدولياء يقطعوني ري

الأداسا متعاوييت الوراد

بالسوادريسية والورا

Action Specification in the Segretaria de la Companya del Companya de la Companya del Companya de la Companya

Continue to the

grand and the

ont la joie de faire part des fiançailles de leurs enfants.

Bénédicte et François.

Mariages

Joan DORANDEU. president del Comité francès de l'Oficion europea per a les llengües minoritzades

Michèle PIAT de DORANDEU. tenen el goig de participar-vos el casa-ment de llur fill,

Frederic. 5 ena comp. ESSA de Lyon, Sylvie LE NADAN. alf, farmacèntica 6 em comp. ESSA de Lyon.

El casament es va celebrar aquest estiu a l'esglèsia Sant-Maurici de Jully-lès-Buxy (Borgonya).

42, rue de la Procession, 75015 Paris.

200

Décès

- Le président de l'université J. Fournier de Grenoble,
Le directeur de l'Institut des science
nucléaires (ISN),
Le directeur de l'UFR de physique,
Ses collègues collaborateurs et amis,
font part du décès du

professeur Robert BOUCHEZ, survenu le 4 octobre 1988, à l'âge de

La cérémouje aura fieu le samedi 8 octobre 1988, à 11 heures, en la salle du centre funéraire intercommunal, ave nue du Grand-Sablon, à La Tronche (38700).

Ni fleurs ni conronnes.

- Henri et Anne Bustarret, leurs enfants et petits-enfants, Jacques et Geneviève Bustarret et leurs enfants, Jacques et Marie Peter

Anne Bustarret, Vincent Bustarret, ont la douleur de faire part du décès de

Jean BUSTARRET, directeur général honoraire de l'Institut national de la recherche agronomique, mmandeur de la Légion d'honn grand officier de l'ordre national du Mérite, commandear du Mérite agricole

français et espagnol, ndeur des Palmes acadés ancien président de l'Académie d'agriculture de France, embre de l'Académie royale d'agriculture de Suède, membre étranger de l'Académie des sciences agricoles de l'URSS,

survenu le 5 octobre 1988, à Louve-

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 10 octobre 1988, à 10 heures, en l'église Saint-Symphorien, à Versailles.

10, rue de l'Abbaye,

- L'Académie d'agriculture de a le regret d'annoncer le décès, le 5 octo-bre 1988, de son ancien président

Jean BUSTARRET. directeur général bonoraire de l'Institut national

de la recherche agronomique, nmandeur de la Légion d'honneur. Les obsèques auront lieu le lundi 10 octobre, à 10 heures, en l'église Saint-Symphorien de Versailles.

Á

:3

4.

X11 3

CARNET DU MONDE Tarif : la ligne H.T. Toutes rubriques 79 F municat diverses ... 82 F

Revue

Renseignements: 42-47-95-03

Roland Garros et Air bleu

La revue Icare publie deux numéros consacrés à l'aviateur Roland Garros et à la compagnie Air bleu, deux numéros de haute tenue où l'iconographie et les documents originaux racontent ces deux pages de l'histoire des ailes fran-

C'est en 1888, il y a cent ans, que naissait Roland Garros, l'homme qui allait traverser le premier la Méditerranée, en 1913, et inaugurer le tir à la mitrailleuse à travers l'hélice. C'est en 1911 qu'eut lieu le premier service postal aérien du monde, en Inde, à Aliababad, et cet exploit du Français Henri Péquet allait être prolongé, à partir de 1935 et jusqu'à la deuxième guerre mondiale, par Air bleu, moins célèbre que l'Aérospatiale, mais acteur essentiel de l'épopée du courrier.

* Air blen - Icare, nº 124, prix franco: 100 F. Roland Garros, nº 125, 105 F, BP 184, 93508 Pantin Codex. Tél.: 48-43-61-31, poste 3561.

- Le Perreux-sur-Marae. Abidjan.

M. Gervais Coffie. Ses enfants Et petits-enfants, Les familles Cortesi, Lebon, Mar-chetti, Troalen et Coffic, om la douleur de faire part du décès de

M^{uo} Gervais COFFIE, née Monique Lebon,

serveno le 3 octobre 1988, dans sa cinquante-septième année, au Perreux-

18, allée de l'Alma, 94170 Le Perreux-sur-Marne. 4, boulevard de France, Cocody Abidjen.

- M. Gérard Diers, on époux, M. et M= Vincent Diers,

Mª: Véronique Diers, M. et M= Benoît Diers, M. Frédéric Diers, Ms. Prederic Diers,
ses enfants,
Stephanie, Karol, Xavier, Kirsty,
ses petits-enfants,
M≈ Louis Baudino,

mère, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du rappel à

M= Gérard DIERS, née Micheline Bandino.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 11 octobre, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame de Vincennes, où l'on se rémira.

- M= Marie Edelman,

son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
Ses sœurs et frères,
Ses belles-sœurs et beaux-frères, Ses nièces et neveux Et ses heauxet le ses beaux-parents, et la douleur de faire part du décès du

docteur Charles EDELMAN,

arvenu le 25 septembre 1988, dans sa

Les obsèques ont en lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part. - Les familles Peillon, Faugeras, Vaculik, Caron, out la douleur de faire part du décès de

M. Angéline PEILLON. leur mère, grand-mère, arrièro-grandmère.

survem le 3 octobre 1988, en son domi-

Les obsèques ont en lieu dans l'inti-mité familiale, le 7 octobre 1988, au cimetière de Montmartre. I, boulevard Saigt-Michel

- Valérie et Jean-Claude Lemoine, M= veuve Claude Onessot. ct ses enfants, Leurs famille

75005 Paris.

out la tristesse de faire part du décès de Marie-Lise OUESSOT-LEMOINE.

survenu à Paris, le 3 octobre 1988.

Les obsèques auront fieu le 10 octo-bre 1988, dans la plus stricte intimité.

122, rue Nationale, 75013 Paris.

- Royan, Nevers, Turin, Alger.

habitant le 5 arrondissement de Paris, pour parrainer une petite fille de six ans. M. et M= Ezio Schierano, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Pietro SCHIERANO,

Via Cento Croci, 21, 100 25 Pino-Torinese (Italie).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 7 octobre :

UN DECRET Du 3 octobre 1988 portant

classement parmi les sites du dépar-tement de l'Eure de l'ensemble formé sur la commune de Livret-sur-Authou par le site des abords du vil-lage de Livret-sur-Authou.

UN AVIS

● Concernant l'application du premier alinéa de l'article premier de la loi nº 66-1010 du 28 décembre 1966 relative à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité.

• SÈMINAIRE. - La Fondation Saint-Simon organise des séminaires destinés à un public de journalistes, hauts fonctionnaires, dirigeants d'entreprise, syndicalistes, intellectuels, chercheurs... Chaque séminaire réunit une trentaine de participants. Le programme comporte les thèmes suivants : « Où va la société fran-caise ? », « Vers un nouveau modèle de relations sociales », « L'évolution du paysage politique », « La Révolution de 1789 et nous », « La France et sa justice », « Les nouvelles technologies ». On peut se le procurer auprès de la Fondation Seint-Simon, 91 bis, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. : 42-22-38-52.

Moissac. Marseille. Harrison

M= R. Eoche Deval, née Mosique Pricar, M™ C. Bayle,

née Claude Prieur, Mª H. W. Schulz, née Colette Prieur, ont la tristesse de faire part du décès de

Madeleine SIMON.

survenu le 3 octobre 1988, à New-Rochelle (USA), dans su cent-unième

611 Harrison Avenue, Harrison N.Y. 10528.

- Par une nuit noire et froide, la vie

Chantal VASSEUR.

majeré une lutte achamée.

Son amie Dany Agostini-Blum. 20, avenue Leclerc, 90000 Belfort.

Anniversaires

Didier ILLOUZ

- Il y a quinze ans

était victime d'un accident

Une pensée est demandée à ceux qui L'ont connu et aimé.

~ Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

Marthe LEVASSEUR (mère Louve),

Germaine Auzéby Et les amis de la Maison pour tous-Mouffetard,

demandent une pensée à ceux qui l'ont definandent une pensée à ceux qui l'out connue, en union avec la messe qui sera célébrée à son intention le samedi 15 octobre 1988, à 11 heures, en la cha-pelle de la Maison provinciale de la Congrégation du Saint-Esprit : 30, rue Lhomond, Paris-5-, mêtro Monge. Entrée des voitures : 4, rue Erasme.

7, rae Larrey, 75005 Paris.

Sa fille, Sa petite-fille, Sa famille

l'ont connu et aimé.

TEL: 47-07-14-14.

- Depuis cinq mais

Charles POLLOCK, avec la douceur qui est sienne, repos

92 MALAKOFF Châtilion, part som un Grand Arbre. métro Châtillon, particulier vend appt 68 m², tout Son repos est nôtre.

Sylvia et Francesca Pollock.

- En souvenir de Berto TAUBERT,

Services religieux

- La commémoration religieuse du

M- Gracia MREJEN,

née Berdugo,

aura lieu le dimanche 9 octobre 1988, à partir de 18 heures, au 54, avenue Secrétan, à Paris-19.

Communications diverses

- Comité de soutien cherche famille

Soutenances de thèses

premier anniversaire du décès de

artiste pemtre, disparu subitement le 8 octobre 1974.

PALAVAS-LES-FLOTS (34) appt F4, r.-de-ch., 70 m² hab. + 80 m² terrasee face à le mer. Prix 650 000 F. Tél. : (18) 67-63-02-19, 67-63-48-74.

IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

fonds

de commerce

Part. cède commerce,

actuel. cadeaux, autres poss., RUER. (92), cantro-ville, boutique facade 8,80 m.,50 m², 440 000 f + loyer. Tél. 47-51-70-34 ou 34-62-68-82.

bureaux

Ventes

appartements appartements ventes achats

2° arrdt OPERA

15, PLACE GARLON
3 APPTS, TOUT CONFORT
- STUDIO
- DUPLEX 2 P.
- UV. + 2 CHERES. Sur place ce jour et serme: 8 oct., 12 h 30 à 17 h 30

3° arrdt Vue sur la piece dens les arbrus, superbe 75 m². soleil, 1 700 000 F. Vieite 22, RUE DE PICARDIE sen. 14/17 h ou 48-44-98-07.

5° arrdt

M* PORT-ROYAL

7° arrdt M" BAC

13° arrdt

GOBELINS, 30, r. dee Cor-dollares, 5° et dem. 4c., sec., lumineux, 8v. + ch. + prig, charme, 1 195 000 F. Sem. 14/17 h cu 42-50-04-28. 16° arrdt

M' EXELMANS imm. récent, tt cft, parking, 4º étage, caime, balc. sur jardin, séjour, 1 chembre, entrée, culaire, beine, w.-c., plecards, agréab, andes-gé, 30, r. Parest-de-Rosen, Sam., dim., tun., 14 h/17 h.

92 Hauts-de-Seine

confort, bon standing, 570 000, 43-87-10-30 hr. **NEUILLY/MAILLOT**

5 pièces, 140 m² + box 3 600 000 F, 45-46-26-25, 43-25-73-14. Province

Part, wand & MONTPELLIER perking + cave, dans petite résidence. Prix : 500 000 F. Tél. 67-72-21-37 sp. 18 h.

REUIL N13

CE WEERT 119 à 140 m² Paris, préfère 8-, 6-, 7-, 14-, 15-, 15-, 4-, 12- 9-, PAIE COMPTANT 48-73-35-43.

harche urgent thes sur-us même à rénover, Paris portes, 42-52-01-82. locations non meublées

offres Région parisienne LE PECO, 15, avenue de Général de Gaulle, 3/4 e 5 p. gd standing. S/place le samadi 8 octobre de 11 h i

locations non meublees

demandes J.H. cherche studio Paris ou II. LAPOUS 45-54-29-66 RP (RER), max. 2 200 F C.C. II. LAPOUS 45-54-29-66 Tél. 48-40-22-94, sp. 20 h. 354, rue Lecourbe, 75015. H. LAPOUS 45-54-28-66

DOMICILIATION 2

Locations

LA CONFIANCE vec le spécialiste du viege

C.A.V. 42-60-01-60.

VOTRE SIÈGE SOCIAL **BOMICILIATIONS** Constitution de sociétée et tous services, 43-55-17-60.

immobilier information

FONCIAL 45-55-86-18 47, AVENUE BOSQUET 7 Spácialiste 49 ens expé-rience. Etude gratuite per

ACHÈTE

paiement comptant

PROMOVIM

3, rue Etienne-Marce

75001 PARIS. Tél.: 42-36-56-26

EXPERTISE VOS IMMEUBLES



Animaux **CLUB VACANCES**

DES ANIMAUX NARLY par Sens 89100 (18) 86-97-01-96. PENSION CRIENS CHATS

- Université Paris-III, le mercredi 12 octobre à 14 h 30, salle Bourjac, M. Jarbue : « Quelques aspects des commentaires métalinguistiques relatifs sur Paris 2 séresses : CVA, 44, nue Garzhald, 94 100 Sairm-Maur. Tél. : 42-83-44-40. CVA, 11, av. J.-B.-Clémes 92 100 Boulogo. Tél. : 46-05-09-74. aux choix de formes grammaticales en français langue étrangère. Analyse de productions langagières d'apprenants arabophones du Proche-Orient ». - Université Paris-V (René-Descartes) le mercredi 12 octobre à 14 h 30, salle des conseils, 45, rue des Saints-Pères, 75006 Paris, Mª Lawson Antiquités

Mode

A vdre armoire fin XVIII* s., style Louis XV, portes en ronce de noyer, tr. b. ét., hast. 2,30 m, lerg. 1,30 m, prof. 0,80 m, 15 000 F. + male en châne, style Louis XV, fin XVIII* s., larg. 1,30 m, hast. 0,70 m, prof. 0,80 m, 4 500 F, Tál. : 64-02-36-46 après 19 haures. Agathe Latré-Gato: « Image du corps et représentations du handicap dans les sociétés africaines. Cas des Ewés du Togo .. - Université Paris-V (René-Descartes), à la Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, 75006 Paris, le vendredi Divers

Cousin, 7500 Paris, le ventreur 14 octobre à 14 h 30, galerie Claude-Bernard, escalier J, 3º étage, M. Jacho Choi : « Le sujet en coréen. Essai de définition et étude de l'ellipse ». - Université Paris-I, le samedi 15 octobre à 9 heures, amphithéâtre Lefebvre, Mth Nouzha Benslimane : L'organisation urbaine du Grand Casablance ».

- Université Paris-X-Nanterre, le lundi 17 octobre à 14 heures, salie C 24, M. Jean-Michel Mehl : • Les jeux au toyaume de France (XIIIe siècle, début du XVIe siècle) : étude d'anthropologie historique ... - Université Paris-I, le vendredi

21 octobre à 14 houres, à Mondon, CNRS, I, place Aristide-Briand, 92195 Meudon, Mth Marie-Josée Penven : « Ahérations et formes de relief dans les ensembles cristallins tardifs : l'exemple de la Kabylie de Collo ». Université Parie-IV (Sorbonne), le vendredi 21 octobre à 14 h 30, salle des Actes, M. Alain Guilleux : « Bonheur et politique chez Michel FouL'AGENDA

Pensions

Vacances

Courses urgentes occasionnelles ou régulières. L'uraison repide de tous colle Paris et province. Spécialiste matériel fragle (informatique, médical, etc.) 90GABET.
Tél.; (1) 40-25-68-56 ou (1) 49-65-16-79.

Livre limousinus, marques Bt/W et MERCEDES, pout type et milidelme à des conditions intéressantes. Se ranseigner suprès de Société GOLOMBECK, Legasche Strasse 256, 4830 Detroold, (sublique Midicale d'Allemag

CHAUSSURES FRANÇAISES 1 main, 88 000 km, emde qualité, pointures 24/40
VENTE DIRECTE
CATALOGUE GRATUET
FZAZ (18) 66-67-1087
FZAZ (18) 66-67-1083.

B.P. 41, 33110 LE BOUSCAT. 47-28-43-60 ap. 18 hourse.

tudient architecture rach contre services. Tél. : (16) 35-48-37-11.

Tourisme Loisirs

Home d'enfants à le monte-que (Ht-Doube, 900 m prox. front. suisse). TOUSSAINT, NOEL, PAQUES. Yves et Liliene accumillent vos enfants dans ancienne farme XVIII siècle, conforta-ble, ninovée, chères 2 ou 4 avec s. de bains. Situde au milieu des păturages et forêts. Accusil volont. limité à 15 enfiz, idéal en cas 1* séparation. Ambienos fami-liele et chaisureuse. Acci-vicie : ternite, sid de fond, jeux collectrifs, fabrication pain, peinture sur bois, 1 450 F Toussaint tennisit: 1 690 F Noil, Piques (sid de fond). T. (16) 81-38-12-51.

automobiles

ventes. de 5 à 7 C.V. A vandre RENAULT 21 TO blanche, année 89, 8 CV. 1500 km, boltes, vitres tele-tées + radio, 77 000 F. Tél.: 3S-89-01-47.

(da 8 à 11 C.V.)

LAND ROYER 109

ASSOCIATIONS

per le suggestopédie 24 oct. su 18 nov. 88,

metin, contactez Matsumoto 43-35-24-59 os 42-60-35-20.

NE RÉSISTEZ PLUS
A VOTRE DÉSIR D'ÉCRIRE...
les ateliers ALEPH, animés
par des euteurs, déceurs et
formateurs professionnels,
proposent une journée de
sansibilisation en atylier
d'écriture, un stage Écrire
pour les enfants, des etaliers
réguliers à Paris, des cycles
d'apprefondissement (fiction, écriture théttrale et de

d approfondissement (fic-tion, écriture thélitrale et de scénario), un service

de conseil. ALEPH, 14, no Roger-Salengre, 94270 Le Kremlin-Bicétre 161, 48-71-25-01.

ANGLAIS-ITALIEN

Cours du soir. Stages w.-e. Formation en entreprise. Séjours en Italia. Ass. Trilogos, T. 48-07-83-35. Paris-11º - Mº St-Ambroise.

DE 6 A 12 ANS

Au cosur de la campagne bourbonnaise clans une propriété de 11 ha, clos de
murs le Château d'EMBOURG organise des
vecanose pour les enfants
qui ont la passion des animaus et de le nature :

— initiation à le vie de
te forme — ponsy club — ansièrs de loisire
— Labo photo — Spectacles.

Contester: Cinistiere BARD-EMBOURG 03210 Souvigny. Tel.: (16) 70-43-69-32.

Superbe l'automne et bientôt le

Appel -

Association suropéanne pour la défense des assurés BP 26 - 74140 Doursina. Notre but : venir en alde à tout assuré en ces de litige avec une compagne d'assurance ou mutualle. ALCOOL : PIÈGE

LA CROOK BLEUE
Peut vous alder à vous sontir du
problème Alcool. Écoute,
accompagnement et discrition
assurés. N'bésitez pas, nous sommes is pour vous aider. Tél.: 34-13-13-60 de 18 h à 20 h. Tél.: 42-00-27-87 de 20 h à 21 h 30 sant W.-E. Les serreds.

Conférences RÉNOVATION URBAINE ET SOCIALE Avec M. Th.-Chebant, maire adjoint de Reims. March 11 octo-bre à 13 h 45, 6, rue Béranger 75003 Paris. Rens. : après-mid auf marchet UPCS T&L: 42-72-19-18 — 40 F.

A L'HEBREU PAR rofesseurs universitaires cours en groupe à Paris Metturs : 18 octobre 1988 stitut Megulin 42-62-25-91

Prix de la ligne 44 FTTC (25 signes, lettres on especes).
Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
Chique Stellé à l'ordre du Monde Publiché, et admené et plus terd le marche avent el beures pour partition du vendred deté sersedé au Monde Publiché, 5, rue de Monttassuy, 75007 Paris.
La rubrique Associations pareix tous les vendredis, sous le time Accorde, dere les records annonces classées.

Le Monde immeubles

MMEUBLE USAGE MIXTE 200 m², PRIX: 170 000 F Tál.: 47-29-06-06.

IMMO MARCADET individuelles PRÈS ANET 75 km OUEST PARIS villa 5/6 p., grenier aménageable, dépen-dances, terrain 2 700 m² bordés RIVIERE, confort-bon état ~ 45-35-12-88.

CLAYE-SOURLY, Pavillor récent, 210 m² hab., 5 chbres, 3 bns, jard, d'agr. 1 250 000 F, Réf. 172. A. Korchis SA. Tél.: 43-70-69-89. terrains

A vendre terrain viabi A ventrer Letter dans montagne, peuplé de chilnes à flège à GIBRALTAR Algedrae, Espag., 3 113 m² à 3 000 pesetas le m². Ecrire à M. PADILLA, 3 bis, sue Paulet, 30000 NIMES.

GROUPE ZAUBERMAN

TERRAINS IMMEUBLES LIBRES OU OCCUPES





« NE PLUS SUBIR MAIS AGIR » de familles

et stages עברית

Sessions

Superbe l'autoriste et bentot in neige au soleil. Suages et séjours rando/ski. Formule club Le Priouré 06470 Sein-Martin-d'Entrausses. Tél.: 93-05-51-25/93-05-54-98. l'UFCS organise une formation

Economie

SOMMAIRE

■ Le groupe chimique francais Rhône-Poulenc poursuit sa stratégie offensive sur le marché américain en négociant le achat de l'agro-chimie d'Uniroyal (lire ci-dessous).

■ Alsthom veut « délocaliser » des productions en Chine pour se placer sur les marchés du tiers-monde (lire ci-

■ Epéda-Bertrand Faure pourrait, face à l'offre publique d'échange de Valeo, trouver un allié en Peugeot (lire ci-contre).

■ Depuis 1921, les Allemands crousent en Bavière un canal pour joindre le Rhin au Danube. En 1992, la jonction sera effective, et la mer du Nord communiquera avec la mer Noire (lire page 33).

La restructuration de l'industrie électro-mécanique européenne

Alsthom veut s'associer avec des entreprises chinoises

de gros matériel électrique (fertire, turbines, etc.) est en train égocier avec la Chine la créa-de sociétés communes, joint ures, afin de coproduire sur ts électriques, destinés à terme à réexportés vers d'autres pays. stratégie de «délocalisation» elle dans le secteur des biens ripement, alors qu'elle est déjà ent répandue dans les prode consommation (textile, nobile, etc.). Une stratégie

INSOLITES

onomie en cubes

Ca sont vingt petits cubes en des, des cartes sur leurs faces. ieu d'enfants pour adultes a la ne ambition de faire mieux nnaître quatre-vingt-cinq mes économiques français anque, commerce, communican, gestion, informatique) en présentant ludiquement avec urs équivalents angloréricains. «Répartition» vaut in dispatching et crédit oxyne » peut prétendre être aussi rlant que fresh money. Et urquoi pas ∢ publipostage > au de mailing ou cattaqueur » à place de raider? Quant au nplaçant de marketing, ∢mertique » et à ses enfants « mericien (-ne) », ils ont déjà droit

Ces cubes, qui peuvent se la de la francophonie, sont initiative de l'Association ur la promotion du français s affaires (APFA), patronnée

rfé du Nord

Le Néerlandais a bu en 1987 atre tasses et demie, soit plus in demi-litre de café par jour 37 litres pour l'année), révèle sociation néerlandaise des réfacteurs dans son rapport huel. Pour autant il n'est. on la même source, que le cinrière les pays scandinaves : andais, suédois, danois et végien, dans l'ordre. Précin : le Néerlandais, qui préfère « grand crème » au « petit ir », ajoute dans 69 % des cas ⇒re peu : dans 55% des cas

s Anglais oudent le thé

Les Anglais délaissant le thé, e une étude du département éricain à l'agriculture : en 187, l'Anglais moyen n'a eté que 2,77 kilos de thé, 4% de moins que l'année cédente et 40% de moins en 1961 (4,5 kg). La raison : tilisation de plus en plus zadue du thé en sachets pert d'obtenir plus de tasses par p que la méthode traditionlle. Les Britanniques contient toutefois à boire le thé ud, contrairement aux Amériins qui, selon l'étude, le comment à 80 % glacé...

poste redécouvre a petite reine »

Un service de courrier foncnnant uniquement avec des erlettes a été mis en place à eme, en Suisse, à partir du is de septembre, a annoncé Vélo, une association qui veut rironnement. Luceme est la ième ville au monde à se ter d'un tel service, après w-York et Munich. Cina ou six ursiers équipés de vélos « tout nps», munis de pere-brise, essuie-glaces et éventuelleit de remorques - pour les s, – sillonnent l'aggloméran et les banlieues. Ils sont iás par radio avec la centrale i assure les colis pendant leur

le groupe sidérargique Krupp, qui vient d'annoncer lui aussi son intention de construire en Chine des locomotives et a signé un contrat pour la construction d'une usine de laminage à froid d'aluminium.

Nécessité fait loi. Cette approche est dictée par les exigences des pays clients qui veulent «localiser» une part croissante de leurs achats afin, à terme, de produire eux-mêmes les équipements nécessaires au « décollage » économique. L'époque des contrats clé en main est terminée, celle de la simple sous-traitance tire aussi à sa fin. D'où l'idée de sauter encore une étape en s'associant parement et simplement avec des producteurs locaux, sous peine de les voir devenir de futurs concurrents, pour fabriquer et réexporter de concert le matériel vers des pays moins développés.

Le métier change, explique M. Jean-Pierre Desgeorges, président d'Alsthom, « on est passé de la vente d'équipements à celle de pièces, désormais on vendra surtout du savoir-faire ».

Cette nouvelle politique est aussi pour le groupe français le seul moven à terme de faire face à la concurrence croissante des géants, notamment japonais, du secteur, sur les seuls marchés porteurs à très long terme de l'entreprise : les pays

Alsthom est, en effet, confronté à un double problème. D'une part, la saturation des marchés de l'énergie et des transports dans les pays occitie des besoins sont largement satis- premier pas... faits. D'autre part, la concentration en cours dans un secteur de plus en

prise l'an dernier du suédois Asea et du suisse Brown Boveri, créant le numéro un mondial de l'électromé canique, a causé un choc. Une bonne chose, assure aujourd'hui le patron d'Alsthom. Il fallait cela pour que les grands groupes européens se mettent à parler ensemble. Depuis lors, « tout le monde parle avec tout le monde », mais pour l'heure sans résultat.

Favorable, par nécessité, à une alliance avec l'un de ses concurrents actuels, sous une forme toutefois moins radicale que la fusion Asca-BBC, permettant de respecter la nalité de chaque partenaire, la direction da groupe n'en souligne pas moins les difficultés d'une telle opération. Les alliés possibles sont peu nombreux : l'allemand Siemens, italien Ansaldo ou le britannique GEC (General Electric Company). Mais, outre leurs caractères propres (Siemens est trop grand, Ansaldo est public), les obstacles sont nombreux : coût financier et humain des restructurations nécessaires, prééminence, maintien de l'image et du capital commercial, etc.

En attendant, Alsthorn mène donc sans tapage une stratégie adaptée à ses moyens. Elle passe d'abord par des rapprochements ou des rachats d'entreprises moyennes, comme 'allemand MAN, le belge ACEC Energie, la branche électrique de Schlumberger Industries, etc. afin de se renforcer sur des créneaux ou des marchés étrangers. Et, ensuite, par des alliances internationales sur le modèle de celle négociée avec la sauf en Espagne, la plus grande par- Chine et qui pourrait n'être qu'un

ABB poursuit ses acquisitions

en RFA

Le groupe helvético-suédois ASEA-Brown-Boveri, numéro un mondial de l'électromécanique, constitué il y a un an per la fusion d'ASEA et de Brown-Boveri (BBC), poursuit son redéplois en multipliant alliances et reprises. Il vient ainsi de signer un accord de principe avec la firme allemande AEG (groupe Daimler Benz) pour lui racheter ses activités dans la construction de turbines à vapeur. La transaction, dont le montant n'a pas été précisé, pourrait devenir effective l'an prochain, après l'approbation de l'office alle des cartels.

ABB a par ailleurs décidé de cootérer avec le groupe Siemens pour la construction de réacteurs nucléaires à haute température. Une société commune à 50-50 devrait être créée à cet effet par KWU (branche énergie de Siemens) et la filiale allemande d'Asea-Brown-Boveri sous le nom de HTR. La nouvelle société, dont le siège sera à Francfort, devrait être opérationnelle au début de l'année prochaine.

Cette association vise essentiellement le marché soviétique. ABB et Siemens étaient en effet jusqu'ici chacun en train de négocier avec Moscou la construction d'une centrale de 200 mégawatts à haute température. Désormais, les négociations scront menées conjoin indique-t-on chez ABB. Dans le nucléaire, la raréfaction des marchés pousse en effet de plus en plus les différents groupes à se rapprocher. Ainsi Framatome, le co teur français de chaudières nucléaire, étudie-t-il avec Siemens-KWU la conception d'un nouveau réacteur de 600 mégawatts dit à haute sécurité.

Face à l'offensive de Valeo

Peugeot est sollicité pour venir au secours d'Epéda-Bertrand Faure

Quel industriel mobiliser pour la de sièges automobiles, ECIA contre-offre que les dirigeants d'Epéda-Bertrand Faure (EFB) reulent présenter face à l'offensive menée par Valeo, premier équipe-mentier automobile français, dans l'orbite de l'italien Carlo de Bene-detti ? Si les investisseurs financiers sont relativement faciles à décider tout sera pour eux une question de prix - il n'en va pas de même pour les partenaires industriels. C'est la maison Lazard qui a été chargée de se mettre en quête de cet oiseau rare. Ni Sommer-Allibert ni Labinal, auxquels on a pu songer, ne correspondent au signalement. S'ils sont bien fournisseurs de l'automo-bile, ils n'ont pas plus de complé-mentarité avec EBF que Valeo.

Ce n'est pas le cas d'Equipements et Composants pour l'industrie auto-mobile (ECIA), constituée récemmonte (ECIA), consumer recem-ment en filiale au sein du groupe Peugeot, par la fusion des activités équipements d'Aciers et Outillage Peugeot et des Cycles Peugeot. Ce nouvel ensemble, qui représentait près de 3 milliards de francs de chif-fre d'affaires en 1987 pour 6 000 personnes, a pour vocation -son nouveau nom de baptême en est la preuve. - d'approvisionner Pengeot. Fournisseur, entre autres,

conviendrait à EBF, dont il viendrait renforcer le principal domaine d'activité. Il a été approché par les chasseurs de « chevalier blanc ».

Mais pour l'heure, le principal handicap d'ECIA est d'appartenir au groupe Peugeot qui a réaffirmé, comme son concurrent nationalisé Renault, qu'il n'était pas question pour les constructeurs de mettre de l'argent dans les équipements automobiles. Pourront-ils longtemps tenir cette position alors même qu'ils sont pour le moins réticents à l'onération lancée par Valco sur ERF? L'ambiguité de leur situation (le Monde du 7 octobre) leur fait en tout cas regretter la dissolution en 1987, pour cause d'absence de movens financiers, de l'IDICA (Institut de développement pour les industries de composents automo-biles), filiale constituée en 1982 par l'IDI (Institut de développement industriel), des banques et les deux constructeurs automobiles français. Destinée à favoriser la restructuration dans le secteur des équipements, elle aurait pu servir de bras séculier à Renault et à Pengeot dans

En conflit depuis le 15 juin dernier

Le GAN se réconcilie avec ses agents généraux

Le conflit aigu qui opposait epuis trois mois aux dirigeants du GAN, compagnie d'assurances nationalisée, ses mille six cents agents généraux, a pris fin au terme d'un accorde signé le mercredi 28 septembre.

A partir du 15 juin dernier, ces agents avaient, pour manifester leur irritation, décidé de reverser en vrac à la compagnie les primes versées pour chaque contrat, sans ventilation ancune. Ils reprochaient au PDG du GAN, M. François Heilbronner, sa politique d'augmenta-tion modulée et non générale des primes d'assurances automobile. susceptible, seion eux, de les handiadministratives » du siège, récla-ment des aides pour l'informatisation. Ils s'inquiétaient enfin de voir le GAN, à la veille du Marché euronten. « sans stratégie, sans ambition et sans âme ».

L'accord signé le 28 septembre va leur donner en grande partie satisfaction, permettant de porter de six cents à mille quatre cents le nombre des agents en haison informatique avec le siège tout en abaissant le coût du matériel et des transmissions. Si le GAN garde son système de hausse modulée de ses tarifs automobile, des « souplesses commerciales - sont autorisées pour les agents. Le cost de ces mesures a été jugé « raisonnable » par M. Heilbronner qui, toutefois, pourrait avoir caper par rapport à la concurrence fait pas mal de concessions à en et, surtout, ils nourrissaient toute juger par la satisfaction des agents une série de griefs sur les « lenteurs généraux.

+ land of

1 1 Han 11

i mage

Poursuivant son offensive aux Etats-Unis

Rhône-Poulenc est candidat au rachat de l'agrochimie d'Uniroyal

Rhone-Poulenc poursuit sa conquête de l'Ouest : après avoir racheté il y a deux ans l'agrochimie d'Union Carbide, le chimiste français convoite désormais les intérêts d'Uniroyal dans ce secteur. L'opération, si elle se réalise, permettrait à Rhône-Poulenc d'accroître de 250 millions de dollars (1,5 milliard de francs) son chiffre d'affaires dans l'agrochimie et, bien évidemment, de renforcer son implantation aux Etats Unis.

Pour le moment, rien n'est encore conchi, loin de là, et aucun «feu vert » officiel n'a encore été demandé aux pouvoirs publics. L'activité convoitée par le français est une des composantes impor-tantes de la filiale chimique d'Uniroyal, cédée il y a deux ans à une compagnie charbonnière du New-Jersey, Avery : elle représente un chiffre d'affaires de 250 millions de dollars sur un total de 700 millions de dollars pour l'ensemble d'Uni-

Lors de ce rachat, les observateurs s'interrogeaient sur les inten-tions réelles d'Avery, dont le principal actionnaire est Triangle Industries, qu'ils soupconnaient de ne jouer qu'un rôle d'intermédiaire dans cette affaire (le Monde du 16 mai 1986). Ils avaient apparemment raison: Avery, dont les ventes

s Rhône-Poulenc ferme son usine de viscose à Grenoble. -Grenoble ne sentira plus la viacose : Rhône-Poulenc a en effet annoncé. jeudi 6 octobre, au comité central d'entreprise la fermeture de son usine du centre de la ville. Cette activité avait fait l'objet, il y a quatre ans, d'un plan de recressement. Sans succès : les pertes atteignent 150 % du chiffre d'affaires... La direction a donc décidé de fermer le site, qui emploie encore trois cent. cinquante personnes, pour ne conserver que celui de Givet dans les Ardennes. Un tiers des salariés partiront en pré-retraite, un tiers seront reclassés dans le groupe, les autres se verront proposer une formation ou des aides au départ.

n'atteignent que 7 millions de dol-lars, n'a jamais réussi à donner un nouveau sonffle à la filiale chimique d'Uniroyal. An début de l'année, oa a donc appris qu'il cherchait à s'en défaire. Toutefois, les négociations achoppent: Uniroyal souhaite vendre toute sa filiale, mais Rhône-Poulenc n'est intéressé que par son apprehime une activité en la respective de la contraction del contraction de la contraction de la contraction de la contracti agrochimie, une activité qui lui permettrait en particulier de se renfor-cer dans le secteur des traitements de semences. Parmi les autres solutions possibles, le groupe américain

envisagerait un «Leverage Buy Out» (LBO), c'est-à-dire un rachat de l'entreprise par ses salariés. Rhône-Poulenc a réalisé en 1987 14,8% de son chiffre d'affaires dans l'agrochimie, où il occupe le troisième rang mondial avec 8,4% du marché. Le rachat, il y a deux ans, de l'agrochimie d'Union Carbide mi avait permis de porter se part sur le marché américain de 1,8 à 5,7% dans ce domaine.

FINANCEMENT - ENTREPRISES:

DE NOUVELLES OPPORTUNITES

Le 29 NOVEMBRE 1988 à l'Hôtel Intercontinental 3 rue de Castiglione 75001 PARIS

Organisée par le Comité de liaison des Centrales de Bilans (Banque de France, Caisse des Dépôts - SEDES, Crédit National, Direction de la Prévision, INSEE). Introduction par M. J.C.MILLERON, Directeur général de

Président de séance M. A.JOLY, Directeur général de la Société "AIR LIQUIDE".

 Politique de financement, quel degré de liberté pour l'entreprise ?" "Politique de distribution des dividendes" Président de séence M. D.LEBEGUE, Directeur

général de la Banque Nationale de Paris · "Désendettement et taux d'intérêt : étude

des disparités entre firmes* "Structures financières des PME"

PISCRIPTIONS AUPRES DE INSEE Departement Entroprises, Bureau 322 18, Bd Adolptic Pinard 75675 PARIS CEDEX 14 T (1)45401597

Paiensent par chèque : à l'ordre de SEDES Centrale de Bilma : 950 P fesqui au 28 octobre 1988 1100 F squite octor date

REPERES

Masse monétaire Progression accélérée en France en août

«La tendance à une expansion [de la masse] monétaire plus rapide, qu'on observe depuis le deuxième trimestre, se poursuit » au mois d'août, note la Banque de France, dens un communiqué publié jeudi 6 octobre. L'agrégat M 2 (billets de banque, dépôts à vue et sur livret) a certes légèrement diminué en août par rapport à juillet (-- 0,4 % après + 2,4 % en juillet). Exprimé en glissement sur douze mois et entre movennes. trimestrielles centrées, le taux de crois-sance de M2 est passé de 3,7 % à 4,3 % d'un mois à l'autre. Appréciée enfin per rapport à la moyenne du quetrieme trimestre 1987, base de calcul de l'objectif, la variation de M 2 s'établit à 4,2 % en taux annuel et franchit ainsi la limite inférieure de l'objectif (4 % à 6 %).

Toujours d'après la Banque de France, la progression du crédit intérieur total, après une forte accélération au premier trimestre, suit, depuis lors, un rythme annuel voisin de 11 %. La croissance des crédits à l'économie distribués per les seules houses et de la croissance des crédits à l'économie distribués per les seules houses et de la croissance des crédits à l'économie distribués per les seules houses et de la croissance des crédits à l'économie distribués per les seules houses et des houses et de la croissance et par les seules banques resta proche de 17 % depuis avril (contre 16,3 % en mers et 14,5 % en décembre).

Chômage Recul en RFA en septembre

Le nombre des chômeurs a diminué de 3,1% en données brutes en septem-bre, amonce l'office fédéral du travail, ramenant le taux de chômage à 7,3 %, contre 7,6 % en août. En pourcantage de la population active salance, le taux le plus utilisé en RFA, le nombre des sansemploi s'inscrit à 8,1 %, contre 8,5 % en août. Le communiqué de l'office souligne que, «pour la pramière fois depuis longtamps », le chômage était en asp-tembre 1988 intérieur à celui du mois correspondant de l'année précédente (2,107 millions en septembre 1987).

Circulation

Un poids lourd sur dix est étranger

Salon une estimation de l'Observa-

transports, les poids lourds étrangers représentent 10 % de la circulation des poids lourds en France, et même 20 % si on exprime leur trafic en tonneskijomètre. Sur autoroute, cette proportion attaint 25 %.

L'accélération de la croissance économique en Espagne et au Portugal et nisation des marchés devraient accroître encore la pénétration des étrangers, en traneit ou non, sur le réseau français. Certaines études estiment que les poids lourds étrangers représenterant 40 % du trafic sur autoroute en l'an 2000. Si l'on tient compte de l'usure des infrastructures qu'il génère, ce flux étranger ne rapporte rien

Harmonisation européenne

M. Bérégovoy prépare une loi sur l'assurance

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, a indiqué, jeudi 6 octobre, à Vernon (Eure), à l'occasion de l'inauguration des nouvelles installations du Centre natio-nal de prévention et de protection, qu'il avait demandé à ses services de « pré-parer les textes nécessaires pour mettre en conformité le réglementation nationale des assurances avec les directives suropéennes ». Un projet de loi sera examiné à la session parlementaire du printemps prochain, a annoncé le minis-

« Je souhaite que la fiscalité des contrats d'assurance fasse l'objet d'une harmonisation européanne et non d'un alignement sur le pays « le moinsdisant » au plan fiscal », a commenté M. Bérégovoy, s'adressant ainsi direc-tement aux Britanniques. A l'intention des assuraurs français, le ministre a en outre déclaré : « les baisses d'impôts [comme celle de la taxe sur les conventions d'assurance les plus exposées à la concurrence internationale déjà prévues dans le budget 1989] devront intégraement être répercutées à leurs assurés », ajoutant qu'il avait demandé au directaur des assurances d'être pertitoire économique et stristique des culièrement vigilant sur ce point.

مكذا من الأصل



Économie

Les bâtisseurs de l'Europe sociale ne marchent pas tous au même rythme

Dans la perspective du grand marché intérieur de 1993, l'Europe sociale ne manque pas de bâtisseurs mais... ils ne marchent pas tous au prième cuthure. Ancien extient du grand devront davantage tenir compte de la dimension européenne., ne serait-ce que pour favoriser la mobilité des salariés au sein de l'Europe. même rythme. Ancien artisan du recentrage de la CFDT en 1978, secrétaire général du Comité économique et social européen, M. Jacques Moreau a organisé les 4 et 5 octobre, dans le cadre de la fondation « Europe et société », dont il est le délégué général, un colloque sur le dialogue social européen qui a révélé une grande diversité d'appro-

Face aux craintes que fait naître parfois l'échéance de 1993, M. Zigmun Tyszkiewicz, secrétaire général de l'Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europa (UNICE) s'est music par d'Europe (UNICE), s'est voulu tas-surant : «Le marché intérieur, ce n'est pas un nouveau mal, ce n'est pas comme le SIDA. Il faut le voir comme le remède et non comme la maladis. . Pourtant, M. Pierre Guillen, vice-président du CNPF, n'a pas caché que, dans un premier temps, le grand marché aliait entraîner des «poussées de chômage». D'où la nécessité, reconnue égale-ment par M. Erdmann, da patronat allemand (BDA), d'anticiper et de construire une politique sociale européenne mais... en prenant son temps: «La pire injure qu'on puisse faire à la construction sociale euro-péenne, a affirmé M. Guillen, serait de l'accélérer à coup de marches

All the second s

And the second of

Carried Company of Community of

Le patronat redoute, comme M. Erdmann, «une harmonisation artificielle Imposée d'en haut par les autorités de Bruxelles». Hostile, comme l'UNICE, aux conventions collectives européennes, M. Erdmann a admis que « les conventions collectives nationales

Fant-il aller plus loin? Une telle question est encore en débat tant à l'UNICE qu'au CNPF.

A titre personnel, M. Guillen a esquissé une évolution en semblant admettre des accords d'orientation au niveau européen... Dans un arti-cle de la Revue des Deux Mondes (octobre 1988), M. Guillen recon-naît que du dialogue social européen "doivent naître, en outre, des orien-tations communes, afin d'assurer progressivement la convergence des politiques sociales de chaque pays, en particulier par le truchement de la politique contractuelle, en tenant compte de leur situation économique respective ».

Pour M. Edmond Maire, le rythme actuel est « proche de zéro pour l'Europe sociale», et il y a « urgence à progresser ». Le dialo-gue social actuel entre l'UNICE et la Confédération européenne des syndicats, « c'est mieux que rien, mais, comme dirait Raymond mais, comme airais naymona Devos, c'est encore pas grand-chose». Pour le secrétaire général de la CFDT, l'absence d'espace social «risquerait de conduire à une tour de Babel menacée d'effondrement ». S'il refuse une « Europe de l'uniformité passée au rouleau com-presseur de directives euroiennes», il réclame un «socle de droits socieux », garanti par la législation et permettant une vraie relance contractuelle, avec des accords contractuels européens », des comités de groupe, comme chez Thomson ou Hoechst, et un dialogue

social sectoriel dans les branches. MICHEL NOBLECOURT.

Retraites complémentaires

L'ARRCO refuse l'adhésion des salariés de la Sécurité sociale

La caisse de retraites complémentaires et de prévoyance des cent quatre-vingt mille salariés du régime général de la Sécurité sociale, la CPPOSS (Caisse de prévoyance du personnel des organismes de Sécurité sociale), risque d'affronter de sérieuses difficultés à l'avenir. Le bureau de l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémea-taires), qui réunit la très grande majorité des caisses de retraites complémentaires de salariés, a en effet refusé sa demande d'adhésion mendi 27 sentembres Le CROSS mardi 27 septembre. La CPPOSS devrait donc se débrouiller seule pour faire face à des charges crois-

Les difficultés de la CPPOSS remontent à déjà plusieurs années. La caisse offre un régime de retraite avantageux, en particulier pour les cadres, puisqu'elle assure aux retraités une pension totale repré-sentant 75% du revenu d'activité des trois dernières années - c'est-àdire sur le maximum atteint dans la carrière, - alors que la moyenne est de 70% pour les salariés non cadres du privé et plutôt de 60% pour les

Pour parvenir à l'équilibre, la CPPOSS s'en est tirée en consommant ses réserves et en augmentant le « taux d'appel » de la cotisation (1), faisant passer celleci en pratique de 12% à 13,55% en 1987, puis à 14,1% depuis mai dernier. Mais la question reste posée pour 1989, cette augmentation du «taux d'appel » n'étant prévue que jusqu'à la fin de décembre prochain; sans nouvelle mesure, le régime pourrait être confronté à un déficit de l'ordre de 96 millions de francs sur l'exercice (pour des dépenses totales de 3,33 milliards).

Surtout, ces mesures, qualifiées récemment de « politique à la petite semaine » par M. Jean Vander Meulen (CNPF), président de l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS), qui gère le personnel du régime général, ne règlent pas l'avenir. Depuis 1980, tandis que le nombre de retraités augmente, les effectifs des agents du régime général plafonnent (le nombre d'actifs par retraité est passé de 5,5 en 1980 à 3,5) et sont appelés à diminuer sensiblement dans les dix prochaines années avec l'informatisation.

En juin dernier, le conseil d'admi-nistration de l'UCANSS votait le principe d'une demande d'adhésion l'ARRCO pour les non-cadres et à l'AGIRC (Association générale des institutions de retraite des cadres) pour les cadres, de façon à bénéficier de la « solidarité g sonnel, an vu des conditions posées

par l'ARROO et l'AGIRC. D'autre part, un régime «chapeau» devrait assurer la différence entre le montant des retraites actuelles et celles versées par l'ARRCO ou l'AGIRC pour les retraités et les salariés en

C'est cette demande que le bureau de l'ARRCO a rejetée mardi 27 septembre : seule la CFDT a voté pour, la CGC s'abstenant, FO, la CGT, la CFTC et le CNPF votant contre. La prison dempte est que contre. La raison donnée est que l'arrêté du 25 juin 1973, qui détermine le champ de l'ARRCO, exclut les régimes qui sont soumis à un agrément ministériel, comme la CPPOSS. En fait, les syndicats du personnel, sauf la CFDT (la CGC étant hésitante), sont opposés à l'adhésion à l'AGIRC et à l'ARRCO, et les confédérations ne veulent pas aller contre leur position. C'est notamment le cas à FO, à la veille de la succession de M. Ber-geron : ce syndicat, le plus influent avec la CGT, refuse toute remise en cause des avantages acquis.

 La hausse du «taux d'appel», contrairement à une hausse de la cotisa-tion, ne donne pas de droits supplémentaires pour la retraite.

Pour les 10 et 11 octobre

Préavis de grève sur les lignes A et B du RER

La CGT et les conducteurs autonomes de la RATP ont déposé un préavis de grève, pour le lundi 10 et le mardi 1) octobre, sur les lignes A (Saint-Germain-en-Laye-Marne-la-Vallée) et B (Roissy-Charles-de-Gaulle-Saint-Rémy-lès-Chevreuse). Cet arrêt de travail est destiné à obtenir des compensations salariales à l'entrée en service prochaine du système de coutrôle de vitesse SACEM sur la ligne A, qui réduira aux heures de pointe l'intervalle entre deux trains de deux minutes trente à deux

SACEM (système d'aide à la conduite, à l'exploitation et à la maintenance) est un système élec-tronique qui contrôle en permanence la vitesse de la rame et la conformité de sa marche par rapport aux signaux. En cas d'anomalie ou d'erreur, l'automatisme déclenche un arrêt immédiat. Plus sûr pour les passagers et plus confortable pour le inérale des conducteur, SACEM sera installé, salariés. Cette adhésion devait être en 1991, sur les trains qui circulent ratifiée par un accord paritaire entre sur la ligne C du RER, l'autre liai-l'UCANSS et les syndicats du person embouteillée de la région pari-

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

ente sur licitation au Palais de Justice de Paris le LUNDI 17 OCTOBRE 1968 à 14 boures STUDIO LIBRE à PARIS (15) S, rue DUPLEIX - MISE A PRIX: 129 606 F
S'adresser à Maître J. BORONAT, avocat, 64, rue d'Amsterdam Paris (9°).
TG.: 48-74-17-24 - Maître Jean-Jacquez BERTRAND, avocat,
15 bd Richard-Lenoir Paris (11°). TG.: 48-05-15-66.

Vente sur saisie au Palais de Justice de Créteil (94). Jeudi 20 octobre 1988 à 19 h 30.
PROPRIETE à VILLEJUIF (94800) 43, rue de Doctour Paul-Laurens — 2 étages — 5 PIÈCES contret JARDIN MISE A PRIX : 580 000 F S'adresser à Mattre TL-MAGLO, avocat 4, allée de la Toison d'Or à Créteil (94000). Tél. : 43-87-18-90.

ce au Palais de Justice de Paris le hadi 17 octobre 1988 à 14 h. **APPARTEMENT à PARIS 18°** 2/12, rae GUSTAVE ROUANET – 158, rae DAMRÉMONT

\$8/89, rae BELIARD – 82/86 rae DU POTEAU et \$9/91, rae DU RUISSEAU

2º étage – entrée 2 pièces caisine, salle de bains avec w.-c.

LIBRE DE LOCATION – M. à Prix: 280 000 F S'adresser à M. J. COPPER ROYER, avocat à Paris 17.
42, rue Ampère. Tél.: 47-66-21-43, SERVICE DES DOMAINES (D.N.L.D.)
11, rue Tronchet à Paris 8 - SERVICE DES VENTES JUDICIAIRES
Tél.: 42-66-91-40. Pour visiter sur place le 11 OCTOBRE 1988 entre 11 h et 12 h.

VENTE sur saisie immobilière, su Palais de Justice à NANTERRE le JEUDI 20 OCTOBRE 1988, à 14 L EN UN LOT UNE PROPRIÉTÉ à SURESNES (92) 124, rue Carnot

124, rue Carnot

Comprenant PAVILLON s/cave de 4 P.P. et jardin — s/terrain de 194 m²

M. à P.: 200 000 F

S'adr. M* DENNERY-HALPHEN, avocat, 12, ru
de Paris à BOULOGNE (92) — Tél.: 46-05-36-94.

M* BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEIX, avocats à Paris (3°), 55, bd. Malesherbei
Tél.: 45-22-04-36 — Ts avocats pr. Trib. Gde Inst. de NANTERRE — sur place
pour visiter, le 17 OCTOBRE, de 15 h à 16 h.

VENTE sur licitation, au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 20 OCTOBRE 1988, à 14 beures **UNE PROPRIÉTÉ à COURBEVOIE (92)**

17, rue Jules Ferry

Comprenant UN TERRAIN sur lequel est édifié un ATELIER

M. à P.: 200 000 F. Sudresser à M. P.B. CHABRAT, avocat, 16 sv.
Charles-de-Ganlle, NEUILLY S/SEINE (92)
Tél.: 47-22-40-13 - M. TOULLEC, avocat à SURESNES (92) 8, rue du Ratrait
Tél.: 47-28-96-62 - M. FITREMANN, avocat à PARIS (3-) - 11 bis, rue Portalis
Tél.: 45-22-22-86 - Ts svocats près T.G.I. NANTERRE - Sur les lieux pour visiter.

LA VILLE DE PARIS vend LIBRES Chambre dea Notaires de Paris, MARDI 25 OCTOBRE 1988, à 14 h 4 APPART. 2 et 3 P. - 1 STUDIO - 1 CHAMBRE (dent un APPART. 3 P. svec TERRASSE) - à PARIS (16') entre LE BOULEVARD SUCHET ET LE CHAMP DE COURSES D'AUTEUIL M-BONNEL, CHEUVREUX, BOURGES, notaires associés, evard Malesherbes, Paris (8°) – Tél.: 42-94-16-08 – (M. MAGDINIER).

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 20 OCTOBRE 1988 à 14 h
EN UN SEUL LOT:
DEUX APPARTEMENTS de chacam 1 pièce, eatrée, cuisine
salle de bains, w.c., terrances
au & étage, cacalier 1 du Bâtiment A
l'un première porte ganche, l'autre deuxième porte à ganche
LESSY VESC & GOULT EN PER A EUX (2002). ISSY-LES-MOULINEAUX (92)

8-10 rue Jeanne d'Arc - MISE A PRIX: 380 880 F d'adresser à Maître Jean-Yves KERROS, avocat au Barreau du Val-de-Marn 54, avenue Maurice-Thorez 94200 IVRY-sur-SEINE, Têl.: 46-58-47-14, Maître DENNERY-HALP-HEN, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, 12, rue de Paris 92100 BOULOGNE. Tél.: 46-05-36-94.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

45-55-91-82, poste 4330

LA VIE DANS LES ENTREPRISES

Sept grandes sociétés aident « les nouveaux créateurs »

Pour soutenir la création d'activité, sept grandes sociétés (BSN, EDF, Elf-Aquitaine, Rhône-Poulenc, Seint-Gobain développement, Thomson, Usinor-Sacilor) se sont associées au Comité de liaison des comités de baseins d'emplois (CLCBE, 9, rue Georges-Pitard, 75015 Paris. Tél.: (1) 48-42-67-50), pour lancer un concours doté de 300000 F de prix. Il s'agit d'aider des salariés, des chômeurs ou des étudiants en fin d'études qui veulent réusair leur imégration économique, dans une ville ou dans une régentes et desput faire. l'émergence de nouveaux marchés. Ces « nouveaux créateurs » devront faire la preuve de la viabilité de leur projet, capable de dégager un minimum de trois emplois en trois ans. Ils devront aussi, avec le concours de partenaires financiers, mobiliser des moyens au niveau local. Enfin, leur idée devra être transférable dans d'autres régions. Présidés par M. Jacques Badet, maire de Saint-Chamond, les comités de bassins d'emplois ont trouvé un relais dans ces sept grandes entreprises. A des degrés divers, Elf, Saint-Gobain ou BSN, par exemple, ont accompagné le mouvement en créant des structures spécifiques, chargées de soutenir techniquement des projets et de financer partiellement des créations d'entreprises, par essaimage ou en partenariet. A la suite des restructurations, d'autres, comme Usinor-Sacilor, ont mis en place des sociétés de développement en accompagnement du plan social.

Accord à la CISI-Télématique. - Un protocole d'accord a été signé, le 28 septembre, avec les syndicats CFDT (majoritaire), CGC, CGT et FO de la CISI-Télématique (groupe CEA), après une d'exploitation de Saclay, Cadarache et Grenoble. La direction avait dénoncé l'accord d'entreprise et les négociations, en vue d'un nouveau texte, n'avaient pas abouti. Trois dis-positions devraient figurer dans le nouvel accord : la « prime de résultat » sera en partie intégrée à la rémunération sous forme d'un demitreizième mois; des assurances sont données en cas de réductions d'emplois sur un reclassement des salariés concernés dans le groupe CISI ou dans le groupe CEA; les sala-riés placés en préretraite progressive

ne devraient pas être touchés par des suppressions d'emplois plus que les autres catégories.

• Carrefour et le temps par-tiel. – La CFDT de Carrefour a obtenu, au terme d'une longue procédure judiciaire, la régularisation des salaires pour 1945 travailleurs à temps partiel. Ces salariés, présents dans l'entreprise avant le 16 mars 1982, avaient été exclus du bénéfice de l'accord d'entreprise signé à la même époque et qui réduisait la durée de travail à 37 heures 3/4. Calculé sur la base de la prime compensatoire, chacun aura un rappel d'environ 20000 F. A compter du 1" janvier, les salariés à temps par-tiel racevront régulièrement ladite prime, estimée à 200 F par mois

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration s'est réuni le 30 septembre 1988, sous la présidence de M. Bernard Tristan. Cette séance a été essentiellement consecrée à l'examen de la fusion de SICOTEL avec SOGECOML

Après avoir approuvé les modalités de ce rapprochement, le Conseil d'administration à autorisé le Président à signer le traité de fusion prévoyant l'absorption de SOGECOMI par SICOTEL avec effet rétroactif au

voyant l'absorption de SOGECUMI par SICUTEL avec effet rétroactif au le janvier 1988. La signature est intervenue le même jour.

En accord avec les conclusions du Commissaire aux Apports et à la Fusion, la parité d'échange a été fixée à deux actions SOGECOMI pour une action SICOTEL, alors que les calents effectnés en fonction de l'actif net réévalué aboutissaient à 7 actions SOGECOMI pour 4 actions SICOTEL. Une correction en faveur des actionnaires de SICOTEL a en effet été opérée en raison notamment de l'avantage que procurera à l'actionnaire de SOCECOMI pour de procurera à l'actionnaire de SOCECOMI pour de procurera à l'actionnaire de SOCECOMI l'escale au marché hoursier. SOGECOMI l'accès au marché boursier. Le SICOMI résultant de la fusion prendra le nom de GENEFIM.

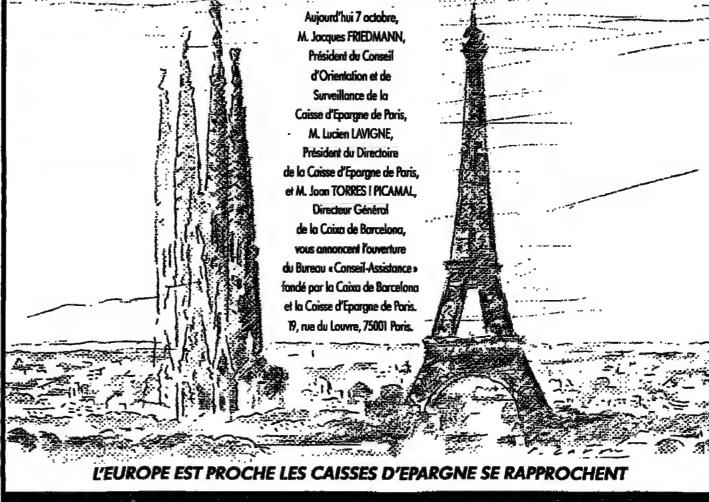
La SICCIMI resustant de la resson prendra le nom de GENEFIM.

Pour l'ensemble de l'année 1988, les opérations nouvelles de GENEFIM, tant en crédit-bail qu'en location simple, devraient représenter un montant de l'ordre de 500 millions de francs. Ses engagements bruts, composés d'immeubles diversifiés, s'elèveront alors à 3 milliards de francs environ. Le patrimoine propre, loné par baux commerciaux, constituera le tiers de ses impetionements.

Le traité de fusion ainsi que le changement de dénomination sociale seront soumis à l'approbation d'une prochaine assemblée générale mixte qui aura également pour objet diverses modifications statutaires.

Le conseil d'administration a également approuvé la situation de SICO-TEL au 30 juin 1988 qui extériorise un résultat de 35,4 MF, en hausse par rapport au semestre correspondant de 1987. Hors événements exceptionnels, cette progression s'établit à 6,8 %.

Le dividende, qui sera versé par GENEFIM au titre de l'exercice 1988, devrait connaître, sauf événement imprévisible, un taux de croissance supé-rieur à celui de l'inflation.





Caisse d'Epargne Ecureuil de Paris

Économie

L'UFC revient à l'Institut de la consommation

Retour au bercail

La présidente de l'Union fédérale des consommateurs (UFC), M= Marie-José Nicoli, a été nommée jeudi 6 octobre membre du conseil d'administration de l'Institut national de la consommation (INC). Ma Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargés de la consommation qui a signi l'arrêté ministérial, s'en réjouit, car cela «ne peut que renforcer le ment des consomma-

Ainsi prend fin une querelle qui durait depuis seize ans. En effet, le 19 septembre 1972, l'UFC avait quitté avec fracas l'Institut né en 1967, lui reprochant, « loin de soutenir les orga-nisations de consommateurs, [de freiner) leur développeme Depuis cette date, l'UFC, éditrice de la revue Que choisir?, et l'INC, éditeur de la revue 50 millions de consommateurs, ont souvent fait figure de concurrents achamés dans la défense des consommateurs comme dans la publication d'essais comparatifs. A vrai dire, les respon-sables de Que choisir ?, à l'époque, supportaient mai que l'INC publie lui aussi une revue grand

Depuis, le statut de l'INC a changé (décret du 30 décembre 1982) et son conseil d'administration ne comprend plus de représentants des profession-nels. Le retour, tout formel, de l'UFC au bercail de l'institut ne règle pas pour autant tous les problèmes. Est-il le prélude à un travail en commun en matière d'essais comparatifs, avec les économies d'échelle que cela suppose ? Comment s'hannonisera le travail des deux équipes à l'horizon de 1993 ? Et le gouvernement continuera-t-il à souhaiter que l'INC prenne en charge un centre national d'essais, dont M. Balladur avait préparé la mise en place et contre lequel le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) et l'UFC qui en est membre avaient tiré à boulets rouges ?

JOSEE DOYERE.

CONJONCTURE

Selon un expert en vue de la Banque Bruxelles Lambert

Les taux d'intérêt devraient prochainement chuter

maintien de la tendance à la hausse du dollar qui pourrait atteindre le seuil de 2 deutschemarks en 1989 (1). Telles sont les prévisions encourageantes, mais peu orthodoxes, de M. Roland Leuschel, le conjoneturiste très en vue de la Banque Bruxelles Lambert (BBL), dont on retiendra qu'il avait prévu le krach d'octobre 1987 et annoncé ensuite, contre l'avis général, la poursuite de la croissance et la reprise du dollar.

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Après avoir prophétisé la récession, les économistes, comme outrés d'avoir été contredits par les faits, expliquent depuis quelques mois que c'est le retour de l'inflation, frait de la surchauffe, et la guerre des taux qui menacent désormais nos pays. « Ce sont les économistes qui ont un coup de chaleur », s'exclame M. Leuschel au retour du Presidential Leadership Summit, un rendezvous américain d'éminences financières, où il a pu entendre M. Martin Feldstein, l'ancien chef des conseillers économiques du président Reagan, affirmer sa conviction que le dollar chuterait jusqu'au mveau de 1,4 deutschemark dans les

L'analyste de la BBL ne prend pas le danger inflationniste très au sérieux. Il constate que, malgré la hausse des taux d'intérêt à court terme, les taux à long terme ne progressent plus. Cela indique que les gens tablent sur un ralentissement de la croissance aux Etats-Unis et n'anticipent plus, comme ils l'ont fait durant l'été, une forte pousse

Par ailleurs, observe-t-il, les cours des matières premières (y compris teur qu'est le prix de l'or : deux signes qu'il est difficile d'interpréter comme présageant une accentuation des tensions inflationnistes. « Nous allors assister à une phase d'excita-tion, puls, à la fin de l'armée ou au début 1989, à partir des États-Unis. la chute des taux sera brutale. Il faudrait mieux une diminution graduelle, mais c'est là un phénon nouveau; tout le monde en est informé et tout le monde a la même

La Bourse s'envolera-t-elle? Ce n'est pas évident, « car cette dégrinlade rapide des taux, les analystes sont encore capables de l'interpréter comme le lever de

M. Roland Leaschel ne croit pas que la remontée récente du dollar puisse être considérée comme une bulle - éphémère. Il fait valoir que nent économique international est favorable, citant à cet égard les réformes fiscales qui, parties des Etats-Unis et du Royan Uni, s'étendent au Japon, à l'Allemagne, à la France, à la Belgique, ou encore la dérégulation (qui atteint même l'URSS : la « perestroika », dit-il, c'est de la dérégulation), la concertation internationale et l'action des banques centrales qui, contrairement à ce qui s'est passé après la crise de 1929, maintiennent une certaine expansion de la masse monétaire. « L'accord du Louvre fonctionne. On a l'impression que les banques centrales veulent stabiliser le cours du dollar autour de 1,80-1,90 deutschemark et que c'est là un niveau avec lequel tout le monde peut vivre. »

Surtout, M. Roland Lenschel est convaincu que les raisons profondes de la faiblesse du dollar – le déficit étaire et celui du commerce extérieur - vont disparaître. L'assainissement budgétaire résul-tera de l'application de la loi qui impose une diminution progressive du déficit, mais aussi du surplus

Baisse sensible des taux hors pétrole) chutent depuis juin, et croissant de la sécurité sociale et de d'intérêt fin 1988 début 1989 et il en est de même de ce fidèle indical'augmentation du taux d'épargne, très faible aujourd'hui aux États-Unis. Quant au déficit du commerce extérieur, dont le niveau élevé a déclenché le krach d'octobre, - il aura disparu en 1989 ». Notre analyste fait valoir que la réindustrialisation des Etats-Unis est en cours, ce qui explique le niveau élevé des importations. « Depuis un an et demi, les achats extérieurs de biens de consommation sont stables, mais ceux de biens d'équipement ont pro-

Faire Punion monétaire européenne

Le scénario du bon sens serait de s'en tenir à un rééquilibrage des comptes extérieurs, s'opérant en douceur sur deux ans, en maintenant le cours du dollar à 1,80-1,90 deutschemark : en cas d'élection de M. Michael Dukakis surtout, M. Leuschel redoute des initiatives interventionnistes. « Il annoncera un plan spectaculaire pour diminuer le déficit budgétaire et fera pression sur les Européens pour qu'ils prennent en charge une part plus impor-tante des dépenses militaires. Cela renforcera la valeur du dollar et on ira alors tout droit, des 1989, à un

Car, pour M. Roland Lenschel, le vrai danger, à terme, une fois le dou-ble déficit américain éliminé, c'est le retour à une pénurie de dollars. Comment y faire face? - Si nous voulons nous affranchir de la dépendance du dollar, il ne sert à rien de critiquer les Américains et leur politique, mais il faut rapidement faire notre union monétaire et créer une banque centrale européenne. Il est nécessaire que la Bundesbank accepte de partager son

PHILIPPE LEMAITRE. (1) Le dollar est actuellement aux lentours de 1,86 deutschemark.

ÉNERGIE

En violation de l'embargo de 1985

Du charbon sud-africain pénètre en France par la Belgique

BRUXELLES

de notre correspondant.

Le ministre belge des affaires éco-nomiques (socialiste flamand) a demandé an Comité supérieur de contrôle – en quelque sorte la police des polices de l'administration belge d'effectuer une enquête dans les services de son ministère à propos des graves anomalies découvertes dans la délivrance des licences d'exportation de charbon de la Belgique vers la France. Pour détourner l'embargo décrété par le gouvernement de M. Laurent Fabius en novembre 1985 à l'égard du charbon provenant d'Afrique du Sud, les fonctionnaires délictment auraient fait passer du charbou originaire initialement du pays de l'apartheid pour du charbon en provenance d'Australie. Le détournement du trafic était très élémentaire : les bateaux entraient en Belgique porteurs de charbou sud-africain, avec des licences en bonne et due forme, vers la France que les licences étaient tromées.

Révélé par le journal flamand De Morgen, ce scandale pourrait conduire la Belgique à adopter à son tour, comme le souhaite d'ailleurs le Parti socialiste flamand, une politique d'importations plus restrictive à l'égard de Pretoria. Ce sont, semblet-il, des progressions inhabituelles des exportations de charbon de Belgique vers la France qui ont mis la puce à l'oreille des enquêteurs. Cenx-ci ont en effet constaté que ces exportations étaient passées de 6 000 tonnes en 1984 à 81 000 tonnes en 1985, 337 000 tonnes en 1986 et déjà plus de 540 000 tonnes dans le courant de 1987. Autre anomalie statistique : les exportations de charbon australien vers la Belgique se révélaient être inférieures aux exportations de ce même charbon australien de la Belgique vers la France.

Le comité de contrôle, qui n'a pas révélé les conclusions de son enquête, pourrait traduire plusieurs fonctionnaires du ministère de l'économie devant les tribunaux.

L'Association technique pour l'importation charbonnière (ATIC), qui détient en France le monopole des importations de charbon, avoue son embarras face à cette affaire « plus belge qu'autre chose - assurait-on vendredi 7 octo-bre. «Les Belges lavent leur linge sale sur notre dos », ajoutait-on. en soulignant que les documents d'origine fournis par les négociants belges étaient cohérents avec les importations, « Il y a toujours un transit de charbon par les ports belges et hollandais vers la France -, précise l'ATIC, qui assure qu'il existe de grandes similitudes entre les qualités de charbon sud-africain et australien, et que les importa-tions aujourd'hui suspectes ont été faites pour le compte des importateurs-revendeurs français. et non pour les grands conson teurs de houille (EDF, la sidérurgie, les cimentiers, etc.).

Le système français prévoit en effet que l'ATIC mi-établissement public mi-association, agisse comme une centrale d'achat pour le compte des clients finaux (consommateurs ou négociants), lesquels traitent cependant la plupart du temps directement avec leurs fournisseurs. S'il est révélé que l'origine du char-bon transitant par la Belgique a bien été falsifiée, l'affaire pourrait du côté français déboucher sur une escroquerie pure et simple. Les importateurs français ignoraient-ils l'origine réelle de leurs achats? Si tel est le cas ils ont été trompés sur la nature de la marchandise, bien qu'il soit normalement possible de déceler l'origine du charbon par l'analyse de sa qualité - il existe comme pour le pétrole des « crus » différents selon l'origine.

les commandes.



Utilisez un outil marketing puissant pour augmenter l'impact de vos campagnes publicitaires.

Parce qu'il est gratuit, simple, et qu'il exerce un très fort attrait sur le public, le Numéro Vert est votre nouveau media publicitaire et promotionnel

Lancement d'un produit avec demande de documentation, offres d'essais, jeux-concours, renvoi sur les points de vente, commandes par correspondance : votre Numéro Vert permet une adaptation immédiate et permanente aux besoins réels de votre clientèle.

Finis les bons de commande et les bons à découper. Vos clients passent directement de la demande d'information à l'action. Le Numéro Vert, un numéro si facile à repérer et à mémoriser. Avec le Numéro Vert, le succès répond à l'appel.

Si vous souhaitez des informations supplémentaires, contactez votre Agence Commerciale FRANCE TELECOM ou appelez notre Numéro Vert national:



المكذا من الدُّميل

Walter .

Francisco de la companya della companya de la companya de la companya della compa Marin to the second of the second 1

TRANSPORTS

Le canal Main-Danube mettra en relation en 1992 la mer Noire et la mer du Nord

RATISBONNE

de notre envoyé spécial

Quel bel ouvrage que ce canal Main-Danube en construction entre Nuremberg et Regensburg (Ratis-bonne), au cœur de la Bavière! Il faut avoir vu l'impressionnant canyon de l'écluse de Hipolistein haute de plus de 24 mètres et la route liquide creusée à travers champs et forêts pour comprendre la détermination allemande à mettre en communication, en 1992, le bas-sin du Rhin et celui du Danube, la mer du Nord et la mer Noire. L'association « les Nantes », qui rassemble la fine fleur des professions fluviales, en France, a convié récemment plus de cent cinquante profes-sionnels élus, hauts fonctionnaires et membres de cabinets ministériels. à visiter et à envier une infrastructure décidée en 1921.

A vrai dire, c'est Charlemagne qui entreprit le premier, en 793, de relier un affluent du Main, le Schwäbische Rezat, et un affluent du Danube, l'Altmühl. Cette voie d'eau de 2 000 mètres de long ne fut jamais achevée, peut-être à cause de conditions météorologiques défavorables, sarement en raison des batailles qui faisaient rage entre hobereaux du lieu.

Onze siècles plus tard, le roi Louis I de Bavière, qui ne construi-sait pas que des monuments, relança le projet et, en 1837, ouvrit le chantier d'un canal de 172 kilomètres de long, 10,5 mètres de large et 1,46 mètre de profondeur, entre Bamberg et Kelheim. A partir de 1846, des péniches d'une capacité de 120 tonnes à pleine charge purent l'emprunter, mais l'absence d'aménagement du Main et du Danube et le tout-puissant chemin de fer eurent tôt fait de reléguer le canal Louis au rang de charmant vestige du temps

C'est le 30 décembre 1921 qu'est créée la société Rhin-Main-Danube (RMD). Elle recoit la concession pour aménager et exploiter les capacités hydrauliques du Main, du Danube bavarois, de l'Altmühl, de la Regnitz et de la Lech inférieure jusqu'en l'an 2050. Ses principaux actionnaires actuels sont la République fédérale d'Allemagne (64 %), l'Etat libre de Bavière (33 %), ainsi que la ville de Nuremberg et d'autres collectivités locales (3%).

22 kilomètres à construire

A travers tous les régimes ques et malgré la guerre, la RMD a poursuivi son but : creuser une voie navigable de classe IV, c'est-à-dire capable d'accueillir jusqu'aux convois poussés de 3 300 tonnes. La liaison de 677 kilomètres comporte une section du Main (Aschaffenburg-Bamberg: 297 kilomètres) achevée en 1962, le canal Main-Danube (Bamberg-Kelheim: 171 kilomètres) en cours de finition et une section du Danube (Kelheimfrontière autrichienne : 209 km) achevée en 1978.

Le canal proprement dit est large de 55 mètres et profond de 4 mètres. Il franchit le Jura franconien où la ligne de partage des caux culmine à 406 mètres au-dessus du niveau de la mer. Patiemment, la RMD l'a construit, à partir de 1960, écluse après écluse, bief après bief, cen-trale hydroélectrique après centrale. Nous sommes rassurés aujourd'hui, affirme M. Hans-Peter Seidel, membre du directoire de RMD, chargé des questions techniques. Bien sur, il nous reste 22 km encore sans travaux, mais la dernière écluse vient d'être commencée et nous savons que les autorisations de creuser les derniers tronçons nous seront accordées. C'est inéluctable. La totalité de l'ouvrage sera achevée à la fin de l'année 1992. En 2050, nous aurons remboursé 80% de nos emprunts consentis sans inté-rêts par l'Etat fédéral et l'Etat bavarois, le solde, soit 700 millions de deutschemarks (2,4 milliards de francs) sera remis en nature aux deux Etats, sous la forme de centrales hydroélectriques en bon état

Les prévisionnistes n'ont pas su dire précisément le trafic fluvial qui resultera de la mise en service complète des 3500 km de voies d'eau entre la mer Noire et la mer du Nord, à travers la Roumanie, la Yougoslavie, la Hongrie, l'Autriche, la RFA et les Pays-Bas. Sur le versant rhénan, on a dépassé les 20 mil-lions de tonnes transportées par an, essemiellement des matériaux de construction et des produits pétro-liers à usage local. Sur le versant danubien, le trafic, beaucoup plus international, tourne autour de 3 millions de tonnes où le fer, l'acier et les matériaux de construction occupent la plus grande part. Ces

trafics communiqueront-ils entre cux? Les experts estiment que, entre Bamberg et Ratisbonne, on devrait comptabiliser chaque année entre 4 millions et 15 millions de tonnes. Pour fixer les idées, rappelons que le trafic du Rhône s'élève, en France, à 4 millions de tonnes.

C'est en 1982 que le canal Main-Danube a été définitivement sauvé. Une coalition formée par les sociaux-démocrates, les Verts et les chemins de fer ouest-allemands avait décidé qu'il n'était pas utile de l'achever. Le retour au pouvoir des démocrates-chrétiens a permis à RMD de repartir de l'avant, en mettant les écologistes dans sa poche.

Ceux-ci ne trouvaient rien à redire au transfert d'eau du Danube vers le Main que nécessitait le canal en raison des caractéristiques géologiques et climatiques du Nord un peu aride de la Bavière. Au contraire, le pompage dans le Danube de l'eau d'éclusage aura pour avantage d'améliorer notable-ment la qualité des rivières actuellement asphyxiées par les effluents urbains et industriels. En revanche, les Verts se sont

battus vigourensement pour défendre des sites comme celui de la vallée de l'Altmühl entre Dietsurt et Kelheim, où les forêts de hêtres, les châteaux perchés (Randeck) et les vieux villages (Meihern) forment un décor wagnérien. La RMD a donc fait un effort important pour inscrire son canal dans cet environnement précieux. Elle a accepté que les rives ne soient pas rectilignes,

mais qu'elles s'écartent en fonction des plans d'eau souhaités. Elle a respecté les bras morts, accepté un tracé sinueux des chemins de service, varié l'inclinaison des talus et planté immédiatement les bords de la voie d'eau en cherchant à retrouver la végétation d'origine. Frayères protégées, vicilles maisons éclusières retapées, sentiers-piétons tracés : le résultat est si remarquable que le nouveau venu a l'impression que le canal est une vénérable rivière dont on a parfois paysagé les abords. Il en a coûté 15 % de plus que l'auraient exigé les seuls ouvrages techniques.

Économie

Par quel miracle est-on parvenu à trouver les 20,5 milliards de francs (en monnaie courante) qu'aura coûté l'aménagement de cette liaison exceptionnelle? Cinquantequatre centrales électriques construites par RMD fournissent 3,3 milliards de kilowatts environ, qui sont vendus aux sociétés distri-butrices d'électricité an prix élevé de plus de 19 centimes le kilowattheure. Avec ces recettes, RMD peut ainsi autofinancer la moitié de ses investissements, qui ont atteint 1 milliard de francs au cours de l'exercice 1987. Les besoins de financements restants sont converts par des prêts sans intérêts de l'Etat de Bavière et de l'Etat fédéral.

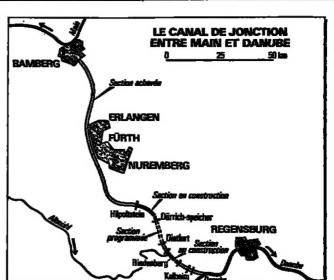
De quoi plonger les professionnels élevé a français de la navigation fluviale dans des calculs mirifiques, eux qui par ce simeraient tant que soit réalisée la ple. liaison du Rhône au Rhin. Comment ne se souviendraient-ils pas que le Rhône fournit six fois plus d'électricité que Main-Danube, hélas! ache-



tée 25 % moins cher par EDF? 20 milliards de francs dépensés en Bavière en soixante et onze ans; 15 milliards à trouver pour Rhône-Rhin: ce n'est pas la mer à boire si l'on en croit la leçon allemande, ainsi que l'a souligné M. Raymond Denoual, président de l'Association des Nautes: « Nous sommes venus chercher une leçon de persévérance: il faut des années pour venir à bout d'un grand ouvrage qui corrige et complète la géographie; la volonté et la patience triomphant de tous les obstacles. Une leçon de calcul économique aussi : la polyvalence de la voie d'eau permet de financer le franchissement de seuil le plus élevé d'Europe, grâce à la récupéra-tion de l'énergie électrique produite par cet aménagement à but multi-

Une leçon à suivre.

ALAIN FAUJAS.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Paluel - Marmont S.A.

An 30-06-88, le résultat courant avant impôt s'élève à 18 MF contre 4,8 MF pour la totalité de l'exercice précédent. En raison de bénéfices exceptionnels de 88,7 MF, le bénéfice net après impôt dépasse 92 MF.

Ce résultat est dû à une activité importante d'ingénierie financière et à des opérations exceptionnelles de restructuration d'actifs au cours des six premiers mois de l'exercice qui ne se reproduiront pas au cours du deuxième semestre.

Le résultat de l'exercice complet sera peut-être en léger retrait par rap-port au bénéfice semestriel puisque la plupart des rentrées attendues ont été encaissées au cours du 1st semestre.

Le dividende de l'exercice devrait être sensiblement augmenté Parmi les événements marquants depuis le début de l'année, on peut signaler le renforcement de la participation dans la Compagnie LEBON de 19 % à plus de 30 %, la restructuration de certains actifs immobiliers à l'intérieur du groupe et une prise de participation significative dans SOFINNOVA.



Le conseil de surveillance de SOVAC, réuni le 5 octobre 1988 sous la présidence de M. Michel David-Weill, a pris connaissance de l'activité et des résultats du groupe pour les huit premiers mois de 1988.

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS

Les financements nouveaux consentis au 31 août 1988 par l'ensemble des sociétés du groupe ont atteint 14 380 millions de francs, en augmentation de 6 % par rapport au 31 août 1987. Les encours gérés par ces mêmes sociétés, qui s'élevaient à 44 260 millions de france au 31 août 1988, ont progressé de 9 % par rapport au 31 août

1987.

Pour les huit premiers mois de 1988, le résultat d'exploitation consofidé net provisoire, part des tiers exchue, est de 249,7 millions de francs. Ce
résultat rapporté aux huit douzièmes de celui de l'exercice 1987 fait apparaître une baisse de 9 %. En tenant compte des résultats hors exploitation
qui correspondent essentiellement à des amortissements comptables de survaleurs et de fonds de commerce, le résultat consolidé net provisoire, part
des tiers exclue, est ramené à 241,3 millions de francs, en baisse de 11 %.

Ces chiffres appellent les remarques suivantes : Les cantires appealent les rémarques savantes.

La conclusion d'accords de première importance avec de nouveaux partenaires (Le Printemps, France-Loisirs, Axa) a occasionné des coûts significatifs d'études informatiques et de mises en place commerciales alors que le chiffre d'affaires et les résultats attendus de ces accords n'interviendront que dans les exercices ultérieurs;

dront que dans les exercices ultériours;

— Des observations de même nature que celles qui précèdent peuvent être faites à propos du lancement de SOVAC Evolution, nouvelle formule de crédit immobilier à taux ajustable, qui, intervenn à la fin du 1 = trimestre 1988, n'a eu d'effets sur les mises en place de crédits qu'à partir de fin mai; 0810 — Les conditions de la concurrence ont conduit à des baisses de marge sur la production nouvelle, et, au titre des réaménagements, sur une fraction de l'encours ancien de crédits immobiliers.

Les perspectives commerciales des derniers mois de 1983 apparaissent plus favorables et de nature à permettre une croissance plus rapide des encours consolidés à un niveau de marge stabilisé.

ACTIVITÉ COMMERCIALE DU GROUPE SOVAC

(cmi	(CIMITOS CATACOS MOQUOS)							
	Espira	Engelier feinen Proposings diente						
	Franciscosti Franciscosti gérés			75 21	Parsers gérés			
			tricts	10±115	31-08-017			
SOVAC et filiales on participa- tions directes - Particuliers (1) - Entreprises - Immobilier CRÉDUPAR et filiales Filiales d'outre-mer (2)	2 769 1 240 2 547	26 858 7 060 2 678 17 120 16 412 990	+ 5 + 4 + 24 - 1 + 6 + 29	+ 21 + 13 + 85 + 10 + 33 + 44	+ 7 + 14 + 25 + 2 + 11 + 21			
Total général	14 380	44 260	+ 6	+ 28	+ 9			

(1) Financements de ventes à crédit, prêts personnels, crédits en compta. (2) Chiffres provisoires.

Siège social : Tour Franklin 100 Terrasse Boieldien 92081 Paris La Défense Cedex 11



otunnel P.L.C. Siège social: ckingham Palace Road London SWIW OST

RAPPORT SEMESTRIEL

Le rapport semestriel du Groupe Eurotunnel au 30 juin 1988 a été publié le 3 octobre 1988.

Une copie de ce rapport a été envoyée à chaque actionnaire nominatif. ainsi qu'aux titulaires d'unités et/ou de bons de souscription au porteur i avaient demandé une copie du rapport annuel publié en avril 1988. Les copies du rapport semestriel peuvent être obtenues auprès de : Banque Indosuez, 96, boulevard Haussmann, 75008 Paris R.F.C., 120, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris - Tél.: 45.62.62.95

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

DÉLÉGATION A LA RÉFORME DU SECTEUR PARAPUBLIC

> COMMISSION SPÉCIALE DE SUIVI DU DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Cession partielle des actions détenues par l'État dans la Société Nouvelle des Salins du Sine Saloum (S.N.S.S.S.)

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL lance un appel d'offres pour la vente d'un bloc de 9399 actions représentant 13 % du capital actions de la Société Nouvelle des Salins du Sine Saloum

La S.N.S.S.S. exploite et vend du sel marin. Elle réalise la grande majorité de ses ventes sur les marchés extérieurs. La Direction de la société est assurée par l'actionnaire majoritaire. La S.N.S.S.S. térnoigne d'excellents résultats d'exploitation depuis de nombreuses années.

Le bloc de 9399 actions offertes sera attribué comme suit :

7230 actions à des personnes physiques et morales sénégalaises.

2 169 actions à des personnes physiques et morales quelle que soit leur nationalité.

Pour que l'offre soit jugée recevable, toute personne devra avoir retiré le dossier d'appel d'offres - ellemême ou par son représentant, à l'adresse ci-dessous.

Toutes les offres doivent parvenir au Secrétariat de la Commission de suivi du Désengagement de l'État; rue Béranger FERAUD X rue des Essarts, BP 1477 DAKAR - Téléphone : 221-21-65-68 ou 221-21-01-68 - Télex 21410 au plus tard le lundi 7 novembre 1988 à 15 heures (heure de Dakar). Elles devront être accompagnées d'une caution égale à 10 % du montant de l'offre. Cette caution sera restituée aux soumissionnaires dont les offres n'auront pas été retenues.

> Le Président de la Commission Spéciale de Suivi du Désengagement de l'État. Tijane SYLLA.

Marchés financiers

La Société générale maintient le relèvement de ses tarifs sur la carte bancaire

* Nous nous sentons bien », assure M. Marc Viénot, PDG de la Société générale, privatisée en juin 1987, qui a. on le sait, relevé ses tarifs sur cette carte, tandis que le Crédit lyoanais puis la BNP, restés nationa-lisés, revenaient sur cette mesure. L'avertissement de M. Pierre Bérégovoy, ministre de tutelle des ban-ques, les a-t-il • incités • à annuler ce relèvement ? - Nous ne nous sentons pos concernés. D'ailleurs, je n'ai pas recu la moindre incitation à faire quoi que ce solt. Que s'est-il passé à la Société générale? En octobre 1987, nous avons pris conscience de la dégradation de l'équilibre financier de la carte ban-caire. Une enquête menée auprès de nos clients nous a révélé que 89 % d'entre eux étaient satisfaits de leurs cartes et que 82 % n'en connaissaient pas le prix, le croyant même supérieur. En février 1988, nous avons pris la décision de relever les prix de nos cartes en modulant les augmentations, mesure qui va nous rapporter 10 % de plus. Toutefois, nous n'avions pas jugé prudent de la mettre en œuvre avant les vacances, période où nos clients utilisent intensivement leur carte. • L'accusation d'entente? • Les enquêteurs sont venus chez nous et ont trouvé les traces de toutes nos délibérations : nous ne redoutons

Commentant les résultats du pre-mier semestre 1988 - qui s'inscri-vent en hausse de 6,4 % pour le produit net bancaire avant frais généraux, amortissements et provi-sions et de 21 % pour le bénéfice net consolidé à 1 438 millions de francs par rapport à la moitié du bénéfice de 1987, - M. Viénot a souligné une reprise des crédits aux entreprises, ceux accordés aux particuliers pro-gressant de près de 27 %. En revanche, l'accroissement de la concurrence bancaire a pesé sur les marges des crédits, spécialement sur le marché des particuliers, face à un développement des crédits spécialisés et des activités de marché. Les provisions du groupe ont augmenté de 17.8% à 2,9 milliards de francs, la diminution des provisions sur la métropole et de celle sur le porte-

L'affaire de la carte bancaire?

Nous nous sentons bien -, assure

M. Marc Viénot, PDG de la Société

de francs les provisions sur les rispenérale, privatisée en juin 1987,

ques - pays en voie de développement », couverts, désormais, à près de 60 %, peut-être davantage. • A 70 % ce sera suffisant », a assuré M. Viénot. Interrogé sur l'actionnariat de la Société générale et les mouvements sur son titre, en hausse notable, il a indiqué qu'avec 30,5 % de « noyau dur », 5 % d'autocontrôle par une filiale, 7 % d'étenus par le personnel et les « amis », il était « sûr » de 51 % du capital, dont 15 % à 20 % est aux mains de sidèles clients de la banque, la masse flot-tante étant de 30 %, - ce qui peut expliquer les mouvements du

Accord DEC-Tandy dans la micro-informatique

Digital Equipment Company (numéro deux mondial de l'informa-tique spécialisé dans les ordinateurs de taille moyenne — les «minis»), poursuit sa politique d'alliances sur les segments de marché dont il est absent, en particulier dans la microabsent, en particular dans la microinformatique. Il a annoncé, jeudi
6 octobre, qu'il va commercialiser
sous sa marque les ordinateurs personnels fabriqués par l'entreprise
américaine Tandy. Avec 1,13 milliard de dollars de chiffre d'affaires (7 milliards de francs) dans la micro-informatique, selon le classe-ment de Datamation, Tandy occupe la cinquième place mondiale dans ce

Digital Equipment multiplie depuis le début de l'année les accords avec des constructeurs d'ordinateurs personnels : il a ainsi conclu une alliance avec Apple, Compaq et Olivetti. Néanmoins, il s'agissait surtout d'accords technologiques permettant d'assurer la com-patibilité de leurs machines avec les mini-ordinateurs de Digital. Avec Tandy, les choses sont différentes : Tandy fabriquera pour Digital des micro-ordinateurs qui seront com-mercialisés sous la marque DEC. En d'autres termes, Digital collera des

WARTSHA

DIESEL

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Société Alsacienne de Constructions Mécaniques de Mulhouse (SACMM), filiale d'ALSPI, et Wärtslä Diesel, division de la société finlandaise Oy WÄRTSILÄ Ab, ont engagé des discussions

en vue d'unir leurs activités dans le domaine des moteurs diesel industriels.

Aux termes de ces discussions. Wârtsilă et Alsoi prévoient

A la suite d'une augmentation de capital de SACMM et après

L'activité mondiale actuelle de constructeur de moteurs diesel rapides de la SACMM continuera à être développée en France, ainsi

Une telle collaboration va permettre de constituer un ensemble

ces apports. Wârtsilâ et Alspi seront à parité les principaux actionnaires

que l'ensemble des activités de fabrication, vente et service relatives

international puissant, capable de proposer une gamme complète de

appuyé sur un réseau mondial de vente et de service, disposant

d'un fort potentiel de recherche et développement.

moteurs rapides et semi-rapides modernes et de hautes performances,

La SACMM jouera un rôle important dans cette organisation.

La mise en œuvre de ces dispositions est soumise à l'accord

publici

des autorités gouvernementales concernées en France et en Finlande.

RÉSULTATS SEMESTRIELS - PERSPECTIVES 1988

Les revenus financiers de PUBLICIS S.A. se sont élevés au

Les revenus prévisionnels de PUBLICIS S.A. pour l'exercice

Le Groupe PUBLICIS a réalisé, au 1° semestre 1988, un chiffre d'affaires de F 4 297 396 000, en progression de 20 %, et

un bénéfice net courant, part du Groupe, de F 63 746 000 en

Les tendances actuelles permettent d'estimer, aujourd'hui, à

Dans ces conditions, le résultat courant consolidé après impôts dépasserait F 110 000 000, en progression de 30%.

Ainsi, après une année 1987 en forte progression, l'activité

1988 se présente sous des auspices favorables. Cette tendance

devrait se poursuivre en 1989 avec les conséquences et les pre-

miers effets bénéfiques de l'alliance conclue en mai dernier avec

le Groupe F.C.B. et la poursuite de notre développement inten-

titre prévisionnel, que le chiffre d'affaires annuel consolidé

1988 pourrait s'élever à F 830000000, en augmentation

1988 devraient atteindre F 49000000 pour un bénéfice net

30 juin 1988, à F 37 192 663 contre F 34 819 734 au premier

semestre 1987 et son bénéfice net s'établit à F 31 200 835 contre

de regrouper leurs opérations actuelles en France en intégrant à la SACMM les activités de Wârtsilā Diesel en France, y compris

de la SACMM, dont le capital restera en majorité français.

ses actions de la société DUVANT-CREPELLE.

aux gammes CREPELLE et WARTSILA.

PUBLICIS S.A. - Société-Mère

après impôts de F 36 500 000.

GROUPE PUBLICIS

F 28 698 968

NEW-YORK, 6 octobrs = L'incertitude

A quelques heures de la publica-tion des chiffres du chômage anx tion des chiffres du chôthage anx États-Unis pour septembre, la Bourse de New-York jouait encore l'irrégularité jeudi. Après avoir uscillé pendant toute la séance autour du niveau affiché la semaine précédente, l'indice Dow Jones a fini la journée sur une légère hausse, de 1,06 point à 2 107.5.

hausse, de 1,06 point à 2 107,5.

Quelque 154 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des valeurs en hausse dépassait celui des baisses, à raison de 771 contre 607. Le cours de 531 est resté échangé. Les opérateurs doutent que les statistiques sur le chômage tirem véritablement le marché de sa léthargie. Pour eux, le marché va encore être confronté à deux événements susceptibles de générer l'incertitude: l'anniversaire du krach du 19 octobre 1987, qui fait l'objet d'une intense publicité aux Ents-Unis, et les élections présidentielles de novembre.

TW Services, qui bénéficie d'une OPA, a progressé de 1 3/4 à 26 5/8. American Petrolina a gagné 2,5 à 71 et Warner Lambert est monté d'un point et demi à 75 3/4. En revanche, AMR a cédé près d'un dollar à 48, International Paper 7/8 de point à 44,5 et J.P. Morgan 5/8 à 36,25.

VALEURS	Cours de 5 oct.	Cours du 6 oct
Alcou	. 54 5/8	55 1/4
AT,7,	26 3/8	26 3/8
Boeing	. 64 1/4	64 1/4
Chase Manhantan Bank		28 3/4
Du Pont de Nemours .		90 1/8
Eastmen Kodak		46 1/4
Econ		44 3/8
Ford	. 517/8	51 7/8
General Electric		42 7/B
General Motout		74 1/8
Goodyeer ,) 53 5/8	54
LB.M	. 113 7/8	114
LT.I		49 1/2
Mobil 04		42 3/8
Plan	. 54 1/2	55 1/2
Schlumberger	. 32 3/4	32 3/4
Texact UAL Corp. es-Allegis	. 43 7/8	44 1/8
		96 5/8
Union Carbide		25 7/8
usx		27 1/2
Westinghouse	. 53 1/4	53 1/8

LONDRES, 6 octobre 1

Nette hausse

La reprise amorcée mercredi s'est poursuivie le lendemain, jour-née durant laquelle l'indice FT s'est apprécié de 0,7 % à 1 481,5. Le marché était d'ailleurs nettement plus actif avec 573 millions de titres changés, contre 480 millions la veille. La Bourse londonienne consolidait ses gains durant toute la éance, avec une demande qui restait très sélective. La faiblesse des cours du pétrole continuait à peser sur des valeurs comme Entreprise Oil et Shell. Consolidated Gold Fields, touiours (ermement opposé à l'OPA du groupe minier Minorco, se dépréciait fortement. Une forte demande d'investisseurs américains propulsaient les cours du groupe pharmaceutique Glaxo, ainsi que ceux de l'agence de publicité Santchi and Saatchi. Parmi les secteurs en vedette, figuraient les grands magasins et les brasseries.

Les valeurs tournées vers l'exportation (Jaguar, ICI) et les industrielles se montraient irrégulières. Les fonds d'Etat étaient orientés à

PARIS, 7 octobre = Hésitante

La demière séance de la semaine s'est achevée sur une note hésitante, l'indicateur instantané évoluent entre - 0,2 % et + 0,24 %. A 14 h, il - 0,2 % et + 0,24 %. A 14 h, il redevenait positif et s'inscrivait à + 0,07 %. Les opérateurs ont en effet accuelli evec sérénité les, chifres du chômage américain de septembre, publiés en début d'aprèsmid. Sensiblement analogues à ceux du mois précédent (+ 5,4 % contra + 5,6 %), il n'ont entraîné aucure variation de la cote dans un sens ou dans un autre. A l'image des autres séences, le volume des transactions est demeuré élevé, portant principalement sur les valeurs opéables et sur quelques cas particuliers. A commencer par Paribas, dont le titre gegnait près de 3 %. Les rumeurs prêtent à M. Estenazi, président de Pargésa, et à ses amis de prendre une participation importante dans le compagée à ses amis de prendre une participation importante dans la compagnie
financière de la rue d'Antin. Le
démenti de Pargésa jeudi après-misi
n'a pas réussi à celmer les esprits.
Engouement également pour l'action
Bouygues. Plus de 28 675 pièces
étaient échangées, laissant à penser
que le rammassage entrepris dans les
jours pécidents se poursuit plus discrètement. Agitation également
autour d'Aussedat-Rey, où les investisseurs jouent une entrée en force
des Koweitiens dans le capital du
groupe papetier. FACOM était également recherché, les investisseurs présentant souvent cette firme comme sentant souvent cette firme comme une opéable possible.

une opéable possible.

Les volumes support du MONEP, qui représentent les plus grosses affaires et la cote connaissaient des sorts disparates. Si Thomson-CSF et Paribas étaient recherchés, en revanche Paugeot et Michelin sinscrivaient en léger repli. Recul également de la Nevigation mixte, après l'effarvescence dont elle avait été l'objet durant les séances précédentes. En baisse également, Luchaire, cette filiale d'Epéde-Bertrand Faure avait fortement progressé après le déclenchement du raid boursier sur sa maison mère. Les modalités de l'OPE d'Ufinar contre des actions Lyonnaise des saux étaient présentées. Enfin, des eaux étaient présentées. Enfin, sur le MATIF, le contrat de décembre s'appréciait de 0,33 % à 106,60.

TOKYO, 7 cet 1

Hausse technique

Une reprise technique en fin de jour-née, wardredi, a donné un coup de frein à la baisse qui sévissait depuis cinq séances sur le marché de Tokyo. L'indice Nidori a gagné 85,93 points, soit 0,32 % à 27 258,27, après une perte de 233,15 points jeudi.

La Bourse continue à vivre an rythme des bulletins de samé de l'empereur, constataient les opérateurs qui souli-guaient, d'autre part, que, pour la pre-mière fois depuis l'après-guerre, un début d'aumés fiscale « n'avait jameir été aussi d'amée fiscale « n'aveit jamais été aussi mauvais ». Les achais de dernière minute étaient surtout le fait des inves-tisseurs institutionnels. Les particuliers out préféré s'absteur avent la publication des chiffres du chônage américain et à la veille d'un weck-end de trois jours, puis-que la Bousse nippone sera fermée annedi et handi, jour férié au Japon.

NTT a touché, vendredi, son plus bas niveau de l'année, tandis que les titres des secteurs de la construction et des compo-

VALEURS	Cours du 6 oct.	Court de 7 oct
Akali Bridgestone Canon Fuji Benk Hooda Motors Motsumishi Heavy Sany Corp. Toyota Motors	561 1 240 1 310 3 140 1 970 2 320 959 6 020 2 470	555 1 220 1 350 3 100 2 010 2 390 975 6 240 2 500

 Résultata «équilibrés» pour la Chapelle-Durblay es 1988. —
Après la prise en compte de 200 millions de francs d'amortissements, la Chapelle-Darblay devrait enregis-trer, à la fin de 1988, des résultats equilibrés », indique M. François Pinault, PDG, seul maître à bord depuis le départ, en juillet dernier, de son ancien associé, le groupe canadien Cascades. Le chiffre d'affaires devrait Cascades. Le chiffre d'affaires devrait atteindre 1,8 milliard de francs. Pour 1989, M. Pinsuh, qui a appelé à la direction générale M. Jean Rigollet, ancien directeur industriel et techni-que de Renault-Véhicules Industriels (RVI), table sur un bénéfice d' « au moins 150 millions de francs » et sur un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de l'unes Les conditions de la persone de Iranes. Les conditions de la reprise avaient été très favorables : le rem-boursement du prêt de 900 millions de francs ne débutera qu'en 1992 et celui des aides de l'Etat (1 milliard de cash-flow degage aura atteint 350 mil-

• Pinsuit (bois), en bénéfice net en augmentation en 1988. – La groupe Pinault (filière bois) devrait enregistrer, cette année, un bénéfice net consolidé de 380 millions de on 1987. Le groupe Pinault, qui sera introduit sur le second marché de Paris la semaine prochaine, réalisera un chiffre d'affaires consolidé de 7 milliards de francs, contre 6,1 milliards de francs l'un dernier. Le groupe réalise toujours l'essentiel (40 %) de son chiffre d'affaires dans le négoce, le reste étant notamment le fait d'Isoroy (23 %) ou du meuble (12 %). Ces chiffres n'incluent pas le groupe pape-tier de la Chapelle-Darblay, qui est

FAITS ET RÉSULTATS

 Irving Bank accepte Faffire de la Bank of New-York. — La direction de l'Irving Bank a amoncé, le 5 octobre, à la surprise générale qu'elle recom-mandait à son conseil d'administration d'accepter la dermière offre de rachat de 1,5 milliard de dollars (9,6 mil-liards de franca) de la Bank of New-York, mettant ainsi fin à une bataille boursière de plus d'un an. Au terme de Paccord, les deux établissements vont fusionner, ce qui permettra à la Bank of New-York de compter parmi les plus grands groupes américains. Ensemble, les actifs des doux établissements sont estimés à 47,8 milliards de dollars (305 milliards de francs). Rossel-Ucisf : baosse de 50 %

de binifice es 1988. – Le groupe pharmaceutique Roussel-Uclaf devran dégager, cente année, un résultat net consolidé, hors opérations exceptionnelles, en bansse de plus de 50 % par rapport an résultat compa-rable de 1987 (qui fut de 320 millions de francs hors vente de Rochas). Le chiffre d'affaires consolidé de Roussel-Uciaf devrait croitre de 9 %, passant de 9,7 milliards de francs l'an demier à 10,5 milliards de francs cette année. La SFH (Société française année. La SFH (Société française Hoschst), qui détient 54 % du capital de Roussel-Uciaf, et qui possède également pour filiale. Laboratoires Hoschst, devrait, pour se part, dégager un bénéfice consolidé avant impôt de quelque 300 millions de francs (contre 260 millions de francs en 1987) et un bénéfice consolidé après impôt d'environ 200 millions de francs impôt d'environ 200 millions de français ministration de français d impôt d'environ 200 millions de francs. Le chiffre d'affaires consolidé devrait s'établir à quelque 7 milliards de francs, contre 6 milliards de francs l'an

PARIS:

\$

3

Second marché (sélection)								
Se	ecor	na ma	ircne 🖟	lection)				
VALEURS	Cours préc.	Demier cours	VALEURS	Cours préc.	Deriver cours			
AGP.SA	291		Le gel form du mais	270	280 80			
America Associa		510	Loca Investigament	271	278			
Asystal	264	255	Locarric		170			
BAC	430	430	Maria Immobiler		253			
B. Demarky & Assot	459	464	Metallury, Mariere	127	129 90			
BICM	540	540	Mindopoleterat	498	493			
BLP		646	Méroservot	142	144			
Boiron	381 865	388	M.M.BM.	562	562			
Betoni	1050	1050	Micks	232	230			
Cities de Lyce	1679	1679	Navale-Deletes		781			
Carbarron	718	718	Climatti-Logabaz		159			
Certif	850	850	On Gest Fig		335			
CALOFICCU		265	P.F.A.S.A	436	439			
CATC	135 10	137 50	Presbarra (C. Ja. & Fa.)		96			
CDME	1100	1144	Prémoce Assessica	408	405			
C. Equip. Blect	315	315	Petricat Ricacti		441			
CEGUD	753	759		902	866			
CEGEP	::::	::::	Rezel		1572			
CEPCommunication .	1515 845	1531 848	St-Gobain Emballage		225 70			
C.G.L Informatique	570	585	St-Honoré Mengram	217	296 10			
CHIM		386	SCGPM	****				
Concept	225	720	Segin	398	398			
Coeferana		910	Sens-Metra	550	540			
Creats	485	485	SEP		1429			
Dates	186 50	186	SEPR		1320			
Desphin	1078	1206	S.M.T.Gospi		322 20			
Denmity	1018	1100	Societors	910	905			
Decide	600	600	Store		310			
Daniel Labié	1060	1080	TF1	275 50	280			
Edizions Bulland	118	113 20 n	Unilog	159	165			
Elypties lovestice	28 50	28	Union Financ, de Fr	400	400			
Gr. Fancier R. (G.F.F.)	228.50 245	726	Valeura de France	330	333			
GE PORCOS PR. (GET.F.) .	550	540	***************************************					
icc		237	LA BOURSE	CUR	AINITEL			
DIA	230	230	LA BUUNSE	. JUN I	AUT LEE			
LG.F.	104		AZ HE	TAP	F7			
N2	159	165	I ZA-TE					
Int. Metal Service		420	34-1 2	LEM	ONDE			
La Commoria Flectos	326	325	1					

Marché des options négociables le 6 octobre 1988

Nombre de contrats : 19 082.								
	PRIX	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS	DE VENTE			
VALEURS	CICICICE	Décembre	Mars	Décembre	Mars			
	CACACAC	dernier	dernier	dernier	dernier			
Accer	520	34,50	57	28	-			
CGE	329	39,50	-	380	-			
Elf-Aquitaine	480	2	-	70	-			
Lafarge-Coppie	1 300	146	-	19,80	35			
Michelia	186	10,50	15	11,50	15			
Midi	1 645	30	145	130	-			
Parities	488	76	83	1120	-			
Pengeat	1 398	38	89	118	125			
Saint-Gobain	520	49	-	12	-			
Société générale	440	43	-	15	-			
Thomson-CSF	180	10,50	16	14,20	-			

MATIF

Nombre de contrats	: 34 804.			
COURS		ÉCHÉ	ANCES	
500.65	Déc. 88	. M	ars 89	Juin 89
Dernier	106,15 106,30)5,70)5,80	105,15 105,20
	Options	s sur notion	inel	
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS	DE VENTE
	Déc. 88	Mars 89	Déc. 88	Mars 89
106	0,93	1,45	0,79	1,75

INDICES

CHANGES Dollar: 6,3450 F 1

Le dollar a clôturé, vendredi 7 octobre, en légère hausse sur le marché des changes de Tokyo, à 133,50 yens. A Paris, dans une lambiance calme, la devise ambrince calme, la devise américaine s'échangeait à 6,3450 F, contre 6,3510 F à la clôture des échanges interbancaires, jeudi, et 6,3465 F au fixing du même jour.

FRANCFORT 6 oct. 7 oct. Dollar (en DM) ... 1,8636 1,8656 TOKYO foct. 7oct. Doller (ca yens) .. 133,29 133,59 MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés) Paris (7 oct.)...... 73/1671/4% New-York (6 oct.). . . 85/1683/85

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 31-12-87) 5 oct. 6 oct. Valeurs étrangères 117 (Std., base 100 : 31-12-81) Indice général CAC . 382,3 (Sbf., base 1000: 31-12-87) Indice CAC 40 . . 1 433,49 1 436,29

NEW-YORK (Indice Dow Jones) Industrielles 2 106,51 2 107,75 LONDRES (Indice & Financial Times ») Industrielles 1 471,7 1 481,5 Mines d'or 173 Fonds d'Etat . . . 88,19

TOKYO 6 oct. Nikkel Dow loses 27 172,34 27 258,27 Indice général ... 1096,31 2 101,95

1

W 2.4

745

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

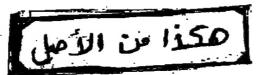
	COURS	DU JOUR		UN	MOS	5	Γ	DEUD	M	KS		SIX	MOIS
	+ bes	+ hsuc	Re	p. +	ou d	ép	Re	p. +	n d	ėp	Re	p +1	os dép
S EU S Cast Yes (186)	6,3530 5,2417 4,7552	6,3550 5,2477 4,7683	+	48 139 121		33 109 147		85 259 226	-	60 218 267	=	259 672 698	~ 170 - 578 + 782
DM	3,4055 3,8283 16,2518 4,8145 4,5672 10,7569	3,4984 3,6227 16,2574 4,9183 4,5719 19,7635	++++	69 53 13 145 139 462	++++	92 65 113 163 163 465	++++-	141 101 74 271 237 791	* * * *	170 120 221 297 197 711	++++	424 324 319 746 721 2062	+ 491 + 373 + 714 + 826 - 633 - 1872

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U 4 3/4 5 Planin 4 3/4 5 Flacin 5 1/4 5 1/2 F.S 3 3/8 3 5/8 L(1600) 9 10 C 11 12 1/4 F. france . 7 1/8 7 3/8	3 3/8 3 1/2 3 7 19 1/8 10 1/2 10 1 11 15/16 12 1/16/11 15	/16 415/16 5 1/8 5 1/4 /16 5 9/16 5 1/2 5 5/8 /16 7 3/8 7 5/16 7 5/8 /16 3 9/16 3 7/8
---	---	--

Ces cours pratiques sur le marché interbancaire des devises nous sont indiques en fin de matinée par une grande banque de la place.

[حكذا من الأصل



Marchés financiers

	BOURSE	DU	7 00	TOB	RE		•						Cours relevés à 14 h 53
	Companisation VALEURS Cours Premier cours	Demier % +			Rè	glemen	t mens	uel			Compen- sation		orier % bus +-
	1025 FLRP.T.P 1046 1046 11 1110 C.C.F.T.P 1127 1129 11	660 - 188 046 - 198 129 + 018	VALEURS	Cours Premier Dernier précéd. cours	% Compes-	VALEURS Coms	Promise Demise coars coars	% Compen-	VALEURS Court	Preparier Decreier %	1740 Deutsche B 970 Dresder B 51 Driefonteis	ank . 988 996 98	2 + 061
	1123 Créd. Lyon. T.P. 1150 1150 1 1370 Reneult T.P 1383 1390 1 1728 Rhone-Poul. T.P. 1675 1680 1	150 390 + 051	565 CSEE (exSign.);;	575 567 581 400 399 402	+ 1 04 3120 + 0 50 2500	Lagrand ± 3125 Legrand (DP) ± 2520	3110 3124 2535 2521	- 0 03 750 + 0 04 240	S.A.T. ★	764 760 + 01 240 10 239 - 04	520 Du Port-No 3 286 Eastmen Ke	em 507 507 507 odak . 282 50 284 90 28 29 40 29 55 2	7 3 + 017 955 + 051
1	1249 St-Gobern T.P 1239 1245 11 1231 Thomson T.P 1240 1240 11	245 + 048 Z 240 112 11	750 Dement S.A	2855 2850 2880 1815 1820 1611	+ 0 18 845 2100 - 0 25 860	Letieur	917 931 2090 2089 674 674	+ 0 11 1280 + 1 90 490 + 0 60 57	Supiquet (Ha) . 1320 Schmider ± 481 10 S.C.O.A 64 80	310	78 240 Electrolex. 27 295 Ericsson 18 286 Exxon Corp.	257 20 258 30 259 292 294 10 29 3 279 280 50 28	930 + 082 410 + 072 050 + 054
	2100 Alcatel * 2370 2370 2 1390 Als. Superm 1436	370	130 D.M.C		- 0 04 820 - 1 82 280	Locatinace # 415 Locatins 840 Luchere 351 20	415 415 848 840 341 344	- 0 24 570 820 - 2 05 390	SCREG. # 671 Seb # 831 Selimeg # 389	670 680 + 13 831 845 + 16 391 391 + 08	8 41 Freeguid .	47 05 43 50 4 88 86 40 8	870 + 351 640 - 182
	340 Alethom t 372 370 1950 Arjons. Prices t 2199 2175 2	371 - 027 176 - 108		2118 2102 2118 727 725 733 1515 1520 1516 1606 1605 1610	+ 0 83 1460 67 + 0 31 230	L.V.M.H 3200 Lyona. Essa;		+ 156 1400 - 047 35 - 255 710	S.G.E 35 85	418 1419 = 00 35 95 36 70 + 23 705 695 = 0 470 466 = 10	77 680 Gán. Beigin 71 475 Gan. Motor	100 719 725 721 16 472 470 470	5 + 0 83 0 - 0 42
	990 Asx. Entrapr. ± 1080 1090 1 685 Av. Desembt ± . 660 660	084 + 037 851 - 136	786 Electrofinere. + 680 El. S. Dessanit . 340 Eli-Aquitaine	900. 881 886 450 445 436 333 50 332 333	- 1 56 365 - 3 33 186 - 0 15 2920	Mejorette (Ly) 228 Et Mor. Wendel + 365 16 Matra + 197 50 Merlin-Gerin + 3000	389 80 366 50	+ 038 1010 - 025 920 - 007 438	Sids Rossignol . 1060	1065 1045 - 07 922 910 468 474 + 23	34 Hermony	48 60 49 90 4 40 70 41 4 73 73 55 74	940 + 185 110 + 098 450 + 205
	290 Bail-Spaipen. ★ 302 304 805 Bail Investin 834 835 290 B.M.P. C.I. ★ 328 90 330	304 + 066 838 + 048	790 Epeda B Fearest	291 286 10 289 80 930 780 2750 2755	- 0 90 169	Michelin 175 Micheli (Cle) 1612 Michard Sk SA ★ 178 5	1620 1607 0: 178 180	+ 086 148 - 031 189 + 084 2880		144 144 + 2 186 166 - 1 1828 2820 - 0	13 1000 Hoschet Al. 109 Imp. Chemi	ical 109 50 110 50 110 721 725 72	050 + 091
	470 Ch Bacain 🖈 , 503 504 440 Bazar HV	506 + 040 + 629 1 1 537 - 058	506 Esec S.A.F. * .	1724 1745 1700 283 50 283 288 1587 1586 1572 1317 1328 1342	- 139 450 + 159 68 - 096 115 + 190 1110	Min. Salsig, (Ma) 471 M.M. Penerroya 79 5 Modines 113 3 Mavig, Minds # 1280		+ 0 85 105 240 + 1 50 2000 - 2 34 1180	Sogerap 226 Sogerap 226 Somm-Allib. + . 2220 Source Pernier + 1170	292 286 - 02 2202 2210 - 04 1170 1168 0	14 187 Iso-Yokado 15 300 Mac Donald	0 176 50 178 179 d'a 308 50 307 50 30	
	820 Sic t 822 816 1730 8.LS 1880 1855 1	813 - 109 2 869 + 048	290 Europendé 580 Europe nº 1 ½ 33 Eurotunnel ½	2295 2230 2290 602 609 595 36 34 50 35	- 022 113 - 116 375	Nord-Est & 114 9 Nordon (Ny) 375 Norvelles Gel 444	0 115 114 50 460 463	- 035 735 400 + 203 575	Sovac * 721 Spie-Betignol * 425 Strafor * 720	730 715 - 01 427 418 - 10 710 701 - 20	375 Merck 406 Minescta 34 275 Mobil Corp.	M 394 50 390 39 268 266 10 28	610 + 004
	58 B.P. France & 67 67 90 5500 B.S.N.+ 5430 5410 5	593 + 260 65 - 149	965 Fecom 960 Fichet-baucha	1185 1190 1180 941 962 871 1001 1000 1000 194 192 50 192	- 0 42 750 + 3 19 1100 - 0 10 320	Occid. (Gén.) + . 793 Omn.F.Paris 1310 Gists-Caby + 380 Orial (L*) 3701	796 790 1319 1318 355 50 360	- 0 38 290 + 0 61 375 820	Symbolsho t 400 Tales Lusanse t 819	317 318 50 + 01 396 10 402 + 05	50 34780PM6686	34940 34750 34 1400 1369 136	1750 - 054 8 - 221
Ì	545 Carnil Plus 588 800 2400 Cap Gam. S. #. 2352 2365 2475 Carnsud # 468 465	805 c + 436 360 + 034 459 90 - 131	180 Finantisk 129 Finantisk 100 Fromagaries Sel 150 Gal. Larsyettek	144 145 149 1382 1430 1385	- 103 3800 + 347 436 + 022 415 - 018 1120	Penies 472 Paris-Résse. ± 449 Pechelbran ± 1150	3700 3700 489 485 444 10 437 1141 1140	- 0 03 4500 + 2 75 189 - 2 67 330 - 0 87 72		174 80 183 50 + 6 8 17 316 - 03 72 50 + 6 6	2 2370 Philippin	2120 2115 211 6 624 521 62	2 1-032
	152 Coninc 160 160 160 168 Coninc A.D.P 113 20 113	113 - 0 18	Georges	360 359 90 359 90 1575 1575 1572 448 441 440	- 0 19 1040 - 1 79 1250	Penhoet 420 90 Pennod-Ricards 1185 Peogeot S.A 1203	0 420 410 1171 1165 1200 1185	- 259 1050 - 169 380 - 150 710	T.R.T. # 995 U.F.BLocah. # 390 50 U.L. # 783	987 985 - 16 390 395 + 1 770 780 - 0	75 Placer Door	ne 79 20 81 30 8 340 330 33	
1	670 Cetaless 680 884 415 Cerus \$ 405 410 50 4	675 - 074 2 406 10 + 002	950 Groupe Cité ±	577 573 576 1975 2980 2975 869 673 670 712 700 710	- 0 17 590 1040 + 0 15 600	Polist ± 584 Prétabel Sic 1076 Primagaz 725	580 580 1070 1066 725 725 530 631	- 0 68 495 - 1 02 790 165		501 501 800 809 + 11 17040 17090 - 06 700 705 - 01	13 680 Royal Dutti 47 Rio Tirsto 20 36 Sant. & San	h 672 669 67 fne 46 70 47 20 4 atchi. 39 10 39 15 3	1 - 0 15 7 20 + 1 07 9 - 0 26
	340 C.G.E 352 90 353 1250 C.G.L.P. ± 1260 1262 127170 Chargeurs S.A.± 1235 1249 12	365 + 060 260 - 079 240 + 040	230 Hischette #	712 700 710 282 80 263 261 10 715 720 715 580 553 563	- 028 600 - 065 2170 - 125 63	Printempsk 634 Promodès 2220 Radiotechu * 573 Reff. D. Total * 86 50	2270 2225 699 566	- 047 640 + 023 585 - 122 142 + 301 340	Unibal 709 Valés ± 586 Valicures ± 172 50 Via Banque 386	700 705 - 01 590 589 + 01 172 170 - 14 388 381 - 13	1 215 Schlamber	ger 210 208 30 20 p 104 60 105 30 10	8 c - 095 530 + 067
	420 Club Middlerr. ± 475 480 4 155 Codensit 165 161 50	068 - 102 1 48480 + 185 1 16210 - 178	120 Hutchisson 🛊 1235 Isnátal 🛊 106 Issan Phaine M	109 1129 1116 267 10 268 267 310 305 305	+ 054 2840 - 004 335 - 161 1230	Redoute (La) ★ . 3098 Rober Snancière 339 Roussel-Uctef ★ 1366	3129 3090 339 340 1361 1400	- 0 58 720 + 0 29 125 + 2 49 177	Eli-Gaton * 736 Arrest loc 135	750 748 + 17 136 30 136 30 + 05 177 30 177 30 + 04	77 320 Sony 96 47 Telefonica 15 215 T.D.K	288 50 292 28 47 55 48 4	3 50 + 1 73 8 50 + 2 9 80 + 1 42
	570 Coles * 628 625 (220 Compt. Entrept. 223 223 ;	626 31 223 1	170 Inst. Wirisex	425 426 418 820 4600 4599 530 530 534 1125 1122 1148	- 165 850 + 175 3600 + 075 184	RUcial-CNI * . 900 R. Impliciale (Ly) 3565 Sade	899 900 3680 3580	- 0 14 83 - 0 390	Amer. Teleph 167 50 Aeglo Amer. C 90 Amgold 437 50 BASF (Alx) 915	168 167 - 03 30 20 90 20 + 03 437 50 437 50 930 925 + 10	90 63 Toshika Co 22 345 Uniterer 245 Unit. Toche	np 47 95 50 20 5 344 344 20 34 n 250 261 26	060 + 553 420 + 006 1 + 038
	785 Crid Foncier # 790 790 7 400 C. F. Internet # 428 428	785 - 063 1 429 90 + 044 1	MO Libral *	985 994 977 921 930 902 1491 1510 1490	+ 2 13 1630 - 0 81 540 - 2 06 940 - 0 07 1800	Segon ★ 1625 Seita-Gobain 542 Se-Louis ★ 1054 Seioman 1746	1630 1630 540 544 1050 1055 1742 1742	+ 0 31 925 + 0 37 1040 + 0 09 80 - 0 23 190		930 925 + 10 1050 1048 - 03 77 70 77 + 0 185 185 - 1	38 365 Volvo 13 150 West Deep	347 348 34 3 167 50 167 50 16	8 + 029 720 - 018
		519 + 078 14	100 Luferge-Coppée	1401 1401 1394 1218 1210 1198	- 050 695 - 156 775	Salvepar 685 Sanoli 🛨 812	819 806	- 0 74 63	Echo Bey Mines 110 50 De Beers 65 05	111 10 111 50 + 01 65 80 65 80 + 01	90 191 Yamenoud	hi 183 181 18 np 2 13 2 12	1 - 109 211 - 094
	VALEURS % % du	VALEURS	-Cours Dernier	nt (sélection	Cours Derrier	VALEURS	Cours Demier	SIC/	AV (sélection)	VALEURS	Emission Rachet	VALEURS Smi	
ł	Obligations	Champas (Biy)	145 10 150 d	Louis Vultura	prific. cours 620 620	Testus-Aequites	préc. cours 187 185	AAA	897 02 875 14	Presencic Régiones	Frais incl. net 1038 02 1007 79	Pervalor 6	13 17 595 31
	Emp. 8,80 % 77 126 20 3 327	C.I.C. (Finesc. de)	720 899 2200	Lacie	2030 2040 1380 1360	Tour Effel	325 334	Action	464 47 447 68	Fracti Associations Fracti Epurgos Fracticapi	27 82 27 82 27 86 27 18 32 80 32 12	Pierre Investigs 6	53 54 252 28 82 13 651 20 58 95 958 95
	9.80 % 78/93 103 10 2 363 10.80 % 79/94 105 45 1 006 13.25 % 80/90 105 45 4 610	Cleate	1130 1130 340	Magnett S.A. Markimes Part. Mésal Déployé	135 136 117 120 325 325 430 429	U.T.A Vielt Vinigrik Viels	2130 2070 1741 1149 112 90 112	Additional	2P) . 1077 66 1051 36	Fructiont	110181 64 247 19 243 64 785 90 786 73	Placement J 558	24 23 72824 23 85 78 85885 76 78 49 54576 49
- 1	13,80 % 81/89 101 47 10 057 16,20 % 82/90 11 907 16 % juin 82 111 97 5 304	Comphes Cie Industriale Comp. Lyon-Alem. Concorte (La)	341 342 2540 486 731	Mars Navig (Mar. shi) Mazai	114 80 123 d 100 235 234	Westergusten S.A Brance. das Miscoc	127 580	AGF. FORCER	1081 53 1970 82 105 17 102 80	Fraction	27 03 .26 37 4297 29 4296 57	Ptécitude	12.86 109.84 \$5.23 10813.60 111.70 108.71
	14,80 % fin. 83 113 40 9 175 13,40 % dic. 83 119 80 10 891 12,20 % oct. 84 112 88 12 200	C.M.P. Cold. Glis. Ind. Cr. Universal (Cle)	17 95 18 65	Optory Ordel (L1) C.L Origey-Desertise	414 414 2598 2598 1291 1329	Étran	gères iso isso .	AGF. lovetz AGF. OBJG	115 15 112 34	Fracti ECU	576 62 567 11 11180 47 11015 24 1119 62 1083 01	Priv/Association	52 71 22652 71 13 10 110 31
	11 % 16v. 85	Crédical Darbley S.A	150 715 248 258	Palais Nouveantó Palais Marmont Parfinence Pubas-CIP	565 567 198 198 50 413 430 d	Akso	423 190 194 10 122 70 123	Agimo Alisti	215.25 207.49	Gestion	150 03 146 73	Revenus Trimestriels	6632 18386 9716 554174
- 1	OAT 10 % 2000 107 80 3 671 OAT 9,90 % 1997 108 70 8 115 OAT 9,80 % 1896 108 02 6 748	Daintande S.A Daintan-Violj. (Fis.) Dielot-Bottin	1360 1360 962	Paris France	251 50 251 50 220 281	American Brands Am. Passolina Arbed	331 - 325 429 552 550 143	ALT.O	5829 62 5374 34 883 06 686 40	Hasizm	1107 90 1075 63 12158 78 11691 13 455 11 441 85	St Honoré Bio eliment 7	96 53 1178 85 78 75 14506 22 794 79 749 20
- 1	Ch. France 3 % 153 CNB Bouns janv. 82 103 15 2 502 CNB Paribes 103 15 2 502	East Vited E.C.I.A.	2400 1350 1350	Patern, Risry, Div.	1080 1050 274.50 275	Benco de Sentander Boo Pop Especial	143 359 351 428 426 2100 2100	Amplitude	se . 5548 24 5542 70	Invest. nat	15183 80 15153 49 18694 62 18557 50 187 39 181 93 ♦	Settomoré P.M.E 4	82 97 518 35 83 51 461 58 28 55 11681 82
ŀ	CMS Seez	Electro-Banque El-Antargez EL.M. Lebinsc	735 736 695 690	Piles Wonder Piper-Haidsleck P.L.M.	1200 1300 2800 150	B. Régi. Internet Br. Lumbert Canadien-Pacific	41510 41110 561 575 104 109	Annat Fater	312 24 301 97	Jeane ápagpe	238 27 234 75 245 03 233 92	St-Honord Services 5	98 20 11839 08 30 488 75 48 54 715 55
١	CF 10,30% 95 8 638 CNE 11,50% 86 109 3 601 CNT 9% 86 99 70 4 083	Enellé Bratagne Entrapôte Paris Epargos (B)	476 3820 3835	Promodés	445 450	Chrysler conjunction	150 150 25 10 26 775 750 370 370	Ava Europe	116 56 111 29 113 94 108 77	Laffice Expension Laffice Expension	251 08 239 69 277 98 265 38 316 02 301 68	Settonomi Valor 122 Sépanisis 55	97 37 12297 37 06 13 5500 63 95 17 10795 17
1	CRH 10,90% disc. 85 . 110 80 7 585 C.N.C.A. T.P 1139 20 113 Dreset Ass. Obl. const. 2240 224	Europe Soulre Indust Barnit	65 60 120 124 80 2360 2375 224 225	Palaisia Rhitan-Poul (c. ins.) Riccialo-Zan Rochafortaine S.A.	444 440 540	Dert. and Krzft De Saers (part.) Dow Chemical Gás. Belgique	569 584 719 725	Capital Plus	1724 72 1724 72	Laffitis-Invocitifice Laffitis-Japon Laffitis-Oblig.	235 80	Sélection Coolegance 5 Scandan (Candan SF) 7	14 97 499 97 33 25 722 41 29 84 1427 50
	Mikrelogia L 8% 8/7 . 82 80 8 280	Finaless FRP Frec Foocilins (Cie)	445 444 780 770 481 475	Rochette-Camps	70 73 779 750 232 24130	Gereart	1300 1299 116 118 350 343		5080 51 5072 90 111 48 108 23	Lefits-Red	206 80 197 23 345 85 330 17 5128 77 5121 89	S.F.1. is. of dir	37 38 618 82 68 99 349 38
	VALEURS Cours Dumier cours	Forcing	446 446 396 1096 1096	Rougier et File Secer SAFAA	108 50 110 580 560 309 308	Grace and Co GTE corporation Honeywell inc L.C. industries	154 155 278 390 390 228 230	Convertinanto	488 55 474 42	Lion-Associations Lion-Institutionals Lionplus	11740 32 11740 32 23771 28 23712 757 79 750 29	SLG	45 91 1284 88 87 97 751 89 59 544 04
	Actions	France (Ls)	351 276 50 284 5750 5800	Selic-Alcan SAFT Sega	880 850 1730 249	Johanneiburg Kabota	725	Drouot-Investiss	262.87 241.40	Lion Trésor	2081 75 2071 04 458 82 - 445 46	Sheerts	14 58 403 48 11 62 209 52 23 33 412
	Agache (Saf. Fin.) 1900 A.G.F. (St Cent.) 602 Applic. Hydrael 710	From Paul Renard GAN	850 787 293 296	Seiten de Mild Sente-Fé Settem Seroisienne (M)	479 470 133 141 98 203 205	Michael Bank Pic Mineral-Ressourc Morenda	44 44.50 78 74.10 115 113	Ecucic Ecusual Monétaire Ecusual Privativados	30703 14 30703 14	Michensofe	654 72 635 65 164 48 167 02 422 05 402 91	Sogepagne 3 Sogener 103	63 98 1130 08 45 61 333 12 30 82 984 08
- 1	Arbel	Generation Géneration Generation	745 745 376	SCAC Sansia Madesga S.E.P. (M)	505 506 409 d 159 157	Paichoad Holding Pficar Inc. Proctor Garobie	26 25 90 265 255 338 345 495 499	Energie Eparcic Eparcoant Scaw	230 52 220 07 2785 30 2785 30	Menadea	5604 01 5604 01 52209 63 52209 63 56975 03 56975 03	Sciel Investimement 4 Stratégie Actions 10	28 91 1268 66 94 26 471 85 61 05 1039 47
1	Banque Hypoth. Eur	Gás Mod. Peris Groupe Victoire G. Transp. lad	699 710 525 524	Sicili	340	Ricals Cy Ltd Rollines Robeco	55 30 55 263 50 287 280 278	Epargne Association Epargne-Capital Epargne Count-Term	25053 94 25016 32 8254 50 8172 77	Nogen court teams Matuelle Unio Sel Natio-Epergre	14390 29 14390 29 149 29 142 52 14025 50 13896 63	Technocic	34 86 1089 14 • 16 91 1084 38 97 89 5725 72
	Blace-Ouest	Immindo S.A	257 257 365 385	Sinvien	259 50 259 90 335 330 10 1830	Rodamon	462 466 9 80 9 50	Epargne Croissance Epargne-Industr.	1520 16 1479 47 75 57 72 14	NeticEpergne Trifecr	6852 56 6836 86 216344 215344 1223 36 1190 62	Transconsiseres	83 37 81 74 • 07 65 6255 10 16 44 400 42
	Bon-Marché 970 B.T.P 130 Calf 590 590	ignecite ignecite imust, (Sté Cost.)	445 450	Sofice Sofice Sofice S.O.F.LP. (M)	500 600 698 135 136	Steel Cy of Can	108 110 415 420 300 292	Epergradater Epergrad Epergradang-Term	54364 43 54364 43 6 177 26 172 52	Hesio-Obligations Natio-Parasoine Natio-Parasoine	559 43 544 46 1387 30 1360 17 66866 45 66866 45	U.A.P. moyen truste 1 Uni-Autoclations 1	06 83 102 68 15 26 115 26 88 10 471 42
	Cambodga 715 CAME 156 Cartone-Lurains 860 Cartone-Lurains 27 20 27 20 27 80	Jacque	214 50 200 430 430 360 20	Solvagi Sopagri Soudure Autog.	925 935 172 172 578 570	Thom PMI Toray indust, inc Vielin Montagne	59 80 66 c 26 38 1230 1200	Epergre Monde Epergre Première Epergre-Oblig	13007 39 12910 56 197 89 192 58	NatioRoum NatioSécurité	1067 14 1056 57 11653 26 11653 26	Uniforciar	1471 1170 80 77 72 1350 68 18 06 2716 20
	CE-G-Fing 538 Carten, Blessry 1350 1350 Centrat Big 208	Little-Boonites Local-Expension Localinancière	248 248 340		256 256 810	Wagone-Liss	\$50 \$50 850	Epergra-Oustra Epergra-Unie Epergra-Valent	1225 38 1181 10 427 60 416 16	Neso-Vuleuss Nippon-Gen Nord-Sud Développ.	710 22 691 22 5871 80 5805 54 1205 42 1203 01	Univers	42 51 2266 48 87 96 187 96
	Constant	Locatel			3130 3000	Hors- Banqua Hydro-Energia . Cakiptos	247	Eparchiig	1117 08 1105 a 1200 98 1146 50	Normed	13412 65 13149 86 124 88 123 62 1063 10 1047 35	Univers-Obligations 18 Valorets 5	199 83 1053 99 100 78 1548 14 1513 500 61 107 38 1605 78
	Cote des c		DES BILLETS		COURS COURS	Countrouscy (M.) Cockery Cogenhor C. Desid, Forestiles	978 978 150 10 196 d	Eurodyo	9301 97 9164 50 1053 24 1018 61	Obigations Consent Obig. souther castig	427 50 408 11 158 82 153 82 1118 85 1107 77		2801 41107 46
	MARCHÉ OFFICIEL préc. Etm-Unic (\$ 1) 6 346	7/10 Achet 6 345 8 100 7 088	Vents 6 800 Orfe Orfe	ET DEVISES	préc. 7/10 2000 81900 2750 82850	Copens. Dobois lav. (Cento.) Gachot	337 855 965 72 70	Euro-Gen Euro-Meif Friend Pacowast	2620 2581	Optimization	204 03 159 05 1222 17 1181 98 5767 96 5549 84		-
	Allemagne (100 PM) 340 850 860 860 860 18 25Z Paya Bas (100 ft) 302 140	340 790 330 500 16 256 16 500 302 280 292	350 500 Pilos 16 500 Pilos 312 Pilos	transpasse (20 tr) transpasse (10 tr) suisse (20 tr)	492 481 385 518 511	Gay Degresse Hoogovens Matricarvice (Dons)	840 772 o 170 1440 1440	Finerd Velpássáko Fossákov (dás. par 10 Fossáka)	13905 12 13534 43 0f 11033 59 11033 59	Paribas Croissance Paribas Epargas Paribas France	589 03 565 02 16133 53 16101 33 96 70 93 98	PUBLIC	_ ,
ł	Denemark (100 km)	88 570 85 92 120 88 500 10 789 10 400	95 500 Pilca 95 500 Source 11 100 Pilca	lating (20 ft)	475 473 598 603 3005 3000	Particip. Percier Rémy et Associés Rorenn N.V	355 355 280 280 175 20 176 90	France-Garantie	6899 70 6686 83 278 04 277 49	Parima Chimosda Punibas Opportunida	1014 72 999 73 112 90 109 51	FINANC	IÈRE
	Gelco (100 dractores)	4 193 4 571 4 300 401 150 389 99 470 96	411 Piece	de 5 dollars de 50 pesós	1666 1660 906 9060 3070	Serv. Equip. Vels S.P.R Saé Lecteurs du Monde	55 30 392 391 500 600	France-Investing. France-Obligations France	453 32 448 83	Parities Pasturoine Parities Revenu Parrosse Valur	522.67 501.38 95.60 94.65 1101.68 1100.59	Renseigneme	
	Solde (100 loss) 38 480 Acardos (100 soh) 48 440 Espagne (100 pon.) 5157 Espagne (100 pon.) 5157	48 470 46 950 5 150 4 850 4 136 3 700	48 950 Piece 5 350 Or Lo		488 487 397 25 404 25 402 75 403 50	Union Brassacies	137 10	Francic Piesso			1738 80 1704 51	45-55-91-82, po	oste 4330

36-15 11

ÉTRANGER

- 3 Après la victoire du ∢ non » au Chili. 4 Les émeutes en Algérie
- 5 Le premier ministre iranien évoque les divisions au sein du réaime.
- 6 URSS: regain d'initiatives après les changements à la tête du parti et de

POLITIQUE

8 L'élection des présidents de conseils généraux. 11 L'embarras de l'opposi tion avant le référendum

sur la Nouvelle-Calédonie.

16 La grève des infirmières dans les hôpitaux. - Le nouvel êge limite pour l'incorporation des

SOCIÉTÉ

22 Le voyage de Jean-Paul II dans l'Est de la France. La grève dans les prisons.

24 Théâtre ; Retour au désert, de Bernard-Marie Koltès ; Glengarry Glen Ross et Oncle Vania; Le

vanirs assassins. 25 Au Cirque d'hiver, Astérix revu par Savary.

Communication.

Naufragé, d'après Thomas Bernhard; Sou-

ÉCONOMIE

30 La restructuration de l'industrie électromécanique européenne. 31 Les bâtisseurs de l'Europe sociale, pas tous au même

rythme. 32 Du charbon sud-africair pénètre en France par la Belgique 35 Marchés financiers.

SERVICES

1	
	Abonnements 2
.	Annonces classées 29
1	Campus
	Carnet29
	Loto
	Météorologie28
1	Jeux 20
	Philatélie 28
1	Radio-Télévision27
- 1	

Spectacles26

TÉLÉMATIQUE

- L'Algérie, le Chili en direct 24 houres sur 24 . FLASH Bourses : fantes vos comptes
 BOURSE Abonnez-vous au Monde . ABO 36-15 tapez LEMONDE
- Une semaine à travers le monde JOUR Jouez avec le Monde JELI 36-15 tapez LM

CHILI

Violents incidents à Santiago: deux morts

Santiago (AFP). - Deux personnes ont été tuées par balles et de nombreuses autres blessées, vendredi matin 7 octobre, lors de violents incidents survenus dans une hanlieue ouvrière de Santiago, au cours de manifestations de l'opposition célébrant le triomphe du « no » au plébiciscite du 5 octobre, selon des sources policières.

Les morts sont Patricio Palma. trente ans, et Luis Alberto Sara,

D'après des témoins, un commando civil armé a ouvert le feu avant de prendre la fuite.

Le procès des accusés de l'assassinat de Georges Besse est renvoyé

Le procès de Nathalie Ménigon Joëlle Aubron, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani, accusés, les deux premières d'être les principales responsables de l'assassinat de Georges Besse, le 17 novembre 1986, les deux autres d'avoir été complices, et qui devait s'ouvrir ven-dredi 7 octobre devant la cour d'assises de Paris siégeant sans jurés, a été renvoyé ce même jour à une session ultérieure. C'est là une conséquence de la grève des surveillants de prison, qui n'avaient pas extrait » les accusés, empêchant

ainsi leur venue au Palais de justice. Le renvoi a été décidé par une ordonnance du président de la cour d'assises, M. Xavier Versini, qui a fait application de l'article 287 du code de procédure pénale. Ce texte prévoit, en effet, que « le président peut, soit d'office, soit sur réquisition du ministère public, ordonnes le renvol à une session ultérieure des affaires qui ne lui paraissent pas en état d'être jugées au cours de la session au rôle dans laquelle elles sont inscrites . Cependant, l'avocat général, Me Gérard Guilloux, a tenu à faire savoir à la presse sions avant eu lieu en chambre du conseil - que, pour sa part, il avait demandé que la cour se réunisse en audience publique et que soit débat-tue l'éventualité d'un renvoi au lundi 10 octobre. J.M. Th.

• Le meurtre de Ludivine : un suspect en garde à vue. - Les enquêteurs du SRPJ de Clermont-Ferrand chargés de l'enquête sur le meurtre de la jeune Ludivine, neuf ans, trouvée morte poignardée après avoir été violée et ligotée dans une cave de Clemont-Ferrand le 28 sentembre (le Monde du 30 septembre), ont interpellé, vendredi matin, un suspect qui a été placé en garde à vue. L'homme dont l'identité n'a pas été communiquée aurait été arrêté après l'établissement d'un portraitrobot sur la base de témoignages concernant des affaires de mœurs

M. Stranss-Kahn invité dn « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Dominique Strauss-Kalas, député socialiste du Val-d'Oise, président de la Commission des fisances de l'Assemblée nationale, sera l'invité du « Grand Jury RTL-le Moude », le dinanche 9 octobre, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien secrétaire national sux études du Parti socialiste, ancien commissaire géaéral adjoint du Plan en 1984, répondra aux ques-tions d'André Passeron et d'Eric Izraelewicz, du Monde, de Domini-que Peanequin et de Jacques Esnous, de RTL, le débat étant dirigé pur Olivier Mazerolle. L'ancien secrétaire national aux

POLOGNE: dans un document interne du comité central

Le parti s'inquiète de la renaissance de Solidarité Il faut poser le problème claire-

· Le principal danger est la renaissance des structures de Soli-darité sous leur forme de 1981. c'est-à-dire d'un parti de grèves et de confrontation, et c'est sur cela que nous devons concentrer toute notre attention. - Cel avertissement est contenu dans un document interne du comité central du PC polonais (POUP), destiné aux sec-tions du parti dans toutes les entreprises, et parvenu jeudi 6 octobre à plusieurs organes de presse occidentaux à Varsovie.

Ce n'est sans doute pas par hasard que ce document est tombé entre les mains de journalistes, en plein pré-paratifs de la table ronde qui devrait réunir, vers la mi-octobre, une soixantaine de représentants de l'opposition et du pouvoir polonais et dont on sait qu'elle ne fait pas l'una-nimité au sein du POUP. L'appareil du parti serait profondément divisé sur la question de la relégalisation de Solidarité. Le texte exprime l'inquiétude de voir la discussion sur le pluralisme syndical ouvrir la voie à la recréation d'un syndicat qui scrait en fait un vaste mouvem politique d'opposition. Il se prononce pour une formule qui permet-trait à des clubs et associations de canaliser les revendications politi-

· Il s'agit pour nous, avant tout, de tirer des conclusions de nos expériences pas si éloignées, de libérer les syndicats et donc l'économie de la confrontation politique destructrice, dit ce texte. Nous sommes également aujourd'hui ouverts à la

recherche de nouvelles solutions en ce qui concerne le modèle du mou-vement, mais dans le cadre du prin-cipe : un seul syndicat dans l'entre-

Le document propose d' - attirer les contestataires dans les organisations syndicales existantes, en leur donnant une participation dans des proportions précises dans les directions, en les intégrant dans les structures tout en sauvegardant le caractère de classe du mouvement. Cela nous donnerait des arguments

Le problème de la légalisation

Evoquant la table ronde et un éventuel conseil d'entente national, · une offre sérieuse mais que nous sommes pas décidés à réaliser coûte que coûte », le comité central poursuit : . Nous avons de grandes chances d'aboutir. Nous pouvons perdre à cause de l'anarchie de la société, de la propagande irritante que propagent nos adversaires ; tout cela constitue une menace pour le processus d'entente nationale. C'est ainsi qu'il faut présenter le pro-blème à la société afin de gagner des sympathisants à notre cause

 On relève néanmoins des tentatives pour limiter les négociations de la table ronde à un seul problème : la légalisation de Solidarité. On entreprend ainsi des actions dans le but de créer des faits accomplis, d'organiser une pression. (...)

ment: les faits accomplis, les provo-cations, les ultimatums constituent une menace pour le processus de l'entente nationale et posent un point d'interrogation sur la table ronde. Notre tache actuellement est donc de nous opposer par tous les moyens à ces faits accomplis. En particulier, il ne faut absolument pas établir de négociations, quelles qu'elles soient, avec des délégations ou groupes représentant Solidar-nosc. Il ne faut en aucun cas accepter des documents portant la signa-ture de structures illégales. Il faut également entrer en contact immé-diat avec des représentants des syndicats ou du parti, des organisa-tions d'autogestion des entreprises ainsi que des organisations syndi-cales et politiques dument habilitées pour agir dans ce domaine. Nous exigeons en même temps d'informer immédiatement le parquet ainsi que les ministères concernés de chaque cas d'activité illégale dans les entreprises. En même temps, il faut immédiatement en informer le comité central afin de permettre une réaction politique immédiate.

Par ailleurs, la conférence plénière de l'épiscopat polonais, réunie jeudi, quelques jours après une visite du nouveau premier ministre, M. Rakowski, au cardinal Glemp, a examiné les préparatifs de la table ronde et s'est déclarée - convaincue que les droits des travailleurs, en particulier des ouvriers et des agriculteurs, à avoir le syndicat de leur choix seront garantis ».

-Sur le vif-

Tak a du pif

Ce matin, coup de téléphone de notre correspondant à la Réunion :

Tak?

- Tu connais la dernière de

- C'est quoi, ça, Tak ?

C'est les initiales d'André Thien-Ah-Koon, le député-maire de Tampon. Le champion du marketing. Le roi de la selfpromotion. Il s'invite aux mariages, aux enterrements et aux premières communions. Il signale par haut-parleur sa présence dans les Boeing-747 aux cinq cents passagers des vols sur Paris. Et puis, là, il a une idée géniale : imprimer sa photo sur les cartes de ramassage scolaire de tout le département.

Ecoute, Dijoux, t'es bien mignon, je t'adore, mais c'est vraiment pas le moment de me casser les pieds en me racontant les trucs de Tak. Je bosse, moi, figure-toi, j'essaye d'écrire une chronique, là, en ce

C'est bien pour ça que te t'appelle, idiote, c'est pour que tu le signales aux élus locaux en métropole. Ça peut leur remonter le moral.

- Pourquoi ? Ça va pas ?

- Alors, toi, sortie de ton placard, de ton vestiaire de gym et de ton couloir de métro, t'es vraiment au courant de rien. Depuis qu'ils peuvent plus étaler leur guaule sur toutes les chaînes aux infos régionales, ils dépriment complètement, les

- Arrête ! On voit qu'eux à la devanture de FR 3.

- Ça leur suffit pas. lis s'y sentent à l'étroit.

- Et tu crois qu'en montrant leur tronche sur des cartes scolaires... Quel intérêt ? Ça vote pas, les gosses.

- Moi, je leur refile le tuyau. A eux de l'exploiter. Crois-moi, c'est un drôle de filon : t'as les pochettes d'allumettes, les mouchoirs en papier, les cartons de lait, le PQ des sanisettes... Ah! très important, j'allais oublier, ça, Tak n'y manque jamais : envoyer des stylos aux journalistes pour les encourager à parier d'eux.

 Fallait commencer par là ! Ton Tak, tu lui diras que moi, c'est Waterman, plume souple,

CLAUDE SARRAUTE.

Les élections des présidents de conseils généraux

Après le renouvellement des 25 septembre et 2 octobre, les conseils généraux se sont réunis vendredi 7 octobre, pour élire leur président. Nous publicus cidessous une première liste de présidents élus ou réélus.

Les étas

AISNE: M. Paul Girod (UDF) sénateur CANTAL: M. Roger Besse

(RPR). FINISTÈRE: M. Charles Miossec (RPR), député. HAUTE-GARONNE: M. Pierre Izard (PS).

LOIR-ET-CHER : M. Roger Goemaere (RPR). MANCHE: M. Pierre Agniton (UDF-PR).

MEURTHE-ET-MOSELLE: M. Jacques Baudot (UDF-CDS). PUY-DE-DOME : M. Pierre Bouchaudy (PS).

HAUT-RHIN: M. Jean-Jacques Weber (UDF-CDS), député. SOMME: M. Fernand Demilly (UDF-PSD). VENDÉE: M. Philippe de Vil-

liers (UDF-PR), député. ILE-DE-FRANCE: HAUTS-DE-SEINE : M. Charles Pasqua (RPR), sénateur.

OUTRE-MER: LA RÉUNION : M. Eric Boyer, div. d.

Les réélus

AIN: M. Jacques Boyon (RPR), ALLIER: M. Jean Cluzel (UDF-CDS), sénateur,

HAUTES-ALPES : M. Marcel Lesbros (UDF). ALPES-MARITIMES : M. Jac-

ques Médecin (RPR). ARDÈCHE : M. Henri Torre (UDF-PR), sénateur. ARIÈGE : M. Robert Naudi (PS).

AUBE : M. Bernard Laurent (UDF-CDS), sénateur. AVEYRON : M. Jean Puech (UDF-PR), sénateur.

CALVADOS : M. Michel d'Ornano (UDF-PR), député. CHARENTE : M. Pierre-Rémy Houssin (RPR), député.

CHARENTE-MARITIME : M. François Blaizot (UDF-CDS). : M. Jean-Fr (UDF-PR), député. CORRÈZE: M. Charles Ceyrac

CORSE-DU-SUD : M. José Rossi (UDF-PR), député.

HAUTE-CORSE: M. François Giacobbi (MRG), sénateur. COTE-D'OR : M. Henry Berger

DORDOGNE: M. Bernard Bioulac (PS), député. DOUBS: M. Georges Graillot

(RPR), sénateur DROME: M. Rodolphe Pesce GARD : M. Gilbert Baumet

(div. g.), sénateur. GERS: M. Jean-Pierre Joseph (PS), député. HÉRAULT : M. Gérard Sau-

made (PS), député. INDRE: M. Daniel Bernardet (UDF).

iNDRE-ET-LOIRE: M. André-Georges Voisin (app. RPR), séna-ISÈRE : M. Alain Carignon (RPR). JURA: M. Pierre Brantus (UDF-

LANDES : M. Henri Emmanuclli (PS), député. LOIRE: M. Lucien Neuwirth (RPR), sénateur HAUTE-LOIRE : M. Jacques Barrot (UDF-CDS), député.

LOIRE-ATLANTIQUE : (UDF-PR), sénateur. LOTRET: M. Kléber Malécot (UDF), sénateur.

LOT : M. Maurice Faure (MRG), ministre d'Etal. LOT-ET-GARONNE : M. Jean François-Poncet (UDF), sénateur. HAUTE-MARNE: M. Pierre

Niederberger (UDF-PR). MEUSE: M. Rémy Herment (UDF), sénateur. MOSELLE: M. Julien Schvartz (RPR). O'SE: M. Jean-François Mancel

(RPR), député. ORNE: M. Hubert d'Andigné (RPR), sénateur. PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : M. Henri Grenet (UDF-rad.)
PYRÉNÉES-ORIENTALES:

M. René Marquès (UDF). BAS-RHIN: M. Daniel Hoeffel (UDF), sénateur. HAUTE-SAONE: M. Jean Rey-

boz (div. d.). SAONE-ET-LOIRE: M. René eaumont (UDF-PR), député. SARTHE : M. Michel d'Aillières (UDF-PR), sénateur. SAVOIE: M. Michel Barnier

(RPR), député. HAUTE-SAVOIE : M. Bernard Pellarin (UDF), sénateur. DEUX SÉVRES : M. Georges Treille (UDF-Rad.), sénateur. TARN: M. Jacques Durand

(PS), sénateur. TARN-ET-GARONNE: M. Jean-Michel Baylet (MRG), secrétaire d'Etat aux collectivités

VAUCLUSE: M. Jean Garcin VIENNE: M. René Monory (UDF-CDS), sénateur. HAUTE-VIENNE: M. Jean-

Claude Peyronnet (PS), député. VOSGES: M. Christian Poncelet (RPR), sénateur. **ILE-DE-FRANCE** SEINE-ET-MARNE: M. Paul Séramy (UDF-CDS), sénateur, YVELINES : M. Paul-Louis Tenaillon (UDF-CDS), député,

VAL-D'OISE: M. Pierre Salvi

Inaugurant les nouveaux laboratoires de l'INRA

M. Mitterrand insiste sur « la place prééminente de la recherche dans la guerre économique »

M. Mitterrand a inauguré, vendredi 7 octobre, les nouveaux labo-ratoires de biotechnologie de l'Instiagronomique à Jouy-en-Josas (Yvelines) (1)

Critiquant la politique de démantélement » des grands organismes de recherche tentée par le gouvernement précédent, il a insisté sur sa volonté d'-inverser la tendance - et de « restaurer la confiance - dans les chercheurs. Nous voulons assigner à notre dispositif de recherche, a-t-il dit, une place prééminente dans la guerre économique qui se livre dans le monde et qui décidera de notre sta-tut de grand pays scientifique et industriel ».

(1) Le Monde du 29 septembre.

Pour la première fois depuis son inauguration en 1953 Redin vous offre :

D'ESCOMPTE* **SUR SES TISSUS D'AMEUBLEMENT EN STOCK**

sauf articles déjà soldés on en promotion,

offre à durée limitée, pouvant être close sans préavis. Profitez-en sans tarder!

CHAMPS-ELYSÉES PARIS



LA STRATEGIE ROUSSELET EN CLAIR

Dirigenti, executives, vorgesetzten, cadres: LES MANAGERS EUROPÉENS AU BANC D'ESSAI

EGALEMENT DANS LE NUMERO D'OCTOBRE :

■ Portrait : Ralph Lauren, vendeur de rêves ■ Débat : cercles de qualité et salaire au mérite en question ! ■ Formation : les stages de langues efficaces

En vente en kiosque : 25 F

Outils: les nouveaux produits pour améliorer vos exposés

PIANOS DAUDÉ 75 DIS. GV 6 75 DI

VOTRE PIANO STEINMANN à 12700 F VOTRE PIANO KLINGMANN à 10 900 F

Le munéro du « Monde » daté 7 octobre 1988 a été tiré à 581 845 exemplaires



En promotion à partir de 220 F/mois Livraison gratuite **OUVERT LE DIMANCHE**

EXPORTATEUR C



CE QUI VA SANS DIRE **VA MIEUX EN LE DISANT... ET**

(UDF-CDS), sénateur.

LE PRÊT-A-PORTER MASCULIN SIGNE DES GRANDS COUTURIERS à des prix E-TON-NANTS (de - 25 % à - 35 %)

2 MAGASINS «RÉVOLUTIONNAIRES» A PARIS A VOTRE SERVICE

A Strasbourg: 19. faubourg National (1 etage)

Ouverts (en fond de cour) de midi a 19 h 30 du lundi au samedi Champs-Elysées : 5, rue de Washington — Métro George-V Rive gauche : 130, bd Saint-Germain — Metro Odéon

المكذا من الأصل